• L'EXTRÊME DROITE À LA CONQUÊTE DU PROLÉTARIAT – Pages 3 à 5

5000

LE MONDE diplomatique

N° 501 - 42e année — DÉCEMBRE 1995

28 pages - 20 F

Allemagne : 7 DM; Antill./Guyane : 26 F; Autriche : 60,00 ATS; Belgique : 140 FB; Canada : 4,50 $C; Espagne : 475 PTA; États-Unis : 4,25 $US; G.-B. : 2,50 £; Grèce : 1 000 DR; Italie : 6 500 lires; Luxembourg : 140 FL; Maroc : 28 DH; Portugal (Cont.) : 680 PTE; Réunion : 26 F; Sénégal : 2 200 F CFA; Suisse : 6 FS; Tunisie : 3 200 m

Abonnements : voir tarif page 16

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

Lettre aux « majors » d'Hollywood

Par ANATOLE DAUMAN

(Page 28)

Réformer par la ruine

Par IGNACIO RAMONET

AVEC le compromis de Dayton, qui met un terme provisoire à la guerre de Bosnie, et avec la défaite du chef mythique de *Solidarité*, M. Lech Walesa, à l'élection présidentielle de Pologne, un cycle d'histoire s'achève à l'est de l'Europe. Il aura duré quinze ans.

Commencée en août 1980 lors des grandes grèves ouvrières de Gdansk, et poursuivie par la mise en œuvre de la « perestroïka » de M. Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique dès 1985, cette période aura vu, dans un premier temps, l'effondrement de tous les régimes communistes européens. Rien ne put les sauver, ni la proclamation de la dictature militaire par le général Jaruzelski en Pologne, ni la présence des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, ni les redoutables machines policières en Allemagne de l'Est, en Roumanie ou ailleurs. Au nom des idéaux de la liberté, les citoyens rejetèrent massivement un système qui, par ailleurs, faisait faillite économiquement, et où les pénuries étaient généralisées. Le mur de Berlin s'effondra, et l'URSS elle-même finit par imploser en décembre 1991. Balayés par des révoltes tranquilles, les partis communistes paraissaient être tombés dans les poubelles de l'histoire, certains universitaires occidentaux n'hésitant pas à comparer leur doctrine à celle du nazisme...

Dans un second temps, sur les décombres de ces régimes, et alors que, dans les Balkans et au Caucase, explosaient les nationalismes agressifs, la démocratie fut, au moins formellement, rétablie. Simultanément, partout, en matière économique, les thèses ultralibérales et les « politiques de stabilisation » prônées par le Fonds monétaire international (FMI) et par la Banque mondiale étaient adoptées avec enthousiasme. En tout premier lieu en Pologne.

Ce pays, dès 1990, sous l'impulsion de M. Leszek Balcerowicz, ministre de l'économie, était soumis à une brutale « thérapie de choc » qui allait provoquer un véritable cataclysme social. Au nom de la rigueur budgétaire, l'État se retirait soudain du financement public des services sanitaires et sociaux, du logement et de l'éducation. Aux illusions nées du retour à la démocratie succédait la misère comme phénomène de masse. La chute de la production, des revenus, et de la consommation atteignit des taux plus importants que lors de la grande crise de 1929-1932. « *Le bond dans le marché*, écrit Karol Modzelewski, l'un des fondateurs de Solidarité, *fait penser à un plongeon dans une piscine où il n'y a pas encore d'eau* (1). »



JAROSLAW MODZELEWSKI. – « Corridor » (1988)

Sonnés par la violence du choc, 15 % des Polonais se retrouvaient, du jour au lendemain, au chômage, et près de 40 % au-dessous du seuil de pauvreté... En même temps, une minorité s'enrichissait à une vitesse parfois vertigineuse. La rancœur, la frustration et le désarroi se répandaient dans une population qui avait tant espéré des temps nouveaux et qui voyait, à présent, les gouvernements issus du syndicat Solidarité ne parier que sur « la main invisible du marché ». Parallèlement, l'Église catholique imposait, à une société largement laïcisée, un ordre moral d'un autre âge ; rétablissant, sans consultation, les cours de religion à l'école, s'opposant à l'avortement, réclamant ses biens confisqués, et poursuivant tous azimuts un activisme clérical qui a fini par lasser les gens.

UNE même lassitude s'est, peu à peu, manifestée à l'égard du discours qui, au nom du dogme néolibéral, faisait table rase de la période 1945-1989 et présentait celle-ci, systématiquement, de manière négative. Bien sûr, nul n'a la nostalgie du manque de libertés, des files d'attente, des magasins vides ou des cartes de rationnement, mais les millions de victimes de la « thérapie de choc » peuvent mesurer ce qu'elles ont perdu : un salaire garanti, l'éducation et les soins médicaux gratuits, des loyers bas, des crèches et des colonies de vacances, etc. Ce niveau de vie minimal reste à leurs yeux préférable à la pauvreté dans laquelle le changement politique les a plongées.

Demeurés massivement favorables à une *économie de marché*, *de plus en plus* de citoyens refusent la réforme par *la ruine* et *réclament une politique interventionniste* de l'État pour corriger les excès, *empêcher* l'apparition de richesse ou de pauvreté extrêmes, et assurer à *tous un niveau* correct de couverture sociale. C'est ce programme qu'ont repris d'anciens dirigeants communistes polonais, devenus sociaux-démocrates, regroupés au sein de l'Union de la gauche démocratique (SLD). Il leur avait déjà permis de sortir d'un ostracisme qui n'aura duré que quatre ans, de gagner les élections législatives de septembre 1993 (2) ; et d'assurer la victoire de M. Aleksander Kwasniewski à l'élection présidentielle.

La Pologne n'est pas le seul pays de l'Est où la population se détourne des forces politiques ayant ouvert la voie des réformes. En Lituanie, en Hongrie, en Ukraine, en Slovaquie, en Bulgarie, les succès électoraux des anciens communistes sont spectaculaires ; et toutes les enquêtes montrent qu'ils peuvent l'être également en Russie dès ce 17 décembre, en attendant l'élection présidentielle de juin 1996...

Imposer la stratégie ultralibérale en dépit des résistances populaires signifie non seulement affaiblir la démocratie mais encore alimenter les nationalismes les plus guerriers, parfois drapés dans les habits de l'extrême droite. « *Le réveil des nationalismes agressifs à l'Est* n'*est le plus souvent qu'une réaction de gens désespérés*, estime Karol Modzelewski. *Ouvriers, techniciens, enseignants paupérisés et déclassés, tous cherchent des explications simples au phénomène incompréhensible de leur malheur. Et ils trouvent des coupables faciles : les élites, les étrangers, les gens de langue ou de religion différentes sur lesquels décharger leurs frustrations* (3). »

A cet égard, et même si les conflits ethniques semblent s'apaiser dans les Balkans et au Caucase, l'Europe de l'Est reste – tant que le choc ultralibéral ne sera pas amorti – l'une des zones les plus instables et les plus dangereuses du monde.

(1) Karol Modzelewski, *Quelle voie après le communisme ?* Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1995.

(2) Lire « Polonaises nostalgies », *Le Monde diplomatique*, octobre 1993.

(3) Karol Modzelewski, *op. cit.*

L'AUTONOMIE PALESTINIENNE À L'ÉTROIT

Paix piégée au Proche-Orient

Massivement, les habitants de Cisjordanie et de Gaza s'inscrivent sur les listes électorales, en vue de participer au scrutin pour le Conseil palestinien, qui aura lieu le 20 janvier 1996. Ils veulent ainsi affirmer leur droit à un État indépendant et à la récupération de toutes les terres arabes occupées par Israël en juin 1967, un droit qui est loin de leur être garanti par les accords d'Oslo. Cantonnée dans un cadre politique et territorial trop étroit, l'autonomie palestinienne risque de n'être qu'un leurre.

En Israël même, le retrait programmé de l'armée de quelques villes palestiniennes a suscité la mobilisation de l'extrême droite (lire, page 17, l'article de Joseph Algazy). *Mais le choc de l'assassinat du premier ministre Itzhak Rabin, le 4 novembre dernier, a affaibli la droite et conforté le camp de ceux qui veulent poursuivre les négociations avec M. Yasser Arafat. Pourtant, le refus de revenir aux frontières de juin 1967 et la volonté d'annexer une partie au moins de la Cisjordanie demeurent la base d'action du nouveau gouvernement israélien.*

Par ALAIN GRESH

« *Je suis prêt à tuer.*

– *Qui ?* demande le journaliste.

– *Celui qu'on me dira de tuer.*

– *Des Arabes ?*

– *Que ce soit un terroriste ou juste un Arabe, n'importe qui.*

– *Si on vous demande de tuer des juifs, les tuerez-vous ?*

– *Si c'est un juif qui n'est pas un juif, et tout le monde comprend à qui je pense, alors oui.* »

Interrogé le 9 novembre 1995 sur la première chaîne de télévision d'Israël, un activiste du groupe Eyal – auquel appartenait M. Yigal Amir, l'assassin du premier ministre israélien Itzhak Rabin – n'hésite pas à ressasser son bréviaire de la haine.

« *Si le gouvernement continue de prendre des gants, il sera battu par les terroristes juifs en même temps que la démocratie* », s'indignait, un peu tard, M. Yossi Sarid, ministre israélien de l'environnement (1).

Pourtant, la « complaisance » du pouvoir à l'égard des terroristes remonte loin, à la conquête même de la Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne en juin 1967, quand les objectifs du Parti travailliste et ceux des « fous de Dieu » juifs étaient les mêmes, expliqués en mai 1973 par le ministre de la défense, le général Moshe Dayan : « *Les Israéliens doivent rester jusqu'à la fin des temps en Cisjordanie. (...) Si vous considérez le désir de se sentir chez soi dans toute la Cisjordanie comme une ambition expansionniste, alors je suis expansionniste* (2). »

(Lire la suite page 18.)

(1) Déclarations faites à la radio de l'armée israélienne le 8 novembre 1995, reproduites par *Summary of World Broadcasts* (cité plus loin *SWB*), BBC, Londres, 10 novembre 1995.

(2) Cité par Amnon Kapeliouk, *Hébron, un massacre annoncé*, Arléa-Seuil, Paris, 1994, p. 111.



M 2136 - 501 - 20,00 F

L'EXTRÊME DROITE À LA

En France, désespérance populaire

Manifestation d'une révolte impuissante habilement exploitée par le discours de M. Jean-Marie Le Pen, la percée électorale du Front national chez les ouvriers et les employés – qui représentent en 1995 près de la moitié de son électorat, contre moins d'un tiers en 1988 – sanctionne l'attitude des responsables politiques de la gauche qui, pendant des années, ont conduit l'offensive contre les milieux populaires.

Par ALAIN BIHR *

LE score élevé (15,07 % des suffrages exprimés) réalisé lors du premier tour de l'élection présidentielle française du printemps dernier par le dirigeant du Front national (FN) n'aura été une surprise que pour ceux qui, régulièrement, prédisent le déclin de cette formation. Optimisme que rien ne justifie : depuis sa percée sur la scène politique française lors des élections européennes de juin 1984, sa progression aura été continue (1).

Du coup, passant d'un excès à l'autre, les commentateurs ont eu tendance à s'affoler, certains faisant remarquer qu'en ajoutant à ces 15,07 % les 4,75 % de suffrages recueillis par M. Philippe de Villiers, l'audience de la droite extrême et de l'extrême droite conjuguées atteint près de 20 %. Des scores que seul le si mal nommé Parti libéral autrichien de M. Jörgen Haider dépasse au sein de l'Union européenne *(lire ci-dessous l'article de Brigitte Pätzold)* (2).

Pourtant, si M. Jean-Marie Le Pen a fait mieux que lors de la précédente élection présidentielle, sa progression reste limitée. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, il avait déjà recueilli 14,39 % des voix ; en pourcentage, son gain n'aura été que de 0,7 % ; et en nombre de suffrages, d'un peu moins de 200 000 voix (4 570 838 voix en 1995 contre 4 375 894 voix en 1988). En revanche, la composition sociologique de l'électorat lepéniste s'est notablement infléchie sous l'effet de deux mouvements contraires.

En 1988, c'est parmi les catégories moyennes traditionnelles et travailleurs indépendants (agriculteurs, artisans et commerçants, professions libérales) (3) que le chef du Front national réalisait ses meilleurs résultats. Près d'un artisan ou commerçant sur trois avait alors voté pour lui. Sept ans plus tard, les agriculteurs, artisans, commerçants et les membres des professions libérales ne sont proportionnellement pas plus nombreux que la moyenne de l'électorat à pencher vers l'extrême droite (4). C'est qu'entre ces deux dates une partie de cet électorat a été accaparée par M. de Villiers.

Mais si le dirigeant du FN a perdu des voix dans les classes moyennes traditionnelles, il en a incontestablement gagné au sein du prolétariat : employés (+ 5 %) et surtout ouvriers (+ 11 %). *Dans cette dernière catégorie*, M. Le Pen, avec 27 %, vient même largement en tête, loin devant M. Lionel Jospin (21 %) et M. Robert Hue (15 %). Bref, en 1988, M. Le Pen était le champion de la « boutique » : en 1995, il est celui de l'atelier.

C'est cette progression, déjà en partie perceptible lors des élections régionales de 1992 et des élections législatives de 1993, qui est le fait le plus notable du dernier scrutin présidentiel. Et lorsqu'on ne classe plus les électeurs selon des critères objectifs (l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle) mais qu'on leur demande de se répartir eux-mêmes selon des critères subjectifs, 19 % de ceux qui se rangent parmi les « classes populaires » et surtout 33 % de ceux qui se sentent « défavorisés » ont voté en faveur de M. Le Pen. Le terreau sur lequel prospère la fleur vénéneuse de l'extrême droite est bien, de plus en plus, enrichi par les menaces multiformes que la prolongation et l'aggravation de la crise économique font peser sur la situation socioprofessionnelle et l'avenir d'un nombre grandissant de ménages du salariat populaire.

C'est sur lui que pèsent les effets les plus massifs de cette crise : le développement du chômage et de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, le démantèlement rampant du système public de protection sociale, la restriction de possibilités déjà limitées d'ascension sociale, la relégation dans des banlieues déshéritées, l'extension de la vulnérabilité et de l'exclusion. À cela, une raison essentielle : la crise du mouvement ouvrier, qui a pris en France un tour singulier et particulièrement aigu (5), et la remise en question du compromis social d'après-guerre dans le cadre d'une transnationalisation accélérée des économies.

De ce compromis, le mouvement ouvrier occidental avait été l'agent et le garant pendant les « trente glorieuses », s'intégrant de plus en plus dans les rouages du pouvoir, de l'entreprise à l'État, en aggravant du même coup la structure bureaucratique de ses organisations. Sa remise en question allait le prendre au dépourvu, en le privant de toute stratégie, face aux attaques contre les acquis matériels et institutionnels de sa base sociale. Et ce d'autant plus que l'État national, qui avait jusqu'alors constitué le cadre et le levier de son action, allait se trouver progressivement privé de ses moyens traditionnels d'intervention économique et sociale.

Les ouvriers et les employés subissaient de plein fouet les « restructurations industrielles » synonymes de licenciements collectifs, le bouleversement des métiers, des qualifications et des formations lié à l'introduction des « nouvelles technologies » et des nouvelles formes de gestion de la main-d'œuvre (recours accru au travail précaire, individualisation du rapport salarial), la montée du chômage, générateur d'incertitude du lendemain. Avec pour conséquence l'aggravation des hétérogénéités et des inégalités entre qualifiés et non-qualifiés, jeunes et adultes, hommes et femmes et bien évidemment nationaux et étrangers ; et l'exacerbation de la concurrence entre catégories et individus ainsi que des réactions de méfiance et de rejet fondées sur le paternalisme, le sexisme mais aussi le racisme.

Dans ces conditions, l'audience des organisations du mouvement ouvrier (associations, syndicats, partis) a décliné ; d'autant plus qu'elles se sont trouvées *affaiblies* par la *dispersion* de leurs meilleurs éléments, désorganisées par les restructurations industrielles, le chômage, la précarité. Les réseaux de socialisation et de solidarité qu'elles avaient constitués ont fini par disparaître de certaines entreprises ou quartiers, privant des collectifs de travail et de vie de toute identité (organisationnelle et idéologique), et laissant du même coup le champ libre à l'implantation du Front national (6).

Pareille situation a discrédité les idéaux traditionnels de solidarité universelle, d'*égalité*, de *justice sociale* d'autant plus qu'au cours des années 80 ces derniers auront eu à subir simultanément un retour en force du libéralisme (culte de l'esprit d'entreprise, de l'individualisme concurrentiel, de l'argent et de la réussite, adulation des « gagnants » et mépris des « perdants ») et l'effondrement des deux modèles rivaux du mouvement ouvrier, le réformisme social-démocrate à l'Ouest et le prétendu socialisme réel à l'Est.

Le traumatisme qu'a représenté pour les *milieux populaires* cet effondrement a été d'autant plus grave en France qu'il y aura pris la forme d'une véritable tra-



SÉMÉNIAKO-MÉTIS

LA « BÊTE IMMONDE », TAKTOK (INDE)

* Auteur de *Pour en finir avec le Front national*, Syros, 1993, et de *Déchiffrer les inégalités*, (en collaboration avec Roland Pfefferkorn), Syros, 1995.

(1) À la seule exception des élections européennes de juin 1994, où le FN aura enregistré un tassement (10,5 % contre 11,7 % en 1989), notamment sous l'effet de la concurrence de la liste de *M. Philippe de Villiers, qui avait alors recueilli* 12,3 % des voix.

(2) Lors du scrutin législatif d'octobre 1994, le FPÖ a recueilli 22,5 % des voix.

(3) 21 % des travailleurs indépendants contre seulement 14 % des cadres avaient alors donné leur voix à M. Le Pen.

(4) Le sondage « sortie des urnes » réalisé par l'IFOP le 23 avril 1995 indique que seuls 13 % des membres de ces professions ont voté pour le dirigeant du FN. *Cf. Libération*, 25 avril 1995.

(5) Nous reprenons ici en la condensant à l'extrême l'analyse de cette crise développée dans *Du Grand Soir à l'alternative*, Éditions ouvrières-Éditions de l'Atelier, 1991.

(6) *Cf.* à ce sujet le témoignage d'Anne Tristan sur les quartiers nord de Marseille relaté dans *Au Front*, Le Seuil, Paris, 1987.

EN AUTRICHE

Un guide au temps des médias

En attendant la présidence de la République à laquelle il se destine, le dirigeant de l'extrême droite, M. Jörg Haider, compte sur une campagne médiatisée et les élections anticipées de décembre pour accéder enfin aux responsabilités gouvernementales.

Par BRIGITTE PÄTZOLD *

LE 13 octobre dernier, M. Wolfgang Schüssel, chef des conservateurs autrichiens (ÖVP) et vice-chancelier, faisait tomber la coalition entre sociaux-démocrates (SPÖ) et conservateurs sur la réduction du déficit budgétaire. Les élections anticipées du 17 décembre verront peut-être une redistribution du pouvoir entre les trois grands partis qui recueillent chacun environ un tiers des voix, les sociaux-démocrates (SPÖ), les conservateurs (ÖVP) et les libéraux nationalistes (FPÖ), avec leur turbulent dirigeant populiste, M. Jörg Haider.

M. Wolfgang Schüssel, qui aspire au poste de chancelier, n'exclut pas une éventuelle coalition avec le FPÖ. Fort des 23 % de suffrages obtenus aux élections d'octobre 1994, M. Haider est convaincu qu'il est devenu indispensable. Accusé d'avoir préparé le terrain aux attentats xénophobes qui ont secoué l'Autriche depuis décembre 1993, il tente de se donner des airs de respectabilité – sans toujours y parvenir.

Les murs sont parfois éloquents. Dans les quartiers ouvriers de Vienne, en octobre dernier, de drôles d'affiches, signées par les libéraux, ont attiré l'attention des passants leur demandant : *« AIMEZ-VOUS : Scholten, Jelinek, Haupl, Peymann, Pasterk... OU : l'art et la culture ? »* Le ton est donné. Celui de la dénonciation. M. Jörg Haider, le leader de la droite nationaliste qui entend s'attaquer aux bastions traditionnels des sociaux-démocrates, sur le terrain de la culture.

En prenant pour cible des intellectuels de gauche provocateurs comme l'écrivain Elfriede Jelinek ou Claus Peymann, directeur du prestigieux Burgtheater de Vienne, le ministre de la culture, Rudolf Scholten, accusé de subventionner grassement une prétendue « gauche caviar », M. Haider mise sur le réflexe anti-intellectuel des habitants des quartiers populaires. L'affiche sous-entend que les défenseurs de l'art « véritable », de la « vraie » culture sont les signataires. Ainsi dénonce-t-on, de manière sous-jacente, « l'art dégénéré ».

Comme ses collègues écrivains Gerhard Roth, *Josef Haslinger* ou *Peter Turini*, *M. Haider dénonce* les « Nestbeschmutzer », ceux qui salissent leur propre nid. Elfriede Jelinek n'a pas fini de revenir sur le passé ambigu et la responsabilité refoulée des Autrichiens pour leur attitude pendant la *seconde* guerre mondiale. *C'est* aussi le thème de sa dernière pièce *Die Kinder der Toten* (« Les enfants des morts »). Pour la première fois, elle se sent réellement menacée : *« Je suis certainement une cible privilégiée pour les terroristes de l'extrême droite en tant que femme, féministe de gauche et mi-juive. »*

Attiser la xénophobie

POUR elle comme pour la plupart des intellectuels de gauche, M. Jörg Haider est le véritable responsable des séries d'attentats terroristes qui déferlent sur le pays depuis décembre 1993. En attisant la haine contre les étrangers et tous ceux qui les soutiennent, travailleurs sociaux, hommes politiques ou intellectuels *de gauche*, il crée un climat xénophobe propice à la terreur. Dernière victime : Mme Maria Loley, une vieille dame autrichienne de soixante et onze ans qui, dans le petit village viticole de Poysdorf, a aidé les réfugiés bosniaques à s'intégrer. Le 16 octobre dernier, une lettre piégée lui arrache la main gauche. Par son action – contestée par une partie des villageois –, elle est devenue la cible des militants de l'extrême droite qui s'attaquent aussi bien aux étrangers – quatre Tsiganes ont trouvé la mort dans une explosion en février 1995 (1) – qu'à tous ceux qui les défendent.

M. Jörg Haider a profité de cette dernière série d'attentats pour faire grief au ministre de l'intérieur de n'avoir pas réussi à trouver les responsables. Il lui a notamment reproché de n'avoir pas cherché une piste du côté d'anciens agents de la Stasi, la police secrète de l'ex-RDA. Soucieux de respectabilité, il prend ses distances avec l'extrême droite dont il condamne officiellement les actes terroristes, se moquent de la « teutomania » (« Deutschtümelei ») de ses adeptes.

En fait, le loup se déguise en agneau. Hans Henning Scharsach dans son best-seller *Haiders Kampf* (2) montre les similitudes entre M. Jörg Haider et Adolf Hitler. L'Autrichien de Braunau, lui aussi, n'était qu'un populiste à ses débuts. Lui aussi mettait à profit le mécontentement des Allemands face « aux partis politiques établis », lui aussi séduisait les couches les plus défavorisées, les moins informées, les moins cultivées de la population allemande. Le pouvoir absolu était au bout. M. Jörg Haider aussi en rêve. Il se voit déjà président en 1998.

La troisième République qu'il veut instaurer et dont il brosse le tableau dans son livre (3) serait fondée sur la démocratie directe. Fini les partis politiques, place aux dirigeants populaires portés au pouvoir par la volonté du peuple. La recette s'appelle « privatisation » du pouvoir et médiatisation à outrance selon ses modèles, M. Silvio Berlusconi en Italie ou M. Ross Perrot aux États-Unis.

Caméléon de la politique, il séduit par son allure *jeune, sportive et décontractée*, apparaissant tantôt en costume traditionnel, tantôt en costume urbain, et sait exploiter les moindres failles de ses adversaires (se moquant même de leur âge ou de leur allure vieillotte).

En attaquant *« ceux d'en haut »*, les hommes politiques et leurs privilèges, ce milliardaire, fils d'un *fonctionnaire nazi* devenu *riche industriel*, *prétend* se faire l'avocat des « petites gens », racolant ainsi les voix d'anciens électeurs du parti social-démocrate, en particulier des ouvriers (les trois quarts de ses électeurs). Après s'être attiré les sympathies des paysans et artisans de l'électorat traditionnel des conservateurs, cet ancien yuppie se proclame *« leader prolétaire »* (4). Son parti, le FPÖ, se présente comme le parti des « jeunes ouvriers en colère » et des « retraités apeurés » (5).

Sur le registre de la protestation

EXPLOITANT les mécontentements et les peurs de certaines couches sociales face aux changements socio-économiques depuis la chute du mur de Berlin et l'entrée de l'Autriche dans l'Europe, M. Haider joue à fond sur le registre de la protestation, de la jalousie sociale, voire de la haine. Épinglant à tour de rôle les privilèges des hommes politiques, les prétendues subventions aux écrivains et artistes ou les allocations versées aux *immigrés*, il est sûr d'être entendu.

Mais pas toujours suivi. L'échec du référendum anti-immigrés qu'il a voulu organiser l'année dernière et l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne en dépit de sa campagne hostile prouvent que la majorité des Autrichiens ne sont pas toujours dupes de son populisme racoleur.

* Journaliste.

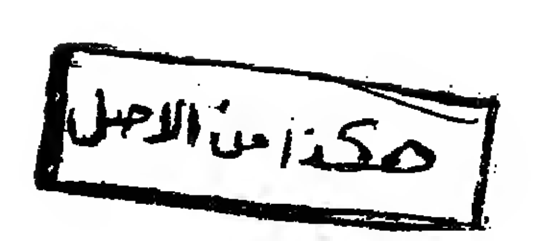
(1) Brigitte Pätzold, « Autriche, les fissures d'un modèle », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

(2) *Haiders Kampf*, Hans Henning Scharsach, Orac, Vienne, 1992.

(3) Jörg Haider, *Die Freiheit, die ich meine* (« La liberté à laquelle je pense »), Ullstein, Berlin, 1993.

(4) *Das Ende der Seligkeit* (« La fin du bonheur »), Peter Pelinka, Kremayr et Scheriau, Vienne, 1995.

(5) Fritz Plasser et Peter Ulram, *Radikaler Rechtspopulismus* (« Populisme de l'extrême droite »), Signum, Vienne, 1995.



À LA CONQUÊTE DU PROLÉTARIAT EUROPÉEN

Menaçantes percées de l'extrême droite

LES succès électoraux réalisés en France, en Italie, en Autriche ou en Belgique, par des partis d'extrême droite lancés à la conquête légale du pouvoir, leur permettent dès à présent de participer directement à la gestion des affaires publiques, locales, régionales, voire nationales. Leur enracinement au sein de classes populaires déstabilisées par le chômage et les attaques contre la protection sociale, et séduites par la démagogie extrémiste, particulièrement en France, est un phénomène nouveau et inquiétant. Dans le même temps se perpétuent et se diversifient un peu partout des réseaux qui, des groupuscules de skinheads aux néonazis en passant par les commandos intégristes anti-avortement, recourent systématiquement à l'action violente et au terrorisme, en Europe comme ailleurs *(voir, sur l'extrême droite israélienne, l'article de Joseph Algazy, page 17)*.

Par RINKE VAN DEN BRINK *

Sur fond de crise sociale et politique de plus en plus grave, une idéologie ouvertement xénophobe et raciste s'est développée en Europe de l'Ouest ; si les pays sont ébranlés par le chômage, l'insécurité, les incertitudes liées à la construction européenne, la dette publique ou un manque de fonds et de ressources, ce serait en grande partie la faute aux étrangers. Tel est le leitmotiv commun des extrêmes droites. Que ce soit le Front national français (FN) ou le Vlaams Blok flamand, les libéraux nationalistes autrichiens (Freiheitlichen, ex-FPÖ), les Republikaner allemands ou les groupes issus du Parti du centre (CP) néerlandais – le Centre des démocrates (CD) et le Parti du centre 86 (CP 86) –, tous rabâchent la même antienne : le départ des étrangers signifierait la fin des problèmes.

Mais la xénophobie ne suffit pas à rendre compte de la percée électorale des partis de l'extrême droite. Car comment expliquer que certains se soient implantés durablement (en France, en Italie, en Autriche ou en Flandre belge) tandis que d'autres n'y parviennent pas : en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et moins encore en Espagne, au Portugal et en Grèce où ils sont quasiment inexistants ? À quelques nuances près, le discours anti-immigrés des partis à succès – comme le Front national ou le Vlaams Blok – ne diffère pas de celui des groupes qui piétinent depuis des années, comme les différents partis extrémistes allemands et néerlandais.

La loi électorale en vigueur ne semble guère non plus jouer un rôle décisif. Des systèmes majoritaires semblables, en France et au Royaume-Uni, donnent des résultats fort différents. En France, le Front national ne cesse d'accroître ses scores depuis douze ans et dispose désormais d'un réseau de plus de treize cents élus locaux, cantonaux, régionaux et européens *(lire, page 4, l'article d'Alain Bihr)*. Au Royaume-Uni, les élus de l'extrême droite se comptent sur les doigts d'une main : le National Party, une scission du National Front, avait obtenu deux sièges de conseiller communal à Blackburn, en mai 1976. Depuis, le British National Party a récolté un siège municipal en septembre 1993, lors d'une élection partielle à Tower Hamlets, dans l'East End de Londres, siège perdu au mois de mai 1994.

Le scrutin majoritaire rend, certes, une percée de l'extrême droite plus difficile, dans la mesure où il désavantage les petits partis et les nouveaux venus, mais – comme le confirme l'exemple des municipales françaises de juin 1995 – il ne l'empêche pas. Inversement, la proportionnelle intégrale en vigueur en Autriche, aux Pays-Bas ou en Belgique augmente bien évidemment les chances de l'extrême droite, comme de tous les autres partis, d'être représentée dans les assemblées, mais elle ne constitue pas pour autant une garantie de succès.

En Autriche, le FPÖ a plus que quadruplé son score dans les douze années qui séparent les législatives d'avril 1983 (4,9 %) – les dernières avant l'arrivée à la tête du parti de M. Jörg Haider (1) – et celles du 9 octobre 1994 (22,6 %) *(lire, page 4, l'article de Brigitte Pätzold)*.

Aux Pays-Bas, la situation est tout autre. Le Parti du centre (CP) avait obtenu 0,8 % des voix lors des législatives de septembre 1982, envoyant ainsi un député au Parlement. Douze ans plus tard, lors des législatives du 3 mai 1994, un de ses deux successeurs, le Centre des démocrates (CD), a triplé son score, avec 2,5 % des suffrages et trois députés : mais il n'a toujours pas vraiment décollé. D'autant que le parti ne compte plus que 41 des 77 conseillers municipaux qu'il avait fait élire le 2 mars 1994 : les 36 autres ont déserté le CD ou en ont été exclus.

En Belgique, en revanche, le Vlaams Blok a pleinement profité du scrutin proportionnel : de 1,8 % des voix lors des législatives du 17 décembre 1978 (un député), les extrémistes flamands sont passés à 10,4 % à celles du 24 novembre 1991 (12 élus à la Chambre et 6 au Sénat) et à 12,3 % à celles du 21 mai 1995 ; ils ont désormais 11 élus au Parlement fédéral, 15 au Parlement flamand, 5 au Sénat et 2 au Parlement de la région Bruxelles-Capitale (2).

SABINE MONYRIS (1988)

Importance du chef

SI la xénophobie et le système électoral ne suffisent pas à expliquer les succès des partis d'extrême droite, c'est que d'autres facteurs jouent leur rôle. Tous les mouvements d'extrême droite à succès sont des *Führerparteien*, menés de main de fer par des hommes jouissant d'un charisme certain. C'est le cas de M. Le Pen en Francc, comme de MM. Jörg Haider en Autriche, de M. Gianfranco Fini en Italie et, dans une moindre mesure, de M. Karel Dillen, président à vie du Vlaams Blok en Flandre. Il en va de même de M. Filip Dewinter, son véritable dirigeant. M. Franz Schönhuber, l'ex-président des Republikaner allemands, apparaissait lui aussi comme un chef charismatique, mais au contraire de MM. Le Pen, Haider, Fini et Dillen, il n'a pas su rassembler derrière lui les troupes de l'extrême droite.

Car le Front national, le Vlaams Blok ou le Mouvement social italien (MSI), devenu Alliance nationale, sont surtout des conglomérats de fractions d'extrême droite, fédérées autour de leur « Führer ». À un moindre degré, le FPÖ est lui aussi un ensemble de sensibilités fort différentes allant de sympathisants du nazisme à des libéraux comme M. Heide Schmidt (3).

En Allemagne, aux Pays-Bas et en Wallonie, la situation est bien différente. Dès leurs débuts, les Republikaner ont été confrontés à la concurrence mortelle de l'Union du peuple allemand (DVU) et du Parti national démocratique (NPD), auxquels se sont ajoutées, en 1991, la Deutsche Liga (DL) et, en 1994, l'Alliance des citoyens libres (BfB). Aux Pays-Bas, faute de dirigeant incontesté, l'extrême droite est allée de scission en scission. En Wallonie également, le Front national belge et Agir, en se disputant l'électorat, ont donné naissance à plusieurs groupuscules concurrents. Une guerre ouverte a même éclaté au sein du FN belge : son président à vie, le docteur Daniel Féret, a exclu un des deux députés nationaux du parti, l'ex-juge et ex-libérale Mme Marguerite Bastien, qui a obtenu le soutien de dizaines d'élus locaux du parti.

Si les formations d'extrême droite doivent, pour progresser, être unies autour d'un chef, elles n'en éprouvent pas moins le besoin de présenter une façade démocratique, adaptée aux traditions de pays de liberté qui sont celles de la plupart des États membres de l'Union européenne. À partir d'un certain niveau de développement, le fait d'afficher une filiation fasciste devient un obstacle difficilement surmontable. Plusieurs d'entre elles se sont ainsi engagées dans une mutation visant à apparaître comme des forces de droite radicales, mais néanmoins respectueuses de la Constitution ; bref, des partis de gouvernement.

On l'a vu avec la transformation du Mouvement social italien en Alliance nationale, dotée d'un chef, candidat à la direction des affaires publiques et effectivement populaire. On le note aussi en France avec la volonté de M. Le Pen de rompre avec son image, demandant réparation de la *« diffamation »* de Carpentras et exigeant des médias qu'ils ne cataloguent plus son parti à l'extrême droite. Cet effort contredit naturellement leur tendance à préserver le discours traditionnel pour ne pas risquer de perdre le noyau dur de leur électorat (et de leur militance) : chassez le naturel, il revient au galop...

La situation sociale constitue évidemment un facteur important d'épanouissement de l'extrême droite. Dans tous les pays où celle-ci a percé, le chômage, l'insécurité, les problèmes du logement ou encore la crise de la Sécurité sociale sont de moins en moins maîtrisés. Attentioo ccpendant : en Autriche, où M. Haider ne cesse de progresser, le taux de chômage reste bas et la couverture sociale est très développée ; à l'inverse, l'extrême droite n'a pas percé en Espagne, au Portugal et en Grèce, dont le contexte social est pourtant très difficile même s'il s'est amélioré depuis leur entrée dans l'Union européenne. Surtout les années de dictature ont sans doute partiellement immunisé ces pays contre de oouvelles expériences totalitaires.

Aotre élément d'expansioo de l'extrême droite : la faiblesse de la droite traditionnelle, qui ne s'exprime pas toujours en termes électoraux. Ainsi, en France, si la droite domine sans partage l'échiquier politique à tous les niveaux de pouvoir, les divisions internes, les candidatures concurrentes à l'élection présidentielle, les « affaires » dans lesquelles les gouvernements successifs ont déjà été impliqués ne donnent guère l'image d'une droite forte : le Front national en tire parti. De même en Italie, l'Alliance nationale a profité de l'effondrement de la Démocratie chrétienne à laquelle elle a pu partiellement se substituer.

S'il existe encore dans la Péninsule une perspective de gauche, ce o'est pas le cas en Autriche. L'ascensiou fulgurante du parti de M. Jörg Haider va de pair avec une chute de la popularité des socialistes comme des conservateurs. En Belgique, en Wallonie cnmme en Flandre, les socialistes et la démocratie-chrétienne souffrent de l'usure du pouvoir et des scandales. La droite libérale n'a pas su exploiter cette situation, au contraire de l'extrême droite. Quant aux tentatives de certains libéraux flamands et bruxellois de chasser sur les terres de l'extrême droite en adoptant des slogans semblables à ceux du Vlaams Blok ou du FN belge, elles ont eu pour seul effet de banaliser le discours xénophobe.

En revanche, aux Pays-Bas, M. Frits Bolkestein, le leader des libéraux conservateurs qui font partie de l'actuelle coalition gouvernementale (4), a triomphé aux élections provinciales du 8 mars 1995 en reprenant les thèmes d'une extrême droite qui, dans le même temps, subissait un cuisant échec...

La réaction des autorités influe également sur le développement des partis xénophobes. Selon une étude comparative portant sur la France, la Belgique, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, *« la démocratie belge est la plus vulnérable des cinq »*, tandis que *« la démocratie allemande est la mieux protégée contre la menace de l'extrémisme de droite »* ; la France dispose *« d'instruments répressifs d'ordre juridique considérables, mais ceux-ci sont relativement peu utilisés* (5) *»*.

Les Pays-Bas combinent un système politique très ouvert avec d'amples moyens répressifs. Ainsi l'extrême droite ne réussit que rarement à organiser une manifestation ou une réunion publique : sous la menace de contre-manifestations, les maires les interdisent au nom du maintien de l'ordre public. De plus, elle est en permanence dans le collimateur de la justice. L'ancien Parti du centre (CP) a fait faillite en 1986 à la suite d'une longue série de procès. Plus récemment, en mai 1995, cinq membres de la direction du CP 86 ont été condamnés pour *« provocation à la haine raciale »* et *« participation à une organisation à but criminel »*. Si ce jugement était confirmé, il conduirait à l'interdiction de ce parti.

Gardons-nous donc de toute simplification. Le sort de l'extrême droite, ses succès comme ses échecs s'expliquent par le jeu complexe de facteurs multiples. La réponse à la menace que ces partis font peser sur la démocratie doit en tenir compte.

(1) M. Jörg Haider devint le numéro un du FPÖ en septembre 1986, au congrès d'Innsbruck.

(2) Les deux élus Vlaams Blok du Parlement de Bruxelles-Capitale siègent d'office au Parlement flamand, où le VB dispose donc au total de dix-sept élus.

(3) M. Heide Schmidt, ancien candidat du FPÖ à la présidence de la République, ainsi que quatre autres parlementaires du FPÖ ont quitté leur parti dans les premiers jours de février 1993 pour fonder le Liberales Forum, qui a obtenu lors des législatives du 9 octobre 1994 5,74 % des voix et dix députés.

(4) Avec les sociaux-démocrates et les libéraux de gauche.

(5) Jaap Van Donselear, *De staat paraat ?* éditions Babylon/De Geus, Amsterdam, 1995.

* Journaliste à l'hebdomadaire néerlandais *Vrij Nederland*. Auteur de *De Internationale van de Haat. Extreem-rechts in West-Europa* (L'Internationale de la haine. L'extrême droite en Europe de l'Ouest), éditions SUA, Amsterdam, 1994. À paraître en français, en février 1996, aux éditions Luc Pire, Bruxelles.

L'EUROPE ET TOUTES SES MIGRATIONS. – Catherine Withol de Wenden et Anne de Tainguy

★ **Complexe, Bruxelles, 1995, 173 p., 59 F.**

En 1992, l'Europe occidentale compte 18,27 millions d'étrangers résidents. Ce petit ouvrage, très clair, insiste sur le caractère inéluctable de la persistance des pressions migratoires dans un avenir prévisible ; la nouveauté de certains traits les caractérisant ; la diversité des politiques suivies par les États européens. Non seulement la disparité des niveaux de vie et celle des régimes politiques motivent les migrants à se déplacer vers certains pays jugés plus attirants, mais les migrations de l'Est se superposent à celles du Sud. Un des mérites de l'ouvrage consiste dans l'attention portée aux premières : les migrants viennent surtout des villes, les membres des élites en font souvent partie, l'immigration conserve davantage un caractère temporaire que dans le cas des pays du Sud, ses flux sont très mouvants à l'intérieur des frontières de l'ancien bloc communiste ; tout en cherchant à s'en protéger, les États européens y sont plus favorables qu'aux migrations venues du Sud en raison du caractère jugé temporaire des premières.

Quelles que soient les origines des flux, les politiques européennes convergent cependant dans une tendance à la fermeture. Les divergences quant aux politiques suivies par chaque État vis-à-vis des immigrés régulièrement admis à séjourner sont réelles et tiennent largement à la spécificité de chaque histoire nationale.

NORBERT ROULAND.

L'INSÉCURITÉ. – Jean-Luc Mathieu

★ **Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1995, 40 F.**

Il s'agit de l'insécurité en France : mesure, coût, dissuasion, prévention, et de ses causes profondes, touchant à l'emploi et à une *« insécurité sociale croissante »*. Au sujet des étrangers, Jean-Luc Mathieu évoque surtout l'insécurité qu'ils vivent eux-mêmes. A partir de cette mine d'informations toutes très récentes, mais concernant le seul Hexagone, l'auteur aborde la dimension internationale du problème. Il établit avec force les liens entre insécurité, déréglementation et libre-échange, entre la *« financiarisation »* de la société et l'anémie de la démocratie, et dénonce le *« diabolique plan d'insécurisation générale des sociétés, dont seuls les plus forts sont peut-être aptes à tirer profit »*.

J. D.

DANS DEUX DOCUMENTS RESSUSCITÉS,

Un Vatican lucide et timoré

LA publication d'un projet d'encyclique commandé en 1938 par Pie XI – document qui, après d'autres, devait réaffirmer l'unité du genre humain, et donc dénoncer le racisme du IIIe Reich – conduit à s'interroger une fois encore sur l'impact de certains silences, et sur la prudence de certaines condamnations. Aussi bien d'ailleurs que sur l'étouffement par les pouvoirs étatiques et médiatiques des prises de position de Rome – comme ce fut le cas lors de la prise de position du Vatican hostile à la guerre du Golfe.

Par HENRI MADELIN*

Entre Anschluss (annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne) et invasion des Sudètes, l'année 1938 est cruciale dans l'histoire contemporaine. Le culte du sang et de la race, l'antisémitisme, l'aveuglement devant les injustices sociales, la poussée des nationalismes, les discours belliqueux atteignent une sorte de paroxysme dans une Europe qui digère mal les méfaits du traité de Versailles. Deux chercheurs belges, Georges Passelecq, moine bénédictin à l'abbaye de Maredsous, et M. Bernard Suchecky, historien juif, familier des États-Unis, ont récemment entrepris de reconstituer l'atmosphère de cette époque, après avoir réussi à mettre la main, outre-Atlantique, sur un texte enfoui dans les archives : une traque policière aux allures de roman.

Le document qu'ils publient et commentent est un projet d'encyclique que Pie XI avait commandé à un jésuite américain, le Père John La Farge, spécialiste reconnu de la question noire et du racisme aux États-Unis (1). Pour ce travail, il se fait assister d'un Français, le Père Gustave Desbuquois, et d'un Allemand, Gustav Gundlach, jésuites l'un et l'autre, déjà sollicités pour préparer des développements rédactionnels dans des encycliques précédentes.

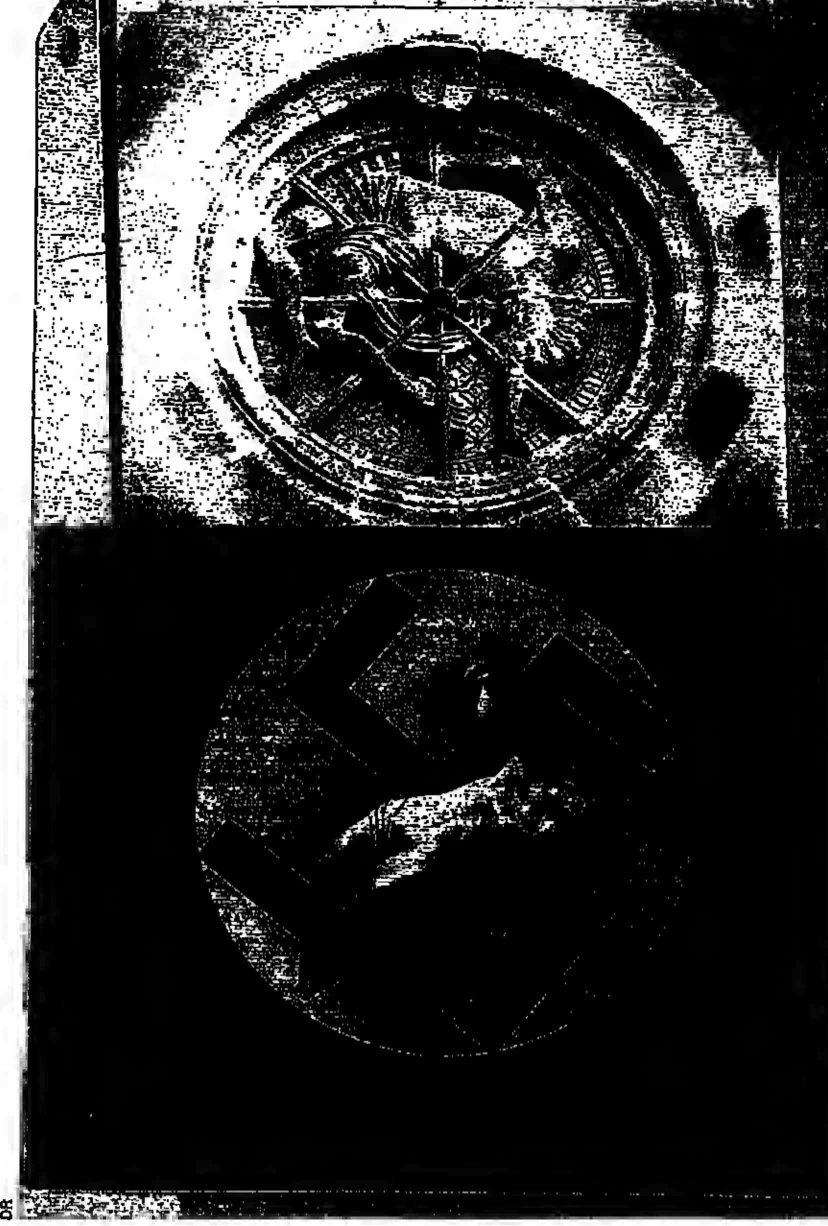
La tâche est accomplie durant l'été 1938 à Paris, rue Monsieur, siège de la revue *Études*, au milieu de la profonde inquiétude qu'inspire la situation internationale. L'arrogance d'Adolf Hitler ne connaît plus de bornes, les démocraties cherchent l'apaisement, applaudies par l'écrasante majorité de leurs opinions publiques, et déjà la Gestapo semble avoir installé une station quasi officielle au cœur de Paris (2).

Le Père Gustav Gundlach n'a pas tardé à être dénoncé à Berlin par un zélateur installé dans les cercles du Vatican. Dès mai 1938, il est averti qu'il sera arrêté par la police du Reich s'il rentre en Allemagne (3). On lui reproche une intervention le 1er avril 1938 à Radio-Vatican, intervention dans laquelle il dénonce ce qu'il nomme le *« faux catholicisme politique »* de l'épiscopat autrichien et de son chef, le cardinal Innitzer. Ce dernier avait déclaré, à la veille du plébiscite en faveur de l'Anschluss : *« Ceux qui ont charge d'âmes et de fidèles se rangeront sans conditions derrière le grand État allemand et le Führer* (4). » Paroles étonnantes qui entraînent la convocation du prélat au Vatican. Après avoir rencontré Pie XI, il est fermement invité à signer un communiqué unanimement considéré comme une rétractation de ses propos précédents.

La lucidité politique qu'exigeraient les circonstances fait gravement défaut dans certains milieux d'Église. Le livre fourmille d'exemples qui prouvent les ravages d'un piétisme et d'un idéalisme incapables d'une véritable analyse politique et spirituelle des situations concrètes. Ce *« faux catholicisme politique »* que ne cesse de réprouver Gustav Gundlach trouve sa source dans les simplismes de fidèles ou de dignitaires passablement naïfs. Ces faiblesses nées du désir de s'adapter, quelle que soit la gravité des événements, cette absence de résistance, sonnent comme un refus de la liberté évangélique face à des situations de force. Cela va parfois jusqu'au suivisme à l'égard d'un Führer que Pie XI vient de qualifier un an auparavant de *« prophète du néant* (5) ». À l'opposé, on constate qu'un ultramontanisme (6) bien conduit, comme ce fut le cas pour l'Action française, peut aider des Églises locales à éviter les ornières d'un nationalisme à courte vue.

Ce travail de recherche nous permet de disposer du texte intégral de l'encyclique « cachée ». La facture en est assez classique. Après une analyse de la situation économique et sociale, et beaucoup de retenue sur les questions proprement politiques, sont décrits les chancres de l'époque : libéralisme échevelé, prosternation devant le dieu Mammon, injustices subies par les plus démunis, fragilisation de l'État en charge du bien commun, inhumanité des conditions de vie... Le texte est particulièrement critique envers le faux remède que propose le communisme, vilipendé pour son goût prononcé pour des solutions violentes.

Appelée *Humani generis unitas* (L'Unité du genre humain), cette encyclique dénonce diverses formes de nationalisme et la montée en puissance d'États fauteurs de désordre, tout occupés à des préparatifs de guerre. La personne humaine, voulue par Dieu et placée au centre du dispositif de la société, est bafouée lorsque le règne de l'argent se conjugue avec l'agressivité d'un régime où la prééminence de la race ou de la classe remplace le souci d'une politique au service de tous. Certes, le communisme est toujours désigné comme l'adversaire principal, le danger suprême. Mais les diverses figures d'un nationalisme exacerbé sont, elles aussi, dénoncées comme mensongères et contraires au plan de Dieu. On sent cependant entre les lignes une moindre sévérité à leur endroit qu'à l'égard du communisme.



DR

JOHN HEARTFIELD. – « Comme au Moyen Age... ainsi sous le IIIe Reich » (1934)

De pesants silences

CE que l'encyclique dit sur le racisme s'inspire de ce que John La Farge a déjà écrit pour stigmatiser le racisme anti-Noir qui sévit aux États-Unis. Elle reprend en outre l'essentiel des condamnations très fermes que Pie XI vient de donner dans son encyclique sur le nazisme (*Mit Brennender Sorge*, mars 1937).

Hitler, en effet, s'était réjoui trop vite d'entendre le pape parler d'un communisme *« intrinsèquement pervers* (7) ». Il ne soupçonnait pas que, quelques jours plus tard, une condamnation en règle du nazisme sous forme d'encyclique serait introduite clandestinement en Allemagne et, à la barbe des autorités, serait lue solennellement en chaire dans toutes les églises le dimanche de la fête des Rameaux de 1937. Sont mis en accusation : *« la prétendue conception des anciens Germains »*, à base de panthéisme, d'identification entre Dieu et le *« destin impersonnel »*, entre Dieu et la race, le peuple, l'État, les hommes au pouvoir – bref l'idolâtrie d'un Dieu et d'une religion purement nationaux (8).

C'est sur la question des juifs persécutés que le projet d'encyclique de 1938 se révèle le plus faible. Il est largement tributaire de ce que le Père Gundlach a écrit dans un article intitulé « Antisémitisme » et paru en 1930 dans une encyclopédie théologique. L'auteur établit en effet des distinctions entre plusieurs sortes d'antisémitismes. Il note d'abord la présence d'un antisémitisme à base législative et réglementaire fait de lois d'exception, qu'il faut combattre parce qu'il est contraire à la règle d'un État soucieux de promouvoir le bien commun. Il l'oppose à un antijudaïsme « religieux » fondé sur la concurrence dans le zèle pour Dieu entre juifs qui n'ont pas reconnu le Christ et chrétiens issus du judaïsme de la première Alliance, dont les premiers apôtres et saint Paul sont les prototypes. Demeure aussi le fait que chacun doit rester attentif à ce qui est appelé un « antisémitisme de l'intérieur », risque inhérent à la réussite qualitative et à la progression numérique de juifs dans diverses professions décisives pour l'évolution des sociétés (9).

Pour un temps de persécution programmée, les silences sont pesants, et les analyses ne sont pas à la hauteur du tragique de l'époque, du moins si l'on se réfère à nos conceptions actuelles. Le travail de ces deux historiens permet en tout cas de mieux faire ressortir les changements de mentalité en cours au sein de l'Église catholique dans la foulée du concile Vatican II, qui s'ouvre en 1962. Un texte officiel de 1965, la déclaration conciliaire *Nostra Aetate*, ne déclare-t-il pas au paragraphe 4 : *« Du fait d'un si grand patrimoine spirituel, commun aux chrétiens* et *aux juifs, le concile veut encourager et recommander entre eux la connaissance et l'estime mutuelles »* ?

On mesure mieux le chemin ainsi parcouru depuis 1938. Mais on se gardera d'oublier qu'il a fallu, dans l'intervalle, six millions de morts, les camps de concentration et le spectacle d'une Église catholique généralement courageuse dans la défense des cas individuels mais préoccupée en priorité de la défense sociologique de ses ouailles, et obnubilée par un anticommunisme radical qui ne sera plus celui de Jean XXIII et de Paul VI.

Pourquoi cette encyclique est-elle finalement restée « cachée » ? Pourquoi n'a-t-elle pas été publiée ? Les hypothèses sont nombreuses : fin de règne et maladie de Pie XI, jeu diplomatique de Pie XII très germanophile et soucieux de préserver les intérêts catholiques allemands en pleine tourmente ? Il est vrai que le supérieur général des jésuites, un Polonais autoritaire, semble avoir fait traîner la copie du texte dans ses services. De par sa nationalité, il pensait la Russie rouge aux frontières de son pays plus menaçante que la peste brune. Mais il semble bien que, grâce à la ténacité de ses rédacteurs, le texte soit finalement parvenu jusqu'à son commanditaire, le pape lui-même.

L'hypothèse favorable que ne peuvent sans doute pas entendre les médias modernes est que le projet n'était pas mûr, car trop peu préoccupé du sort des juifs persécutés, et trop dangereux à publier dans la situation internationale, poudrière prête à exploser. Beaucoup s'étonnent d'un secret si jalousement gardé. Mais il n'est pas dans l'habitude des gens qui rédigent des textes pour les autres de s'en vanter devant la postérité ; *a fortiori* lorsqu'il s'agit d'une commande passée par le pape. *« Dites simplement ce que vous diriez si vous étiez pape vous-même »*, déclare Pie XI au Père La Farge au cours d'une audience privée – lequel ressort abasourdi de cette entrevue. *« Franchement, je suis tout simplement médusé*, écrit-il confidentiellement, *et tout ce que je puis dire est que le roc de saint Pierre m'est tombé sur la tête* (10). » À plusieurs reprises, d'ailleurs, John La Farge se fera rappeler à l'ordre par le supérieur général, qui le trouve trop bavard avec ses proches sur la commande passée par le pape et dont il s'acquitte très vite avec ses deux compagnons, deux mois plus tard à Paris. C'est lui, sur les conseils de Gustav Gundlach, qui fera parvenir directement à Pie XI un texte que son supérieur semble garder sous le coude. L'encyclique perdue hier et aujourd'hui retrouvée sera d'ailleurs découverte grâce aux archives de ce jésuite américain, après sa mort.

Comment ne pas se réjouir de cette enquête qui nous permet de saisir sur le vif l'état des mentalités ecclésiales dans l'immédiat avant-guerre ? Comme les auteurs, nul ne doit projeter sur cette époque les critères des perceptions actuelles. Mais le lecteur ne peut s'empêcher de regretter la non-publication d'un texte, même imparfait : car, en ce temps de cataclysme annoncé, toutes les ressources d'une fraternité « à hauteur d'homme » n'étaient pas de trop pour tenter de briser les tabous de la race et de repousser les barrières des nationalismes.

* Rédacteur en chef d'*Études*, Paris.

(1) Georges Passelecq, Bernard Suchecky, *L'Encyclique cachée de Pie XI. Une occasion manquée de l'Église face à l'antisémitisme*, La Découverte, Paris, 1995, 322 pages, 135 F. Depuis Léon XIII et son célèbre document *Rerum novarum*, les papes publient, à intervalles réguliers, des encycliques, documents simples adressés à un public large. Ces textes ne sont pas des réflexions internes sur le contenu des dogmes catholiques, mais plutôt, à la lumière de la foi, des analyses et des jugements sur l'évolution des mentalités et des institutions nationales et internationales. Les conflits liés au développement de la concentration urbaine et les vives oppositions entre les groupes sociaux qu'engendre la société industrielle constituent le cœur de cette réflexion plus que centenaire, d'une portée inégale. Les questions sociales et culturelles y tiennent une place de choix.

(2) *Ibid.*, p. 104.

(3) *Ibid.*, p. 103. Après Paris, il regagnera Rome et y restera jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

(4) *Ibid.*, page 97.

(5) Encyclique *Mit Brennender Sorge* (Avec un souci brûlant).

(6) Doctrines théologiques favorables au Saint-Siège, par opposition au gallicanisme.

(7) Encyclique *Divini Redemptoris* du 19 mars 1937.

(8) *Le Discours social de l'Église catholique*, Bayard éditions-Centurion, Paris, 1994, p. 150.

(9) *L'Encyclique cachée de Pie XI*, pp. 94-95.

(10) *Op. cit.*, p. 83.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 31 décembre

1er CENTRE-AFRIQUE	Proclamation de la Rép.
1er ROUMANIE	Fête nationale
2 ÉMIR. ARABES UNIS	Fête de l'indépendance
2 LAOS	Fond. de la Rép. dém. pop.
5 THAÏLANDE	Anniversaire du roi
6 FINLANDE	Fête de l'indépendance
7 COTE D'IVOIRE	Fête de l'indépendance
9 TANZANIE	Fête de l'indépendance
11 BURKINA FASO	Proclamation de la Rép.
12 KENYA	Fête de l'indépendance
16 BAHREÏN	Fête nationale
18 NIGER	Proclamation de la Rép.
23 JAPON	Ann. de l'empereur
28 NÉPAL	Anniversaire du roi

هكذا من الأصل

L'EXTRÊME DROITE

nce populai

CONQUÊTE DU PROLÉTARIAT

et démagogie politique

hison de leurs espoirs et aspirations par la gauche, notamment socialiste, qui aura exercé l'essentiel du pouvoir depuis le début des années 80. Ce sont en effet leurs propres représentants qui, reniant leurs engagements antérieurs, auront pour l'essentiel conduit l'offensive néolibérale contre les milieux populaires. C'est à la gauche que ces milieux ont dû le doublement du chômage sous les deux septennats de M. François Mitterrand ; la conduite musclée des restructurations industrielles, la déréglementation accentuée du marché du travail et la multiplication des formes d'emplois au rabais, la précarisation grandissante d'une partie de la jeunesse populaire, « galérant » entre les « petits boulots », les « stages parking » et le chômage ; la désindexation des salaires sur les prix ; la révision à la baisse des prestations sociales, accompagnée d'une augmentation continue des cotisations.

Rigueur à l'égard des milieux populaires que bon nombre de responsables de gauche se seront bien gardé de s'appliquer à eux-mêmes ou aux possédants. Car la détermination dont la gauche aura fait montre dans ses attaques contre sa propre base sociale, n'aura eu d'égale que sa générosité à l'égard de ces derniers : déréglementation du marché du travail et multiples exonérations de charges sociales et fiscales ; « libéralisation » des marchés monétaire et financier pour le plus grand bénéfice de détenteurs de portefeuille de valeurs mobilières. Si bien que le résultat final de deux septennats et deux législatures socialistes aura été une aggravation générale des inégalités sociales (7).

C'est auprès de cette base populaire trahie et abandonnée par les siens, que le discours du FN a rencontré une audience grandissante (8). Car il a su exploiter la peur et l'angoisse, le profond sentiment d'insécurité, la dégradation de l'environnement matériel et social (services publics et équipements collectifs), la désocialisation due au sous-encadrement associatif, syndical, politique, administratif, particulièrement dans ces zones de relégation que sont devenues certaines banlieues.

Exploiter la révolte

DEUX aspects de cette peur doivent tout particulièrement être pris en considération. D'une part l'attachement des milieux populaires à la propriété de biens matériels (notamment l'automobile et le logement) souvent durement acquis et de ce fait hautement symboliques, qui ne peut que donner prise à l'obsession sécuritaire face à la montée de la petite délinquance. D'autre part, et surtout, la peur du déclassement et l'obsession de se distinguer du sous-prolétariat se sont intensifiées avec la multiplication des « sans-domicile-fixe » et des « nouveaux pauvres ».

Un sous-prolétariat dont la figure emblématique reste celle des travailleurs immigrés (même si la réalité socio-économique de l'immigration a bien changé). Là se trouve un des fondements du racisme populaire : l'immigré est perçu comme celui dont le statut social, vulnérable et dévalorisé, est l'image vivante de ce que bon nombre d'ouvriers et d'employés français craignent de devenir un jour. Bien plus, le fait de se retrouver en concurrence (pour le travail, le logement, l'accès aux allocations, etc.) avec lui, est devenu le signe de la dégradation de leur condition sociale.

Par son pathos caractéristique, le discours lepéniste a su exploiter le ressentiment populaire : cette sorte de révolte passive sans objectifs définis ni moyens accessibles que ne peut manquer d'engendrer une situation vécue comme profondément injuste et à laquelle il est pourtant devenu impossible de se soustraire.

D'une part en déclinant inlassablement tous les maux réels (chômage et précarité, appauvrissement, peur du lendemain, etc.) accablant quotidiennement les couches populaires, en les agglomérant avec des maux imaginaires (la décadence morale et spirituelle, les menaces sur l'identité française) ; face au discours froid d'une gauche prêchant la résignation à l'ordre capitaliste, désormais tenu pour indépassable, le discours du Front national a été des années durant le seul à faire entendre, dans son langage propre, la plainte et le cri de révolte de ceux que cet ordre écrase de jour en jour davantage. D'autre part en leur fournissant des exutoires : coupables imaginaires sous l'espèce des populations immigrées et de responsables politiques, de droite comme de gauche, uniquement préoccupés de ses intérêts personnels.

En dernier lieu, en proie au douloureux sentiment d'être laissé pour compte, de n'être plus rien, la dramaturgie nationaliste du FN apporte une nouvelle identité et une nouvelle dignité, celle d'être français, mieux : la promesse d'un salut collectif. Au sein de ces couches populaires en situation d'anomie, le Front national institue la communauté des « *braves gens qui s'aiment de détester ensemble* », selon l'expression suggestive d'Albert Cohen (9).

On mesure la complexité des ressorts du racisme populaire et l'insuffisance de la plupart des moyens mis en œuvre pour lutter contre la progression du FN. C'est que les luttes engagées se sont, pour l'essentiel, situées au niveau de la défense de quelques grands principes, en méconnaissant la base sociale particulière de ce mouvement.

Non pas que la démocratie ne soit pas à défendre. Mais elle ne peut plus l'être sous la seule forme représentative et formelle qu'on lui connaît (10). De la même manière, l'antiracisme de tradition humaniste a montré ses limites. Chercher, par exemple, à convaincre un ouvrier ou un employé de la supériorité morale de l'antiracisme sur le racisme ne lui donnera pas le moyen de trouver du travail s'il se trouve au chômage, ou même seulement de ne pas redouter de « tomber » dans le cycle infernal du chômage et de la précarité, peur que l'extrême droite sait bien exploiter. Dans cette mesure même, les idéaux humanistes risquent d'être rejetés comme des phrases creuses, si ce n'est comme des mensonges. Comme le dit justement Gilles Perrault, « *le malheur est sourd aux leçons de morale* (11) ».

Mais il l'est tout autant aux leçons de l'histoire. C'est pourquoi une certaine rhétorique antifasciste, faisant appel à la mémoire des atrocités commises par les mouvements et régimes fascistes dans l'entre-deux-guerres et pendant la seconde guerre mondiale, en soulignant la filiation qui les relie au FN, se révèle tout aussi insuffisante : nécessaire pour la mobilisation contre l'extrême droite actuelle, elle ne permet pas de neutraliser le phénomène qui conduit inéluctablement vers elle des couches populaires à la fois victimes de la crise socio-économique et devenues incapables de se défendre par elles-mêmes.

ALAIN BIHR.

DR

HENRI CUECO. – « Troupes de chiens » (1991)

(7) Sur tous ces points, voir notre dernier ouvrage, *Déchiffrer les inégalités*, Syros, Paris, 1995.

(8) Les éléments d'analyse qui suivent ont été élaborés à partir des enquêtes en milieu populaire menées par Anne Tristan, *op. cit.* ; Marie-Paule Ziegler, « On se sent chez nous comme des immigrés, conscience ouvrière et thèmes lepénistes » in *Cahiers d'Article 31*, n° 2, 2e trimestre 1990 ; une équipe de sociologues dirigés par Michel Wieviorka, *La France raciste*, Le Seuil, Paris, 1992. *Cf.* aussi l'enquête menée par Gilles Smadja, « En plongée dans l'électorat populaire du Front national », *L'Humanité*, 11 juillet 1995.

(9) Cité par Anne Tristan, op. cit., page 257.

(10) *Cf. Pour en finir avec le Front national*, Syros, 1993.

(11) *Cf.* « Pour un antifascisme militant », *Le Monde*, 8 mai 1995.

Nos précédents articles :

- Anvers le cosmopolite, Anvers la brune, par *Ingrid Carlander* (mai 1995).
- Solidarités dans l'extrême droite, par *Brigitte Pätzold* (mars 1994).
- À peine masqués s'avancent les falsificateurs du passé, par *Philippe Videlier* (janvier 1994).
- Marignane, anatomie d'un fief du Front national, par *Gilbert Rochu* (août 1993).
- L'inquiétante renaissance de l'extrême droite en Russie, par *Denis Paillard* (janvier 1993).
- Glissements au bord du gouffre, par *Christian de Brie* (janvier 1992).

EN RUSSIE

La dynamique des patriotes

médias

L'incapacité du régime russe à dominer la crise et à empêcher la décomposition du corps social favorise l'expansion des thèmes identitaires et nationalistes repris par le camp patriotique, qui dépasse la multitude de groupes ultra, à la vie plus ou moins éphémère, s'agitant sur le devant de la scène.

Par DENIS PAILLARD *

EN raison de la crise très profonde que connaît le pays et de la violence de l'affrontement entre le pouvoir et l'opposition dite patriotique, une poussée de l'extrême droite en Russie n'est pas à exclure. Le succès de M. Vladimir Jirinovski aux élections de décembre 1993 avait déjà témoigné de l'ampleur du phénomène (1), même s'il est peu probable qu'il se renouvelle lors des élections de décembre 1995.

Toutefois, on ne peut mesurer le danger extrémiste en assimilant l'ensemble du camp patriotique à un conglomérat de forces d'extrême droite – « les rouges et les bruns » – comme on se réduit à le faire tant en Russie qu'en Occident (2). Une telle perception n'était pas sans fondement durant la période d'août 1991 (échec du putsch contre M. Mikhaïl Gorbatchev) à octobre 1993 (assaut contre le Parlement), lorsque l'opposition patriotique privilégiait les blocs unitaires : Bloc patriotique de l'opposition de gauche et de droite (février 1992), puis Front de salut national (octobre 1992). Mais elle a été remise en cause par le cours des événements (3).

D'un côté, depuis octobre 1993, tant les courants nationalistes que communistes sont traversés par une ligne de partage entre ceux qui déclarent jouer le jeu d'une opposition légaliste et parlementaire (Parti communiste de Russie, Puissance Routskoï, parti de l'ancien vice-président Alexandre Routskoï...) et ceux qui prônent des modes d'action plus radicaux (Parti communiste ouvrier de Russie de M. Victor Anpilov, et la grande majorité des groupuscules ultranationalistes).

De l'autre, la guerre de Tchétchénie a renforcé la division entre nationalistes russes et communistes : les premiers, pour le plupart, ont choisi de soutenir, au nom de la grande Russie, la guerre entreprise par le pouvoir. À l'inverse, l'ensemble des organisations communistes ont multiplié les manifestations et dénoncé activement l'intervention militaire.

Il existe une constellation de groupes et groupuscules ultranationalistes, à l'existence parfois très éphémère, exposant plus ou moins ouvertement leurs idées dans de multiples publications au tirage restreint, ressassant le « génocide » du peuple russe et la dénonciation de tous les complots, tout en glorifiant les faits d'armes des forces armées en Tchétchénie (4).

Manifestations de force

PARMI eux on peut citer le Parti russe, le Parti national républicain russe, le Mouvement de libération national de Russie, le Mouvement national socialiste de Russie, le groupe Cent Noirs, l'Union nationale russe, le Parti national populaire etc. (5), groupuscules largement manipulés, aux rapports conflictuels et dont la sphère d'influence dépasse rarement le cadre régional (6).

Le seul réellement organisé est l'Unité nationale russe (RNE) de M. Alexandre Barkachov, dont les miliciens, habillés de noir, paradent en tête des manifestations de l'opposition. Sur le thème « la sécurité c'est nous », ils ont « nettoyé » certains quartiers périphériques de Moscou des ivrognes et petits délinquants. Par-delà ces manifestations de force, la RNE a entrepris un travail d'implantation locale dans tout le pays et commencé à infiltrer certains syndicats indépendants. Pour les élections du 17 décembre, la RNE a décidé de ne participer à aucun bloc mais de présenter localement des candidats, qui n'afficheront pas ouvertement leur appartenance au mouvement (7).

Un autre groupe, le Parti national bolchevique, doit sa notoriété à la personnalité de ses animateurs. On y trouve l'écrivain Edouard Limonov et M. Alexandre Douguine, rédacteur de la revue *Elementy*, qui en 1991-1992 fut le vecteur principal de la percée de la droite extrême occidentale dans les milieux patriotiques (8).

Actifs propagandistes

INDÉPENDAMMENT de ces formations, un certain nombre d'acteurs de la scène politique propagent activement des idées d'extrême droite. Parmi eux, M. Sergueï Babourine, principal animateur du mouvement nationaliste ROS, représenté à la Douma par La Voie russe, défenseur actif d'un nationalisme grand russe (9) et d'une révolution conservatrice nationale. Également, M. Victor Alksnis, l'ancien « colonel noir » de Riga, membre du comité de rédaction de la revue *Elementy*, qui fut, en septembre 1995, très brièvement, une des têtes de liste du bloc électoral Derzava (Puissance) animé par le général Alexandre Routskoï. Ou encore Alexandre Prokhanov, rédacteur en chef de *Den* (Le jour), rebaptisé *Zavtra* (Demain) au lendemain de l'interdiction de l'hebdomadaire à la suite des événements d'octobre 1993.

Reste que les thématiques identitaire et nationaliste débordent très largement les frontières des groupes nationalistes ultra, et se retrouvent aussi bien chez les membres des organisations issues de l'ancien Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) que dans les prises de position du pouvoir actuel.

Au cœur de l'idéologie de l'opposition patriotique, le patriotisme d'État s'accommode autant d'un conservatisme de « gauche » que d'un conservatisme de « droite ». Cela explique aussi la place considérable qu'occupent les complots tant intérieurs qu'extérieurs dans l'explication de la catastrophe que vit la Russie. La question identitaire – qu'est ce que la Russie, après l'écroulement de l'empire ? – sert avant tout à désigner l'ennemi : FMI, « nouvel ordre mondial », États-Unis, Israël (10). Et l'antisémitisme, qui s'inscrit directement dans ce dispositif, se retrouve dans les discours des représentants des organisations issues de l'ex-PCUS.

À l'articulation de ces différents plans se dessine en Russie une dynamique d'extrême droite largement favorisée par l'incapacité radicale du régime à apporter quelque solution que ce soit à la crise et à la décomposition du corps social.

* CNRS, université Paris-VII, Denis-Diderot.

(1) Rappelons que, depuis 1993, M. Vladimir Jirinovski a soutenu les principales mesures de M. Boris Eltsine, du coup de force sur le Parlement en octobre 1993 à la guerre en Tchétchénie en passant par la nouvelle Constitution.

(2) L'exemple le plus frappant est l'ouvrage de l'historien Walter Laqueur, *The Rise of the Extreme Right in Russia*, Harper Collins, New York, 1994 ; le rapport du Crida, « Racisme, extrême droite et antisémitisme en Europe » (année 1995) ne résiste pas toujours à cette tentation.

(3) Lire Jean Radvany, « Retour de flamme en Russie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

(4) Les alentours de l'ancien Musée Lénine sont un des principaux lieux de réunion publique de ces groupuscules : on y trouve non seulement toute la presse, mais aussi des cassettes de chants de la SS.

(5) En revanche, Pamiat a quasiment disparu, victime d'affrontements internes : nombre des responsables des groupuscules nationalistes actuels sont passés par Pamiat.

(6) En province, on trouve également une multitude de groupes ; parmi les centres importants on peut citer Saint-Pétersbourg, Ekaterinbourg, Irkoutsk mais aussi le Kuban, au sud.

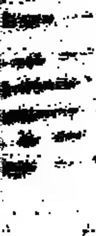
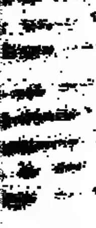
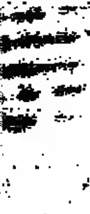
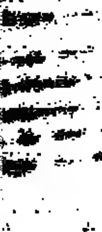
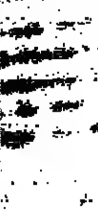
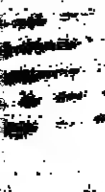
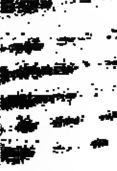
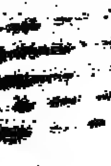
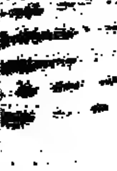
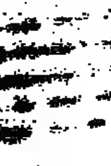
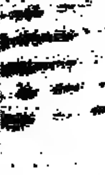
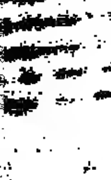
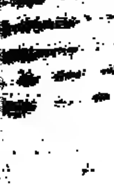
(7) Cette tactique a déjà été utilisée, avec succès, lors de récentes élections locales.

(8) Lire Denis Paillard, « L'inquiétante renaissance de l'extrême droite en Russie », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993. Spectaculaire en 1992, cette percée a été brutalement stoppée à la suite d'un article retentissant d'un des idéologues du mouvement expliquant que l'opposition patriotique n'a rien à voir avec les héritiers des nazis.

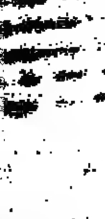
(9) ROS se définit comme « *organisation de la résistance blanche face au régime de trahison nationale* ».

(10) L'identification massive au camp serbe dans le conflit en ex-Yougoslavie, relève d'une identification à celui qui affronte l'ennemi occidental.



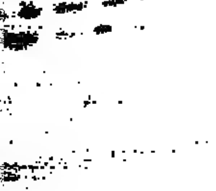











CHOIX STRATÉGIQUES,

La Russie sous la pression de l'Occident

SI la campagne électorale n'est pas étrangère au durcissement de Moscou à l'égard des Occidentaux, le mécontentement du Kremlin a des racines plus profondes. La proposition d'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale lui apparaît comme un acte d'hostilité. Et les dispositions du traité de 1990 sur la réduction des forces conventionnelles en Europe limitent l'intervention de la Russie face à de nouvelles crises régionales, sur son propre territoire. Pour les États-Unis, c'est un double moyen de pression sur la politique russe.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE*

Le jeudi 28 septembre 1995, M. Willy Claes, alors secrétaire général de l'OTAN, présentait, au nom des États membres de l'organisation, une étude adressée aux pays d'Europe centrale et orientale sur les conditions de leur adhésion, après la période de transition du « partenariat pour la paix » (1). Par ailleurs, le 17 novembre dernier, les pays signataires du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) ont fait le point sur la réduction des forces classiques entre l'Atlantique et l'Oural.

Or ces deux sujets sont une importante pomme de discorde entre la Russie et l'Occident. L'élargissement de l'OTAN est considéré comme un acte d'hostilité par le Kremlin, qui demande, en outre, que soient modifiées les dispositions du traité FCE concernant l'implantation de ses forces sur les flancs de son territoire.

À l'origine de la volonté d'élargissement de l'OTAN, dont le mémorandum de M. Willy Claes marque une étape importante, se trouve une indiscutable aspiration de divers gouvernements des anciennes « démocraties populaires ». Plusieurs d'entre eux ont, après la chute des régimes communistes, manifesté, plus ou moins discrètement, leur désir d'être protégés contre un éventuel retour en force de la prépondérance soviétique dans l'est de l'Europe : si improbable qu'elle fût, c'était une hypothèse évoquée, par exemple, à Varsovie, à Prague et à Budapest. Aux yeux des dirigeants polonais, tchèques, slovaques et hongrois, le seul moyen d'y parer était de faire garantir leur protection par les États-Unis par le biais de leur adhésion à l'OTAN.

Tout autre système ne leur paraissait pas crédible. Ils le dirent chaque fois que d'autres formules, plus européennes, leur furent officieusement suggérées. Ainsi refusèrent-ils très clairement, lors de la conférence convoquée à Prague en 1992 à l'initiative du président François Mitterrand, un projet de confédération qui n'impliquait ni leur adhésion claire à l'OTAN ni leur participation entière à la Communauté européenne. Par là, ils confirmaient qu'ils n'envisageaient pas d'autre système de sécurité que la protection américaine ni de construction européenne autre que celle qui existe et fonctionne effectivement.

Il en résulta une réaction hostile et sans ambages de Moscou et du président Boris Eltsine lui-même. Engagé tout entier dans une politique d'entente à tout prix avec les États occidentaux, et d'abord avec les États-Unis, au point d'être accusé de s'aligner systématiquement sur les positions américaines, il y voyait un inacceptable signe de défiance envers ses choix et peut-être même envers sa personne. Si les Occidentaux incorporaient à leur organisation militaire les anciennes démocraties populaires, reportant plus à l'est l'ancienne ligne de partage de la guerre froide, à quoi avait-il donc servi d'orienter la politique russe vers une entente délibérée et constante avec eux ? On ne comprendrait pas l'acharnement de la politique russe à combattre l'élargissement de l'OTAN si l'on oubliait qu'il procède d'une réaction personnelle et, pour ainsi dire, passionnelle du président Eltsine lui-même.

La réaction russe compta pour beaucoup dans les réserves de nombreuses capitales occidentales, en particulier Paris et Londres, à l'égard d'une éventuelle extension de l'OTAN à l'Est : ils ne voulaient pas détériorer leurs relations avec Moscou, a fortiori rétablir artificiellement un nouveau « front » Est-Ouest. Mais, avant tout, ils entendaient éviter de se placer dans un engrenage incontrôlable. Si les candidatures à l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie, de la Slovaquie et de la République tchèque étaient acceptées, les pays baltes poseraient la leur ; et, si la Roumanie un jour y adhérait, la Moldavie pourrait demander à la suivre. Bientôt se poserait le problème de l'adhésion de l'Ukraine elle-même. Or cet élargissement suppose que les pays occidentaux s'engagent à défendre, au besoin par tous leurs moyens militaires, le statut territorial actuel issu du démembrement de l'ancienne Union soviétique..

Mais, bien que les responsables européens ou américains hésitent à le reconnaître ouvertement, nul n'est sûr de la pérennité de ce démembrement, ni des frontières qu'il a engendrées. À preuve la volonté affichée des Biélorusses de se lier à nouveau avec la Russie, le succès des partisans de liens plus étroits entre Kiev et Moscou lors des élections législatives ukrainiennes de 1994, le problème posé par la population russe de Crimée ou par les très fortes communautés russes d'Estonie et de Lettonie...

Appuyée principalement par l'Allemagne – qui est, de tous les États européens, celui qui tient le plus au maintien du statut territorial hérité de la désagrégation de l'URSS –, l'administration américaine a donc élaboré les conditions que devront remplir les postulants à l'OTAN. L'habileté de ceux qui les ont conçues est de lier autant que possible cette adhésion à l'intégration dans l'Union européenne, car ce sont *« des processus qui se soutiennent mutuellement »*. L'OTAN prévient qu'elle accordera une *« considération particulière aux pays qui ont la perspective d'adhérer à l'Union européenne »*. Ainsi les candidats sont-ils mis devant une obligation : remplir les conditions financières, économiques et sociales de leur adhésion à l'Union européenne pour obtenir leur intégration à l'alliance, celle-ci entraînant *« des obligations financières considérables »*. Quant aux pays de l'OTAN, comme la France, qui craignaient une tension inutile avec la Russie, il est précisé, pour les apaiser, que toute l'affaire doit se situer dans une *« architecture européenne de sécurité »*, et que l'alliance développera simultanément avec Moscou une *« coopération contribuant à garantir que l'Europe ne sera plus jamais divisée en camps opposés »*.

Cette architecture était également en cause le 17 novembre 1995, échéance de la mise en application définitive du traité FCE, signé le 19 novembre 1990 à Paris. Cet accord prévoyait une réduction considérable du volume des cinq composantes principales des forces classiques – chars, autres engins blindés, artillerie, aviation et hélicoptères – sur l'ensemble du théâtre européen, 100 000 armes étant ainsi promises à la casse. De plus, les forces restantes devaient être réparties, à l'intérieur de chaque État, en zones géographiques, de manière à ne représenter aucune menace d'agression par surprise. Le traité ayant été négocié et conclu dans le prolongement de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), sa validation a été placée sous la responsabilité de l'organisation qui en est issue, l'OSCE, basée à Vienne, et sa mise en application est supervisée par un personnel militaire qui dépend d'elle. Il est paradoxal que soit ainsi mise en œuvre une construction imaginée sous le signe de l'ancien conflit Est-Ouest, tenant compte de l'existence des deux blocs, cherchant à établir entre eux un certain équilibre et destinée à réduire les tensions héritées de la guerre froide. Car seul l'un de ces blocs subsiste, l'autre ayant disparu entièrement. C'est peu dire qu'il n'est plus question d'équilibre entre eux : l'éclatement du pacte de Varsovie et le démembrement de l'Union soviétique ont entièrement renversé le rapport des forces et la situation stratégique en Europe. La perspective de l'adhésion à l'Alliance atlantique de plusieurs États autrefois membres du pacte de Varsovie souligne encore plus l'obsolescence du traité FCE.

Et pourtant il est en passe d'être appliqué. A l'échéance du 17 novembre, les trente pays signataires constataient que les armements conventionnels avaient été ramenés à 40 000 chars, 60 000 véhicules blindés, 40 000 pièces d'artillerie, 13 600 avions et 4 000 hélicoptères.



PHILIPPE REKACEWICZ

MOSCOU RÉSISTE A L'EXTENSION DE L'OTAN VERS L'EST

Un flanc sud déstabilisé

MAIS, si remarquable que soit ce résultat, il n'est pas complet. Le 15 novembre, en effet, le ministre russe de la défense, le général Gratchev, faisait savoir que son pays ne pourrait appliquer intégralement les dispositions du traité.

C'est que les réalités politiques, stratégiques et militaires ont changé pour la Russie, dont la situation territoriale a été le plus profondément bouleversée par les changements intervenus ces dernières années. Le traité délimite, en particulier, sur son territoire actuel huit régions qui en constituent maintenant les flancs depuis la dislocation de l'Union soviétique *(voir carte)*, et fixe le plafond d'armements qui peuvent être déployés dans chacune d'elles (2). Ce sont les régions de Leningrad, Novgorod, Pskov et Kaliningrad sur le flanc nord, et de Volgograd, Rostov, Krasnodar et Stavropol sur le flanc sud, avec un maximum de 600 chars par flanc. Le gouvernement russe invoque les transformations radicales de la situation stratégique et le nouveau tracé des frontières entre États pour demander qu'une autre répartition des forces soit possible sur son propre territoire, afin de retrouver, le cas échéant, une certaine liberté d'action. C'est donc à partir de ses démarches que s'est engagée une négociation qui doit aboutir en mai prochain à une conférence européenne sur l'adaptation, mais aussi sur la consolidation du traité.

Les demandes russes s'expliquent par l'éventualité de crises provoquées par des communautés nationales qui, pour une raison ou pour une autre, contestent le nouveau tracé des frontières ou, du moins, le statut politique et juridique qui leur est imposé. Plus précisément, l'affaire tchétchène a montré les risques d'affrontements armés qui pouvaient en résulter et les déplacements de forces militaires que de telles crises pouvaient nécessiter.

Il est significatif de voir quelles sont à cet égard les réactions des pays limitrophes de la Russie. Si les trois États baltes sont les seuls, parmi les États héritiers de l'ancienne Union soviétique, à ne pas avoir adhéré au traité et si, par conséquent, leurs préoccupations éventuelles ne sont pas prises en compte officiellement par l'OSCE, la question des régions militaires du flanc nord n'est pas séparable des incertitudes pesant sur cette partie du continent. L'OTAN et l'Union européenne s'inquiètent, quant à elles, d'une concentration excessive de troupes russes aux frontières de la Norvège, membre de la première, et de la Finlande, membre de la seconde.

Le Kremlin s'intéresse essentiellement au flanc sud, où il demande les modifications les plus significatives du dispositif actuel. Rien de plus compréhensible : la région du Caucase est la plus sérieusement déstabilisée, avec la révolte tchétchène en territoire russe, la révolte abkhaze en Géorgie, le conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le conflit entre Ingouches et Ossètes, à cheval sur plusieurs frontières. Si la Turquie peut s'en inquiéter, ses objections ne seront pas déterminantes, dans la mesure où la partie orientale de son territoire – située en Asie – n'est pas concernée par la répartition territoriale des forces conventionnelles que prévoit le traité FCE.

Une négociation va donc s'ouvrir, qui devra aboutir au mois de mai 1996 et portera sur les difficultés d'application du traité. Elle sera facilitée par la volonté générale des signataires de ne pas remettre en cause le traité lui-même. Le gouvernement russe, en particulier, n'a suggéré à aucun moment qu'il voulait s'en retirer – ce qu'il aurait évidemment pu faire en invoquant son obsolescence. Seule la carte des zones d'implantation des forces conventionnelles est en cause : or elle n'est pas incluse dans le traité, dont elle ne constitue qu'une annexe. On peut donc en discuter sans le remettre directement en cause. Le traité comporte, en revanche, le principe de la répartition par zones géographiques des forces conventionnelles : c'est par là que les négociateurs occidentaux ont prise sur leurs interlocuteurs russes.

Dès lors, en effet, que ces derniers ne paraissent pas désireux de se retirer du traité, la discussion ne porte que sur sa mise en application, c'est-à-dire sur le volume des forces réparties entre les régions militaires de Russie, et plus particulièrement sur le flanc sud. On comprend donc pourquoi les Occidentaux acceptent d'en discuter : ils veulent avant tout garder cet instrument d'influence et même de pression que le traité leur donne et qui leur permet de peser, dans une mesure importante, sur le système de défense de la Russie.

On retrouve ici le même raisonnement et les mêmes motivations qui inspirent leur projet d'extension à l'Est de l'OTAN : il n'est évidemment pas vital pour les États-Unis, mais il est ressenti comme une marque de défiance, sinon d'hostilité, par le président Boris Eltsine. Sans qu'on le fasse aboutir à brève échéance, il sert, tout comme la négociation sur les flancs prévus par le traité FCE, de moyen de pression permanente sur la Russie : elle devra s'en souvenir dans ses autres choix de politique étrangère, plus urgents et plus importants aux yeux de Washington, s'agissant par exemple de l'Irak ou de l'ex-Yougoslavie.

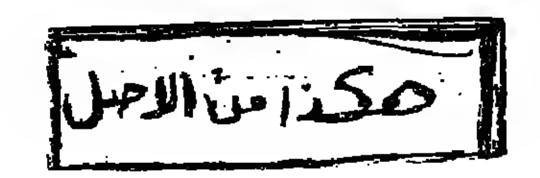
Nul doute que l'administration américaine en tiendra compte dans ses négociations avec la Russie sur le flanc sud. Le ministre russe des affaires étrangères ne déclarait-il pas, le 20 novembre, que l'élargissement de l'OTAN à l'Est pourrait *« faire sauter »* le traité sur les forces conventionnelles ?...

* Auteur, notamment, de *39-45. Une guerre inconnue*, Flammarion, Paris, 1995.

(1) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Failles et contradictions du nouveau système de sécurité occidental », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

(2) Les plafonds fixés par le traité, en 1990, pour les forces armées russes se montent à 13 300 chars, 20 000 véhicules blindés, 13 700 pièces d'artillerie, 5 150 avions et 1 500 hélicoptères, chiffres globaux répartis ensuite en annexe dans les huit régions définies.





L'ANTISÉMITISME DU IIIe REICH

L'autre face du génocide

Mille cent trente-six pages pour raconter le sort des centaines de milliers de martyrs du génocide commis par l'occupant nazi en Union soviétique : c'est le fameux *Livre noir*, dont le texte intégral vient, pour la première fois, de paraître en français (1).

Commandé en 1942 par le Comité antifasciste juif d'URSS aux journalistes-écrivains Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, il rassemble les témoignages de correspondants de guerre soviétiques sur les massacres antisémites commis par les troupes allemandes et leurs collaborateurs. Mais l'œuvre ne paraît pas. Car le Comité juif antifasciste, créé pendant la seconde guerre mondiale pour mobiliser les juifs du monde en faveur de l'Union soviétique, est victime, dès 1946, de la répression stalinienne contre le « cosmopolitisme », en premier lieu le « nationalisme juif » *(lire, ci-dessous, l'article de Laurent Rucker)*. Ses dirigeants sont « jugés » en 1952, quand ils n'ont pas, comme le grand acteur Solomon Mikhoels, été assassinés avant.

Saisi avant impression, *Le Livre noir* sera partiellement édité en Israël dans les années 70. Sa parution – dans la traduction du texte russe complet dont Ilya Ehrenbourg avait corrigé les épreuves – donne au lecteur français la mesure du rôle décisif joué par l'extermination des juifs soviétiques dans la mise en œuvre de la « solution finale » planifiée lors de la conférence de Wannsee, en janvier 1942. C'est bien sur le « front de l'Est » que la SS a expérimenté l'anéantissement des juifs d'Europe. On l'oublie trop souvent. – D.V.

Par PHILIPPE BURRIN *

QUAND Hitler attaque l'Union soviétique en juin 1941, la guerre européenne prend un tournant capital, et la guerre contre les juifs entre dans sa phase finale. Les exécutants sont des unités spéciales de la police et de la SS, les *Einsatzgruppen*, qui avancent sur les talons de la Wehrmacht et procèdent à la mise à mort de dizaines de milliers d'hommes juifs. Dans les régions annexées par l'Union soviétique en 1940, les pays baltes et l'Ukraine occidentale en particulier, des groupes anticommunistes locaux les secondent avec zèle, et les principales villes deviennent la scène de pogroms dont la violence excède les pouvoirs de l'imagination.

Puis, au courant de l'été 1941, la tuerie prend une tournure systématique. Le cercle des victimes est élargi aux familles, aux femmes, aux enfants et aux vieillards indistinctement, les uns et les autres fusillés au bord ou au fond de fosses communes, après avoir été contraints d'abandonner leurs affaires et de retirer leurs vêtements. À la fin de 1941, probablement 500 000 juifs avaient été massacrés. Un nombre approximativement deux fois aussi élevé le seraient au cours de l'année suivante.

Jamais encore la politique antisémite du IIIe Reich ne s'était faite aussi violente. Ce déchaînement, inscrit pour ainsi dire dans les gènes du nazisme, découlait logiquement de la définition qu'il avait construite de l'adversaire soviétique : non seulement puissance étatique, mais aussi et surtout puissance idéologique où confluaient les images de deux ennemis essentiels, le judaïsme et le bolchevisme, et subsidiairement celle du « sous-homme » slave. Autant de concepts fondateurs de l'identité nazie qui imprégnaient en même temps de larges strates de la société allemande.

Le caractère destructeur d'une guerre conçue dès le départ comme une « guerre d'anéantissement » allait être puissamment renforcé par la résistance inattendue de l'adversaire et par la perspective de plus en plus probable d'une extension du conflit, qui intervint à la fin de 1941 avec l'entrée en guerre des États-Unis. Or le passage à la guerre totale non seulement exacerba la fureur meurtrière des nazis, qui y virent une machination juive visant à détruire l'Allemagne, mais elle fournit les conditions favorables à leurs crimes.

Alors que, pendant la campagne de Pologne, les chefs de la Wehrmacht avaient mis le holà aux actions de la SS contre les élites polonaises et contre les juifs, ils apportèrent en Russie, dans le droit fil de leur anticommunisme et de leur antisémitisme, une aide substantielle aux sbires de Himmler. Dans l'ambiance crépusculaire que répandait la prolongation d'une guerre de plus en plus éprouvante, les élites et la population allemandes allaient serrer les rangs, et fermer les yeux et les oreilles.

Mais le déchaînement de l'été 1941 importe aussi et surtout parce qu'il se prolongea dans l'extermination de tous les juifs de l'Europe nazie. La vague meurtrière lancée vers l'est repartait bientôt vers l'ouest pour englober l'ensemble du continent. Même si la chronologie, les modalités et les motivations de cette décision restent objets de débat pour les historiens, il est certain du moins que les préparatifs en vue d'une extermination à l'échelle européenne ne furent entamés qu'après l'attaque contre l'Union soviétique. Et, s'il est loisible de débattre de leur rapport exact avec les vicissitudes de la campagne à l'Est, il demeure que les massacres sur le sol soviétique furent une étape décisive du génocide, dont ils constituent une face à part entière, et trop souvent oubliée.

Étape décisive, parce que c'est dans les plaines de l'Est que la SS fit l'apprentissage de la tuerie de masse. Chose qui n'allait pas de soi, même pour des troupes idéologiquement aguerries, et dont les effets se firent sentir par la suite dans toute l'Europe nazie : en 1943-1944, les actions répressives les plus sanglantes menées par les Allemands en France seraient le fait d'hommes qui appartinrent aux *Einsatzgruppen* en 1941-1942. C'est aussi en Union soviétique, et dès l'été 1941, que Himmler, prenant la mesure de l'énorme tâche à accomplir et des problèmes psychosomatiques qu'elle engendrait chez ses exécutants, comprit qu'il fallait chercher des moyens plus efficaces et moins éprouvants. Le bricolage improvisé de camions spéciaux, dont les gaz d'échappement étaient utilisés pour asphyxier les personnes enfermées à l'intérieur, fut un pas important vers l'invention de l'extermination industrielle. Le premier centre de mise à mort, celui de Chelmno, créé à la fin de 1941, s'en inspira directement puisqu'il allait fonctionner avec un moteur Diesel, avant que l'emploi à Auschwitz d'un désinfectant puissant, le Zyklon B, s'imposât comme la solution de loin la plus efficace.

Une barbarie primitive

TERRAIN d'apprentissage et champ d'expérimentation, l'Union soviétique occupée fut même prévue initialement comme le lieu d'assassinat des juifs d'Europe. Ce fut, de fait, la destination mortelle des premiers convois de juifs déportés d'Allemagne en automne 1941. En définitive, les camps d'extermination furent installés plus à l'ouest, sur le territoire de l'ancienne Pologne, donnant naissance à deux pratiques divergentes. Tandis que les nazis transportaient les juifs du reste de l'Europe vers les camps de Pologne, ils continuèrent, en Union soviétique, à aller se saisir d'eux sur les lieux de résidence et à les tuer par les méthodes habituelles. Affaire de distances et de capacités de transport, sans doute, mais aussi logique d'une politique de terreur conçue pour pacifier les arrières dans le cadre d'une « guerre d'anéantissement » qui ferait, en dehors des juifs, des millions de morts, parmi les prisonniers de guerre comme parmi la population civile.

C'est donc une autre face du génocide que montre la politique nazie en Union soviétique. Ici, point de mort administrée comme dans les camps d'extermination, au terme d'un transport plus ou moins long, mort que les bourreaux déguisent du mieux possible en opération d'hygiène et qu'ils infligent de manière quasi clinique, avant de faire partir en fumée les cadavres de leurs victimes, d'effacer la trace d'un passage d'homme sur cette terre. Mais une mort violente, sanglante, infamante, qu'il n'est même pas possible de qualifier de boucherie tant fait défaut la méthode du boucher : personnes rouées de coups de crosse, accumulation de blessés et d'agonisants dans des fosses bruissantes de râles et de gémissements et qui seront fermées sur bien des respirations, tueurs pris de boisson et ruisselant du sang de leurs victimes.

Ces massacres à ciel ouvert commis dans le voisinage d'innombrables localités, il n'était même pas question de les tenir secrets, ni pour les populations locales ni pour les troupes allemandes. À la différence de ce qui se passa pour les camps d'extermination, les nouvelles, en dépit des barrages dressés par les autorités, filtrèrent très rapidement, vers l'Allemagne d'abord. Les traces des fosses communes qui jonchaient le territoire soviétique, et qu'un renversement de la situation militaire pouvait rendre compromettantes, devaient être supprimées. Himmler confia donc à une équipe spéciale le soin de déterrer et de brûler les myriades de cadavres qu'elles contenaient. Cette tâche immonde, des juifs durent l'accomplir, avant d'être à leur tour assassinés et brûlés sur des bûchers d'occasion arrosés d'essence.

Auschwitz est devenu à bon droit le synonyme d'un génocide sans précédent et sans équivalent par la combinaison qui le caractérise de fanatisme idéologique, de rigueur administrative et de méthode industrielle. Mais cela ne saurait faire oublier ce qui s'est passé dans les plaines de l'Est, et n'a d'ailleurs, à ma connaissance, jamais fait l'objet d'une tentative de négation. Ce qui s'y donne à voir du nazisme, ce n'est pas sa modernité, notion aussi difficile à éviter qu'à définir précisément, mais bien au contraire cette face de barbarie primitive qui a trouvé dans *Le Livre noir* un témoignage saisissant.

(1) Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, *Le Livre noir*, coll. « Hebraïca », Actes Sud-Solin, Arles-Paris, 1995, 1 136 pages, 285 F.

* Historien, auteur de *Hitler et les Juifs, genèse d'un génocide*, Le Seuil, Paris, 1989, édité en 1995 en livre de poche (« Points histoire », Le Seuil).



THÉÂTRE RUSSE ET SOVIÉTIQUE », ÉDITIONS DU REGARD

MARC CHAGALL. – Costume pour le Théâtre juif d'État de Moscou (1921)
Miraculé : à peine roussi, ce dessin a échappé à l'incendie qui détruisit, fin 1940, les archives du théâtre, présage de l'extermination prochaine du monde juif

Pourquoi Staline liquida le Comité antifasciste juif

Par LAURENT RUCKER *

IMPOSÉE par Staline, la décision de ne pas publier *Le Livre noir* n'a pas été un acte isolé. Elle s'inscrivait dans le cadre de l'opération, engagée dès 1946, de liquidation du Comité antifasciste juif (CAJ) (1). Créé au printemps 1942, certainement à l'initiative de Lavrenti Beria, mais sans aucune décision officielle, ce comité avait pour mission de mobiliser les juifs à travers le monde en faveur de l'URSS et de récolter des fonds pour l'effort de guerre soviétique. La communauté juive américaine constituait la cible privilégiée de cette campagne, qui se fixait pour objectif de l'amener à faire pression sur le gouvernement des États-Unis en vue de l'ouverture d'un second front en Europe. Présidé par le grand acteur juif Solomon Mikhoels, le CAJ était dirigé par des collaborateurs de la Sécurité d'État, proches de Beria : Chakhno Epstein, Yitzhak Fefer et Grigori Haifetz. Il compta parmi ses membres quelques-uns des plus grands noms de la culture juive soviétique (Peretz Merkish, David Bergelson, etc.).

En 1946, au moment même où la publication du *Livre noir* est remise en question, les premiers rapports dénonçant le caractère *« nationaliste bourgeois »* des activités du CAJ émanent du parti sous la signature de Mikhaïl Souslov et de la Sécurité d'État. L'opération de liquidation du CAJ s'achèvera en août 1952, après six ans d'instruction et trois mois de procès à huis clos, par la condamnation à mort et l'exécution des treize accusés, dont Solomon Lozovski, Yitzhek Fefer, David Bergelson, Peretz Merkish. Solomon Mikhoels ne fut pas jugé comme les autres membres du CAJ : il avait été assassiné en janvier 1948 à Minsk par la police de Staline, pour des raisons qui n'ont pas encore été élucidées.

La suspension de la publication du *Livre noir* et la machination montée contre le CAJ ne s'expliquent ni par la supposée paranoïa de Staline ni par le seul antisémitisme. Ce sont avant tout des aspects de la reprise en main de la société soviétique par Staline au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les espaces de liberté concédés pendant la guerre, pour cause de défense de la patrie soviétique, fondent alors comme neige au soleil. Le signal du retour à une stricte orthodoxie idéologique est donné par Andreï Jdanov en 1946. Cette *jdanovchtchina* vise d'abord les intellectuels et la vie culturelle. La lutte contre les *« influences étrangères »* et l'*« individualisme petit-bourgeois »* est lancée. Puis ce sera le combat contre le nationalisme (non russe) et, d'un pas allègrement franchi à partir de 1949, contre le *« cosmopolitisme »* – un euphémisme stalinien pour désigner le *« nationalisme »* juif.

Dès 1946, les rapports de la section de politique extérieure du PCUS dénoncent à longueur de pages les manquements du Comité antifasciste juif à la ligne définie par Lénine et Staline sur la question nationale. Ils stigmatisent l'influence exercée par les organisations sionistes américaines sur le comité. Toute expression d'un quelconque *« particularisme juif »* devient suspecte. *Le Livre noir* cumulait donc tous les défauts : il concernait les juifs et était le fruit d'une initiative internationale. Il alimentera donc les dossiers de l'instruction qui précéda le procès du CAJ. Tout cela n'empêcha nullement, par ailleurs, Staline de soutenir simultanément, avec vigueur, la création de l'État d'Israël, puis les forces armées juives dans leur affrontement avec les soldats arabes.

Lavrenti Beria, cible de la machination ?

LA reprise en main de la société soviétique s'accompagne d'un renforcement du pouvoir de Staline. De très nombreux éléments convergents montrent que l'attaque contre le Comité antifasciste juif visait Viatchevslav Molotov et Lavrenti Beria. Le dictateur préparait à l'époque une nouvelle purge afin de se débarrasser du dernier carré de la vieille garde stalinienne. La femme de Molotov, Paulina Jemtchoujina, liée au comité, fut arrêtée et emprisonnée. Molotov se vit intimer de divorcer avant de tomber en disgrâce en 1949 (2).

Lavrenti Beria, rival potentiel du maître du Kremlin, était la cible principale de la machination contre le CAJ. Parrain du comité, il le contrôlait étroitement (3). Comme souvent en pareil cas, Staline fit lancer l'attaque contre le comité par un proche de Beria : le ministre de la Sécurité d'État, Victor Abakoumov. Mais celui-ci fit traîner l'affaire et fut arrêté en juillet 1951. Dès lors, l'instruction et le procès furent bouclés en moins d'un an par Semion Ignatiev et Mikhaïl Rioumine.

Parallèlement à cette opération interne, une consolidation du système communiste dans les démocraties populaires est entreprise. Des grands procès, semblables à ceux de 1936-1938 en URSS, sont organisés. Le procès de Prague en 1952 vise des hommes proches de Beria et reprend les mêmes chefs d'accusation que celui du CAJ : nationalisme bourgeois, espionnage au profit de l'impérialisme et du sionisme, etc. Enfin, quelques semaines avant la mort de Staline, le « complot des blouses blanches » – des médecins soviétiques accusés d'avoir voulu assassiner Staline – visait directement Beria et les juifs.

La suspension de la publication du *Livre noir* fut-elle le premier maillon d'un projet de déportation massive des juifs soviétiques ? Malgré de nombreux éléments tendent à alimenter cette hypothèse, aucun document n'a été trouvé à ce jour prouvant l'existence d'un tel projet.

(1) Voir à ce sujet les travaux réalisés depuis l'ouverture des archives soviétiques : Alexandre Bortchagovsky, *L'Holocauste inachevé, ou comment Staline tenta d'éliminer les juifs d'URSS*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1995, et Jean-Jacques Marie, *Les Derniers Complots de Staline*, Complexe, Bruxelles, 1993.

(2) Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, Paris, 1995.

(3) Amy Knight, *Beria*, Aubier, Paris, 1994.

* Historien, chargé de cours à l'université Paris-X.

UNE NOUVELLE CLASSE DIRECTEMENT

Moscou, Pékin, Hanoï :

CYNISME et corruption, telles sont les « rationalités » dominantes des économies en place ou en formation en Russie, en Chine et au Vietnam. Le pouvoir est confisqué par l'ancienne classe dirigeante qui a su détourner à son profit une part essentielle de l'ancienne propriété d'État dans des conditions d'improvisation ne satisfaisant guère les institutions financières internationales. Il ne suffit pas en effet de piller la richesse publique pour ériger solidement une économie de marché.

Par GABRIEL KOLKO *

Aussi étonnant que cela puisse paraître après l'écroulement de l'URSS et les profonds changements à l'œuvre en Chine et au Vietnam, il n'y a eu rien rupture entre les anciens et les nouveaux régimes ; demeurent intacts pouvoirs et privilèges de ceux qui gouvernaient en tant que communistes. La seule révolution digne de ce nom se situe sur le plan de la rhétorique et des justifications théoriques des politiques menées, la mystification appelée « marché » remplaçant cette autre, marxiste, nommée « lois de l'histoire ».

Les responsables cyniques qui dirigeaient ces nations, et dont l'idéologie avait de plus en plus pour but de masquer un appétit sans frein de pouvoir personnel, avaient depuis longtemps oublié le credo égalitaire socialiste. Rien dans la doctrine léniniste, fondée sur la mise sous tutelle, au nom de la discipline communiste, à la fois des membres du parti et de l'opinion, n'empêchait l'élite de conclure que ses intérêts seraient mieux respectés dans ce « marché » issu de la confiscation de ce qui fut propriété de la société. De cette transformation sans précédent d'un pouvoir politique et économique émerge ce qui, faute de mieux en ce monde étrange où nous vivons, peut être appelé « capitalisme bureaucratique ».

Depuis au moins une décennie, le partage du pouvoir en Russie, en Chine et au Vietnam a reflété les équilibres changeants et les tensions entre blocs rivaux disposant de clientèles et jouant sur les alliances régionales. Pour maintenir en place ces coalitions, les loyautés de protégés sont cultivées, aux niveaux national et local, protégés unis par patronage et privilèges, mais, les liens idéologiques étant ténus quand ils existent, de telles ententes sont éminemment fragiles. Ce système de gouvernement que l'instabilité mine en permanence a fortement modelé les formes prises par la politique de privatisation et l'« économie de marché » en Russie et en Chine, et le Vietnam est engagé sur la même voie. De la sorte, les stratégies choisies sont inspirées par la volonté de servir et de renforcer les intérêts privés des dirigeants bien plus que par des théories, fumeuses par essence, sur l'efficacité économique (1).

Dans les trois pays, la première génération arrivée au pouvoir une fois disparue, une plus jeune couche de bureaucrates et de technocrates a permis l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante composée des membres de la nomenclature privilégiée du parti, de leurs enfants et de gestionnaires de haut rang. Pour ces carriéristes qui se taillent et se partagent des empires, peu importent les idéologies socialistes, de toute façon fortement dépréciées par Staline et Mao, pas plus qu'importent les doctrines capitalistes, l'essentiel étant de renforcer leurs intérêts. Un opportunisme qui rend, autant que la survie du socialisme, impossible la création de ces économies de « marché » concurrentiel dont parle la mythologie du Fonds monétaire international. Ce qui se met en place diffère des deux systèmes.

Les changements en cours en Russie préfigurent probablement les évolutions prévisibles en Chine et au Vietnam dans la mesure où le rôle de la nomenclature communiste – descendants inclus – a jusqu'à présent été virtuellement identique ici et là.

À la fin des années 80, les gestionnaires de la plupart des entreprises d'État russes disposaient d'une autonomie de plus en plus grande ; lorsque, après 1987, la réforme et les privatisations furent lancées, ces hommes possédaient le savoir et les relations leur permettant de s'assurer du contrôle de l'ensemble du phénomène et d'en être les principaux bénéficiaires. Selon la loi originelle sur les privatisations, les travailleurs se voyaient accorder des droits, mais les « patrons » leur retirèrent tout pouvoir de contrôle, tout en affirmant souvent que « la propriété collective » serait défendue. Grâce à leurs liens politiques avec les ministères-clés et à leur aptitudes à maîtriser les failles du système, ces dirigeants acquirent tout de suite une position dominante. De leur côté, les administrations fixèrent à un bas niveau le prix d'achat pour l'encadrement et attribuèrent souvent des crédits bon marché pour financer le transfert (2).

Ces gestionnaires dirigent une grande partie de l'économie, beaucoup jouissent de droits de propriétaires privés sans en avoir en général les responsabilités ; la plupart cependant conservent des liens juridiques avec l'État dont les intérêts sont aussi en théorie protégés de diverses manières – notamment la possibilité d'associer sous forme de monopole des firmes de secteurs-clés aux fins de poursuivre des objectifs communs. Relations ambiguës entre l'État et l'industrie qui sont d'une grande importance, car ces associations jouent un rôle de plus en plus crucial dans le modelage de la structure du pouvoir politique. Elles continuent de recevoir d'énormes subsides de l'État lorsqu'elles ne sont pas « bénéficiaires » au sens traditionnel du terme ; quant aux gestionnaires, ils mènent simultanément plusieurs politiques qui peuvent sembler contradictoires mais font d'eux les vrais maîtres d'une économie devenue de plus en plus complexe depuis 1990.

Le contrôle d'entreprises ne faisant pas de bénéfices rend la privatisation peu attrayante, et de nombreux gestionnaires, qui en sont les propriétaires *de facto*, continuent de dépendre largement de subventions directes ou indirectes. Au printemps de 1993, elles équivalaient à 22 % du produit national brut. L'alternative à ce type d'arrangement (qui provoque aussi un arrêt de versement des salaires quand il y a retard des subventions) consiste en une multiplication des faillites, des suppressions d'emplois et en un accroissement du chaos social. Cependant que les gestionnaires continuent, pour leur part, de toucher de substantiels revenus.

Des liens de cette nature entre l'État et le secteur industriel ont, comme l'a noté un expert de la Banque mondiale, une connotation fortement « corporatiste », chaque composante de l'association ayant un très grand intérêt en l'avenir du secteur, et la frontière entre le propriétaire de fait et le bureaucrate ayant progressivement disparu (3). On a aussi assisté au renforcement des relations et des liens de dépendance entre la direction politique et l'élite économique naissante. Les firmes dépendent de l'État (c'est-à-dire des hommes politiques) pour leurs subventions, et la plupart ont opté pour cette solution plutôt que de rechercher des profits sur un marché vraiment libre, s'en remettant à des moyens politiques pour résoudre leurs problèmes.

Les hommes politiques de Moscou s'appuient aussi pour leur part sur ces responsables économiques dont les liens sont solides avec les politiciens régionaux qui pèsent d'un poids certain dans les affaires nationales. Ces alliances font qu'une stratégie économique en soi désastreuse devient acceptable pour des raisons uniquement politiques. Ainsi s'explique que le contrôle étatique sur les secteurs industriels majeurs a beaucoup crû depuis 1992, accélérant la concentration cependant que, depuis le début de la réforme, la bureaucratie étatique a doublé.

Nombre de groupes industriels et bancaires étant liés à des factions politiques précises, les alliances sont aisément identifiables. Le premier ministre, M. Victor Tchernomyrdine, est l'ancien directeur de Gazprom, qui a le monopole de l'exportation du gaz naturel et qui est la plus importante firme de Russie ; or il dirige la coalition dans laquelle Gazprom est partie prenante. Des rivalités se font certes jour pour le contrôle de l'économie, mais cela ne signifie en rien que les adversaires veulent en finir avec l'intervention de l'État que le FMI réclame en vain. Jusqu'à présent ont été évitées les privatisations qui permettraient des avancées considérables de capitaux étrangers dans les entreprises géantes les plus prometteuses. Il ne faut voir dans cette attitude le reflet d'aucune fermeté nationaliste ou idéologique. Le pragmatisme règne : s'il y va de l'intérêt des groupes concernés, le rôle de l'État sera amoindri, voire effacé. Peu importe, pourvu que s'accroissent pouvoir et revenus.

Environ 90 000 entreprises d'État avaient été privatisées d'une manière ou d'une autre avant la fin de 1994. Dans les trois quarts d'entre elles, d'anciens salariés, dont les gestionnaires et les directeurs, contrôlaient la majorité du capital, pour lequel ils n'avaient rien déboursé, ou fort peu. Les anciens gestionnaires demeurèrent en place dans neuf dixièmes des cas. Selon une étude, sur 580 personnes parmi les plus riches en 1994 (avoirs déclarés moyens de 26 millions de dollars), plus de 60 % d'entre elles étaient d'anciens communistes, et celles qui autrefois faisaient partie de la nomenclature figuraient parmi les plus opulentes. C'est qu'elles eurent accès à des informations cruciales, bénéficièrent de relations privilégiées et, au début de la décennie 90, purent acheter des dollars à un cours bien inférieur à celui du marché. De la sorte, la classe dirigeante demeure le monopole d'une génération d'opportunistes ambitieux (4). Un grand nombre de directeurs d'entreprises très subventionnées ont aussi créé des coopératives parallèles, des firmes privées qui en gèrent les activités les plus rentables. Filiales qui constituent une des sources majeures des flux de capitaux vers l'étranger, flux dont le montant est évalué à 60 milliards de dollars pour le premier semestre de 1995.

Les patrons des firmes sont désormais les plus résolus des opposants au type de privatisation prôné par le FMI. D'où la frustration de ce dernier et de la Banque mondiale, dont les importants prêts servent en partie à créer ce substitut au communisme et dont les experts parlent de *« pillage »*, de *« corruption »*, et de *« criminalité »* (5). Leur seul espoir est que, à long terme, un capitalisme se bâtira sur ce vol massif et légalisé, la corruption faisant partie de l'inévitable coût de la disparition de ce que, autrefois, on appelait le socialisme. La Russie crée ainsi une des variantes de ces économies hybrides qui se retrouvent un peu partout et défient les descriptions théoriques. De manière vague, on parle à leur propos de corporatisme, de capitalisme bureaucratique ou politique, de clientélisme... Quel que soit le terme utilisé, la question se pose : la Russie pourra-t-elle éviter l'écroulement ou une profonde convulsion aussi longtemps que son économie demeurera inefficace socialement, et incapable de croissance (6) ?

Batailles de clans

LA situation en Chine est-elle fondamentalement différente ? Pour M. Deng Xiaoping, en conflit avec les planificateurs centraux et d'autres rivaux, il s'agissait à partir de 1980 de gagner, en leur accordant davantage de pouvoir, l'appui des responsables économiques et politiques provinciaux. Ces derniers purent de la sorte se tailler des fiefs autonomes. Cette lutte pour le pouvoir politique a joué un rôle déterminant dans le phénomène de privatisation.

M. Deng demeura le maître incontesté de ce système précaire aussi longtemps que sa santé le lui permit, mais l'ensemble du mécanisme a été gravement fragilisé par une irrésistible décentralisation et les conflits d'intérêts. Il a aussi été exploité à leur profit par des dirigeants sans scrupules, les bénéfices les plus grands étant levés par des chefs d'entreprise et des responsables régionaux du parti bien introduits politiquement.

Depuis 1980, les choix stratégiques en économie ont en grande partie dépendu des objectifs fixés par des factions, les idéologies marxiste ou libérale ne jouant aucun rôle dans l'affaire. En fait, les orientations politiques et économiques ont fréquemment été proposées dans le seul but de miner celles de clans rivaux, les objectifs de leurs avocats demeurant vagues au-delà du désir d'ambition et de protection d'un pouvoir (7).

La Chine a commencé en 1990 à mettre en œuvre les réformes dans le domaine de l'entreprise, a créé une Bourse de valeurs, et, en novembre 1993, a lancé un programme visant à augmenter l'autonomie de quelque 10 000 entreprises d'État, moyennes et grandes, soit la quasi-totalité d'entre elles. Il y aura coexistence d'une variété de programmes économiques allant de la vente pure et simple d'entreprises d'État à leur désaisissement d'une partie de leurs activités ou au maintien du *statu quo*. À la même époque un nouveau texte législatif fut promulgué qui concerne environ 11 000 autres sociétés créées avant la fin de 1993 et que les gestionnaires des firmes d'État peuvent aussi posséder et diriger (8).



ERIN ELDER-SABA/REA — JEREMY NICHOLL-KATZ/REA

DE CHINE EN RUSSIE, LA DÉMOCRATIE, C'EST LE GOLF PLUS L'ÉLECTRICITÉ

Les petits princes pékinois...

M. Deng Xiaoping a pu, après 1980, obtenir un soutien politique crucial à son programme de réformes économiques en permettant aux familles de milliers de hauts responsables d'en bénéficier directement. Dans ce groupe informel – l'entourage du « prince » – figurent en bonne place les enfants du patriarche.

Son second fils, M. Deng Zhifang, dirige un énorme holding chinois qui fait partie de l'empire de M. Li Ka-shing, le plus riche homme d'affaires de Hongkong, dont la fortune personnelle est évaluée à 5,8 milliards de dollars et qui a investi dans d'innombrables domaines en Asie comme en Europe et au Canada.

L'une des filles de M. Deng Xiaoping figure parmi les responsables de la commission des armements, et son ami a dirigé le service des ventes d'une des principales firmes exportatrices de l'armée. Quant aux gendres de l'ancien secrétaire général du PC, M. Zhao Ziyang, et du président Yang Shangkun, ils ont eux aussi exercé des fonctions importantes dans le commerce de l'armement. Les fortunes accumulées par des personnalités de cette envergure représentent une grande part des plus de 10 milliards de dollars placés à l'étranger par les Chinois.

On assiste parfois à des « ratés ». Le nom de Mlle Ding Peng, nièce de M. Deng Xiaoping, a été mentionné lors d'un procès à Hongkong. Elle aurait touché 100 000 dollars de Hongkong par voie de l'homme d'affaires australien d'origine chinoise, M. James Peng, et aurait secrètement transféré 450 millions de dollars de Hongkong d'une firme appartenant à M. James Peng à une de ses propres sociétés ainsi qu'à une entreprise appartenant à la ville de Shenzhen. M. James Peng a été arrêté à Macao, emprisonné à Shenzhen en octobre 1993, pour finalement être condamné fin septembre à dix-huit ans de prison. Quant à la nièce de M. Deng, elle a pris le contrôle de la société créée par M. Peng (commerce, textile, immobilier)...

...et leurs collègues moscovites

En Russie, rares étaient ceux qui possédaient des capitaux personnels parmi les personnes qui devinrent propriétaires des 90 000 entreprises privatisées. Et le ministre des privatisations, pressé de vendre, a grandement sous-estimé la valeur de ces firmes. Il a autorisé les gestionnaires à emprunter auprès de clients et à utiliser des fonds appartenant à la société. Des membres de l'ancienne nomenclature sont de la sorte devenus instantanément des capitalistes sans prendre aucun risque. Un exemple : à Moscou, une usine de ventilateurs (500 ouvriers, production annuelle de 17 millions de roubles) a été vendue en 1990 à ses gestionnaires pour 6,5 millions de roubles seulement. Les nouveaux propriétaires empruntèrent sans intérêt, les remboursements étant étalés sur dix ans, à leur principal client (1).

A Novossibirsk, le patron d'une usine géante de fer-blanc (1 300 salariés, production cinq fois supérieure à la plus grande firme européenne de ce type) a pu obtenir un abaissement du prix d'achat, s'est octroyé 5 % du capital et le contrôle de fait du reste. En dépit de tentatives légales de remise en cause de ce que nombre de Russes considèrent comme un vol, le premier ministre adjoint chargé de la privatisation, M. Anatoli Chubais, a couvert les opérations menées par le gestionnaire de l'entreprise (2). Opérations à vrai dire tout à fait ordinaires...

G. K.

(1) Thomas Clarke et Cristos Pitelis (sous la direction de), *The Political Economy of Privatization*, Routledge, Londres, 1993.

(2) *Financial Times*, 15 juin 1995.

---

(1) Lire Susan L. Shirk, *The Political Logic of Economic Reform in China*, University of California Press, Berkeley, 1993. Une excellente analyse du phénomène ici étudié.

(2) Michael McFall et Tova Perlmutter (sous la direction de), *Privatization, Conversion and Enterprise Reform in Russia*, Westview Press, Boulder (Colorado), 1995. Une série d'essais très bien informés par des experts de la Banque mondiale ou semi officiels. Lire aussi Igor Filotatchev (*et al.*), « The Case of Buy-Outs in the USSR » dans Thomas Clarke et Christos Pitelis (sous la direction de), *The Political Economy of Privatization*, Routledge, Londres, 1993.

(3) Mari Kuraishi Home *in* M. McFall et T. Perlmutter, *op. cit.*

(4) *Globe and Mail*, Toronto, 17 septembre 1994 ; M. McFall et T. Perlmutter, *op. cit.* ; *Financial Times*, 30 juin 1994, et 25-26, 27 mars, 26 avril, 17-18, 27 juin, 10 juillet, 10 août 1995 ; *International Herald Tribune*, 27 mars 1995.

(5) M. McFall et Perlmutter, *op. cit.* ; I. Filotatchev, *op. cit.*

(6) La production industrielle de la Russie représentait en 1994 45 % de celle de 1991. En 1993-1994, seulement 40 % des salariés ont été payés en temps voulu. Le pourcentage des habitants vivant au-dessous du niveau de pauvreté a plus que triplé, il comprend un tiers de la population. *Cf. Financial Times*, 31 décembre 1994 et 19-20 août 1995 ; *IMF Survey*, Washington, 14 août 1995.

(7) *Cf.* Susan L. Shirk, *op. cit.* ; Kenneth Lieberthal, *Governing China : From Revolution Through Reform*, W. W. Norton, New York, 1995 ; *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 16 septembre 1993 et 11 mai 1995.

(8) Fonds monétaire international, *Economic Reform in China : A New Phase*, novembre 1994.

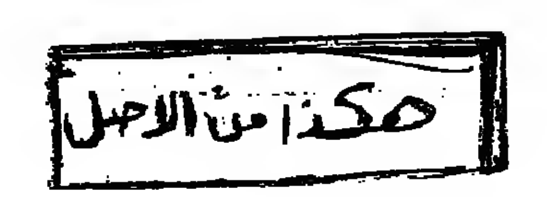
* Historien, auteur notamment de *Century of War*, The New Press, New York, 1994.

Édité par la SA *Le Monde*
Société anonyme
avec directoire et conseil de surveillance
Comité exécutif :
Jean-Marie COLOMBANI, président du directoire, directeur de la publication
Dominique ALDUY, directeur général
Noël-Jean BERGEROUX, directeur de la rédaction
Eric PIALLOUX, directeur de la gestion
Anne CHAUSSEBOURG, directeur délégué

Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 05-03-11-36
Province : 05-36-11-11.



CHOIX DE SOCIÉTÉ

Toropets, une petite ville face aux réformes

LE 17 décembre, les Russes élisent leurs députés. Par leur vote, ils portent en même temps jugement sur la transition en cours. Comment la Russie profonde accueille-t-elle les réformes qui bouleversent le pays ? Loin de Moscon et de ses rumeurs, Toropets, une petite ville sans histoires, retrouve, malgré bien des zones d'ombre, son lustre oublié de centre commercial et artisanal de la région.

Par notre envoyé spécial JEAN RADVANYI *

En haut de la butte gazonnée médiévale qui domine Toropets, le chef adjoint de l'administration du district est manifestement fier. Fier du panorama de lacs et de forêts qui entoure sa ville, à 420 kilomètres à l'ouest de Moscou. Fier de la tranquillité qu'elle inspire, bien loin des tensions de la capitale, avec sa douzaine d'églises miraculées de décennies de négligence – quand il ne s'agissait pas de destruction volontaire –, ses petites rues bordées d'isbas pimpantes, son centre aux maisons marchandes à un étage des XVIII[e] et XIX[e] siècles. *« Toropets a été fondée en 1074,* ajoute-t-il, *bien avant Moscou... Alexandre Nevski s'est marié ici, et c'est Pierre le Grand qui a accordé à la ville des privilèges commerciaux au vu de son dynamisme sur la route des Varègues... »*

Une vue superficielle pourrait donner l'impressioo que la cité reste à l'écart des changements. La majorité de ses 15 000 habitants vit dans des maisons en bois bien entretenues, souvent en cours d'agrandissement, au milieu de petits lopins soigneusement cultivés, avec serre et poulailler. Ces maisons individuelles, pas plus que les cités HLM de deux étages construites juste après la guerre, ne disposent de l'eau courante : la population s'alimente à l'aide de puits. Les services collectifs fonctionnent normalement : écoles et crèches, maison de la culture (le seul édifice contemporain, construit dans les années 80, qui défigure le centre) sont ouverts. Les autobus circulent – quelques véhicules brinquebalants en ville et vers les villages du district, les réductions touchant surtout les trajets interrégionaux.

L'administration s'est en effet fixé comme priorité de maintenir les équipements existants, au prix d'on effort budgétaire important. Le maire tonne cootre l'inégalité de traitement dont il se dit victime : *« Regardez, pour le cinquantième anniversaire de la victoire, Iouri Loujkov* (le maire de Moscou) *a donné à tous les vétérans de la capitale un cadeau de 250 000 roubles ; ici, on avait du mal à leur en accorder 20 000. Moscou concentre 70 % des financements de la région centre et ils réclament encore des dotations ! »*

Pour autant, ici comme ailleurs, l'ère des réformes est bien entamée. Le plus frappant, c'est l'espèce de renversement du fonctionnement économique de la cité. Dans cette région agricole pauvre, l'activité de la ville était dominée par quelques industries de taille moyenne, agro-industrielles et autres, comme une petite fabrique de meuble, une de textile... Leur situation est peu enviable : faute de circuit d'écoulement pour les fabrications russes, elles oe parviennent même pas à distribuer au dehors ceux de leurs produits qui trouveraient preneur, comme les meubles en bois blanc, les pantoufles, la charcuterie et... la vodka. Si les autorités do district tentent d'empêcher la fermeture de ces entreprises, elles ne peuvent enrayer leur réduction d'activité : un tiers d'emplois en moins depuis 1992, si bien qu'en 1995 l'on compte 146 chômeurs, ce qui représente pour la ville une charge appréciable.

Dans le même temps cependant, les activités commerciales et de services progressent de façon spectaculaire. Toropets paraît retrouver une partie de son lustre d'autrefois, fondé sur son rôle de centre commercial et artisanal pour toute une région rurale. L'administration a joué à fond la carte des réformes, privatisant dès 1992 presque tous les commerces existants, à l'exception de ceux dont on craignait la disparition, comme la pharmacie. La plupart des édifices étant classés, la loi ne permet pas encore de vendre les immeubles ; la privatisatioo des baux s'est donc effectuée à bas prix, souvent en faveur des collectifs en place, parfois aux enchères. Le dynamisme commercial et bancaire saute aux yeux. Le nombre de magasins est passé de trente à cinquante en trois ans, offrant un nombre d'emplois croissant (il faut en compter entre trois et cinq par magasin).

Apprendre à se débrouiller

LES commerçants interrogés ne correspondent guère à l'image du « nouveau riche » russe telle qu'elle est véhiculée depuis Moscou. Ce sont en géoéral des oatifs du pays, cadres moyens de l'administratioo ou des entreprises, mais aussi des migrants revenus au pays après des années de travail dans une autre région. Ils ont incontestablement pris des risques au départ, tentant leur chance en reprenant un local vétuste, le plus souvent à crédit, montant leur affaire de toutes pièces, dans le lacis de règlements contradictoires.

La réussite a surtout souri à ceux qui ont su organiser leur propre réseau commercial, proposant une gamme de produits diversifiés qu'ils vont eux-mêmes chercher à Tver, Moscoo ou Saint-Pétersbourg. C'est d'ailleurs là-bas qu'ils se trouvent confrontés aux mafias, phénomène ignoré à Toropets. Outre le commerce local, les plus actifs servent de grossistes pour les districts environnants et trois au moins possèdent plus d'un magasin. Ce succès tient pour partie au laxisme fiscal caractéristique de cette période : plus de la moitié des négociants ne déclarent aucun bénéfice.

Malicieuse, la baba russe qui décrit ce phénomène dirige une entreprise qui fonctionne comme une petite firme familiale. Dans une sorte de sous-sol aménagé, elle multiplie les coups de téléphone pour récupérer un wagon de sucre biélorusse, du matériel hi-fi à Moscou, ou tenter d'arracher l'administration d'un second magasin. Là comme ailleurs prévalent les mêmes recettes : factures fictives, salaires et revenus sous-évalués...

Si l'administration ferme les yeux, elle favorise simultanément des regroupements, au détriment de ceux qui n'anticipent pas assez vite l'évolution de la demande. *« Après un engouement pour les produits alimentaires d'importation,* explique-t-elle, *on ressent déjà un regain d'intérêt pour les produits russes au goût plus familier. Mais où voulez-vous les trouver ? Personne ne s'en occupe. »* Le dynamisme commercial et bancaire est complété par l'essor du marché dominical, qui voit converger des dizaines de marchands des régions voisines ainsi que des Biélorusses profitant de la suppression des contrôles douaniers.

Ce regain d'activité modifie sensiblement le visage du centre : les commerçants rénovent peu à peu les maisons anciennes des rues principales qui s'ornent de vitrines et d'enseignes. Les trottoirs s'animent. *« Tout le monde n'en profite pas,* affirme un retraité. *Vous avez vu les prix ? Mais au moins il n'est plus nécessaire d'aller à Moscou faire ses courses. Avant, on produisait du saucisson dans la semaine et on allait à Moscou l'acheter le samedi ! »* De fait, bien des gens dépensent avec parcimonie et certains ne prennent pas souvent de la viande oo de la charcuterie.

Comme dans tant d'aotres villes russes, plusieurs strates de population se mélangent ici, dont les situations sont très différentes. Une petite minorité a déjà profité des changements : tel directeur d'usine on commerçant circule en Mercedes et fait construire, dans un des nouveaux lotissements au bord du lac, un pavillon en panneaux de béton imposant, de mauvais goût. La majorité des habitants répond aux difficultés de la période en s'adaptant progressivement. Ce o'est pas encore l'aisance, mais les maisons s'équipent, les tenues vestimentaires s'égaient.

Minoritaire mais significative, une autre partie de la population est manifestement à la dérive, comme ces familles alcooliques dont l'habitat, les vêtements, l'aspect physique se dégradent. Les retraités, enfin, constituent – fait commun à ces régions de terres non noires – près de 50 % de la population totale, formant une catégorie à part, touchés de plein fouet par la crise écooomiqoe. Les peosions accusant régulièrement un retard de un à deux mois, ils ne vivotent que grâce au lopin de terre ou à l'entraide familiale, heureusement très active.

Consciente de ces tensions sociales, l'administration tente de faire face avec des moyens limités. Le chef du district, oommé par le gouverneur régional, tempête contre l'administration fédérale : *« Ils nous accordent 35 % des recettes fiscales alors que les charges grimpent constamment ; que voulez-vous qu'on fasse avec cela ? Il nous faudrait au moins 50 % ! C'est pourtant ici, dans les provinces, que se joue l'avenir de la Russie. »* Natif du pays, il était cadre dans la métallurgie de l'Oural avant de diriger le soviet local. Son discours est sans ambiguïté : *« Tout le monde continue de s'adresser à moi. Ils n'ont rien compris ! Il faut s'inscrire au plus vite dans les nouveaux mécanismes du marché. Le temps où l'administration intervenait directement dans la gestion des entreprises est révolu. C'est à eux* [les entrepreneurs, les directeurs d'entreprises] *de prendre les initiatives. »* Mais il ajoute : *« D'un autre côté, on ne peut lancer les entreprises à la mer et leur dire : Nogez ! »*

Il avoue maoqoer cruellemeot d'expérience pour favoriser la montée de oouveaux secteurs porteurs (tourisme, filière bois) et attirer des partenaires extérieurs. D'autant qu'il doit affronter un véritable problème de légitimation. Nommé par l'échelon supérieur pour appliquer les réformes, il lui faut coovaincre une population conservatrice : aux électious de décembre 1993, les trois premiers partis furent la formation de M. Vladimir Jirinovski (27,6 % des votants), soivie des communistes (16,3 %) et des agrariens (15,6 %).

Voilà une des contradictions de cette période : aucune force polioque n'est réellement organisée. Le soviet du district dissous a été remplacé par une douma de vingt membres désignés. Le seul parti présent, le Parti communiste, compte, dit son secrétaire, cent membres (quarante selon l'administration), tous âgés (1). Son discours, passéiste et nationaliste, dénonce surtout la *« vente de la Russie à l'étranger »*. Les jeunes ne s'impliquent dans aucune organisation, et les autorités locales oe savent pas comment mettre en valeur ce qn'elles font de positif. Dans ces conditions, la tentatioo du vote protestataire est forte : les conditions de vie quotidienne d'uoe majorité de votants demeurent très dures. Il n'y a pourtant, guère de solution de rechange à l'administration actuelle. Conscient de cette contradiction, le chef du district considère qu'il faudrait revenir dès que possible à l'élection d'un conseil, même si, selon lui, dans la période de transition, le choix de dirigeants nommés est la seule solutioo viable.

Faute d'une grande entreprise susceptible d'entraîner son essor (mais dont l'absence a sans doute sauvé la cité d'une défiguratioo complète), le maire compte sur le statut de ville historique de Toropets pour y attirer aides et investissemeots. Avec cinq aotres édiles de petites cités historiques des régions centrales, liées par le lobby militaro-industriel, il a créé une association de développement des petites villes qui a décroché un fonds d'aide gouvernementale. Le chef du district espère obtenir, dans ce cadre, des aides et privilèges fiscaux supplémentaires.

Il cherche aussi des partenaires étrangers mais, sa ville étant à l'écart des grandes routes touristiques et ne disposant pas d'un site d'intérêt majeur, il ne sait pas comment attirer leur attentiou et s'estime déçu par les premières rencontres : *« On o bien des visiteurs. Ils se laissent promener, s'extasient devant la beauté de notre nature, mais quand il s'ogit de passer ou concret... plus rien. »* Le chef de district reconnaît cepeodant que son district manque cruellement d'infrastructures : hôtellerie plus que médiocre, liaisons téléphoniques incertaines.

Faute de moyens financiers, l'administration fait le gros dos. Elle maintient en l'état ce qui existe, aide les habitants à franchir le cap douloureux du creux de la transition. La municipalité intervient ainsi sur de oombreux plans, comme, pendant l'été, la constitution à bas prix de réserves de bois pour l'hiver ou encore l'offre de déjeuners gratuits aux enfants des écoles. Elle favorise toute initiative dynamique venant de la population, de l'ouverture d'un oouveau restaurant à la création d'un lycée municipal semi-privé.

On trouve là les limites d'une gestion locale d'enjeux qui dépassent de loin les compétences d'un district. Placées eotre une population meurtrie par les réformes et des structures fédérales hésitantes quant aux rythmes et à l'ampleur des mutations à effectuer, les autorités de la cité comptent sur une entraide régionale fondée sur leur vraie spécificité, un héritage historique et naturel à valoriser. Or, et tel est bien le dilemme, les habitants aspirent à des améliorations immédiates qu'aucun dirigeant non démagogue ne peut promettre pour bientôt.

* Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales, auteur de *La Nouvelle Russie*, Armand Colin-Masson, Paris, décembre 1995.

(1) Lire Bernard Frédérick, « Au-delà de la nostalgie, la percée communiste », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

DE « L'ORGUEILLEUSE SOLITUDE »

Le Portugal rattrapé

EN janvier 1996, lorsque les Portugais éliront le successeur de M. Mario Soares à la présidence de la République, ils pourront mesurer l'ampleur des mutations provoquées par dix ans de participation de leur pays à la construction communautaire. La recherche de la convergence avec le reste de l'Europe a modifié en profondeur les mentalités, et suscité les premières contestations d'une certaine normalité libérale, entraînant l'échec du parti de centre-droit, le CDS, aux élections législatives du 1er octobre dernier, et le retour au pouvoir des socialistes.

Par BORIS MARCO*

« *L'âme de mon pays eut la dimension du monde. Nous célébrons la geste des Portugais en leurs découvertes. Il est grand temps que l'Europe célèbre, elle aussi, ce qui s'est projeté d'eux dans l'extraordinaire révolution de sa culture.* » Ces paroles de l'écrivain Vergilio Ferreira, prononcées en 1991 à l'occasion de l'exposition Europalia de Bruxelles consacrée au Portugal, symbolisent la nouvelle attitude d'un pays retrouvant les chemins de l'ouverture extérieure par le biais de la construction communautaire.

Les Portugais – et d'abord à leurs propres yeux – reviennent de loin. Au cours des dix dernières années, ils ont vécu collectivement un changement de cap et un télescopage tels qu'ils commencent seulement aujourd'hui à en identifier les effets. Car le choix européen, concrétisé par l'intégration dans la Communauté au 1er janvier 1986, n'est en rien comparable à celui de l'Espagne, intervenu à la même date. Il n'allait pas de soi, pour des raisons historiques et culturelles, autant qu'économiques.

Très tôt constitué sur le flanc ouest de la péninsule Ibérique – et dans ses limites territoriales actuelles dès le milieu du XIIIe siècle –, le Portugal a poursuivi, à la fin du XIVe siècle, sa croisade contre les musulmans le long des côtes africaines, à la recherche d'un chemin vers le royaume mythique du prêtre Jean, évangélisateur symbolique d'une région orientale censée abriter de fabuleuses richesses. En fait, il s'agissait surtout d'inciter la noblesse née de la Reconquista à continuer plus loin son engagement au profit de la couronne de Lisbonne, en trouvant un nouvel itinéraire vers le Soudan, grand producteur d'or, et vers la Chine, déjà décrite par Marco Polo un siècle auparavant. Ainsi se sont constitués les deux piliers traditionnels de l'économie : l'agriculture, permettant d'alimenter les expéditions outre-mer et le commerce des denrées coloniales, dont Lisbonne fut le principal comptoir de redistribution vers l'Europe du Nord, en concurrence ou en alliance, selon les périodes, avec l'Espagne, l'Angleterre et les Pays-Bas.

L'identité portugaise s'est façonnée durablement autour de ces données : d'un côté, l'attachement à la terre, et la fameuse *saudade*, cette nostalgie née de l'*éloignement* ; de l'*autre*, le *sentiment* de n'être soi-même que dans la pluralité des mondes que l'on a découverts et que l'on rétrocède aux autres, sentiment dont le poète Fernando Pessoa fut l'incomparable interprète. Cette vision géopolitique pluricontinentale s'est inscrite dans l'histoire du pays depuis le commencement de son déclin, amorcé à la fin du XVIIIe siècle. Un exemple significatif : à la suite des invasions napoléoniennes, Lisbonne et le Portugal furent abandonnés à un régent britannique, Beresford, tandis que le roi Jean VI, exilé au Brésil, songeait à faire de Rio de Janeiro sa capitale.

Avec l'Estado Novo, institué par la Constitution de 1933, Antonio de Oliveira Salazar, qui, dans les faits, gouvernait déjà le pays depuis 1928, entreprit de figer autoritairement un Portugal « *orgueilleusement seul* ». Tablant sur le maintien en l'état d'une économie de subsistance relativement peu touchée par le développement capitaliste du XIXe siècle et assise sur la stabilité d'un empire colonial beaucoup plus ancien que celui de toutes les autres puissances européennes, il entendait conjurer le spectre de l'évolution prophétisée par Marx pour les économies occidentales avancées. Son raisonnement le conduisit même à concevoir, un temps, le projet d'une nouvelle capitale de l'« empire », Nova Lisboa (« la Nouvelle Lisbonne »), qui devait être construite sur les hauts plateaux du centre de l'Angola !

Le dictateur fut cependant rattrapé par les évolutions liées à son erreur de perspective fondamentale. Outre-mer, le Portugal s'était livré, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, comme les autres puissances, à une « recolonisation » administrative et économique de ses possessions africaines, rompant avec le système des comptoirs côtiers et induisant le même type de domination que les populations indigènes finirent par refuser, les armes à la main, à partir de 1961. En même temps, le régime ne put s'opposer à la pression de la bourgeoisie d'affaires qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, réclama une politique de développement du territoire portugais se concrétisant, comme dans les autres pays occidentaux, par une forte croissance industrielle : 5,5 % en moyenne de 1955 à 1970, date de la disparition de Salazar.

Les capitaines qui firent la révolution du 25 avril 1974, afin de réaliser une décolonisation rendue inévitable par l'échec militaire en Afrique, ont, eux aussi, partagé cette vision d'un Portugal rattaché aux autres continents plutôt qu'à l'Europe, ne serait-ce qu'en raison de sa pauvreté qui le rapprochait du tiers-monde. Ce que l'on a appelé les « *balbutiements* » de la jeune démocratie portugaise résulte très largement de l'opposition entre les adeptes de cette analyse et les tenants d'un ancrage européen qui, à l'orée des années 80, finirent par l'emporter.

* Consultant international.

PAR LEAL DA CAMARA

A LA « UNE » DE « L'ASSIETTE AU BEURRE » DU 29 OCTOBRE 1910
La proclamation d'une République qu'allait confisquer Salazar

Faiblesse de la démocratie

Par ANA NAVARRO PEDRO*

AU terme d'une campagne conduite sur la promesse d'un « *changement en douceur* », le Parti socialiste (PS) portugais, dirigé par M. Antonio Guterres, a remporté les élections législatives du 1er octobre dernier avec 43,8 % des suffrages, obtenant une confortable majorité relative de 112 sièges sur 230 à l'Assemblée de la République. Ce résultat, scellant la fin de dix années d'hégémonie du Parti social-démocrate (PSD), sous la houlette de M. Anibal Cavaco Silva – qui avait d'ailleurs renoncé à conduire son parti à la bataille – doit-il être interprété comme une défaite du cavaquisme, une victoire du PS, ou comme le virage d'une jeune démocratie tentée de procéder à un solde de tout compte des acquis de la « révolution des œillets » de 1974 ?

L'élection présidentielle du 14 janvier 1996 apportera peut-être un début de réponse. M. Mario Soares ne pouvant, constitutionnellement, briguer un troisième mandat, se retirera alors de la vie politique. L'indicateur de la réelle volonté de changement des Portugais sera le choix qu'ils opéreront entre les deux candidats en lice, le socialiste Jorge Sampaio, maire de Lisbonne, et l'ex-premier ministre Anibal Cavaco Silva. Les résultats diront si le retour de balancier d'octobre exprime une mutation politique profonde ou s'il traduit le jeu rituel de l'alternance en démocratie.

Devenu premier ministre, M. Antonio Guterres s'est déclaré prêt « *à écouter, écouter et encore écouter* » tous les partenaires politiques et sociaux (1), attitude en contraste saisissant avec l'intransigeance de son prédécesseur, érigée en ligne de conduite. Une des premières décisions du nouveau gouvernement – sauver des eaux les peintures rupestres découvertes à Foz Coa – est significative à cet égard. M. Cavaco Silva avait provoqué l'indignation des milieux culturels et scientifiques internationaux en acceptant de sacrifier ce patrimoine à la modernisation du réseau hydroélectrique du Portugal. En gelant, le 7 novembre, la construction prévue du barrage, M. Guterres met provisoirement fin à la polémique : les experts auront le temps de déterminer si les peintures datent vraiment de l'ère paléolithique, ce que certains contestent. De la même manière, le premier ministre a désamorcé une crise avec les étudiants à propos des droits universitaires.

Dans un pays où la tolérance est une *tradition, parfois pesante*, la polémique récemment survenue avec une responsable du Fonds monétaire international (FMI) fait figure de petite révolution, car elle indique une mutation des mentalités. Lors d'un séminaire tenu le 30 octobre 1995 à Madère, Mme Teresa Ter-Minassian, l'une des spécialistes de l'économie portugaise au sein de cet organisme, a cru bon, au nom de l'orthodoxie budgétaire, de critiquer ouvertement le programme du PS qui préconise la création d'un revenu minimum garanti, la modernisation de l'administration publique et une décentralisation accrue. « *Au Portugal, seuls les Portugais peuvent donner des ordres* », lui répondit M. Antonio Guterres dès le lendemain (2). Même changement de ton en matière européenne, domaine dans lequel le Portugal a fait figure d'élève modèle pendant neuf ans : s'exprimant sur le dernier accord de pêche entre l'Union et le Maroc, le ministre des affaires étrangères, M. Jaime Gama, a tenu des propos sévères visant la Commission de Bruxelles : « *Un organisme à la dérive, sans direction, dont il faut combattre l'esprit arrogant et désordonné* (3). »

Une frontière idéologique qui s'estompe

CETTE nouvelle fermeté a-t-elle accessoirement pour objectif de couper l'herbe sous le pied au Parti populaire (PP) de M. Manuel Monteiro ? Avec 9 % des voix, cette formation, qui tient un discours « patriotique » et antieuropéen, symbolise l'avènement d'une droite populiste s'assumant pleinement. M. Monteiro n'a pas, pour l'instant, réussi à sortir sa formation du statut de force d'appoint dans lequel resta confiné son ancêtre démocrate-chrétien, le CDS, dont il constitue la nouvelle appellation, après le changement de ligne décidé par son congrès de février 1995. A gauche, les forces d'appoint sont regroupées au sein du Centre démocratique unitaire (CDU), dominé par un Parti communiste en perte de vitesse, puisqu'il ne rassemble plus que 7,2 % des suffrages, contre 8,8 % aux élections de 1991.

Le paysage politique s'articule ainsi autour d'une bipolarisation PS-PSD. Mais la frontière idéologique entre les deux formations s'estompe au fil du temps. Ainsi, la politique économique de M. Guterres ne devrait-elle guère différer de celle de son prédécesseur, et la victoire socialiste découlerait plutôt du rejet du cavaquisme. Les Portugais ont peut-être voulu donner raison au président de la République, M. Mario Soares, qui a dénoncé à plusieurs reprises le danger d'une « *dictature de la majorité* » et de la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme, M. Cavaco Silva. Au cours des trois dernières années, le conflit s'est fait de plus en plus aigu entre ces deux fortes personnalités qui, pourtant, incarnent conjointement le tournant économique et politique qu'a constitué l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne le 1er janvier 1986.

L'« État orange » – de la couleur fétiche du PSD – était devenu le bouc émissaire de tous les maux de la société portugaise : chômage (passé de 4 % à 7 % en moins de deux ans), crise sociale, crise d'identité nationale, avec le phénomène récent de l'apparition du racisme et des ratonnades des skinheads, et surtout corruption. La récession qui a frappé le pays en 1993, avec un recul du produit national brut (– 0,4 %), succédant à six ans de croissance soutenue (de l'ordre de 4 % en moyenne annuelle), a ajouté au mécontentement. Malgré la reprise *timide amorcée depuis 1994 (+ 1 %)*, une polémique feutrée s'est engagée sur le bilan du cavaquisme, cependant crédité de la modernisation rapide d'un pays qui, en 1986, se trouvait encore *coincé entre* un *modèle industriel* et agraire archaïque et la logique libérale du marché. Les transferts communautaires – quelque 100 milliards de francs en neuf ans – ont évidemment joué un rôle important en alimentant la croissance à hauteur de 0,5 % par an. Dans le même laps de temps, l'inflation a été ramenée de 22 % à 5 %, mais au prix d'une chute de la production. Ce qui fait dire souvent aux Portugais : « *Nous avons eu la croissance sans le développement.* »

Le clientélisme reconnu du PSD a conduit M. Antonio Guterres à se faire le chantre de l'État impartial avec le slogan « *Pas de boulot pour les copains !* » Mais le vrai problème est celui de l'absence de culture d'État dans un pays héritier de siècles d'expériences autoritaires. La jeune démocratie souffre d'une autre carence : l'absence de véritables débats parlementaires, reflétant des conflits de société et des visions différentes des priorités. De quoi réveiller un hémicycle où l'on est plutôt habitué à suivre de façon moutonnière les consignes de la majorité. Le vrai changement qu'attend le Portugal est une réflexion en profondeur sur ces faiblesses de sa démocratie représentative.

* Journaliste, *Publico*, Lisbonne.

(1) *Publico*, Lisbonne, 16 octobre 1995.
(2) *Diario de Noticias*, Lisbonne, 1er novembre 1995.
(3) *Publico*, 7 novembre 1995.

A lire

• LE PORTUGAL, VINGT ANS APRÈS LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS, d'Yves Léonard. (La Documentation française, Paris, 1994, 242 pages, 120 F.) Un bilan des vingt années écoulées depuis la césure qu'a constituée le 25 avril dans l'histoire portugaise. Deux chapitres particulièrement intéressants sur l'identité du Portugal dans l'Union européenne et sur sa place dans le monde. Un précieux appareil documentaire.

• L'ÉCONOMIE DU PORTUGAL, de Michel Drain. (« Que sais-je ? », PUF, Paris, 1994, 128 pages, 42 F.) Une synthèse bien utile sur l'espace économique portugais et sur les différents secteurs d'activité.

• LE PORTUGAL – LA RENCONTRE DE « TROIS MONDES », de Guy Martinière. (Editions de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, Paris, 1994, 150 pages, 70 F.) De 1415 aux années 1550, un pays d'un million d'habitants, ayant acquis la maîtrise des mers, met en relation l'Europe et les « trois mondes » d'Afrique, d'Asie et d'Amérique ; une présentation claire du cycle portugais des Découvertes, avec une chronologie très fournie.

• HISTOIRE DU PORTUGAL, d'Albert-Alain Bourdon. (Editions Chandeigne, Paris, 1994, 183 pages, 89 F.) Dans un format de poche, un découpage de l'histoire du Portugal en trois grandes parties : « La formation de la nation », « L'âge des empires (XVe-XVIIe siècle) et « Une difficile régénération ».

• LE PORTUGAL DANS UNE EUROPE À GÉOMÉTRIE VARIABLE, de Charles Reeve. (Editions Albatroz, BP 404, 75969 Paris Cedex 20, 1994, 78 pages, 30 F.) Un pamphlet dénonçant « *l'économie fictive, spéculative et assistée* » du Portugal, simple membre périphérique de l'Union européenne. Le texte est publié en français et en portugais.

• PORTUGAIS À CHAMPIGNY, LE TEMPS DES BARAQUES, sous la direction de Marie-Christine Volovitch-Tavares. (Editions Autrement, série « Monde/Français d'ailleurs, peuple d'ici », 155 pages, 89 F.) Dans les années 60, tous les jours, par camions, arrivaient des Portugais pour grossir le bidonville de Champigny, qui compta jusqu'à 10 000 habitants. L'évocation de ces « années de boue » et ce qu'il en reste dans la mémoire de la communauté portugaise.

ISSUE DE L'ANCIENNE

les prédateurs au pouvoir



Dans ces conditions, le futur développement de la Chine ressemblera à celui de la Russie dans la mesure où il y a symbiose entre les subventions du gouvernement central et les compagnies déficitaires, leurs responsables bénéficiant à la fois de ce qu'on appelle par euphémisme « socialisme » et « économie de marché » (9). De nombreux chefs d'entreprise d'État ont, comme en Russie, commencé à transférer les secteurs les plus prometteurs ou rentables de leurs firmes à des joint-ventures privées (avec participation étrangère, le cas échéant) qu'ils possèdent en partie. Jusqu'au printemps de 1995, 10 000 de ces joint-ventures impliquant des firmes d'État avaient été créées, accaparant une part significative mais non comptabilisée de biens publics, ce qui équivaut à un vol de ces ressources. La réorganisation et la concentration d'entreprises – financement et fusion au sein de conglomérats plus efficaces, comme en Russie – est en cours (10).

Les enfants des plus hauts hiérarques communistes jouent un rôle crucial dans la formation de dynasties familiales qui sont les plus importantes bénéficiaires de ce système économique complexe. Tous les proches de M. Deng Xiaoping ont amassé des fortunes. De nombreuses sociétés de Hongkong ont nommé des rejetons de ces dirigeants à des fonctions de responsabilité grassement rémunérées, et, quand la Chine a commencé en 1991 à vendre à bas prix quelque 15 000 kilomètres carrés de terre, officiels du parti et fils de hiérarque ont engrangé des monceaux d'argent en profitant de l'aubaine pour spéculer. Ces dirigeants et leurs descendants constituent la nouvelle classe moyenne d'entrepreneurs, leur capital étant exclusivement constitué par leur pouvoir et leurs antennes politiques. Ainsi le léninisme à la chinoise est-il devenu un capitalisme bureaucratique, synthèse du politique et de l'économique.

La question se pose de savoir si un tel cours pourra être remis en cause quand les inévitables conflits politiques entre clans rivaux réapparaîtront au grand jour. Étant donné le poids qui a été le leur dans le passé, étant donné aussi la vulnérabilité de ces « réformateurs » qui ont accumulé d'énormes fortunes, il est certain que la corruption et le clientélisme seront au cœur des rivalités qui ne peuvent que s'amplifier à l'approche de la succession de M. Deng.

Tel est le principal défi pour la Chine désormais : surmonter les fortes rivalités entre factions du parti et entre régions pour le contrôle du pouvoir, obtenir un maximum de rationalité dans la sphère économique et de stabilité politique. L'équilibre actuel reflète la nature précaire et l'improvisation des compromis successifs ; il interdit toute prédiction.

Qui dit marché dit corruption

IL en va de même pour le voisin méridional de la Chine. Si, au Vietnam, le transfert au secteur privé de la propriété publique s'est, à plusieurs égards, produit dans des conditions différentes de celles de la Russie et de la Chine, les trois régimes ont en commun la volonté de créer ces inégalités qui sont, selon le FMI, la précondition d'une croissance économique. Mais le parti et, notamment, le bureau politique demeurent divisés sur bien des points. La stratégie économique décidée par la majorité a suscité l'hostilité d'un groupe non négligeable qui croit encore au socialisme, mais aussi celle d'une élite agressive et en expansion – constituée avant tout de jeunes membres du parti –, qui met la « réforme » et le « marché » au service de ses intérêts matériels. Le bureau politique est obligé de tolérer l'existence des socialistes traditionnels, omniprésents dans l'armée. Son idéal serait de faire la synthèse entre socialisme et « marché ». En pratique cependant, les « réformes » et les vastes concessions administratives faites aux provinces pour obtenir leur appui ont servi les intérêts d'hommes d'affaires âpres au gain et disposant d'une base politique. En conséquence se met en place une société aux classes très différenciées. Résultat d'une politique d'une extrême confusion tentant de trouver un équilibre entre des forces contradictoires.

Les Vietnamiens ont eux aussi beaucoup consolidé les entreprises d'État qui sont dans ce pays proportionnellement bien plus nombreuses à être rentables que leurs homologues russes et chinoises. Leur production a bien plus crû que celles des firmes privées, ce qui élimine l'argument habituel sur l'« efficacité ». À Ho Chi Minh-Ville, en 1994, pas plus de 15 % d'entre elles furent déficitaires. En l'absence d'un marché des capitaux comme d'un mécanisme permettant la vente des sociétés d'État, la privatisation signifie en fait un transfert à des « initiés » qui ont déjà des liens avec elles, ce qui implique favoritisme.

Le bureau politique parle d'actionnariat, et non de privatisation, et ses plans initiaux diffèrent radicalement des programmes russes et chinois. Il s'agit de créer un puissant et nouveau groupe de propriétaires en dehors des gestionnaires qui seraient remplacés en partie ou en totalité. Des actions seraient vendues non seulement aux travailleurs et aux responsables de la firme (avec des limites précises en ce qui concerne les salariés, à qui il n'est d'ailleurs pas offert de crédits), mais aussi aux employés des ministères supervisant l'opération. Des ventes qui s'opèrent, comme le note le FMI, *« à des prix très bas et avec des prêts à taux réduits pouvant atteindre les 5 millions de dongs »* (11). Ainsi, plutôt que de voir les gestionnaires devenir les nouveaux propriétaires sans partage, les responsables du parti qui autorisent la cession peuvent obtenir le contrôle partiel ou total à très faible coût et sans prendre de risques. Le FMI n'a pas critiqué ce plan, car il veut de n'importe quelle façon en finir avec le mode de propriété socialiste en espérant ensuite maîtriser le phénomène capitaliste qui émergera.

La réponse à ce plan mis au point par et pour une bureaucratie étatique rapace a été la résistance organisée et efficace des salariés, et d'abord des gestionnaires politiquement influents, habitués de toute façon à exploiter au maximum les entreprises d'État et retirant de ce programme bien moins que leurs collègues russes et chinois ne le font des leurs. Ce plan fut lancé en 1992, mais, à la fin de 1994, 23 seulement des quelque 6 000 firmes concernées s'étaient dites intéressées et 9 seulement étaient en train de l'appliquer.

Cependant, la corruption étant endémique, les gestionnaires sont devenus les principaux bénéficiaires des entreprises d'État. Comme en Russie et en Chine, nombreux sont ceux qui ont créé des filiales privées ou contrôlées par la maison-mère dont elles exploitent de mille façons les capitaux, les terrains, les ressources ; d'autres ont tout simplement utilisé des fonds de la société pour acheter des terres, des voitures, des maisons, ou accorder des prêts. *« La plupart »* des 50 entreprises d'État ayant subi un audit à Ho Chi Minh-Ville en 1994 et 1995 ont usé de ces pratiques illégales, maniant souvent des fonds considérables (12). La corruption est la plus grave là où des familles d'officiels du parti sont impliquées, et l'une des deux firmes ayant finalement appliqué à la fin de l'an passé le plan ci-dessus décrit a été mêlée à un grand scandale financier impliquant des membres du parti et leur entourage. Ce même parti reconnaît publiquement que *« la plupart de ces hommes d'affaires privés sont des intellectuels, des gens instruits, et parmi eux des cadres, des membres du parti et des familles révolutionnaires* (13) *»*.

Dans les faits, et même sans autorisation légale, une part importante de l'économie est de la sorte transférée à une nouvelle classe. Comme en Russie et en Chine, une élite politique privilégiée se livre au pillage du socialisme au nom du « marché », cependant que, derrière elle, vit une société en pleine désorganisation et fort instable.

La corruption est devenue au Vietnam le plus important facteur de redistribution de la richesse tout en détruisant ce qui reste de socialisme. Certes la presse et la minorité du parti demeurant socialiste dénoncent sans cesse les auteurs de ces méfaits. Mais, comme le fléau est rarement sanctionné, il continue de proliférer. En fait, la corruption fait partie intégrante de l'alternative du « marché ». En août 1994, M. Do Muoi, secrétaire général du parti, admettait que la corruption et la contrebande avaient atteint *« des degrés relativement graves »* (14). *« Les membres du parti constituent une part significative de ceux qui sont corrompus »*, déclarait-il le 27 janvier 1995 devant le plénum du mouvement.

Créer une classe d'entrepreneurs à partir de qui dispose de protection politique de telle sorte qu'il y ait continuité entre les dirigeants et les nouveaux capitalistes ne peut que susciter tricheries massives et cynisme. Le Parti communiste se trouve ainsi rapidement privé de légitimité en attendant de disparaître. Tout indique que l'économie vietnamienne ressemblera de plus en plus à celle de Russie et de Chine, une classe exploiteuse émergeant, synthèse du léninisme et du capitalisme.

Le *Quan Doi Nhan Dan*, quotidien de l'armée, déplorait en juin 1994 cette évolution, et craignait que le parti *« ne survive pas »* et *« se désintègre, comme cela est arrivé aux partis de nombreux pays »* (15). De fait, le communisme vietnamien affronte le plus grand défi de son histoire, car il y a de fortes chances pour que les membres du mouvement alimentent massivement la nouvelle ploutocratie.

Ainsi, en Russie, en Chine, au Vietnam, plutôt que par des doctrines louangeant « le marché » auxquelles les dirigeants et le FMI rendent hommage avec cynisme, l'avenir va être façonné par une vive instabilité politique et un système gangrené par la corruption. Il n'est de cohérence ou de rationalité, socialistes ou capitalistes, dans ces programmes économiques improvisés partout et tellement pétris de contradictions que leur échec paraît inévitable. Les conséquences n'en seront que plus graves pour les responsables et les partis qui les auront parrainés.

GABRIEL KOLKO.

(9) Lire Guilhem Fabre, « Réunifier une Chine qui se fragmente », *Le Monde diplomatique*, septembre 1995.

(10) *New York Times*, 8 mai 1993 ; *Financial Times*, 23-24 juillet 1994, 21 février 1995 ; *International Herald Tribune*, 26 avril 1995 ; K. Lieberthal, *op. cit.*

(11) *FMI, Vietnam Investment Review*, cité par l'US Foreign Broadcast Information Service (FBIS), *Daily Report : East Asia*, 8 juin 1995. En septembre, le dollar s'échangeait au cours officiel contre un peu plus de 11 dongs.

(12) *Dai Doan Ket*, cité par FBIS, 20 juillet 1995.

(13) *Tap Chi Cong San*, cité par FBIS, 22 juillet 1994.

(14) Déclaration lors du 7e plénum du parti, *cf.* FBIS, 17 août 1994.

(15) *Quan Doi Nhan Dan*, Hanoï, cité par FBIS, 20 juillet 1994.

DES CONFLITS ARMÉS AUX DÉCHIRURES SOCIALES

Sur tous les fronts, la Croix-Rouge

RÉUNIE à Genève du 3 au 6 décembre, la 26e conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a eu notamment pour tâches de rappeler aux États l'obligation de respecter le droit humanitaire, et d'étudier les mesures de protection de la population civile en période de conflit armé. Elle s'est préoccupée à ce propos du sort des enfants, des femmes, des regroupements de familles, de l'approvisionnement en nourriture et en eau. Des « évidences » le plus souvent ignorées alors que, chaque année, le nombre de personnes vulnérables ne cesse, partout sur la planète, de gonfler.

Par notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Dans le flou... Il fut un temps où « passer les lignes » avait un sens, même quand la tentative échouait. Du moins connaissait-on les adversaires, qui s'identifiaient, portaient drapeaux et présentaient programmes. Les lignes s'affichaient : dans les textes, sur le terrain. Parfois, bien sûr, on s'y perdait quelque peu : *« Dans telle affaire d'otages, au Liban, il fallut prendre contact avec, et obtenir l'accord de dix-sept groupes. »* Du moins, groupes il y avait, aux prétentions politiques. Quant au bipolaire, il aidait à s'y retrouver, fût-ce très loin des deux quartiers généraux. A cette toute relative clarté s'est substitué un flou de plus en plus opaque (1) où – elle n'est pas seule – la Croix-Rouge tâtonne.

Certaines dates furent – si l'on ose dire – télévisées en direct, quand d'autres furent à peine notées par de rares experts. Novembre 1989 : dans la brèche du mur de Berlin s'engouffrent *symboliquement la fin de l'Europe divisée* et celle de la cassure Est-Ouest. Décembre 1989 : un obscur Charles Taylor débouche sur la scène politico-militaire libérienne transformée en jungle délinquante. *« Une date-clé pour l'Afrique »*, souligne un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Au-delà de l'Afrique, une période-charnière pour la planète, car les nuées commencent à obscurcir le ciel yougoslave. *« On croyait la sauvagerie désormais confinée à l'Afrique et la voici au cœur de l'Europe. Pourquoi s'arrêterait-elle aux Balkans ? »*, entend-on dire dans les services de l'organisation genevoise. Avec cette remarque : *« Le droit international a échoué en Bosnie. Un tribunal va tenter de juger certains criminels de guerre, mais sa seule existence prouve l'échec du droit. »*

L'image elle-même de la Croix-Rouge dans les opinions publiques ne brille pas par la clarté, d'autant que *« son statut résiste à toute logique juridique »* (2). Non sans tensions, coexistent, œuvrent ensemble au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (dont les statuts furent adoptés en octobre 1986 seulement) le CICR, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les 169 Sociétés nationales à ce jour reconnues. L'action humanitaire constitue bien le ciment de l'ensemble, mais que d'éléments disparates !

Le CICR est dirigé par vingt-deux personnes se recrutant par cooptation *« parmi les citoyens suisses »*. Au siège, quelque 640 personnes ; sur le terrain, en 1994, un peu plus de 6 000 autres, expatriées ou recrutées localement, ou encore mises à la disposition du CICR par les Sociétés nationales. Une règle : la neutralité, la totale indépendance. Une mission : s'appuyant sur les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977, protéger les victimes civiles et militaires des conflits armés internationaux, des conflits armés internes, des *« situations de troubles intérieurs ou de tensions internes »*. Très vaste programme de départ qui ne cesse de s'élargir.

Tout autre est la Fédération. Un secrétariat à Genève et des délégations (environ 650 personnes) œuvrant avec les Sociétés nationales plus ou moins liées à leur Etat respectif, employant 275 000 personnes et ayant à leur service 128 millions de membres et de volontaires. Missions : organiser les secours en cas de catastrophes naturelles ou humaines, soutenir les programmes en *faveur des populations les plus vulnérables*, aider les victimes de conflits en dehors des zones de combat, favoriser des opérations de développement.

Entendre les responsables de la Croix-Rouge narrer leurs expériences ou égrener le chapelet des horreurs que suggèrent leurs rapports annuels d'activité remet en mémoire cette formule dont Albert Londres usa pour titrer un de ses livres : *Dante n'avait rien vu* (3). Avec, outre l'accumulation des catastrophes et troubles « classiques » et l'interminable apurement des crises anciennes, la multiplication des troubles de types nouveaux, la programmation quasi certaine des tensions futures, la part de plus en plus grande occupée dans les budgets par l'urgence, au détriment du long terme et du développement (dernier phénomène qui se retrouve partout ailleurs, qu'il s'agisse, par exemple, de l'Unicef ou des aides publiques accordées par les États).

Après avoir noté qu'on compte aujourd'hui près de 50 millions de réfugiés et de personnes déplacées « de l'intérieur » et environ *« 100 millions d'émigrants économiques »*, un document préparatoire à la conférence de décembre ajoute : *« En 1990, les programmes d'assistance à ces réfugiés et personnes déplacées représentaient 23 % du travail de la Fédération. L'an dernier* [en 1994], *cette proportion a atteint 67 %. Le budget du CICR, surtout consacré aux victimes de conflits armés et de violences internes, n'a cessé de croître ces dernières années. Et il n'y a guère d'apparence que la tendance s'inverse. Les atteintes au milieu naturel, avec ou sans réchauffement mondial, l'insécurité alimentaire, le redoublement de la violence et l'affaiblissement du rôle de l'État se combinent pour faire des migrations massives une caractéristique constante de l'économie et de la politique mondiales dans un avenir prévisible. Les besoins des victimes augmentent et deviennent de plus en plus difficiles à satisfaire en ces temps de bouleversement politique et social et de mutation profonde des mécanismes étatiques et interétatiques traditionnels* (4) *»*.

Dans un texte, propre à la Fédération (5), il est dit : *« Même quand les économies de certains pays commencent à se redresser, des groupes de miséreux ou de quasi-miséreux, frappés par les mesures d'ajustement structurel, continuent de pâtir. La hausse des indicateurs moyens que sont l'espérance de vie, l'alphabétisme et la santé cache des inégalités grandissantes – surtout entre les deux sexes – que subissent des millions de personnes vulnérables »*. D'autre part, *« plus de 850 millions d'habitants vivent dans des secteurs de forte dégradation écologique »* et *« sur 1,3 milliard de gens jugés* [en 1993] *vivre dans la plus grande misère (...), quelque 100 millions habitent des pays développés »*.

Ainsi s'estompent les frontières entre catastrophes « naturelles » et humaines, entre les victimes civiles et les autres, entre ce qui, à l'ordinaire, ressort d'une situation du Sud et ce qui a trait aux dysfonctionnements sociaux des sociétés du Nord. Et s'il est vrai que, *« chaque fois que s'impose la présence d'une institution intermédiaire neutre et indépendante, le CICR se charge de la direction générale des activités du Mouvement »*, la Fédération coordonnant les secours *« en temps de paix et lorsqu'un conflit est terminé* (6) *»*, il est parfois difficile – et comment en irait-il autrement ? – de distinguer les actions des uns de celles des autres.



FRANS MASEREEL. – « Choses vues sur la Terre » (1937)

Ainsi lit-on dans un rapport d'activité du CICR à propos du Paraguay : *« Au début de l'année, une certaine tension régnait dans les régions rurales en raison de litiges liés à la répartition des terres. Le délégué régional s'est rendu au Paraguay en avril et juin pour suivre la situation de près et visiter les régions affectées par ces troubles. »* Et, à propos de l'Indonésie : *« Le CICR a travaillé en étroite coopération avec la Croix-Rouge indonésienne à Timor-Oriental dans le domaine de l'assainissement et de la santé publique. Le programme « eau et assainissement » a été lancé en 1988 par le CICR et la Société nationale en coopération avec le ministère de la santé à Timor-Oriental, afin de permettre à des villages isolés d'avoir accès à l'eau potable* (7) *»*.

Somalie sans frontières

C'EST en Somalie que les frontières entre composantes du Mouvement ont pour la première fois sauté. Car si la Société locale, le Croissant-Rouge, fut la seule organisation nationale à échapper plus ou moins au chaos, *« contrairement à la tradition »*, le CICR et la Fédération ont opéré en même temps aux mêmes endroits. Crise nouvelle, réponses nouvelles dans ce qui fut décrit comme *« un no man's land* (8) *»*. Puis vinrent l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Encore s'agit-il de situations où l'intervention demeure possible. Mais que faire dans les cas du Liberia et de la Sierra-Leone ? L'importance est soulignée au CICR de ces *« conflits déstructurés »*. Et tel responsable de citer l'exemple de groupes qui ne remplacent pas les États mais, sur leurs décombres, se créent des fiefs : jeu des sociétés pétrolières, des réseaux mafieux liés à la drogue, ou de cette firme de sécurité, Executive Outcome, basée en Afrique du Sud, dont les « mercenaires du diamant » se sont retrouvés en Angola comme en Sierra-Leone.

Flou des frontières encore lorsqu'il s'agit des sanctions imposées à l'issue d'un conflit – par exemple l'embargo décidé par l'ONU contre l'Irak et dont les conséquences dramatiques pour la population sont décrites sans fards par la Croix-Rouge qui estime de son devoir d'interpeller le Conseil de sécurité *« dans la mesure où sont compromis les droits de l'homme fondamentaux* (9) *»*. Une situation dénoncée par la Fédération mais que ne peut ignorer le CICR qui, outre ses activités auprès des populations kurdes, ou en faveur des détenus ou encore des familles dispersées, mène, pour pallier les effets les plus insupportables de l'embargo, des actions dans le domaine de la santé (10).

Une autre interrogation se fait jour au sein du premier mouvement humanitaire mondial – premier historiquement, premier par la diversité et l'ampleur de ses capacités d'action, même si le « paysage » s'est extraordinairement empli par la prolifération des organisations non gouvernementales auxquelles s'ajoutent les activités des organismes spécialisés de l'ONU et celles des États. Cette interrogation a trait à la notion de prévention des conflits et des crises internes. Certes, comme l'explique un responsable, *« le CICR n'est pas pacifiste, il doit prévenir les excès de violence, les préventions proprement dites relevant du politique »*. Et pourtant, estime un autre acteur important de l'organisation, *« au-delà de ses responsabilités statutaires, le CICR doit tirer la sonnette d'alarme, soit par une prise de position publique, soit des voies plus discrètes auprès du Conseil de sécurité ou de tel ou tel pays »*. Cela vaut pour les conflits strictement internes ou ceux qui ne sont considérés comme internes que par une des parties (cas de la Tchétchénie).

Débat assurément important pour une organisation telle que le CICR dans la mesure où, au-delà de ses mandats statutaires, il est progressivement amené à se situer dans le vaste champ des préventions de troubles. *« L'action secourable que le Comité international peut déployer pour venir en aide aux victimes des conflits ne saurait en aucun cas dispenser de rechercher les causes de conflits et de s'interroger sur ces politiques dont les conflits sont l'aboutissement ; de même, le soutien que les États veulent bien apporter à l'action des institutions humanitaires, et notamment à celles du CICR, ne saurait occulter les responsabilités de certains de ces États dans le déclenchement et la prolongation des conflits »*, note M. François Bugnion, directeur-adjoint du CICR (11).

Il est dans ces conditions logique que le Comité soit amené à agir, lui aussi, dans le sens d'une consolidation économique et sociale de la paix ou, par ces mêmes moyens, de la prévention de nouvelles éruptions de violence. Un exemple : il distribue du matériel agricole et de pêche et des semences dans le Sud-Soudan afin d'*« augmenter le degré d'autosuffisance de la population »*.

Mais comment mieux asseoir l'avenir, dans les zones troublées comme dans les sociétés dites riches, quand, partout ou presque, l'urgence explose de manière dramatique ?

Il est en tout cas un domaine où la Croix-Rouge est sortie de sa réserve, hors du schéma la cantonnant dans la condamnation des « excès » de violence : elle a publiquement demandé l'interdiction des armes aveuglantes (à l'étude) et des mines antipersonnel qui pullulent. Elle risque en effet de se transformer en producteur et distributeur de prothèses et de citer les chiffres de l'ONU, selon laquelle il faudrait onze siècles pour se débarrasser des 110 millions de mines déjà semées dans 64 pays et auxquelles s'ajoutent 2 millions d'autres chaque année – terrifiante invention à portée des bourses les plus dégarnies et qui peuvent rendre invivables des régions entières (12).

Il est d'autre part un terrain pour la Croix-Rouge, solide et ne méritant pas discussion : il concerne l'usage de l'humanitaire. L'unanimité se fait pour refuser le droit d'ingérence considéré comme une fausse solution à très court terme, ne bénéficiant éventuellement qu'à une fraction des victimes, quand une approche plus longue certes, mais aussi plus équilibrée et neutre peut permettre d'espérer davantage d'efficacité, le spectaculaire dût-il en souffrir.

Unanimité aussi contre la douteuse *confusion entre le militaire et l'humanitaire*, contre l'intervention armée au nom du même humanitaire. Et les responsables du CICR de citer l'exemple des actions décidées dans le nord de l'Irak et, plus encore, de la Somalie puis de l'ex-Yougoslavie. Ce qui est mis en cause ici, c'est bel et bien le choix hypocrite d'une « couverture » humanitaire pour ne pas avoir à trancher dans le vif politique et militaire et, quand la catastrophe ne peut plus être niée, en arriver à imposer des solutions qui n'en sont pas parce que les haines, les déplacements de populations et le chaos ont pour longtemps dicté leur loi. Problème que l'on retrouve lorsqu'il s'agit de financer telle ou telle action, car aux appels les États répondent de façon sélective, et l'urgence (médiatique) a meilleure presse que l'anonyme et silencieuse prévention : qui jetterait un regard sur la remise en place d'une conduite d'eau à Dili ou la livraison de moustiquaires à Juba ?

La Croix-Rouge continue ainsi de « passer les lignes ». Si elles apparaissent assez clairement à Jaffna (Sri Lanka), elles relèvent de l'analyse sociologique quand le conflit, de militaire, devient total parce que sociétal : où sont les « lignes » là où migrent des millions d'humains, pour des raisons économiques, des campagnes vers les villes, d'un territoire pauvre vers un pays riche ?

(1) Lire Mariano Aguirre, « Conflits fin de siècle », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

(2) Jacques Meurant, dans la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, dont il est rédacteur en chef, Genève, juillet-août 1995.

(3) Albert Londres, *Dante n'avait rien vu*, Albin Michel, Paris, 1934.

(4) Document intitulé « Principes et intervention en matière d'assistance ou de protection dans le cadre de l'action humanitaire internationale », XXVIe conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 3-6 décembre 1995.

(5) « Améliorer les conditions des plus vulnérables. Plan de travail relatif à la stratégie pour les années 90 », Genève, 1993.

(6) *In* document cité en note 4.

(7) CICR, *Rapport d'activité 1994*, pp. 118 et 152.

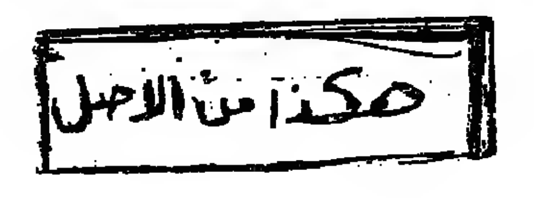
(8) « Somalie : travailler dans le no man's land », dans *Rapport sur les catastrophes dans le monde 1995*, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 1994, p. 14.

(9) *Ibid.*, pp. 17 à 25.

(10) CICR, *Rapport, op. cit.*, p. 32.

(11) François Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, CICR, 1994.

(12) Cf. Claire Brisset, « Meurtrière ingéniosité », *Le Monde diplomatique*, mars 1994.



هكذا من الاصل

À L'ENTRÉE DANS L'EUROPE

par la normalité libérale

Pendant des siècles, et jusqu'à l'entrée dans la Communauté, l'ambition ultramarine du Portugal eut deux corollaires, l'un diplomatique, l'autre économique. Pour préserver sa propre marge de manœuvre à l'égard de son encombrant voisin castillan, Lisbonne a toujours pratiqué une politique d'alliances concurrentes avec les nations européennes. Dès le XIVe siècle, il utilisa le contrepoids offert par l'Angleterre. Mais, ayant concédé à cette dernière des avantages commerciaux considérables par le traité de Methuen (1703), il s'employa à les neutraliser en en accordant de semblables à la France et aux Pays-Bas. Toute la politique européenne du Portugal, y compris son adhésion, en 1960, à l'Association européenne de libre-échange (AELE), promue par le Royaume-Uni pour faire pièce au Marché commun instauré par le traité de Rome, tient dans cette recherche des équilibres.

Parallèlement apparaissent très tôt les caractéristiques d'une économie de rente, assise sur des ressources venues d'ailleurs : épices orientales aux XVe-XVIe siècles, or du Brésil au XVIIIe, tutelle financière britannique au XIXe, produits des colonies africaines au milieu du XXe et ensuite transfert de l'épargne des travailleurs émigrés qui, de la fin des années 60 au début des années 80, a pu représenter jusqu'à 10 % des entrées annuelles de capitaux. Bien sûr, et notamment dans les périodes de crise, la volonté politique de construire les bases d'une économie nationale autonome se manifesta. Ainsi avec le comte d'Ericeira au XVIIe siècle ; avec le marquis de Pombal, ministre despote éclairé, qui reconstruisit Lisbonne après le tremblement de terre de 1755 ; avec Fontes Pereira de Melo au milieu du XIXe siècle, et aussi avec Salazar. Mais le colbertisme ne fait pas partie d'une histoire portugaise qui laisse une impression d'hésitation permanente, peu propice aux grands projets.



KLAVDIJ SLUBAN

DANS LA LISBONNE « TRADITIONNELLE »
Un monde désormais frappé par une brusque mutation

C'est avec cette mémoire collective que les Portugais sont entrés dans la Communauté. Avec un pays souvent à construire, puisque laissé à l'abandon pendant des siècles, et subitement corseté dans des limites territoriales l'obligeant à traiter la réalité immédiate et non les horizons lointains. Mais, une fois de plus, avec la disponibilité de ressources extérieures, accordées cette fois en contrepartie de l'acceptation des règles édictées à Bruxelles. Pour la première fois, l'Europe s'impose au Portugal comme partenaire continental privilégié, car elle est, pour la première fois aussi, sa source de revenus.

Tout le monde pris de court

Il faut mesurer l'ampleur de la mutation psychologique, des adaptations forcées et des sacrifices qu'un tel choix représente : rupture du lien colonial, abandon de l'exutoire extérieur, obligation de respecter les grands équilibres financiers et monétaires, notamment ceux qu'imposent les critères de convergence du traité de Maastricht. En fait, depuis 1986, le Portugal a joué le jeu sans broncher, se comportant en élève modèle d'une classe européenne qui ne s'est pas montrée ingrate : entre 1986 et 1995, les transferts communautaires, par le biais des fonds structurels, ont accru le rythme de croissance de son produit intérieur brut (PIB) de 0,5 % par an en moyenne.

Le pays est devenu ce qu'il n'était pas jusqu'à présent : un marché qui, dans un environnement stabilisé et dans le contexte d'harmonisation européen, bénéficie de l'intérêt soutenu des investisseurs internationaux encouragés, au surplus, par une politique de privatisations accélérées. En vingt ans, le temps et l'espace, restés figés pendant des décennies, ont quasiment été abolis dans le fonctionnement des systèmes de décision. La transformation accélérée des modes de vie est telle que ses conséquences ont pris tout le monde de court, les responsables comme les citoyens. Car on a aussi vu les dégâts d'une croissance non maîtrisée, dont les effets prennent maintenant le pas, dans l'opinion, sur le consensus apparent du passé.

Fin politique, et ne se privant pas du plaisir de placer dans l'embarras les gouvernements de cohabitation (1), le président de la République, M. Mario Soares, a été le premier à se faire l'écho officiel de ces difficultés et à mettre le doigt sur certaines plaies à l'occasion de visites critiques sur le terrain. Appelées « présidences ouvertes », elles obligeaient protocolairement les ministres du gouvernement de M. Anibal Cavaco Silva, quoi qu'ils en aient, à être présents. Il a ainsi conduit les téléspectateurs, les patrons des médias, dociles aux instructions gouvernementales, et les décideurs politiques et administratifs à reconnaître les atteintes à l'environnement, les situations de détresse sociale, les bidonvilles nés de la fin de l'exode rural, etc.

En vérité, les problèmes sont plus amples. Certains maux sont anciens, tels la bureaucratie, la corruption, l'exercice opaque et en cercle restreint du pouvoir de décision, la manipulation de l'information, la dépendance et la servilité des cadres intermédiaires. Ils se doublent aujourd'hui du contrecoup du mieux-être matériel : l'individualisme, l'abandon des valeurs ancestrales de frugalité et d'autosuffisance, et la débrouillardise, dans une société devenue très largement urbaine, ont le plus souvent eu raison des réflexes de solidarité du monde rural, toujours vivaces. Les nouveaux citadins ne sont guère préparés à la lutte au quotidien, car le déracinement, le faible niveau d'éducation, l'atavisme mental de la dépendance ne favorisent pas la recherche de l'information, la revendication, le regroupement des forces. La faiblesse de la vie associative en zone urbaine, tout comme celle des syndicats, qui permet aux « experts » de l'OCDE de se féliciter de la « *flexibilité* » du marché du travail, en constituent autant de symptômes.

A cela viennent s'ajouter les premiers effets structurels pervers des politiques bruxelloises – tels que la disparition d'un grand nombre d'exploitations agricoles – ou, à tout le moins, l'invocation des « contraintes » européennes pour justifier, par exemple, l'augmentation du chômage de reconversion dans l'industrie textile. C'est ainsi que l'émigration a repris vers la Suisse ou l'Afrique du Sud, résultat de phénomènes sectoriels ou régionaux d'inadaptation. Lorsque, pendant l'été 1994, la Croix-Rouge dut dépêcher dans l'Alentejo des camions chargés de vivres pour lutter contre la faim, ce fut probablement une humiliation nationale qui alimenta la lente et inexorable chute de popularité du gouvernement de M. Cavaco Silva, jusqu'à sa défaite électorale du 1er octobre dernier face au Parti socialiste, emmené par M. Antonio Guterres. Avec la fin, presque concomitante (janvier 1996), du second mandat de M. Mario Soares, non rééligible, se termine ainsi une période de dix ans marquée par une très forte personnalisation du pouvoir d'État et l'identification du devenir portugais avec l'horizon européen.

Or, l'euphorie qui mariait économie, technique et Europe a vécu. Le taux élevé d'abstentions (plus de 65 %) aux élections de 1994 au Parlement de Strasbourg contraste avec l'enthousiasme qui prévalait cinq ans auparavant. Au-delà des enjeux électoraux immédiats, la question du politique resurgit : les imperfections d'une pratique démocratique encore récente et la désillusion extérieure commencent à réveiller les citoyens.

Une volonté, encore embryonnaire, de prendre en main l'avenir national et international semble se dessiner, alimentée par des propositions nouvelles (2). M. Mario Soares, naguère européen convaincu, n'allait-il pas jusqu'à déclarer l'an dernier à Genève : « *Nombreux sont ceux – parmi lesquels je me range – qui pensent aujourd'hui qu'il y a trop d'Europe dans beaucoup de domaines, où la présence obsédante de Bruxelles est superflue, et pas assez d'Europe dans tant d'autres, où le déficit de concertation multilatérale représente une limitation du potentiel de développement de l'ensemble* (3). »

BORIS MARCO.

(1) La Constitution de 1976 établit un régime semi-présidentiel, à mi-chemin des systèmes finlandais et français.

(2) *Cf.* le récent ouvrage de Vitor Soares (aucun lien de parenté avec le président), proposant la mise en place d'une instance de contrôle permanent, par les citoyens-électeurs, de l'action conduite par la majorité politique au pouvoir.

(3) Propos rapportés dans le *Diario de Noticias*, 19 novembre 1994.

Une griffe du Tras-os-Montes

En matière de mode, le Portugal n'ambitionne pas de concurrencer Paris ou Milan. Mais il pourrait rendre des points à beaucoup pour ce qui est de l'utilisation astucieuse des programmes communautaires... y compris pour développer une griffe locale ! Car Modabarr dont, cet hiver, les boutiques de Lisbonne, Coimbre et Vila Real exposeront la nouvelle collection de prêt-à-porter féminin haut de gamme, est à la fois « branchée » sur Bruxelles et enracinée dans le Tras-os-Montes, ce « pays au-delà des monts » du Norte profond, et, plus précisément, dans le terroir de Barroso d'où elle tire son nom.

L'histoire a commencé en 1991, comme l'explique Agnès Ellouz, installée depuis dix ans dans cette région et qui est à l'origine de cette entreprise : « *Frappés de plein fouet, du fait de leur faible productivité, par les conséquences de la politique agricole commune, les exploitants ont largement déserté les champs pour les petites entreprises locales. Mais, pour les femmes, cette zone profondément rurale n'offrait aucun débouché en dehors des activités traditionnelles de l'agriculture, de l'élevage et du tissage à domicile. C'est de la volonté à la fois de préserver un savoir-faire ancestral et de créer des emplois pour ces femmes victimes de la « modernisation » qu'est née l'idée de lancer la griffe Modabarr.* »

Un groupe de femmes s'est constitué, les élus de la région se sont mobilisés, en particulier ceux de la municipalité de Montalegre, qui ont accepté de restaurer le *pisao*, le moulin qui permet d'écraser la laine filée à la main pour en faire la bourre utilisée pour faire les capes de berger. Quant au financement de l'opération, il a pu être amorcé par l'intermédiaire de l'association de développement local Trote Garês, qui, en 1992, a obtenu pour Modabarr un financement d'un peu plus de 31 000 écus dans le cadre du programme communautaire Leader (1). Ainsi, six épouses d'agriculteurs ont pu recevoir une formation spécialisée.

Chaque mois, entre 60 et 100 pièces fabriquées à partir de matières premières locales – principalement la laine et le lin tissés ou écrasés – et par des méthodes artisanales sortent des ateliers. En 1995, 4,5 millions d'escudos (environ 140 000 F) ont déjà été facturés et l'entreprise espère arriver au double en 1996. Grâce à une campagne de promotion très active, la marque s'est fait connaître au Portugal. Elle vise maintenant les autres marchés européens. Tel sera l'objectif du défilé de mode prévu ce mois de décembre à Toulouse. Une étape vers Paris...

ODILE JANKOWIAK.

(1) Le programme Leader, qui a été reconduit pour la période 1994-1999, cofinance des projets innovants de développement rural dans des zones défavorisées de l'Union européenne.

A la recherche de l'âme oubliée

Dans les années qui suivirent la « révolution des œillets », la recherche de l'identité portugaise fut taxée d'attitude réactionnaire par tous ceux qui voulaient en finir avec ce passé « *orgueilleusement seul* » imposé par le dictateur Salazar. Rares furent ceux qui, tel l'écrivain Miguel Torga, décelèrent très tôt le feu de la passion à venir pour tout ce qui touche à l'essence même de l'âme nationale : « *Notre chemin ne sera plus celui de la recherche de vastes espaces où affirmer ce qui nous était refusé dès le berceau, mais celui d'une découverte intérieure ajournée depuis des siècles et des siècles*(1). »

Ce retour aux sources est parti de l'innovation musicale amorcée, dans les années 80, par Pedro Ayres de Magalhaes. Il fonde le groupe Herois do Mar (« Héros de la mer ») avec une poignée de « *jeunes Portugais qui aimaient parler du Portugal* » et... déclenche une énorme controverse. Les Herois do Mar seront traités de fascistes à une époque où le pays vivait encore les passions révolutionnaires du 25 avril. Mais, à l'époque, certains observateurs voient déjà dans cette expérience la recherche d'un nouveau « *chant portugais, directement enraciné dans une histoire indéniable* (2) ».

A la fin des années 80, les polémiques s'éteindront avec la naissance émouvante du groupe Madredeus (du nom d'un quartier de Lisbonne). Cinq hommes en noir et une femme à la voix sublime, Teresa Salgueiro, redessinent une musique sans âge, qui puise son inspiration au cœur des traditions populaires et paysannes du pays. Une chanson comme *O Pastor* qui, pendant l'été 1992, a connu, en France, un succès d'estime, exprime toutes les nuances de cette mélancolie portugaise si hédoniste. Un groupe comme GNR écume lieux et styles musicaux qui se perdent dans les racines celtibères des Lusitaniens. Il recueille les traditions et les chants presque oubliés pour en sortir un album, *Rock in Rio Douro*, qui sera deux fois disque de platine au Portugal (1992).

Dans les grandes villes, la jeunesse se prend de passion pour un jeu populaire ancestral, le très martial *jogo do pau* (jeu du bâton). Des foires artisanales fleurissent un peu partout, remettant au goût du jour ces expressions artistiques traditionnelles que sont la céramique, la mosaïque et la tapisserie.

En attendant l'exposition de 1998

La première génération de créateurs de mode ne voit le jour au Portugal qu'après la fin du régime de Salazar. Très vite, des stylistes comme Anabela Baldaque puiseront leur inspiration dans les racines populaires. C'est également le cas de Modabarr, griffe tout droit sortie du Tras-os-Montes (*lire l'encadré ci-dessus*). Nuno Gama, le plus « portugais » des créateurs, se taille un nom avec ses créations, aux motifs naïfs, de « foulards de fiançailles » campagnards incrustés de broderies heroïques du Nord. Ces derniers temps, il s'intéresse aux motifs des *empredados*, ces dessins en granit noir qui ornent les trottoirs blancs des villes de son pays.

Mais la dimension universaliste de la culture portugaise – dont le poète Fernando Pessoa s'est fait le chantre – ne sera pas pour autant oubliée. Lisbonne, devenue capitale européenne de la culture en 1994, ouvre déjà les bras à l'Exposition universelle de 1998.

A. N. P.

(1) Miguel Torga, *En franchise intérieure*, pages de journal (1933-1977), cité par Yves Léonard *in Les Pays d'Europe occidentale (1994)*, La Documentation française, Paris, 1995, p. 212.

(2) *A Capital*, 26 novembre 1981.

CONTESTÉ À L'INTÉRIEUR, ISOLÉ À L'EXTÉRIEUR

Montée des périls pour le colonel Kadhafi

POUR le colonel Mouammar Kadhafi, le temps est loin où la manne pétrolière finançait ses projets souvent pharaoniques de modernisation de la Libye et l'ambition unitaire qu'il caressait pour le monde arabe. La détérioration de la situation économique et sociale alimente une contestation croissante, en premier lieu islamiste. Et, malgré quelques avancées, le pays est loin d'avoir brisé l'isolement que lui ont valu une politique étrangère aventureuse et l'hostilité des États-Unis.

Par BRUNO CALLIES DE SALIES *

Dans le port de Tripoli, Tarabulus pour les Libyens, de grands bateaux couleur sable, qui rejoignent Malte en onze heures environ, débarquent ou embarquent des passagers ; des cargos venant d'Espagne, d'Italie ou de Turquie déchargent des conteneurs. Ces installations portuaires, mais aussi les aéroports, les infrastructures pétrolières, les milliers de kilomètres de routes, les hôpitaux, les universités, sans oublier le formidable chantier de la « rivière artificielle » ouvert en 1984 (1), tout cela a été réalisé grâce aux revenus considérables tirés des hydrocarbures – encore, aujourd'hui, plus de 10 milliards de dollars par an.

Pour mener à bien tous ces travaux, il a fallu recourir à une main-d'œuvre extérieure, car le pays est faiblement peuplé : cinq millions d'habitants, auxquels il faut ajouter les étrangers, évalués à deux millions et demi. Le recensement commencé en août 1995 devrait permettre de préciser ces données.

Si Arabes et Africains constituent la grande majorité des immigrés, on compte aussi nombre d'Asiatiques (Pakistanais, Indiens, Thaïlandais, Philippins) et d'Européens de l'Est (Ukrainiens, Polonais, Roumains). *« Terre de tous les Arabes, du Golfe à l'Océan »* aux temps de la prospérité, la Libye freine désormais cet afflux massif d'étrangers, quand elle ne les expulse pas purement et simplement, comme ce fut le cas, entre autres, pour des dizaines de milliers de Tunisiens en 1985.

À en croire les Libyens, *« les choses vont mal depuis l'embargo, en 1992. Tout est devenu très cher,* et *les salaires n'augmentent presque pas »*. La détérioration de la situation date en fait des années 80, suite au retournement du marché pétrolier et à la chute du dollar. Ces deux phénomènes soulignèrent alors les faiblesses structurelles de l'économie : d'un côté des recettes provenant presque exclusivement de l'exportation des hydrocarbures, de l'autre des dépenses massives pour l'importation de produits alimentaires et de biens de consommation.

Alors que la collectivisation de l'économie venait juste de s'achever, le régime lança des plans d'austérité et retira à l'État une partie de l'appareil industriel. Au début de 1987, le colonel Kadhafi déclara : *« Désormais, toutes les industries, à l'exception des industries lourdes, doivent appartenir aux travailleurs... Il ne faut pas que les camions rouillent sur les parkings au nom du socialisme. »* Les coopératives *(tacharoukiya)* constituèrent le cadre juridique de la création des entreprises comme de leur privatisation. Malgré cette directive, l'industrie ne représente qu'une part toujours très faible de la richesse nationale.

Vague de violence en Cyrénaïque

DÉCIDÉ par l'ONU en 1992 et étendu en 1993, l'embargo mit la Jamahiriya au ban des nations (2) et, paradoxalement, accéléra la réforme. Si les sanctions – qui épargnaient l'industrie pétrolière et les recettes qu'elle procurait – eurent à l'origine des conséquences très limitées, elles poussèrent toutefois les responsables à précipiter l'ouverture économique entamée en 1990. D'où l'encouragement à la création de petites entreprises privées pour le commerce de détail et la privatisation du commerce international pour les biens de consommation. *« Malheureusement*, précise un cadre européen, *les banques n'avaient pas suffisamment de devises, et les réseaux de distribution étaient insuffisants. »*

L'ingéniosité des Libyens aidant, les produits de consommation les plus divers, jusqu'alors plutôt rares, devinrent disponibles, mais à des prix élevés. Par un effet d'entraînement, la hausse des prix des produits importés provoqua celle des produits locaux. Alors que la part du secteur privé dans l'approvisionnement du pays se montait à environ 20 %, l'inflation atteignit 45 % pour la seule année 1993. Afin de maintenir les équilibres financiers et éviter ainsi d'accroître l'endettement, encore très limité (moins de 5 milliards de dollars), l'État appliqua une politique de compression de ses dépenses et de ses importations. Avec des résultats qui ne surprendront pas : l'écart entre salaires (bloqués) et prix (en hausse) devient considérable ; le chômage fait son apparition ; on manque de logements ; les services de santé et d'éducation se dégradent ; la criminalité, souvent liée à la drogue, connaît un net développement. Pareille évolution ne pouvait aller sans conséquences politiques.

La redistribution réduite de la ressource pétrolière et l'application de plans d'austérité ont favorisé le développement d'une opposition composite. Sa base est constituée par les catégories sociales mécontentes de la socialisation de l'économie, des éléments de l'armée récusant la théorie du *« peuple en armes »*, les dirigeants religieux privés de leur influence et enfin les milieux traditionalistes hostiles au modernisme social et religieux du régime. Pour autant, le mécontentement n'a pas créé les conditions d'une solution de rechange politique. Le pouvoir ne tolère pas l'organisation d'une opposition structurée à l'intérieur du pays, et l'influence de l'opposition en exil ne peut être que limitée. Le Front national pour le salut de la Libye (FNSL) apparaît toujours comme la seule formation susceptible d'inquiéter le pouvoir. Il a eu recours à la violence politique et a accepté la revendication tchadienne sur la bande d'Aouzou.

Le trouble s'est aussi répandu au sein de l'armée, longtemps un des *piliers du régime. Violemment* réprimée, la tentative de coup d'État du 11 octobre 1993 à Beni Walid (Tripolitaine) a été suivie d'un vaste remaniement au sein de la haute hiérarchie militaire et des forces de sécurité. Des divergences se sont même manifestées au plus haut niveau, comme le prouve la mise à l'écart du commandant Abdesselam Jalloud, numéro deux du régime. *« Son élimination*, commente un Tripolitain qui souhaite garder l'anonymat, *a vraisemblablement été décidée au lendemain de la tentative de coup d'État. Informé des préparatifs du complot, hostile à la ligne politique actuellement suivie, il aurait gardé le silence dans l'espoir de jouer un rôle important auprès de la nouvelle équipe. »* Le nombre réduit de ses proches dans le gouvernement formé au début de l'année 1994 et l'exclusion des membres de sa tribu – les Megarha – et de ses amis aux postes de responsabilité consacrent cette disgrâce.

De loin la plus puissante, l'opposition islamiste s'est développée surtout en Cyrénaïque, berceau de la confrérie des Senoussi. Après avoir créé de nombreuses écoles religieuses au siècle dernier, cette communauté a pris la tête de la lutte pour chasser l'occupant italien. Lors de l'indépendance, fin 1951, son chef est devenu roi sous le nom d'Idris Ier – c'est lui que M. Mouammar Kadhafi renversera en septembre 1969. *« Ce passé et le grand nombre d'émigrés venus en majorité d'Égypte et du Soudan pour trouver du travail à Benghazi, la capitale économique du pays, ont contribué à faire de la Cyrénaïque une région agitée »*, explique notre interlocuteur anonyme. De fait, plusieurs villes du pays ont été le théâtre d'accrochages armés, et le colonel Kadhafi a même fait l'objet d'une tentative d'assassinat en 1989. À l'époque, pour la première fois, le dirigeant libyen s'en était pris publiquement à l'islamisme et avait accentué la répression contre lui.

Sans succès : depuis le début de 1995, des troubles, attribués à *« des extrémistes infiltrés d'Égypte et du Soudan »*, éclatent de plus belle en Cyrénaïque. Pour le quotidien britannique *The Independent* (3), *« une guerre souterraine a éclaté en Libye entre le régime séculier du colonel Mouammar Kadhafi et les militants islamistes, qui menacent la stabilité du pouvoir »*. Et de raconter les récents affrontements : échanges de coups de feu nocturnes dans le port de Benghazi, embuscades sanglantes contre les troupes d'élite, assassinat (revendiqué) du lieutenant-colonel des services de sécurité Joum'ah Al Faydi, combats à la roquette dans les banlieues d'Al Darnah et d'Al Bayda au sud de Tripoli, etc. La riposte du pouvoir n'a pas tardé : expulsion de milliers de travailleurs égyptiens et soudanais, renforcement du contrôle des mosquées, arrestation de centaines de militants islamistes, mais aussi ré-islamisation de la société – la charia est en vigueur depuis 1994. Réponse du groupe Liberté pour le monde musulman, une organisation islamique de défense des droits de l'homme : *« Si le régime ne procède pas à des réformes essentielles, la vague de violence déferlera sur tout le pays.* (4) *»*

Contesté à l'intérieur, le colonel Kadhafi l'est aussi à l'extérieur. Champion de l'unité arabe, il a échoué dans ses tentatives de fusion de la Libye avec des États du Machrek (l'Égypte en 1972-1973, la Syrie en 1970 et 1980), du Maghreb (la Tunisie en 1974, le Maroc en 1984), mais aussi avec le Soudan (1969 et 1985) et le Tchad (1981). Il a également lancé, sans plus de réussite, l'idée des États-Unis du Sahara et de l'abolition des frontières. Pour conserver la bande d'Aouzou, qu'il revendiquait, il s'est engagé au Tchad, où les troupes de N'Djamena lui ont infligé, en 1987, un cuisant revers militaire. L'adhésion de la Libye au traité de Marrakech, qui a institué en février 1989 l'Union du Maghreb arabe (UMA), semble indiquer que Tripoli souhaite désormais s'insérer dans un cadre régional plus traditionnel.

Les rapports de Tripoli avec l'Occident sont encore plus tumultueux. Si la participation libyenne au dialogue euro-maghrébin des « cinq plus cinq », en 1990 (5), a marqué une certaine détente avec l'Europe, les relations avec Washington n'ont en revanche pas cessé de s'envenimer sous les administrations des présidents Ronald Reagan (1981-1988) et George Bush (1989-1992).

L'escalade a conduit jusqu'au gel des concessions pétrolières des sociétés américaines en Libye et des avoirs libyens aux États-Unis, auquel s'est ajouté l'embargo sur l'exportation de matériels américains d'exploitation des hydrocarbures. Ces mesures ont d'ailleurs permis aux compagnies pétrolières européennes d'étendre leur domaine d'exploitation dans la Jamahiriya. *« Les enquêtes sur l'explosion en vol d'un Boeing américain au-dessus de Lockerbie (Écosse) en 1988, puis d'un avion français dans le désert du Ténéré (Niger) en 1989 viennent opportunément porter les soupçons sur les services libyens, impliqués dans le passé pour leur soutien à des mouvements recourant au terrorisme »*, note un expert.

Coûteuses sanctions

L'ENGRENAGE est connu. Conformément à sa Constitution, la Libye n'accepte pas d'extrader vers les États-Unis et le Royaume-Uni ses ressortissants suspectés d'avoir pris part à l'attentat de Lockerbie. Elle refuse également de « coopérer » avec la justice française dans l'enquête du Ténéré. Le 15 avril 1992, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte en conséquence une résolution instaurant un embargo sur les liaisons aériennes en direction de la Libye, interdisant de lui vendre des armes et réduisant son personnel diplomatique à l'étranger. Le 11 novembre 1993, des sanctions supplémentaires prohibent la vente à la Libye d'équipements liés à l'industrie pétrolière et gèlent ses avoirs à l'étranger – une mesure qui, néanmoins, ne s'applique pas aux revenus dérivés de la vente de pétrole ou de produits pétroliers, ou de biens et de produits agricoles.

Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas suivi Washington, favorable à l'extension de l'embargo aux exportations de pétrole : il s'est contenté, le 28 juillet dernier, de reconduire les sanctions de 1992 et 1993 qui, selon le représentant libyen à la Banque mondiale, auraient coûté à son pays quelque 10 milliards de dollars. Au terme d'un récent débat interne, le gouvernement américain aurait envisagé d'assouplir sa position à l'égard de Tripoli, avant de décider finalement de maintenir une ligne de fermeté.

Reste à savoir si la Libye a effectivement participé – plus ou moins directement – aux attentats aériens. Ces dernières années, écrit M. Claude Silberzahn, ancien chef de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la presse américaine, *« citant les informations en provenance des services de renseignement occidentaux et israéliens, avait multiplié articles et émissions accusant certains groupes palestiniens parrainés par la Syrie (...) d'avoir organisé l'attentat pour le compte de l'Iran. La République islamique aurait voulu "venger" la destruction en vol d'un avion civil iranien par un missile tiré par erreur depuis un bâtiment américain croisant dans le Golfe (6) »*. Concernant l'attentat contre le DC 10 d'UTA, M. Silberzahn conclut : *« Dans ce cas précis, il n'existait pas à la fin du premier trimestre 1993 de preuve indiscutable qu'elle* [la Libye] *avait commandité l'opération bien que son passé ne plaidât pas en sa faveur (7). »*

Le colonel Kadhafi travaille à sortir progressivement la Libye de son isolement. Tripoli a entériné le jugement par lequel la Cour internationale de justice de La Haye, le 3 février 1994, rétablissait la souveraineté tchadienne sur la bande d'Aouzou. *« Après quelques manœuvres dilatoires, la Libye a retiré ses troupes à la fin du mois de mai, et le Tchad a pris possession officiellement de ce territoire »*, précise un diplomate. Le combat contre l'islamisme offre par ailleurs un terrain de coopération avec l'Égypte et l'Algérie, y compris au niveau des services de sécurité. Il sert en outre d'argument en faveur de la levée de l'embargo onusien. La Libye espérait même obtenir, en décembre 1995, à l'ONU, grâce à divers soutiens africains et arabes, un des deux sièges de membre non permanent du Conseil de sécurité revenant à l'Afrique. Les pressions occidentales – y compris, semble-t-il, de la France – et celles de ses amis arabes ont finalement contraint la Libye à renoncer à cette candidature au profit de l'Égypte.

Le régime libyen est donc loin d'avoir surmonté le discrédit que lui a valu une politique étrangère aventureuse. *A fortiori* n'est-il pas parvenu à retrouver la sympathie dont il jouissait autrefois dans bien des pays. L'expulsion de milliers de Palestiniens refoulés vers l'Égypte, depuis l'été 1995, en raison des accords entre Israël et l'OLP n'y contribuera certainement pas.

De l'indépendance à l'embargo

Février 1947 : L'Italie renonce à ses droits sur la Libye.
24 décembre 1951 : Proclamation de l'indépendance. Idriss Al Senoussi devient roi.
1953 : Adhésion à la Ligue arabe.
1955 : Début de l'exploitation du pétrole.
1er septembre 1969 : Les Officiers libres du colonel Mouammar Kadhafi prennent le pouvoir et proclament la République.
Décembre 1969 : Accords sur l'évacuation des bases américaine et britanniques.
1er décembre 1973 : Nationalisation de la British Petroleum.
1975 : Annexion de la bande d'Aouzou, occupée depuis 1973 par les troupes libyennes...
2 mars 1977 : Proclamation de la Jamahiriya populaire et socialiste de Libye.
Décembre 1980 : Début de l'intervention au Tchad.
1984 : Attaque contre la caserne Al Aziziya, où le colonel Kadhafi réside, à Tripoli.
14 et 15 avril 1986 : Bombardements américains contre Tripoli et Benghazi.
Décembre 1988 : Attentat contre un Boeing 747 de la PanAm, qui s'écrase avec 270 personnes à bord à Lockerbie (Écosse).
Septembre 1989 : Attentat contre un DC 10 d'UTA, qui s'écrase dans le désert du Ténéré (Niger), faisant 171 victimes.
Avril 1992 et novembre 1993 : Sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU contre la Libye.

* Professeur et chercheur aux Écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan.

(1) Il s'agit d'acheminer l'eau d'une immense nappe fossile du désert vers la côte pour l'agriculture et l'approvisionnement des villes.

(2) Lire Gérard de La Pradelle, « L'ONU, le droit et la poigne américaine », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.

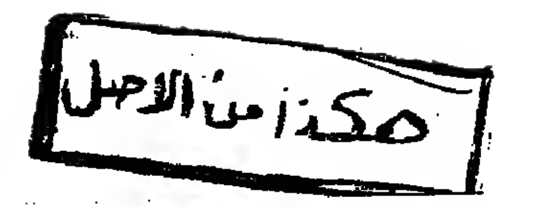
(3) *The Independent*, Londres, 14 octobre 1995.

(4) *Ibid.*

(5) Les colloques de 1988 et 1989, organisés par le Français Jacques Huntzinger, aboutissent à la création de ce cadre politique de dialogue, qui rassemblait les cinq États maghrébins (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye) et les « quatre sœurs latines » (Portugal, Espagne, France, Italie), rejoints par Malte. Les responsables maghrébins souhaitaient la création d'une zone de développement solidaire en Méditerranée occidentale.

(6) *Le Monde*, 2 avril 1992.

(7) Claude Silberzahn, *Au cœur du secret, 1 500 jours aux commandes de la DGSE 1989/1993*, Fayard, Paris, 1995.



OCIALES

ix-Rouge

L'AUTONOMIE PALESTINIENNE

Paix piégée au

(Suite de la première page.)

Le rabbin Moshe Levinger a été à l'arigine. dès 1968, de l'installation de colans juifs à Hébron. C'est le premier ministre travailliste israélien de l'époque, Ygal Allon, qui lui permit – contre l'avis d'une partie de son gouvernement – de s'installer au cœur de la ville arabe et lui fournit personnellement... trois mitraillettes Uzi (3). Ce même rabbin proclamait, eo toute impunité, après le meurtre de trois étudiants do Collège islamique d'Hébron en 1983 : « *Quiconque a commis cet acte a honoré Dieu publiquement.* » De cette collusioo entre le pouvoir et les extrémistes religieux est oée Kiryat Arba, une colonie d'où est parti Baruch Goldstein, l'homme qui tua de sang-froid, le 25 février 1994, 29 Palestiniens en prière, et dont la tombe est devenue un lieu de pèlerinage pour tous les fanatiques juifs.

L'entente evec l'OLP, en 1993, a oéanmoins suscité une forte contestation chez une minorité de colons, pour la plupart religieux, opposés à la restitutioo de la moindre parcelle de terre. Pendant des mois, ils ont conspué « Rabin le traître », l'affublant même d'un uniforme nazi et ils oot dénoncé l'« abandoo » de la terre promise par Dieu au peuple juif. Leurs inquiétudes sont-elles fondées ? Même après le massacre d'Hébron, le gouvernement travailliste israélien a obstioément refusé d'évacuer les 400 exaltés juifs qui occupent le centre de la ville et qui sont à l'origine de tensions permanentes avec les 130 000 Palestiniens de l'agglomération.

Construction massive de logements

PARTOUT, et eo contradiction avec la lettre et l'esprit de l'accord d'Oslo, signé le 13 septembre 1993, la colonisation s'est poursuivie. Selon le mouvement israélieo La Paix maintenant, la constructioo de logements dans les colonies juives de Cisjordanie a atteint, eo 1995, un niveau record – 6 000, anxqoels il faut ajouter les milliers d'appartements achevés dans la région de Jérusalem. Le porte-parole de l'organisatioo pacifiste faisait remarquer que « *sur le terrain, la politique actuelle est équivalente à celle que menait le Likoud* (4) ». La Paix mainteoant constatait, avec étonnement, que cette fièvre coocernait aussi des petites colonies isolées dans le désert de Judée ou à côté de Jénine, une ville que les troupes israéliennes ont évacué le mois dernier.

Pour cette stratégie, le gouvernement travailliste a reçu des satisfecit pour le moins surprenants. Dans un entretien an quotidien *Davar*, le 14 juillet dernier, le général Ariel Sharon, un dirigeant du Likoud et le principal responsable de l'invasioo du Liban en 1982 notait que le plan qui était appliqué eo « Judée et Samarie » (Cisjordanie) était celui-là même qu'il proposait depuis 1974 : « *Certaines personnes à l'étranger pensent que Rabin a beaucoup cédé aux Palestiniens. Il n'en est rien. Il fait ces choses avec ruse* (5). »

Le ministre de la police travailliste Moshe Shahal oe déclarait pas autre chose au lendemain de la signature du nouveau compromis israélo-palestinien à Washingtoo, le 28 septembre 1995 (dit accord d'Oslo II) : « *Arafat a été contraint de signer à la Maison Blanche un accord qui inclut la reconnaissance* de facto *et* de jure*, de l'ensemble du réseau des calonies juives dans les territoires (...). Si Oslo I a donné aux Palestiniens dans la période intérimaire tout sauf les colonies, Oslo II a renversé ce qui avait été accepté et laissé tout, à l'exception des villes palestiniennes, aux mains d'Israël* (6). »

Il suffit de lire le document pour s'en convaincre (*lire, p. 19, l'article de Jan de Jong et, ci-dessous, l'encadré sur les principaux points du texte*). D'ici aux élections palestiniennes, prévues le 20 janvier 1996, l'Antorité palestinienne contrôlera totalement six villes, plus Jéricho et, partiellement, la ville d'Hébron, soit 3 % du territoire et 20 % de la population. Dans 450 villages – 27 % du territoire et 70 % de la population –, elle ne disposera que de pouvoirs municipaux, l'armée israélienne, chargée de la sécurité, poovant y pénétrer à tout moment au nom de la lutte contre le terrorisme. Tandis qu'Israël gardera, en plus de Jérusalem, la haute main sur 70 % de la Cisjordanie, ses colonies et son armée enserreront ces îlots palestiniens, permettant de les « boocler » à volonté.

Par ailleurs, le gouvernement israélien a accéléré, sur de nouvelles terres arabes confisquées, la constructioo de routes de contournement – qui coûteront environ 100 millions de dollars – pour permettre aux colons de se déplacer en Cisjordanie sans rencontrer de Palestiniens. En Afrique du Sud, une telle politique s'appelait apartheid... Israël aurait-il entrepris de tels travaux d'infrastructure s'il avait l'intention, d'ici quelques années, d'abandonner les colonies ?

Car le but du gouvernement de Tel-Aviv, avec on sans Itzhak Rabin, reste bien l'annexion de Jérusalem et de parties importantes de la Cisjordanie et, dans cette perspective, la majorité des colons sont pour lui un atout, non un handicap. Intervenant devant le Parlement israélien pour défendre l'accord qo'il venait de signer le 28 septembre 1995, Itzhak Rabin précisait les revendications à long terme de son pays : annexion de Jérusalem auquel seraient rattachées les colonies de Maale Adoumim et de Givat Ze'ev, soit environ 15 % du territoire de la Cisjordanie ; installation de la frontière de sécurité d'Israël sur le Jourdain ; annexion des colonies de Gonsh Etzion et de bien d'autres.

« *Naus pensons*, disait le premier ministre, *que le peuple juif a droit* » an Grand Israël, même s'il y renonce parce qu'il ne veut pas d'un État binational où vivraient près de 3 millions de Palestiniens (en incluant les Arabes israéliens), qui pourraient réclamer des droits égaux à ceux des juifs. Selon ce plan, 70 % des colons de Cisjordanie (Jérusalem exclue) resteraient sous souveraineté israélienne (7). Bénéficiant d'un appui sans précédent de l'administration du président américain William Clinton et de la passivité d'une communauté internationale fascinée par le seul mot de « paix », le gouvernement pense que le moment est veno de faire accepter sa domination aux Palestiniens.

Pourtaot, malgré ces réalités qu'aucun Palestinien u'ignore, M. Yasser Arafat a réussi, ces derniers mois, à consolider sa position en Cisjordanie et à Gaza. Selon le Centre de recherches et d'études de Naplouse, 72 % des Palestiniens approuvent l'accord d'Oslo II. Les élections au Conseil palestinien, prévues pour le 20 janvier 1996, suscitent une adhésion encore plus large : 81 % des habitants souhaitent s'inscrire sur les listes électorales, même si 40 % des sondés pensent que l'autorité palestinienne utilisera le scrutin pour mater l'opposition. Quant à la popularité d'Arafat, elle reste très forte, avec 58 % d'opinions favorables (8).

L'assassinat d'Itzhak Rabin a même créé un petit sursaut autour de M. Arafat. Pour la première fois depuis la signature de l'accord d'Oslo en 1993, le comité exécutif de l'OLP a pu se réunir le 12 novembre 1995 au Caire en présence d'une majorité de ses membres (12 sur 18).

---

(3) Lire Robert I. Friedman, *Zealots for Zion. Inside Israel's West Bank Settlement Movement*, Random House, New York, 1992.

(4) Entretien à la radio israélienne, 12 octobre 1995, cité par *SWB*, 13 octobre 1995.

(5) Cité par Tanya Reinhart, « The Israel Government's Settlements Policies were created by Sharon », *Yedioth Aharonot*, 19 juillet 1995 (*in From the Hebrew Press*, Woodbridge, États-Unis, septembre 1995).

(6) *Davar*, 29 septembre 1995, cité par *News from Within*, Jérusalem, octobre 1995.

(7) D'autres plans similaires ont été formulés par le Centre Jaffee d'études stratégiques ou par le général Ariel Sharon (*Voir la carte publiée dans* Le Monde diplomatique, *février 1995*) ou par le mouvement La troisième voie (*lire, p. 19, l'article de Jan de Jong ainsi que la carte ci-dessous*).

(8) Cité par la radio La Voix de la Palestine, Jéricho, 22 octobre 1995 (*in SWB*, 24 octobre 1995.)

Un accord léonin

SIGNÉ le 28 septembre 1995 à Washington, l'accord da Taba (dit aussi accord d'Oslo II), comporte un texte principal, sept annexes et huit cartes. Ses principales dispositions sont les suivantes :

– Élection d'un conseil palestinien da 82 membres disposant de pouvoirs législatif et exécutif ainsi que du président du conseil, eu suffraga universel. La date de l'élection e été fixée eu 20 janviar 1996.

– La Cisjordanie (en dehors de Jérusalem) est divisée an trois zones A, B et C. La premièra comprend les 6 principales villes (Jénine, Naplouse, Tulkarem, Kalkiya, Rammalleh et Bethléem), Hébron qui fait l'objet d'un accord spécial, et Jéricho, eutonome dapuis mai 1994 ; alle couvre 3 % du territoire de la Cisjordanie et représente 20 % da sa population. D'ici eux élections, les troupes israéliennes se retiraront de ces cités, qui passeront sous le contrôle de l'Autorité palestinianne. La zona B comprend 27 % du territoire et la quasi-totalité des 450 villages palestiniens. Les zones A et B, ainsi que Jéricho, comprennent 90 % de la population da la Cisjordania. Elle passera partiellement sous autorité palestinienne, maia Israël aura le responsabilité de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Dans la zone C – plus da 70 % du territoire –, la mainmise israélienne sera totale.

– À Hébron, où résident 450 colons, Israël continuera de contrôler, totalement ou partiellemant, de 25 % à 30 % de la surface municipale et 20 % de ses 130 000 habitants. Il n'y a aucun engagemant d'un autre redéploiement israélieo hors de cette ville.

– D'autres redéploiements da l'armée israélienne sont prévus dens la zona C, après la tenue des élections palestiniannes, à six mois d'intervalle, mais aucun engagemant n'a été pris sur l'amplaur du retrait.

– La quastion de l'utilisation de l'eau de le Cisjordanie n'a pu être réglée. Israël continuara donc, jusqu'aux négociations finales, à accaparer l'essentiel da cette richesse.

– L'OLP s'angaga, dans les daux mois qui suivent l'inauguration du consail palestinian, à abroger les articles de la Cherte nationala palestinianne qui appellent à le destruction d'Israël.

– L'annexe VII prévoit une libération progressive des prisonniars politiques palestiniens. 1 100 ont déjà été libérés, un millier d'eutres devraient l'être avant les élections, maie eucune date n'e été fixée pour les 3 000 restants.

– Le 4 mai 1996 au plus tard commanceront les négociations sur le statut final, négociations qui incluront les problèmes en suspens (notamment Jérusalem, les colonies, les frontières, les réfugiés et l'eau) et qui devront s'achever avant le 4 mai 1999, date à laquelle doit prendre fin le régime d'autonomie inauguré à Gaza et Jéricho le 4 mai 1994.

LA « PEAU DE LÉOPARD » D'OSLO II

Ligne verte

Limites de la municipalité de Jérusalem

Villages palestiniens

de moins de 3 000 habitants

de 3 000 à 6 000 habitants

Autres centres urbains et quartiers palestiniens (plus de 6 000 habitants)

Colonies israéliennes

faiblement peuplées

importantes

Extensions prévues

Circulation

Voies d'accès aux colonies israéliennes (circulation réglementée pour les véhicules palestiniens, arrêts aux points de contrôle)

Voies d'accès en projet ou en construction

Routes palestiniennes (circulation libre)

L'organisation territoriale après les accords

Autonomie palestinienne (Oslo I)

Zone A : Autonomie palestinienne (Oslo II)

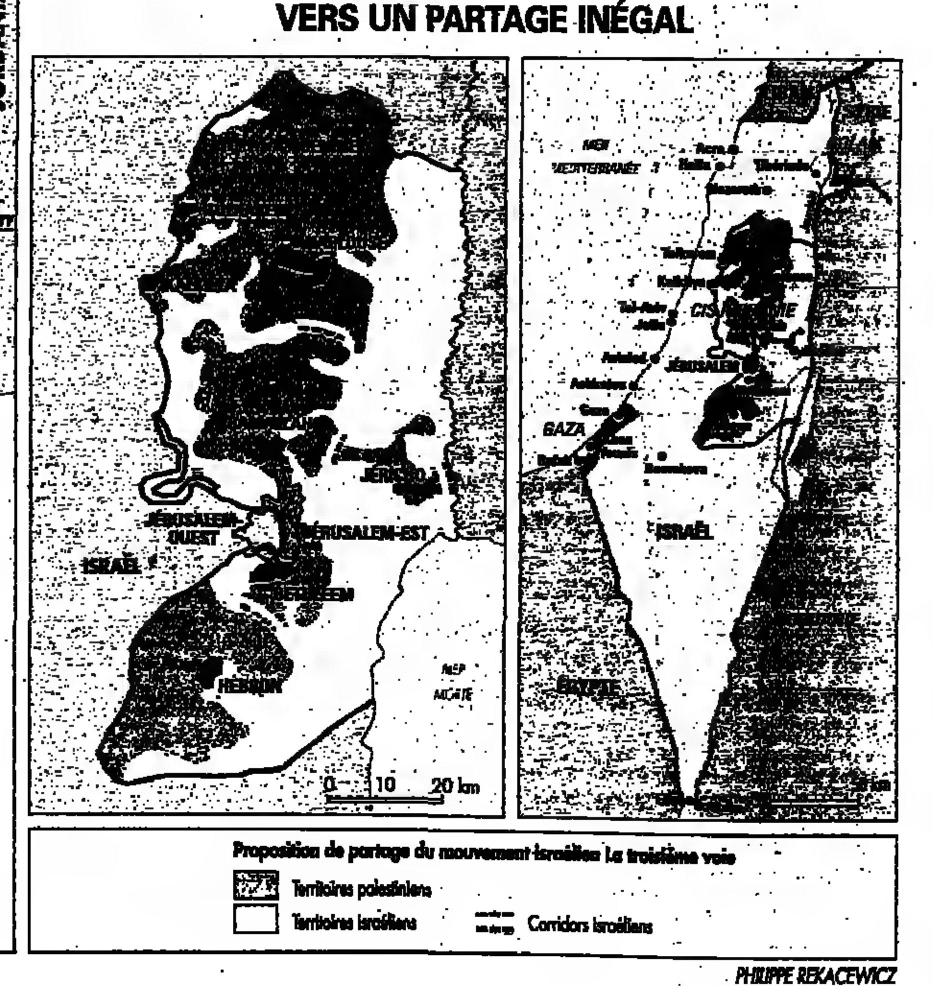
Zone B : Territoires sous contrôle mixte (Oslo II). Cette zone comprend aussi la quasi totalité des villages arabes situés géographiquement en zone C.

Zone C : Territoires restant sous contrôle israélien (Oslo II)

La zone de Jérusalem-Est annexée par Israël en 1967 (en blanc sur la carte) est exclue des accords intérimaires

Sources : archives municipales de Jérusalem, département des plans urbains ; administration civile Bet El ; plan routier « Arc-en-ciel », 1994-1995 ; *Yedioth Aharonot*, à octobre 1995. Cette carte a été élaborée par Jan de Jong à partir des textes et des documents de l'accord d'Oslo II.

VERS UN PARTAGE INÉGAL



PHILIPPE REKACEWICZ

هكذا من الأصل

NATIONALISME XÉNOPHOBE ET FANATISME RELIGIEUX

Au nom du Grand Israël

UN mois après, on ignore encore dans quelle mesure M. Yigal Amir, le meurtrier de M. Itzhak Rabin, a été l'instrument d'un véritable complot contre le premier ministre israélien. Mais il ne fait pas de doute que son acte a été inspiré par l'hostilité haineuse de l'extrême droite, nationaliste et religieuse, à l'égard du plan de paix et de ses artisans. Enracinée dans l'histoire de l'État juif, cette mouvance s'est donné pour mission la réalisation du Grand Israël et n'a jamais hésité, pour l'accomplir, à recourir à la terreur.

Par JOSEPH ALGAZY *

L'assassin du premier ministre israélien Itzhak Rabin n'a pas surgi du néant. L'extrême droite nationaliste a toujours représenté une composante, minoritaire mais importante, de la vie politique de la communauté juive en Palestine, puis de l'État d'Israël (1). Avant 1948, l'Etsel (Organisation militaire combattante, connue sous le nom d'Irgoun) et le Lehi (Combattants pour la liberté d'Israël, ou groupe Stern, du nom de son fondateur, Abraham Stern) exercèrent, par leur idéologie et leurs actes terroristes, une influence non négligeable sur les événements qui conduisirent à l'indépendance de l'État juif. Plus tard, malgré leur dissolution, ils pesèrent sur sa vie politique.

La renaissance de l'extrême droite date de la guerre de juin 1967 et de l'occupation par Israël de territoires arabes, en particulier Jérusalem-Est ainsi que la Cisjordanie, baptisée par les nationalistes de son appellation biblique de « Judée et Samarie ». Dans l'euphorie de la victoire s'impose l'idéologie dite d'Eretz Israel Hashlema (le Grand Israël), portée par la droite nationaliste, laïque et religieuse, mais également par des personnalités de tous horizons, y compris des partis composant le gouvernement travailliste de l'époque. L'occupation se double, dès l'été 1967, d'une colonisation lancée et financée par le pouvoir, qui crée des implantations juives (*hitnahlouyot*) dans le Sinaï, sur le plateau de Rafah, le long de la vallée du Jourdain, dans la région de Hébron, à Jérusalem-Est et sur le Golan.

À partir de 1977, les gouvernements du Likoud vont multiplier ces colonies, dans le but avoué de créer un fait accompli écartant toute perspective d'État palestinien. Elles deviennent rapidement le bastion de l'extrême droite israélienne, qui s'appuie sur deux piliers idéologiques (2) : le nationalisme xénophobe (anti-« gentil » en général et, en particulier, anti-arabe) et le mysticisme religieux. Ce dernier se fonde sur une interprétation raciste du concept religieux selon lequel le peuple juif est un peuple élu, et sur une interprétation annexionniste de la « Terre promise » par Dieu à Abraham.

Quatre mois après la guerre de six jours, le 14 octobre 1967, le député Meïr Vilner, secrétaire général du Parti communiste israélien – la seule formation à avoir condamné la guerre déclenchée par Israël en 1967 –, est grièvement blessé. Celui qui l'a poignardé travaillait à l'imprimerie du quotidien *Hayom*, organe du bloc Gahal, prédécesseur du Likoud. Ce n'est qu'un début : des années durant, des groupes terroristes juifs, en particulier DOV (Dikuï Bogdim, Répression des traîtres) et TNT (Terror neged terror, Terreur contre terreur), vont menacer des militants et des dirigeants de gauche coupables d'avoir critiqué les exactions des autorités militaires contre la population palestinienne. Malgré leur activité criminelle, la police ne prend pas ces deux réseaux au sérieux...



Des terroristes protégés

C'EST après le tremblement de terre politique de la guerre d'octobre 1973 que voit le jour, en 1974, le Goush Emounim (Bloc des croyants). Parmi les fondateurs de ce mouvement religieux et nationaliste extraparlementaire figurent des rabbins, en premier lieu Moshe Levinger *(lire l'article d'Alain Gresh)*, des députés du parti Mafdal (Parti religieux national, sioniste) comme M. Zvulun Hammer, ainsi que les dirigeants des colonies juives de Cisjordanie et du Golan. Sa figure de proue est le rabbin Zvi Yehuda Kook, qui justifie par la Bible le Grand Israël et la colonisation. Le retrait d'une partie du Sinaï et du Golan, auquel le gouvernement israélien est contraint suite à la guerre d'octobre 1973, l'incite en effet à présenter la « Judée-Samarie » comme un legs de Dieu afin d'en interdire la restitution.

Le Bloc des croyants se fait des alliés tant parmi les dirigeants du futur Likoud, comme le général Ariel Sharon, que chez les faucons travaillistes. Ces sympathies l'aident à installer de nouvelles implantations, certaines avec l'assentiment du gouvernement, d'autres sans, mais qui seront légalisées *a posteriori*. Financé par des mécènes en Israël et à l'étranger, influent à droite et même au sein du Parti travailliste, bénéficiant de connivences dans le commandement de l'armée et disposant d'une large audience dans les médias, le mouvement de colonisation se renforce.

Le portrait du nouveau *halutz* (pionnier) du Goush Emounim ? C'est un jeune barbu, kippa sur la tête, portant d'une main le livre *Orot Hakodesh* (Lumière dans la sainteté) du défunt rabbin Abraham Itzhak Kook et de l'autre un fusil-mitrailleur délivré par l'armée israélienne. Vêtue d'un habit couvrant les genoux et portant foulard, sa compagne s'occupe de leurs nombreux enfants. Le mouvement représente comme un bain de jouvence pour le nationalisme juif, dont il accentue le caractère religieux en Israël comme dans la Diaspora. Il contribuera largement à la victoire du Likoud sur le Parti travailliste en 1977 (3).

À l'égard des Palestiniens, le Bloc des croyants prône une politique de « main de fer » et de discrimination raciale, au nom des mots d'ordre sionistes traditionnels mêlés de messianisme et de nationalisme anti-arabe. De fait, nombre de partisans du mouvement dans les colonies constituent des milices armées. Mais c'est de l'aide et du financement accordés par les gouvernements du Likoud que l'idéologie et l'activité du Goush Emounim tirent leur légitimité (4).

Juin 1980 : les maires palestiniens de Naplouse, Ramallah et El Bireh sont victimes d'attentats sanglants. Le 26 juillet 1983, une nouvelle attaque fait trois morts et une quarantaine de blessés au collège islamique de Hébron. Pourtant les services de sécurité paraissent impuissants à mettre la main sur leurs auteurs. Début 1984, M. Teddy Kollek, le maire de Jérusalem, critique publiquement la passivité des autorités face au terrorisme juif. Peu après, un rapport officiel du ministère de la justice, publié avec vingt mois de retard, dénonce les activités criminelles de certains colons et la complaisance des officiels.

Les terroristes seront arrêtés courant mai 1984 après avoir tenté, sans succès, de poser des bombes dans des autobus arabes, puis de dynamiter la mosquée d'Omar à Jérusalem. On s'aperçoit alors qu'ils jouissent de la sympathie de plusieurs rabbins dans les colonies et de personnalités d'extrême droite en Israël. Lors de leur procès, ils expliqueront avoir voulu se venger d'attentats arabes et démontrer leur détermination à défendre, par la terreur, le Grand Israël mis en danger par les accords de Camp David – M. Menahem Begin y acceptait le retrait israélien du Sinaï et la perspective d'une autonomie pour les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. La plupart des accusés ne seront condamnés qu'à de courtes peines de prison. Grâce aux pressions de députés de la droite et des partis religieux, ils bénéficieront d'excellentes conditions de détention et seront libérés peu après, suite à une amnistie présidentielle.

Israël des années 80 est marqué par un autre phénomène : le rabbin Meïr Kahane et son mouvement Kach (C'est ainsi). L'homme avait fait ses premières classes racistes et terroristes aux États-Unis, à la tête de la Ligue de défense juive. Arrivé en Israël en 1971, il est élu député en juillet 1984 et profite dès lors de son immunité parlementaire pour s'attaquer avec violence, verbalement et physiquement, aux Arabes des territoires occupés comme à ceux d'Israël, à la gauche, aux mouvements pacifistes. Il soumettra même au Parlement une législation raciste inspirée des lois anti-juives de Nuremberg promulguées par le IIIe Reich en 1935 (5). Lors des élections de 1988, la Cour suprême interdit au parti Kach de se présenter, son programme et ses violences tombant sous le coup de la loi antiraciste de 1986.

Le rabbin Kahane n'en poursuit pas moins ses activités. Il crée le Comité pour la sécurité sur les routes de Cisjordanie, qui harcèle les Palestiniens et proclame Medinat Yehuda, l'État de Judée (6). Meïr Kahane finira assassiné, à New York, en novembre 1990. Plus que fasciste, beaucoup d'observateurs en Israël le considèrent comme nazi, à l'instar du journaliste Yaïr Kotler, qui lui a consacré un livre (7) dont un chapitre s'intitule « Meïr Kahane sur la voie de Hitler »...



JAMES NACHTWEY-MAGNUM

DANS UNE MANIFESTATION CONTRE LA PAIX, À TEL-AVIV
Une campagne de haine de l'extrême droite dont la droite s'est rendue complice

Hypocrisie du Likoud

LE Parlement compte à l'époque des représentants de trois autres groupes d'extrême droite. Tehya (Renaissance), dirigé par le professeur Yuval Neeman et Mme Geoula Cohen, transfuge du Likoud, se prononce pour l'annexion des territoires occupés, où il se livre souvent à des actes de violence. Issu d'une scission de Tehya, Tsomet (Croisement) est dirigé par l'ancien chef d'état-major Rafaël Eitan, qui, s'il prétend respecter la légalité, ne recule pas devant le racisme – il traitera un jour les Palestiniens de *« cafards ivres dans une bouteille »*. Fondé par un autre général, Rehevam Zeevi (dit Gandhi), le parti Moledet se bat pour le *« transfert »* des populations de Cisjordanie et de Gaza, que son dirigeant justifie à la Knesset par des tirades racistes ponctuées d'agressions contre les députés arabes.

Quant aux héritiers du rabbin Kahane, ils se sont divisés en deux groupes : Kahane Haï (Kahane vivant), le mouvement de son fils Binyamin Kahane, et Kach. Tous deux appelleront à d'innombrables manifestations contre les négociations de paix et multiplieront les violences, organisant des attentats mortels contre des Palestiniens. Après le massacre commis à Hébron en février 1994 par Baruch Goldstein, Kahane Haï et Kach sont mis hors la loi par les autorités. Ils continueront néanmoins leurs activités factieuses, sans faire l'objet de la moindre mesure répressive, et donneront naissance à de nouveaux groupes clandestins. C'est le cas d'Eyal, dont plusieurs membres semblent impliqués dans le meurtre d'Itzhak Rabin – le réseau projetait également de tuer M. Shimon Pérès et de commettre des attentats anti-arabes à la voiture piégée.

Tous ces éléments terroristes s'abritent depuis longtemps derrière les déclarations des politiciens des partis de droite et d'extrême droite, Likoud en tête, ainsi que du Parti national religieux, représentés à la Knesset. Ils trouvent également une couverture dans les mouvements extraparlementaires, comme hier le Goush Emounim et aujourd'hui le noyau dur des colons, en particulier Zu Artzenou (C'est notre pays), dont les appels à l'insoumission civique ont frôlé la rébellion ouverte à l'égard du gouvernement. À ces entreprises factieuses, des rabbins ont aussi pris activement part, contribuant par leurs discours et leurs décisions halakhiques (religieuses) à délégitimer le gouvernement du pays, lequel aurait été illégitime dans la mesure où il ne représentait pas une majorité juive dans la population et, pis, s'appuyait à la Knesset sur le vote des députés arabes...

« Rabin traître », *« Rabin assassin »*, *« Rabin Judenrat* (8) » : tels étaient les mots d'ordre les plus fréquents des manifestations. On pouvait y voir le chef du gouvernement symboliquement pendu à une potence, coiffé du keffieh palestinien ou même en uniforme SS avec brassard à croix gammée. Peu avant sa mort, Itzhak Rabin s'en était pris à l'hypocrisie des dirigeants du Likoud, qui, d'un côté, toléraient l'extrême droite et son discours de haine dans leurs meetings et, de l'autre, faisaient mine de les critiquer. Plus grave encore, les premiers éléments de l'enquête officielle – et des investigations des médias – démontrent le laxisme de la sécurité intérieure de la police comme de la justice envers les déclarations et les activités de ces groupes.

Les services de sécurité n'ont pas pris au sérieux les menaces d'attentat juif contre la vie du premier ministre, a déclaré en substance l'ancien général Ori Or, président de la commission de la défense et des affaires étrangères (9). Pour eux, de telles menaces ne pouvaient être exécutées que par des terroristes arabes. Comme dans le passé, le Shin Bet a continué à s'intéresser plus à la gauche qu'à la droite...

(1) Voir Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne. De Jabotinski à Shamir*, coll. « Questions au XXe siècle », Complexe, Bruxelles, 1991 ; et Ehud Sprinzak, *Beyn Mehaa Huts-Parlamentarit leterror ; alimut politit be Yisrael* (Les Liens entre protestation extraparlementaire et terrorisme : violence politique en Israël), The Jerusalem Institute for Israel Studies, Jérusalem, 1995.

(2) Lire Amnon Kapeliouk, « Sentinelles de la foi, fer de lance de l'occupation » et « Discours racistes », *Le Monde diplomatique*, avril 1994.

(3) Voir Haggai Segal, *Ahim Yekarim, Korot Hamahteret Hayehudit* (Chers frères, l'histoire du réseau clandestin juif), Keter, Jérusalem, 1987.

(4) Voir Danny Rubinstein, *Mi Leadonaï Elaï, Goush Emounim* (Qui est avec Dieu me suive, Goush Emounim), Hakibboutz Hameouhad, Tel Aviv, 1982.

(5) Dans la perspective de l'expulsion de tous les Arabes du Grand Israël, le rabbin Kahane avait proposé notamment : la déportation de force de tous les non-juifs ayant refusé le statut (de seconde classe) de « résident étranger » ; l'interdiction aux non-juifs de vivre dans la région de Jérusalem ; la condamnation à cinquante ans de prison de tout non-juif ayant eu des relations sexuelles avec une juive ; l'instauration de « plages séparées » pour juifs et non-juifs...

(6) Voir Simon Epstein, *Les Chemises jaunes*, Calmann-Lévy, Paris, 1990.

(7) Voir Yaïr Kotler, *Heil Kahana*, Modan, Tel Aviv, 1985.

(8) Nom des conseils juifs qui, durant la seconde guerre mondiale en Europe, ont collaboré avec l'occupant nazi.

(9) *Haaretz*, 17 novembre 1995.

* Journaliste au quotidien *Haaretz* (Tel Aviv), auteur de *La Mauvaise Conscience d'Israël*, entretiens avec Yechayahou Leibovitz, Le Monde Éditions, 1994.



Attention, ghetto !

« UN *juif a tué un juif !* » : cette phrase étrange a inspiré, de chaîne en chaîne en France, une soirée durant, les commentaires sur l'assassinat du premier ministre d'Israël, Itzhak Rabin. Les journalistes qui l'ont reprise à leur compte – et ils furent nombreux, Daniel Schneidermann l'a montré dans son émission « Arrêt sur images » (1) – étaient-ils conscients de sa redoutable ambiguïté ?

La formule, il est vrai, reflète l'image que les citoyens juifs d'Israël se font d'eux-mêmes, et que l'assassin Yigal Amir a brisée. En 1973, avec la guerre de Kippour, les Israéliens avaient découvert qu'ils n'étaient pas invincibles ; en 1982, devant Beyrouth assiégée, que leur pays pouvait être l'agresseur ; en 1988, avec l'Intifada, que le statu quo de l'occupation vacillait. Et voici qu'un soir de 1995, le temps de trois coups de feu, ils ne se sentent plus « peuple élu ».

Mais que devaient penser les téléspectateurs en France de ce surprenant détournement du sixième commandement ? Que les juifs seraient immunisés contre la pulsion de meurtre ? Comme s'il n'y avait pas, dans les prisons d'Israël et d'ailleurs, des criminels juifs ayant tué des juifs... Que les Israéliens seraient miraculeusement vaccinés contre le fascisme ? Mais, de Vladimir Jabotinsky aux colons fanatiques, en passant par l'Irgoun et le Lehi, le mouvement sioniste a toujours compté dans ses rangs une extrême droite virulente... Prise au pied de la lettre, l'expression pourrait même suggérer qu'un juif s'interdit de tuer un juif, mais pas un « gentil »... Absurde et dangereux.

COMME, d'ailleurs, l'usage immodéré de l'expression « communauté juive ». Que recouvre-t-elle ? Les fidèles de la foi mosaïque ? Les membres des institutions juives ? Dans leur grande majorité, les Français d'origine juive ne s'y retrouvent pas. Ils ne délèguent à personne le soin de les représenter et n'apprécient guère qu'on les « ghettoïse », fût-ce par philosémitisme. Demander systématiquement aux membres de la « communauté juive » de France de s'exprimer pour ainsi dire en citoyens israéliens à l'occasion du meurtre d'Itzhak Rabin, comme l'ont fait les grands médias, n'est-ce pas fournir de redoutables arguments à tous les extrémistes qui confondent haine d'Israël et antisémitisme ?

Pourquoi, pour présenter ses condoléances, le premier ministre français, M. Alain Juppé, s'est-il rendu non à l'embassade d'Israël, mais à la grande synagogue de la rue de la Victoire ? Après l'assassinat d'Anouar El Sadate, le chef du gouvernement de l'époque avait-il visité la Mosquée de Paris ?

Ces dérapages, comme ceux, plus graves hélas, auxquels a donné lieu la récente vague terroriste, incitent à le répéter : la République ne se résume pas à un conglomérat de « communautés » religieuses, encore moins ethniques. Depuis 1789, il n'y a de nation véritable, en France, que laïque.

DOMINIQUE VIDAL.

(1) La Cinq, 11 novembre 1995.

DES TRIBUS SUR UN « TAS D'OR »

Introuvable Papouasie-Nouvelle-Guinée

DEPUIS l'indépendance de 1975, les dirigeants de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont misé sur l'exploitation des richesses minières, confiée à des firmes étrangères, sans prendre en compte ni les réalités sociales ni la préservation de la nature. Cette politique à courte vue, qui a contribué à saper la cohésion nationale, a débouché sur de fortes oppositions et, à Bougainville, sur le développement d'une guérilla indépendantiste. Mais les élites continuent à placer leurs avoirs en Australie, l'ancienne puissance coloniale, toute proche.

Par notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC *

« Si une bonne fée s'était penchée sur le berceau de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle n'aurait pas fait mieux que la nature. » « Patron » d'Indosuez à Port-Moresby, capitale de la « PNG », M. Jean-Philippe Andubert s'émerveille : *« Trois façades maritimes poissonneuses, une terre d'une étonnante fertilité, même si l'intérieur est difficile d'accès, couverte de forêts luxuriantes, où poussent le café, le cacao, etc. Des réserves considérables en cuivre et en or ; de sérieuses promesses de pétrole et de gaz. Le tout pour quatre millions d'habitants. »* Or le pays ne se relève qu'à peine d'une crise survenue durant l'été 1994 : un déficit budgétaire abyssal l'avait placé au bord de la banqueroute, justifiant une mise sous surveillance par la Banque mondiale. Pourquoi ?

C'est là l'histoire de la nette dégradation d'une situation initiale qui comportait des zones de force, à côté d'évidentes faiblesses. Lorsque l'Australie, puissance tutélaire depuis le début du siècle, a accordé l'indépendance à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le 16 septembre 1975, elle lui a légué un Parlement susceptible de canaliser les forces centrifuges du « pays aux 800 tribus », un bon système judiciaire et une fonction publique de qualité. Elle lui a en revanche laissé des infrastructures médiocres : nulle route ne traverse le pays du nord au sud ni ne longe ses côtes ; une seule joint l'est à l'ouest, à travers le centre montueux (highlands) ; la capitale n'est reliée à aucune autre cité ; et seul l'avion désenclave l'essentiel du pays, ainsi que d'acceptables télécommunications. Et le colonisateur n'a légué au jeune État qu'une maigre strate de capacités techniques.

Sur ces bases, les dirigeants n'ont pas mené de politique de développement. Leur principal effort a été d'autoriser des ouvertures de mines : Ok Tedi, dans les solitudes de l'Ouest, qui associe cuivre et or ; puis Missima dans une des Louisiades, à l'est, et Porgera, dans les highlands, qui produisent de l'or.

Or ces mines forment autant d'enclaves, ne créant que quelques milliers d'emplois, cernées par une humanité pauvre qui harcèle les compagnies d'incessantes demandes de « compensations » et, au pire, se révolte, comme ce fut le cas à Bougainville en 1989 *(lire l'encadré ci-dessous)*. Les rentrées dérivées de ces exploitations n'ont pas servi à créer d'industries, sinon agroalimentaires. Elles ont permis de subventionner les seules productions indigènes de rapport, notamment le café, qui fait vivre un quart de la population. Les royalties ont surtout servi à gonfler la fonction publique, et à saupoudrer localement des crédits.

La confiance des investisseurs étrangers avait bien besoin d'être rétablie après la crise de 1994. Un train de réformes a donc été lancé par le ministre des finances, M. Chris Haiveta. Il a comporté une dévaluation puis le flottement de la kina, une monnaie jusque-là très forte, ainsi que des mesures d'austérité qui ont frappé les cinquante mille fonctionnaires. Le gouvernement de Sir Julius Chan a, enfin, décidé... d'ouvrir une nouvelle mine : le « tas d'or » de Lihir, dans l'archipel de la Nouvelle-Irlande ; des émissions d'actions sont en cours, en Australie et aux États-Unis, pour 700 millions de dollars.

Pour se mettre hors d'eau, le pays compte sur deux « booms » récents : l'exploitation forestière, portée à des extrêmes mal contrôlés, sous l'impulsion notamment de compagnies malaisiennes ; et une pêche intensive où s'illustrent des sociétés taïwanaises, coréennes et japonaises. Mais ces activités font l'objet de critiques, nationales et internationales, pour leur caractère prédatoire et sont donc menacées d'être redimensionnées.

Une nouvelle a fait la « une » des journaux de Papouasie-Nouvelle-Guinée cet automne : la Cour suprême de l'État de Victoria (Melbourne, Australie) a rendu un arrêt dans une affaire opposant la BHP, actionnaire et gestionnaire de la grande mine d'Ok Tedi, à trente mille propriétaires de terrains et riverains de la Fly River, qui attaquaient cette compagnie, australienne, pour ses nuisances. *« Il y a là un cas typique d'arrogance néocolonialiste*, note devant nous un vieil expatrié australien, qui préfère ne pas être identifié. *Qu'un tribunal de l'ex-puissance tutélaire se croie autorisé à intervenir sur un sujet relevant si évidemment de la souveraineté du pays à qui il a accordé l'indépendance signifie qu'il estime ses autorités incapables de faire justice, et décide en conséquence de dire le droit lui-même. »*

De fait, Canberra demeure présente de maintes façons, comme si la décolonisation était assez nominale. Ainsi, nombre des douze mille expatriés australiens se trouvent en Papouasie-Nouvelle-Guinée au titre de « conseillers » – qui d'un ministre, et qui d'un président de société d'État –, voire comme acteurs de la vie publique : par exemple, *« la moitié des juges de la Cour suprême sont australiens »*, affirme M. Dominic Kakas, journaliste au prestigieux *Saturday Independent*. Si, par ailleurs, Canberra accorde à la Papouasie-Nouvelle-Guinée une aide de 300 millions de dollars l'an (équivalant à 20 % du budget), c'est *« une générosité largement payée par les avantages que retire l'ex-métropole de ses investissements ici »*, note un opérateur européen : l'Australie est en effet, de loin, le pays dont les sociétés sont les plus impliquées ; leurs royalties représentent d'ailleurs 75 % des rentrées budgétaires.

Conséquence peu connue : Cairns, au nord-est de l'Australie, est devenue la « base arrière » de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. C'est là que l'élite va se faire soigner, par défiance vis-à-vis du système de santé national, qu'elle place volontiers ses avoirs, et que ses enfants font souvent leurs études, dans de coûteuses « écoles internationales ».

Connaissent bien les tréfonds du pays la poignée de missionnaires qui continuent un travail d'acculturation et de développement lancé au XIXe siècle, qui a fait officiellement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée un « pays chrétien » à 90 %. Originaire d'Indre-et-Loire, le Père Pierre Morant est arrivé ici en 1969. À soixante-cinq ans, il est responsable des cinq mille cinq cents ouailles de la paroisse de Kamulai, située à 1 800 mètres d'altitude, dans la chaîne de Stanley Owen, en arrière de Port-Moresby. *« Il n'est pas injuste de dire*, note-t-il, *que le gouvernement s'est plutôt retiré de l'intérieur en vingt ans. Dans mon secteur, l'administration est absentéiste et intermittente. Ainsi, la poste vient d'être rétablie au chef-lieu après des années de fermeture. La plupart des pistes ne sont plus praticables ; tous les déplacements et transports reposent désormais sur de petits avions, chers – un par semaine dans mon cas. Quant aux politiciens, on les voit juste avant les élections. Ils apportent sacs de riz, caisses de bière et poisson séché ; puis ils disparaissent. »*

« La vie, souligne M. Pierre Morant, *est immuable pour l'essentiel des gens qui résident dans les villages [85 %]. Ceux-ci sont faits de quelques huttes sur pilotis, en feuilles tressées, entourées d'une clôture pour empêcher la divagation des cochons, unique richesse, que l'on sacrifie lors des nombreuses fêtes réunissant les clans. L'ordinaire c'est la patate douce, la banane à cuire, le maïs. Ma paroisse compte une centaine de hameaux. La vie est oisive, pour les hommes au moins : ils travaillent, deux mois l'an, à défricher, brûler les arbres, reconstruire les clôtures. Les femmes, elles, sont la force ouvrière. Achetées cher (5 500 F ici) à leur famille, elles sèment, récoltent, font la cuisine, s'occupent des cochons, élèvent leur progéniture. Chaque couple, assez stable, a le maximum d'enfants : une douzaine ; la moitié survit. La mortalité en couches est élevée. C'est l'émigration vers Port-Moresby qui régule la démographie ; plus de la moitié de mes villageois y sont. »* Le missionnaire observe pourtant que *« les gens ont plus d'argent qu'il y a vingt ans »*.

« De l'âge de pierre à l'âge du jet »

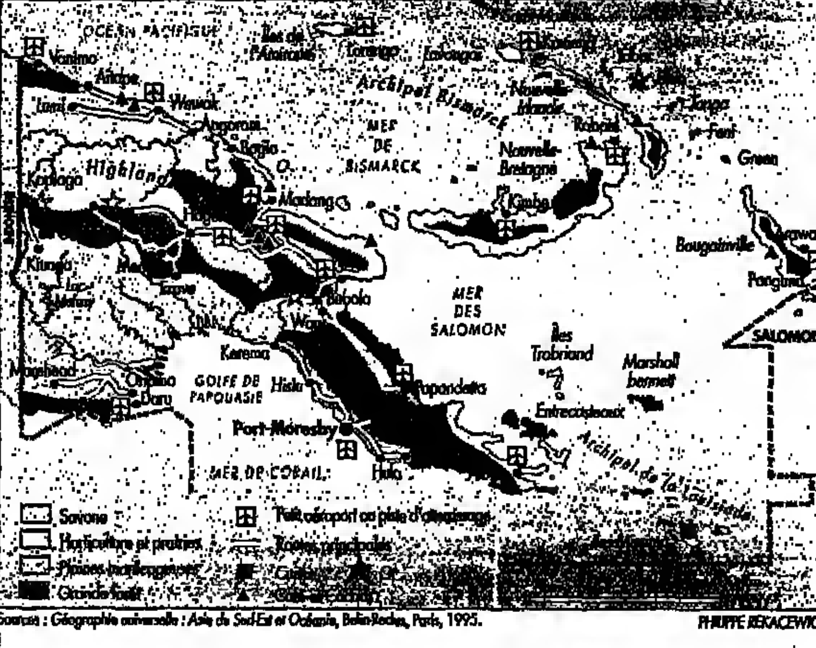
MAIS si les relations avec l'ancienne puissance coloniale restent tendues, le médiocre climat actuel tient avant tout à des questions politiques intérieures. Si l'Australie a légué à la Papouasie-Nouvelle-Guinée une démocratie « à la britannique » (Elisabeth II est aussi, jusqu'à nouvel ordre, chef de l'État), l'assemblée nationale est devenue le théâtre de constructions et de désagrégations de coalitions formées autour de quelques personnalités. En vingt ans, le pays n'a vu se succéder, à la tête de gouvernements sans coloration idéologique sinon un populisme inavoué, que quatre premiers ministres, tantôt alliés dans l'opposition ou la majorité, tantôt adversaires.

La grande affaire, ici, c'est l'origine régionale des dirigeants : les îles (Nouvelle-Irlande, Nouvelle-Bretagne), peu peuplées, en ont fourni deux - outre M. Chan, le président du Parlement, M. Rabbie Namaliu ; les highlands, où vivent le tiers des quatre millions d'habitants, sont la patrie de M. Paias Wingti ; et la Nouvelle-Guinée (Nord) est le fief de M. Michael Somare, le « père de l'indépendance ». La Papouasie (Sud) commence à protester, assurant que c'est son tour de gouverner, sauf à rompre le pacte national. Une telle menace est aussi brandie par les îles, qui ont agité le chiffon rouge de l'indépendance à la fin de 1994. La réponse de Port-Moresby a été la mise en œuvre d'une législation centraliste supprimant le niveau provincial de gouvernement au motif, admis, qu'il est coûteux, inefficace et corrupteur.

Un reproche souvent fait aux politiciens est qu'ils ont *« perdu le contact avec le peuple »*. Ils sont, notamment, accusés d'*« indifférence »* en matière de sécurité. Les citadins sont victimes des *rascals* (racaille, vauriens), jeunes gens de plus en plus sous la coupe de gangs évoluant de façon mafieuse. Vols à la tire, attaques armées de domiciles, de jour et de nuit, rackets de magasins, viols : la liste des méfaits impunis du « rascalisme » est longue. Peu des (modestes) villes du pays sont épargnées : ni Lae à l'est, ni Mount Hagen ou Goroka au centre, ni bien sûr Port-Moresby (250 000 habitants), qu'un diplomate compare à Lagos (Nigeria).

« Passé en un peu plus d'une génération de l'âge de pierre à l'âge du jet », selon le cliché, l'intérieur est à peine moins agité. Les guerres tribales immémoriales de cette « Papouasie-Nouvelle-Guinée aux 800 langues » n'ont pas disparu avec l'indépendance. Elles sont même devenues plus sanglantes depuis qu'elles se mènent au fusil et non avec des flèches. Les vendettas font des centaines de morts par an. L'administration, jamais présente au-dessous du « canton », peine à les maîtriser.

* Journaliste.



Source : Géographie universelle : Asie du Sud-Est et Océanie, Belin-Reclus, Paris, 1995. PHILIPPE REKACEWICZ

De la découverte à l'indépendance

XVIe siècle : Des navigateurs portugais sont les premiers Européens à poser le pied sur ce qu'ils dénomment l'île des « Papuas » (hommes aux cheveux bouffants). Puis des Hollandais la baptiseront « Nouvelle Guinée », pour sa ressemblance alléguée avec certaines côtes d'Afrique.

XVIIe siècle : Les Hollandais, devenus maîtres des îles de la Sonde, proclament une souveraineté indirecte sur la Nouvelle-Guinée.

XIXe siècle : Face aux ambitions d'autres puissances européennes, les Pays-Bas limitent à la partie occidentale de l'île leur revendication sur la Nouvelle-Guinée. En 1884, les Allemands s'installent dans le quadrant nord-est, puis, aussitôt, les Anglais dans le quadrant sud-est.

1905 : Londres cède à l'Australie sa « Papouasie ».

1914 : Les troupes australiennes s'emparent de la « Nouvelle-Guinée » allemande.

1919 : La SDN donne à Canberra mandat sur ce quadrant nord-est.

1946 : L'ONU donne mandat à l'Australie pour la Nouvelle-Guinée. Canberra est autorisé à unifier son administration avec celle de la Papouasie.

1949 : La Haye reconnaît l'indépendance de l'Indonésie, laquelle manifeste aussitôt sa revendication sur l'île, au moins sur l'Ouest ; en 1962, l'ONU accorde à Djakarta le droit de s'installer à partir de l'année suivante dans l'Ouest, en vue d'y préparer l'autodétermination des populations; un semblant de consultation a lieu en 1969, à l'issue de quoi l'Irian Jaya devient une province indonésienne.

16 septembre 1975 : L'Australie accorde l'indépendance à la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

« Sale guerre » à Bougainville

PRÈS de sept ans après la sécession proclamée par une Armée révolutionnaire de Bougainville (BRA), des pas ont été récemment accomplis dans la voie d'une réintégration de cette île dans le giron, mais nul ne s'avise de considérer le problème comme réglé : les insurgés continuent en effet de tenir le centre de la province, notamment ce qui a été l'enjeu de la lutte, la mine de cuivre de Panguna, qui avait procuré l'essentiel des ressources du pays, de l'indépendance à sa fermeture en 1989. Redevenu premier ministre le 30 août 1994, M. Chan a renversé la politique « tout militaire » de son prédécesseur, M. Wingti. Il a aussitôt rencontré M. Sam Kauona, chef militaire de la BRA, aux Salomon – îles dont Bougainville a été séparée par les méandres de la colonisation mais auxquelles elle appartient par la géographie et la culture. Les deux hommes ont convenu d'un cessez-le-feu immédiat, contrepartie d'une levée totale de l'embargo imposé en 1990 par Port-Moresby, ainsi que d'une « conférence de paix ».

Celle-ci s'est ouverte le 10 octobre 1995 à Arawa, ex-chef-lieu de l'île, mais sans que s'y joigne M. Francis Ona, dirigeant de la BRA – abstention qui a rappelé que ce rebelle n'a jamais accepté de rencontrer aucun représentant d'aucune partie adverse depuis que, en 1987, il s'est imposé à la tête d'une Association des propriétaires des terrains de Panguna qui, quinze ans après la mise en production de la mine, a demandé des milliards de dollars de compensation à ses propriétaires australiens.

Échec, donc, pour M. Chan ? Pas tout à fait, car l'intransigeance de M. Ona est ce qui a contribué à une « conversion » notoire : celle de M. Théodore Miriung, ex-juge à la Cour nationale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, devenu conseiller juridique du BRA, qui, dans la foulée d'Arawa, a décidé d'entrer dans les négociations de paix. *« Ce sécessionniste convaincu s'est persuadé que le seul avenir imaginable, à vue humaine, était au sein de la Papouasie-Nouvelle-Guinée »*, explique Sean Dorney, auteur de *Papua New Guinea* (1), ouvrage de référence.

De fait, M. Miriung, devenu, avec la bénédiction de Port-Moresby, président d'un gouvernement transitoire ouvert aux « forces vives » de l'île, proclame que son but est une *« totale autonomie de la province, juste en deçà de l'indépendance »*. Sitôt installé, il a déclaré l'amnistie, dans une guerre qui a fait des centaines de victimes et a vu un déchaînement de violences tant de la part de la BRA que des forces de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des milices de la résistance engagées à leur côté. Le gouvernement transitoire a aussi mission de restaurer l'économie, très endommagée par la guerre.

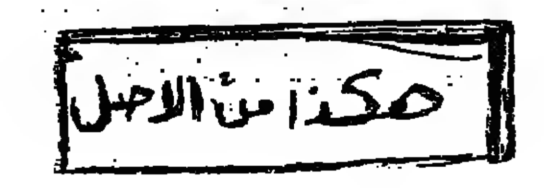
Les rebelles, à qui ont été offerts 4 sièges sur 32, ne *sont pas* entrés dans le gouvernement, ce qui marque la limite du dialogue. Un bon point, en revanche, pour Port-Moresby : les éléments hostiles à la BRA contrôlent à présent 90 % du territoire avec l'assentiment croissant d'une population (170 000 habitants) pourtant d'esprit « sécessionniste », mais que le « gouvernement intérimaire » des révolutionnaires a vite déçue par son incapacité à réorganiser une vie publique lorsque les forces de la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'étaient retirées (1990-1992).

DEVANT le relatif consensus obtenu par le nouveau gouvernement, le BRA a sans doute craint d'être « oubliée ». Elle a donc récemment lancé sa première attaque en un an, à un moment crucial : juste avant une « rencontre entre Bougainvilliens » – à Cairns (Australie) – entre M. Miriung et les rebelles. La réunion, le 9 septembre, n'a pas vu de « percée », les participants de la BRA n'étant pas de premier rang . On s'est pourtant promis de se revoir. L'espoir demeure *que M. Miriung* puisse attirer à lui des « poids lourds » de la sécession. M. Ona, lui, est toujours retranché dans les jungles montueuses du centre. Et on est, d'évidence, loin de la réouverture de Panguna, devenu « le plus grand trou artificiel de la planète », dont la *relance coûterait 500* millions de dollars.

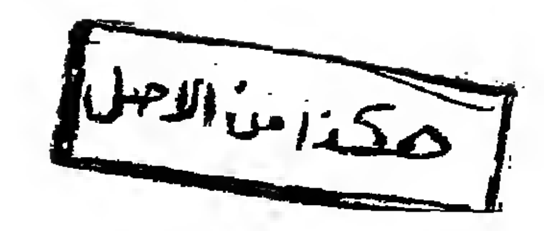
La « sale guerre » de Bougainville pèse sur les esprits. La façon dont y évoluera la situation peut en effet avoir des répercussions sur l'unité du pays : la relation qui s'instaurera avec Port-Moresby sera, en particulier, examinée avec passion par les autres îles (Nouvelle-Bretagne, Nouvelle-Irlande et Manus-ex-Amirautés).

J.-P. C.

(1) Sean Dorney, *Papua New Guinea*, Random House, New York, 342 pages, 1990.







À L'ÉTROIT

Proche-Orient

Depuis soo installation à Gaza, M. Arafat a su édifier une structure de pouvoir solide. Ses ministres appartiennent pour moitié à la bureaucratie de l'OLP venue de Tunis, pour moitié aux élites traditionnelles et aux grandes familles de Gaza et de Cisjordanie. Socialement, il s'appuie sur les propriétaires fonciers, qui ont toujours joué un rôle central dans l'histoire palestinienne et qui, désormais, le financent (9).

Quant aux militants de l'Intifada, ils ont été intégrés en grand nombre dans l'appareil d'État, notamment dans les multiples services de renseignement et la police – 20 000 hommes environ au total –, appointés – comme les 20 000 à 30 000 autres fonctionnaires – grâce à l'aide internationale, et qui constituent une clientèle totalement dépendante.

Mais son succès, M. Yasser Arafat le doit d'abord à la faillite de l'opposition. Installées à Damas, les organisations nationalistes ou de la gauche palestinienne – notamment le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) – ont perdu tout contact avec la réalité et toute infloence en Cisjordanie et à Gaza.

En se bornant à dénoncer « le traître Arafat », volontiers comparé au maréchal Pétain, elles ont sous-estimé tous les facteurs qui font de la nouvelle donne, ioangurée le 13 septembre 1993, une réalité politique inscrite sur le terrain. Porté par les États-Unis, soutenu par la communauté internationale et par une majorité des pays arabes, l'accord a été accepté, faute de mieux, par « les Palestiniens de l'intérieur », épuisés par des années d'Intifada et qui ne souhaitent évidemment pas un retour de l'armée israélienne dans les quelques villes qu'elle e évacuées.

« Sous une tente dans votre cour »

QUANT à Hamas, fortement implanté dana les territoires occupés, sa stratégie terroriste s'est révélée impuissante à faire dérailler les négociations. Soumise aux blocus israéliens après chaque attentat, la population palestinienne s'est détournée des islamistes et a approuvé la répression menée contre eux par l'Autorité palestinienne. La communauté internationale a d'ailleurs fermé les yeux – et continue de les fermer – sur les multiples atteintes à la démocratie à Gaza – arrestations arbitraires, tortures, pressions physiques, lois et tribunaux d'exception –, au nom de la lutte contre l'islamisme.

Plus rapidement que l'opposition nationaliste, Hamas prend conscience que l'accord d'Oslo est désormais une réalité qu'il ne sert à rien d'ignorer. Sous l'impulsion de son aile modérée (10), le mouvement islamiste e entamé des négociations avec M. Arafat. Dans un entretien à la radio palestinienne, un de ses dirigeants, le cheikh Jamal Salim, expliquait qu'*« il fallait donner la priorité absolue à la réconciliation interpalestinienne* (11) ». *« Supposons que vous ayez été expulsé de votre maison,* lui demande alors le journaliste, *par quelqu'un de fort alors que vous êtes faible ; vous avez été jeté à la rue avec votre femme et vos enfants. Et puis on vous donne la possibilité de vivre dans votre cour sous une tente. Qu'est-ce qui est mieux ? La rue ou la tente dans votre cour ? »* Il n'existe pas de solution simple, répond le cheikh, mais *« un homme peut accepter certaines concessions à court terme pour ne pas perdre tout profit à long terme ».*

L'enjeu des négociations engagées entre Hamas et l'Autorité palestinienne est double : l'arrêt des opérations militaires menées contre des objectifs israéliens à partir des territoires autonomes ; la participation de l'organisatioo islamiste aux élections du Conseil palestinien du 20 janvier 1996.

Plusieurs rencontres se sont déroulées entre les deux parties à Khartoum d'abord, puis au Caire. Un des porte-parole de l'organisation à Gaza, le Dr Mahmoud El Zahhar, e indiqué à la mi-novembre que les négociations avançaient, que les derniers cadres de son mouvement emprisonnés par l'Autorité palestinienne seraient rapidement libérés et que Hamas formerait bientôt un parti politique ouvert, sur le modèle du Front d'action islamique de Jordanie, qui pourrait participer aux élections du 20 janvier (12). Mais un tel choix, surtout s'il s'accompagne d'un abandon de la violence, risque d'entraîner une scission de Hamas.



STUART FRANKLIN-MAGNUM

PÈLERINAGE SUR LA TOMBE DE BARUCH GOLDSTEIN, ASSASSIN DE 29 MUSULMANS À HÉBRON
Les colonies juives de Cisjordanie, une véritable « bombe à retardement »

Paradoxalement, l'assassinat d'Itzhak Rabin a renforcé en Israël le camp de ceux qui appuient les négociations avec l'OLP. En Palestine, M. Arafat a désormais la haute main sur les décisions et semble en mesure d'amener les islamistes à résipiscence. La véritable question n'est donc pas de savoir si l'accord d'Oslo sera appliqué, mais s'il ouvre la voie à une paix durable ou à une paix piégée. C'est en mai 1996, au plus tard, que s'ouvriront les discussions entre Israéliens et Palestiniens sur les questions en suspens les plus délicates : Jérusalem, les colonies, l'eau, les arrangements de sécurité, les frontières et surtout le sort des réfugiés palestiniens.

L'accord d'Oslo I prévoyait des discussions sur le sort des 200 000 à 300 000 « personnes déplacées » – c'est-à-dire chassées de Cisjordanie et de Gaza en 1967 –, qui vivent pour l'essentiel en Jordanie. Près de deux ans de tractations n'ont pas amené le moindre début de solution à leur situation. Comment résoudre alors le sort des 3 millions de réfugiés de 1947-1948, dont le communauté internationale a reconnu le droit au retour ou à une indemnisation, mais qu'elle s'efforce désormais d'oublier ? Ces « damnés de la terre » représentent un important facteur d'instabilité – notamment en Jordanie –, et leur maintien dans des camps ne peut que contribuer à de futures explosions.

Dans ses *Mémoires*, Itzhak Rabin raconte la conquête des villes palestiniennes de Lydda (Lod) et Ramleh par le toute jeuoe armée israélienne, en juillet 1948 : *« Nous marchions dehors aux côtés de Ben Gourion. Allon répéta la question. « Que devons-nous faire de la population ? » Ben Gourion agita la main en un geste qui signifiait « Chassez-les ». Allon et moi avons tenu conseil. J'étais d'accord avec lui qu'il était essentiel de les chasser. Nous les mîmes à pied sur la route de Bet Horon* (...). *Il n'y avait pas d'autre moyen que d'utiliser la force et les tirs d'avertissement pour contraindre les habitants. »* Ainsi furent expulsés de leurs foyers 70 000 Palestiniens (13). Cinquante ans plus tard, l'oubli suffira-t-il à les chasser une deuxième fois ?

ALAIN GRESH.

(9) Lire Graham Usher, *Palestine in crisis. The Struggle for Peace and Political Independance*, Pluto Press, Londres, 1995, p. 73 et, du même, « Arafat on the top », *Middle East International*, Londres, 31 mars 1995.

(10) Lire Wendy Kristianasen Levitt, « Islamistes palestiniens, la nouvelle génération », *Le Monde diplomatique*, juin 1995.

(11) Entretien à La Voix de la Palestine, Jéricho, 7 octobre 1995, *in SWB*, 9 octobre 1995.

(12) Entretien accordé à l'agence de presse égyptienne MENA, le 15 novembre 1995 (*in SWB*, 16 novembre 1995).

(13) Cité par Alain Gresh, Dominique Vidal, *Palestine 47. Un partage avorté*, Complexe, Bruxelles, 1994, p. 206. Ce passage des Mémoires de Rabin a été censuré dans la version définitive, mais publié par le *New York Times* du 23 octobre 1979.

Israël, maître de la Cisjordanie

Par JAN DE JONG *

SIGNÉ le *28 septembre 1995, à Washington*, avec solennité par Israël et les Palestiniens, le document connu sous le nom d'Oslo II *(lire, ci-contre, les principaux points du texte)* compte plusieurs centaines de pages. Le texte aborde chacun des détails imaginables relatifs au retrait israélien et au transfert d'autorité aux Palestiniens. *Mais, en dépit de cette exhaustivité*, sa signification réelle pourra se mesurer aux réponses qu'il apporte é ces trois questions : quelle sera la frontière définitive entre Israël et les Palestiniens ? Qu'adviendra-t-il des colonies juives ? Y aura-t-il un État palestinien indépendant ? En un mot, Oslo II pourra-t-il devenir l'instrument de la *souveraineté* palestinienne ?

La carte de l'accord *(voir p. 18)* permet d'esquisser les réponses. La Cisjordanie sera divisée en trois zones. *D'abord*, à l'exception de Jérusalem-Est, elle distingue les principales cités palestiniennes : Jénine, Naplouse, Tulkarem, *Kalkilya, Ramallah*, Bethléem et la *majeure* partie d'Hébron. Ces villes (zone A) passeront entièrement sous autorité palestinienne.

La zone B s'apparente à un archipel micronésien et se compose d'une douzaine de régions rurales distinctes, tantôt étendues, tantôt *minuscules, éparpillées à travers tout le territoire*, auxquelles il faut ajouter la quasi-totalité des villages palestiniens. Cette collection de poches isolées, qui – avec les six villes évacuées, *Hébron et Jéricho* – abrite environ 90 % de la population palestinienne de la Cisjordanie sera contrôlée, en partie seulement, par l'Autorité palestinienne. *Ensemble, la zone A et la zone B* couvrent à peine 30 % de la Cisjordanie.

Quant à la zone C – 70 % du territoire et pratiquement vide de Palestiniens –, elle englobe toutes les colonies juives, *civiles et militaires*, et doit être l'objet des prochaines tractations entre Israël et les Palestiniens. Depuis septembre 1993, l'État juif y e intensifié ses travaux *d'infrastructure, espérant ainsi consolider* sa mainmise. Il a notamment poursuivi la construction de routes de contournement qui permettront, sans traverser les principales enclaves palestiniennes, de relier entre elles la plupart des colonies juives. Ainsi la zone C acquiert la cohésion structurelle qui est en train de se déliter dans les territoires épars régis par l'Autorité palestinienne. *Car, entre ces territoires*, la libre circulation des biens et des personnes dépendra exclusivement de l'accord de l'armée israélienne qui patrouillera sur les « routes de sécurité ».

C'est ici qu'apparaît l'un des aspects fondamentaux d'Oslo II. Israël est parvenu à se débarrasser du fardeau de l'administration des Palestiniens sans avoir pour autant à subir un affaiblissement de son contrôle sur la Cisjordanie. L'État hébreu et les Palestiniens sont séparés, et, désormais, 1 500 000 Palestiniens s'autogouverneront sur environ le tiers de la Cisjordanie, et se retrouveront enserrés dans le réseau des colonies dont la population est dix fois moins importante (si l'on exclut les colons de Jérusalem-Est) que celle des Palestiniens, mais qui accapareront deux fois plus de terres.

Les Palestiniens ont perdu une bonne part du poids politique qui découlait du fait qu'ils résidaient é l'intérieur d'un territoire que la communauté internationale reconnaissait être, dans sa totalité, occupé. Après Oslo II, Israël peut discuter du sort de la zone C sans avoir é traiter du sort de la population palestinienne autochtone, é présent reléguée dans la zone autonome.

Bataille pour la terre

LA volonté des Palestiniens de récupérer l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza (qui représentent 22 % de la Palestine de 1947) se heurte *à la détermination israélienne de rester* le seul – ou la principal – pouvoir souverain. Le contrôle de la zone C est au cœur de cet affrontement.

Les coups de feu qui *ont mis fin à la vie d'Itzhak* Rabin rappellent assez le degré d'intransigeance d'une partie des colons juifs, qui se préparent à transformer la *zone C en* un champ de *bataille où va* se jouer l'avenir du Grand Israël. Ils sont déterminés à s'opposer à la fois aux Palestiniens et à ceux des Israéliens qui ont de *l'avenir de ces territoires une vision différente* de la leur.

Dans l'affrontement politique consécutif à l'assassinat du premier ministre israélien, beaucoup ont eu *pour objectif d'imposer une interprétation* particulière des accords d'Oslo, jugés confus non seulement par les colons, mais par de larges fractions de l'opinion *israélienne*, y compris par une partie de l'électorat travailliste. Avec le soutien d'un ancien chef d'état-major, M. Dan Shomron, deux députés travaillistes, MM. Avigdor Kahalani et Emmanuel Zismann, *eux-mêmes anciens* officiers, *avaient* créé une nouvelle plate-forme politique, La troisième voie, pour s'opposer à la restitution du Golan. Puis, ils ont élargi leur programme aux territoires *occupés : ils cherchent à se distinguer* à la fois des jusqu'au-boutistes du Grand Israël et de ce qu'ils appellent *« la capitulation totale de la gauche devant les exigences des Arabes* (1) » – les deux élus ont voté contre les accords d'Oslo II. Ils souhaitent, après bien d'autres (2), définir beaucoup plus clairement les *besoins de sécurité et de développement* de l'État hébreu.

Or cela exige qu'une ligne rouge délimite précisément les frontières qui assureront la réalisation de ces besoins. Les *partisans* de La troisième voie proposent d'annexer à Israël la quasi-totalité des colonies juives et leur population de 126 000 colons (93 % du nombre total). Cela *signifierait* que, à l'exception des 80 000 villageois palestiniens se trouvant dans les zones annexées, tous les autres Palestiniens vivraient dans les territoires autonomes. Mais, contrairement aux plus extrémistes des colons, La troisième voie propose une continuité territoriale de la zone autonome.

Ce plan *(voir carte)* suggère un retrait israélien de la centaine de villages palestiniens isolés dans la zone C et *celui des quelque* vingt colonies *juives* (les plus petites) dont la population totale atteint à peine 7 000 habitants. Ce redéploiement permettrait de *regrouper dans* des ensembles plus *vastes, localisés* autour de Naplouse, Ramallah, Bethléem et Hébron, *les* zones palestiniennes aujourd'hui séparées. *Elles seraient reliées entre elles par un réseau* de corridors étroits, et à la Jordanie par Jéricho. Cette vision déboucherait donc sur la création d'une *entité palestinienne* autonome *comprenant* un peu moins de la moitié de la Cisjordanie et sur l'annexion par Israël de *l'autre* moitié (3).

Cette proposition garantit explicitement le *contrôle des richesses* aquifères de la Cisjordanie. De plus, Israël conserverait le potentiel urbain cumulé des vingt plus grandes colonies de peuplement *juives* comme Ariel, Qedoumim, *Ofarim*, Givat Ze'ev, Maale Adoumim, Betar et Efrat. Ensemble, elles constituent un espace précieux pour la métropole surpeuplée de Tel-Aviv. Mais, plus important *encore*, ce potentiel urbain assurera un lien solide avec les colonies de la vallée du Jourdain, jugées indispensables à la sécurité de la frontière orientale d'Israël.

De leur côté, les Palestiniens sont de plus en plus conscients que la zone C commande des ressources indispensables à leur économie, et nombre d'entre eux, notamment dans les organisations non gouvernementales, *s'inquiètent à l'idée* que les négociations *pourraient* déboucher sur une entité formellement indépendante mais dépourvue des ressources indispensables à son développement. Surtout que la population palestinienne devrait doubler d'ici l'an 2010 et atteindre, en comptant Gaza, 4 000 000 d'habitants.

Ces ressources sont d'abord les *terres* agricoles situées dans la vallée du Jourdain. En utilisant les gisements d'eau actuellement détournés par Israël, la *production agricole* augmenterait *de* manière significative. D'autre part, la partie arabe de Jérusalem, dont le statut final est un des points litigieux laissé à la *négociation* finale, *pourrait*, grâce à sa position de principal nœud géographique, devenir un centre important de commerce, de transport et de *développement* urbain. *Sa restitution* aux Palestiniens permettrait à la fois de rétablir les liens menacés entre le nord et le sud de la Cisjordanie, mais aussi *entre le* port *en eau profonde* de Gaza et le nœud routier de Jéricho vers le monde arabe.

Le mirage de Singapour

TOUT cela donnerait un élan vital à la création d'un secteur agro-industriel, le seul qui pourrait, à cette étape, créer de vraies richesses. Mais la direction de l'OLP, même si elle s'affirme décidée à récupérer tous les territoires occupés – y compris la zone C – *envisage* un autre projet de *développement* qui pourrait la pousser à accepter un compromis territorial. En effet, les médias palestiniens insistent *sur une idée, qui permet* de reléguer au *second plan* les ressources en terre et en eau. S'inspirant de l'exemple de Singapour, ils soulignent que des petites nations dont la population est le *seul* capital, ont pu opérer comme des États souverains. Avec la même population mais *moins* de la moitié du territoire qu'Oslo II attribue à l'Autorité autonome, la ville-État *asiatique* réalise des performances remarquables dans des industries de pointe comme l'électronique et démontrerait ainsi qu'à l'ère des techno*logies modernes l'exiguïté* du *territoire n'est plus* un handicap rédhibitoire.

Outre la fragilité de cette analogie entre la Palestine et les dragons d'Asie du Sud-Est, l'*incapacité* de l'Autorité palestinienne à tirer les conséquences (notamment en matière de plan de développement) de cette vision, souligne la légèreté de cette sorte *d'inspiration, qui risque de transformer* en *mirage* la perspective d'un minimum d'autodétermination palestinienne.

* Géographe, Amsterdam. Consultant pour la société St Yves, Jérusalem.

(1) *The Third Way : A New Hope for Israel's Future*, Tel Aviv, septembre 1995.

(2) Voir les cartes des différents plans dans *Le Monde diplomatique*, février 1995.

(3) *The Third Way*..., *op. cit.*

PLÉTHORE DE RÉFORMES,

Au Brésil, la droite conservatrice se renforce

LE président dn Brésil, M. Fernando Henrique Cardoso, entré en fonctions le 1er janvier 1995, semblait installé sur la même spirale descendante qne ses prédécesseurs, annonçant des réformes puis condamné à l'impuissance. Mais, depuis le mois de mai, son gouvernement a réussi à faire voter une pléthore de réformes économiqnes néolibérales. Le Brésil est ainsi sorti d'une décennie de paralysie gouvernementale ; mais rien on presque n'a été fait pour renforcer la cohésion sociale dans un pays qui reste l'un des plus inégalitaires dn monde.

Par notre envoyée spéciale CATHERINE IFFLY *

Élu sur lo base d'une alliance bybride entre soo parti, social-démocrate (PSDB), et le Parti du front libéral (PFL), qui représente les oligarchies agraires do Nordeste et une partie des professions *libérales* (1), jonissant en théorie d'une majorité confortable au Congrès, M. Fernando Heurique Cardosn s'est heurté au même problème que les présideots antérieurs. L'abseoce de discipline de parti laisse le champ libre aux groupes d'*intérêts* ; l'adoptioo des propositions du goovernement dépend de sa capacité à meoer des transactions, de type clieotéliste, avec les différents politiciens d'influence qui orientent le vote des autres *parlementaires*. L'*équipe du* présideot Cardoso a aussi commis à ses débuts une erreur politique en engageant, eo même temps, différents projets de réforme, dont celui de la sécurité sociale, le dossier le plus délicat, qui ont coalisé les mécontentements.

La rencootre de M. Cardoso avec M. William Clinton, eo avril 1995, à Washington, a marqué un tournant. Elle a renforcé la position intérieure du président brésilieo, alors que les États-Unis restent un modèle pour les médias. Ce succès a coïncidé avec la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie politique. Elle donne désormais la priorité aox amendements économiques, d'orientation libérale, avec l'*appui* de la coalitioo PSDB-PFL et le Parti du mouvement démocratique brésilieo (PMDB, centre-droit), tandis que les autres réformes oot été provisoiremeot mises en veilleuse.

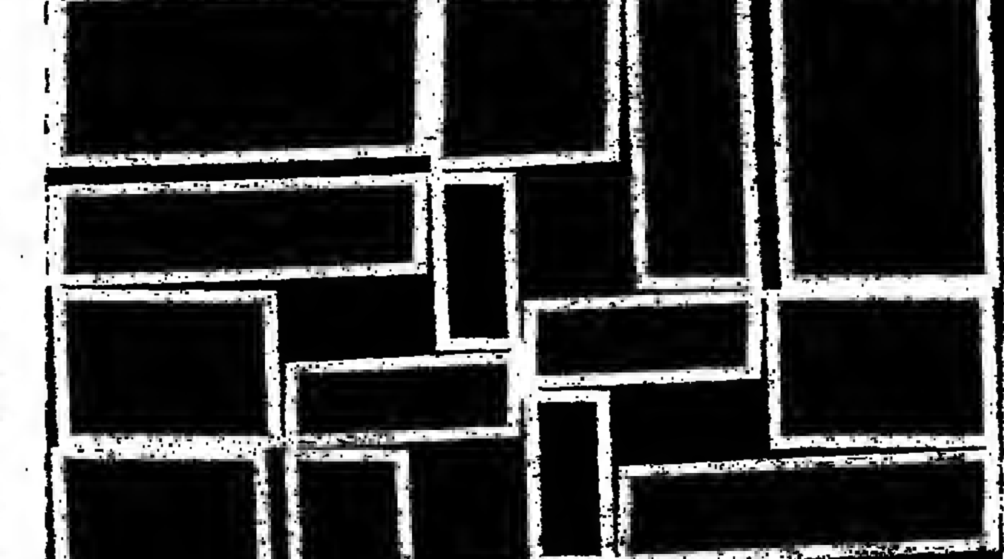
M. Cardoso s'était d'abord refusé à oommer un « coordonnateur politique », *comme* oo l'en pressait ; désormais, le vice-président de la Répoblique, M. Marcn Maciel (PFL), paraît s'impnser dans ce rôle. Soutien de la dictature militaire, ex-dirigeant du gouvernement Collor, M. Maciel est uo renard rompn à toutes les manœuvres politiciennes. Le gouvernemeot a assuré sa base parlementaire par la distribotioo de charges administratives, c'est-à-dire par le retour au « pbysiologisme » (2), tant déooncé naguère par M. Cardoso. Il joue même ovec dextérité de l'arme des oominations, abattant ses cartes progressivemeot et gardant en main, pour l'avenir, des atouts maîtres.

Les parlemeotaires oot voté les smeodements coostitutionnels qui ouvrent au secteur privé, national et étranger, des domaines stratégiques de l'*économie, jusque-là réservés* à l'*État* d'après la Coustitutioo de 1988 (*lire ci-contre* l'*article de Jean Ziegler*). L'adoption de ces modifications de la Constitntion supposait an moins trois cinquièmes des voix à la Chambre et au Sénat.

Les réformes les plus controversées ont été celles du pétrole et des télécommunications. Dans ce dernier secteur, les députés ont élargi la propositioo d'ameodemeot du ministre des télécommunications, et maintenant, avec l'introductioo des autorisations et permissioos, catégories dont le conteou reste à préciser, à peu près tout devient possible. Ce cboix, s'il o'est pas restreint par la législation ordinaire, aura des conséquences fondameotales dans la bataille pour le cootrôle des nooveaux sopports médiatiques.

La défaite de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et plus généralement de la gaucbe ne s'explique pas seulement par un rapport numérique défavorable. La gaoche a plaidé pour le *statu quo*, refusant de participer aux *débats sur les réformes, rejetées* en bloc. Alors que, dans des secteurs comme le téléphone, les problèmes soot patents, cette position est apparue, aux yeux de l'opinion publique, comme une simple défense de privilèges corporatistes. *« La gauche n'o pas joué son rôle de proposition, en présentant des projets de rechange qui auraient pu rallier des députés d'autres* courants. *Il n'y a pas eu de débat »*, nous dit lc sénateur Roberto Freire, du Parti populaire socialiste.

Uo autre aspect du projet politique de M. Cardoso concernait la justice sociale, avec une priorité pour l'éducation, *la santé* et l'agriculture. Les déclaratioos de priocipe o'oot pas été suivies d'effets. Le problème agraire a pris une acuité particulière (*lire, ci-contre,* l'*article de Plinio Arrudo Sompoio*). La mobilisatioo des paysans sans terre, qui occupent des domaines oon cultivés en différentes régions dn pays, les représailles et les massacres qui l'ont suivie, ont fait entrer en force cette questioo, jusqn'ici négligée, dans le débat politique. En nommant, en septembre dernier, son secrétaire particulier à la tête de l'Institut *national* de la *colonisation* et de la réforme agraire, le présideot a voulu marquer sa détermination. Cependant, l'attribution du portefeuille de l'agriculture, comme dans les gooveroements précédents, à un représentant des intérêts de la grande propriété foocière (M. Andrade Vieira, dirigeant de la banqoe Bamerindus) (3), donne à penser que les changements seront mioces.



DR

HÉLIO OITICICA. – « Le blanc croise le rouge - Metaschema » (1958)

À l'actif social du nouveau président, un élément fondamental : la stabilisation des prix. En effet, l'inflation a longtemps été la cause première de l'aggravation des inégalités sociales. Elle permettait une érosion de la part relative des salaires dans le revenu national. Ils avaient atteint, en 1991, un minimum historique, leur valeur étant, en termes réels, divisée *par deux par rapport* à 1982 (4). *Ainsi*, la fin de l'hyperinflation a soulagé la situation des plus démunis. L'augmentation cumulée du coût de la vie entre le 1er janvier et la fin octobre 1995 n'a été que de 18 % (5), contre plus de 40 % par mois au début de 1994.



Vieux routiers de la dictature

UN des principaux bénéficiaires de la nouvelle donne politique est le PFL, qui tient le haut du pavé (6). Né d'une scissioo du PDS, parti de soutieo au régime militaire, le PFL regroupe de vieux routiers de la dictature. Il demeure impopulaire et d'implantatioo régionale (7). Grâce à leur alliance avec M. Cardoso, ses dirigeants, qui ont toujours fait prenve d'une flexibi*lité très opportune, ont acquis des posi*tions-clés dans l'appareil d'Etat, leur permettant de contrôler les ressources pobliques et d'irriguer leurs réseaux clientélistes. Responsables de la politique *désastreuse menée pendant plu*sieurs décennies, ils espèrent redorer leur blason. Ainsi, tandis que le chef du PFL, M. Antonio Carlos Magalhaes, incarne une traditioo autoritaire, à l'*image des coroneis* (8) d'autrefois, son allié, M. Cardoso, représente, pour beaucoup de Brésiliens, les valeurs démocratiques (9). À moyen et long terme, le PFL escompte de larges dividendes électoraux. Les élections municipales de l'automne 1996 permettront de vérifier le bien-fondé de cette stratégie.

L'adoption par les parlementaires des ameodemeots économiqoes témoigne d'une recomposition importante *au sein des forces politiques* (10). Les tenants du libéralisme économique sont devenus le groupe le plus nombreux au Congrès. Impuissant dans l'exercice de ses fonctions élémeotaires *de justice et de police, déficitaire* dans le domaine social, l'État fédéral a joué très tôt un rôle important dans l'économie, au profit d'une minorité (11). Les exonérations d'impôt et les subsides (auxquels met fin l'actuel projet de réforme fiscale), les prix subventionnés des entreprises publiques, ootamment dans le domaine de l'énergie, ont été les instruments privilégiés de la politique économique des militaires. La gabegie des années de dictature et l'endettement qui en est résulté ont amené, an seuil des années 80, le naufrage de l'État, qui n'est plus à même de transférer des ressources vers le secteur privé. D'où un certain nombre de reclassements idéologiques.

Après l'adoption des amendements économiques, le rythme des changements a marqué le pas. Le gouvernement a pn faire avancer son projet très *controversé de réforme administrative*, qui prévoit notamment la fin de la stabilité de l'emploi pour les fonctionnaires, rendant possible le licenciement lorsque la dépense salariale d'un Etat on d'une *municipalité représente* plus de 60 % de son budget (comme cela est sonvent le cas actuellement).

Les débats en vue de l'introduction d'un amendement constitutionnel permettant à un chef d'État sortant de briguer un secood mandat consécutif montrent que la *prochaine élection* présideotielle influence déjà la conduite des affaires publiques. La mesure est combattue notamment par M. José Sarney, ancien président de 1985 à 1988, qui espère revenir au pouvoir.

Les résultats du plan Real dans la lutte contre l'inflation pourront difficilemeot être maintenos sans une réforme fiscale et budgétaire. La redéfinition des dépenses respectives de l'État fédéral et des collectivités locales, afio de rééqnilibrer les comptes de l'Union, est particulièrement épineuse en raison du poids des groupes d'intérêts et de la situatioo plus que précaire des finances des États. Dans ce cadre est essentielle une réponse politique, visant notamment à renforcer les partis et à diminuer leur nombre (une vingtaine au Congrès). Mais ce serait, pour les parlementaires, porter atteinte à leurs prérogatives. Autant dire que cette perspective est repoussée à un horizon assez lointain.

* Département de science politique, université Paris-II.

(1) Voir Luiz-Felipe de Alencastro, « Victoire du plan Real », *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.

(2) Pratique systématique de l'opportunisme.

(3) Celle, au ministère de la justice, de M. Nelson Jobim, avocat connu pour ses plaidoiries contre la démarcation des terres indigènes, n'est pas non plus de bon augure pour les Indiens. Le gouvernement souhaite altérer le décret régulant la démarcation de ces terres afin de donner à diverses entités (fermiers, entreprises d'extraction minière, petits agriculteurs) la possibilité juridique de la contester. Une telle mesure serait lourde de conséquences pour les populations indiennes, soumises à diverses formes de violence du fait de la richesse de leur sous-sol. Par manque d'*espace vital*, certains *Indiens* comme les Kayowaas se suicident collectivement.

(4) D'après l'indice Fiesp des salaires réels dans l'industrie de Sao Paulo.

(5) Selon l'indice IBGE.

(6) Il contrôle la présidence de la Chambre des députés, celle du Sénat (à travers M. José Sarney, qui n'est pas membre du PFL mais qui, ex-*président du PDS, appartient à la même coterie*), la vice-présidence de la République, plusieurs portefeuilles de ministre, les présidences de *commissions chargées d'étudier* les amendements constitutionnels, etc.

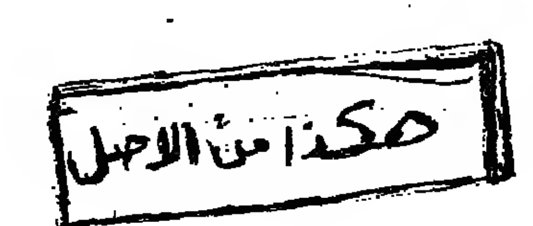
(7) Son candidat a recueilli 1 % des voix à l'élection présidentielle de 1989. Plus de la moitié des députés fédéraux du PFL sont des élus du Nordeste.

(8) Propriétaires terriens qui sont aussi des chefs politiques.

(9) *Le PFL n'a, de fait, en rien modifié ses* anciennes et contestables pratiques politiques.

(10) Cette recomposition n'est pas complète, comme en témoignent les réticences, voire les oppositions, au sein de la coalition gouvernementale.

(11) *Cf.* Elisa Reis, « Interesses agro-exportadorese e construçao do Estado (Brasil de 1890 a 1930) », *in* Fernando Henrique Cardoso *et al.*, *Economia e Movimentos Sociais na America Latina*, Brasiliense, 1985.



QUADRILLAGE DU PAYS ET DES ESPRITS

Le viol permanent du peuple birman

CE fut un espoir de très courte durée. La libération, après six ans d'assignation à résidence sans procès, de Mme Aung San Suu Kyi, allait peut-être permettre une renaissance de la liberté en Birmanie. Le 9 octobre, elle reprenait la direction de la Ligue nationale pour la démocratie. Le 23 octobre 1995, la dictature militaire décrétait illégale cette nomination. Un signe supplémentaire de la volonté des généraux, désormais soutenus par les milieux d'affaires étrangers, de continuer leur viol permanent du peuple birman.

Par RENALDO GASSI*

« Les droits de 45 millions de personnes dans le pays sont plus importants que les droits d'un individu », assurait au début de juillet dernier le général Khin Nyunt, secrétaire général de la junte birmane. Chef des multiples services secrets, il est aussi l'héritier spirituel de son mentor, le général Ne Win. Celui-ci, après s'être emparé du pouvoir le 2 mars 1962, avait mis en place un régime dictatorial qui, suite à une tentative de révolte et à la terrible répression de 1988 (3 000 morts et des milliers d'arrestations), perdure.

Le 11 juillet dernier, Mme Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix 1991, qui venait d'être libérée dix jours avant la fin de sa sixième année de résidence surveillée, lui répondait : *« Nous devons continuer de respecter la volonté du peuple d'une manière qui soit acceptable par tous ceux qui peuvent vraiment œuvrer en faveur de la stabilité et du peuple. »* Comme ses déclarations suivantes, celle-ci n'a pas été relayée auprès de la population. Elle faisait allusion aux résultats des élections du 27 mai 1990, organisées puis ignorées par la junte, 82 % des suffrages s'exprimant en faveur de la Ligue nationale pour la démocratie dont Mme Aung San Suu Kyi était alors secrétaire générale, un désaveu de la politique répressive du State Law and Order Restoration Council, dont l'acronyme – Slorc, – commente un résident, *« commence par le sifflement d'une balle et se termine par son impact... »*.

Pour se maintenir au pouvoir, et trois jours avant le coup de force du 18 septembre 1988, les colonels (ils se sont ensuite autopromus généraux) avaient pris soin de renier le « socialisme » derrière lequel ils s'abritaient auparavant pour maintenir en place la dictature. Pour se transformer en « libéraux », il leur a suffi de saborder le Burma Socialist Program Party. Ils ont ainsi bénéficié, si l'on peut dire, du cuisant échec de la Voie birmane vers le socialisme du général Ne Win, dont ils furent... les principaux acteurs.

La junte, rajeunie, n'a jamais cherché à établir les responsabilités de ce désastre. Pour mieux conforter son pouvoir, elle s'est au contraire efforcée de reproduire, sous des appellations diverses, jusqu'à la caricature, les techniques et structures de contrôle de la population qui avaient fait leurs preuves pendant plus d'un quart de siècle : espionnage, menaces, délation, purges de fonctionnaires, propagande, désinformation, etc.

La disparition du paravent de l'idéologie socialiste et des rouages administratifs mis en place pour garantir le contrôle de la population a privé les généraux des courroies de transmission nécessaires, et l'armée s'est vue contrainte d'apparaître au grand jour. Les massacres d'étudiants de 1988 (venant après ceux de 1965 et de 1974), les arrestations arbitraires, l'établissement d'un système de travail forcé, les rackets à tous les niveaux, la répression politique, les tortures et les disparitions, les déplacements et surtout l'exploitation systématique des populations ont définitivement terni l'image des militaires (1).

Pour tenter de redorer leur blason, les généraux se sont d'abord assuré l'appui de la hiérarchie bouddhique, devant laquelle ils se prosternent ostensiblement à l'occasion de cérémonies religieuses qu'ils organisent souvent eux-mêmes. Les généraux se sont lancés dans un programme de réparation des vieilles pagodes et de construction d'une multitude d'édifices religieux. Cette gigantesque opération de propagande permet aux militaires d'apparaître régulièrement à la télévision comme d'ardents défenseurs de la foi, des bâtisseurs de pagodes, des balayeurs de monastères, des peintres des enceintes sacrées, des collecteurs de fonds pour la religion.

Les fidèles sont systématiquement rackettés pour financer ces opérations. Ces donations forcées peuvent atteindre 1 million de kyats, ce qui, même au taux parallèle, reste une somme conséquente dans un pays où le revenu annuel moyen par habitant ne dépasse pas 1 200 kyats (2). La grande majorité des quelque 400 000 religieux de l'Union (plus de 1 % de la population), qui bénéficient également d'un enseignement gratuit et de soins personnalisés dans les hôpitaux qui leur sont réservés, sont des habitants qui disposent du niveau de vie le plus élevé.

La population a conscience de l'utilisation faite de ses convictions religieuses : *« Nous payons pour être tranquilles »*, entend-on dire. Les *bikkhus* – les moines – les plus engagés en faveur du régime reçoivent des sacs de riz, des postes de télévision, voire des voitures de luxe. Ils bénéficient d'aides pour réaliser leurs propres projets de construction, le plus souvent des édifices de prestige tendant à glorifier l'enseignement religieux qu'ils dispensent. Sans craindre la contradiction, les fidèles qui affirment haïr les militaires se déclarent satisfaits du comportement de leurs moines. Or la culture bouddhique prêche avant tout l'obéissance et la non-violence. Les *bikkhus*, qui incitent les croyants à se livrer à des exercices de méditation quotidiens, se chargent de défendre l'ordre moral des maîtres de Rangoun.

Cellules et comité central

POUR se doter de nouveaux relais, la junte a décidé de faire resurgir, sous un autre nom, l'ancien Parti socialiste : il s'agit de l'Union Solidarity and Development Association (USDA), dont la naissance a été saluée par une série de manifestations organisées dans les stades. L'organisation est calquée sur celle de l'ancien mouvement, avec ses cellules dirigées par des « comités exécutifs de travail », coiffés par un « comité central exécutif ». Les religieux sont d'ailleurs organisés sur le même modèle avec des conseils locaux et régionaux supervisés par le State Maha Sangha Nayaka (Grand conseil d'État des *bikkhus*). L'USDA a fait savoir qu'elle n'était pas une organisation destinée à soutenir l'armée, les généraux ayant toujours précisé qu'ils ne faisaient pas de politique. Mais les patrons de cette organisation « apolitique » sont, outre le général Than Shwé, président du Slorc, tous les commandants de l'armée.

Le programme de l'USDA reprend mot pour mot la thèse des *« trois principales causes nationales »* par lesquelles l'armée justifie sa volonté de conserver la direction du pays : *« non-désintégration de l'Union ; non-désintégration de la solidarité nationale et perpétuation de la souveraineté »*. Et elle fait siennes deux autres causes soutenues par l'armée : *« émergence d'une Union prospère, pacifique et moderne ; promotion et vitalité de la fierté nationale »*. La pensée du général Than Shwé, exprimée devant *« les futurs dirigeants de l'État »*, suffira-t-elle à galvaniser les foules ? Il déclarait : *« L'esprit national est un élément essentiel de l'esprit de l'Union. Et cet esprit est l'esprit birman qui enveloppe tous les nationaux résidant dans la patrie ; l'esprit de l'Union diffère de l'esprit égocentrique étroit et raciste, comme l'est et l'ouest diffèrent : vous devez donc tous éviter en permanence de penser, de dire et de faire ce qui causerait du tort à l'unité nationale. »*

Les adhérents à l'USDA prêtent serment devant le drapeau de l'Union et les généraux responsables du secteur local. Parmi les devoirs à accomplir figure celui de dénoncer *« les personnes sans scrupules qui font du tort et menacent la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale »*. La promotion des jeunes sera assurée par *« l'acquisition d'un sens aigu du patriotisme, la préservation et la protection de la culture nationale, l'assistance et le soutien aux forces de police chargées du maintien de l'ordre et l'émergence d'une nation prospère et moderne »*. Celle des femmes sera garantie par *« une éducation qui leur donnera des capacités à la fois physiques et mentales pour assurer les tâches domestiques, maternelles, le soin des enfants et autres »*.

Les activités de formation proposées aux futurs dirigeants relèvent du boy-scoutisme élémentaire : cours de culture bouddhique pour occuper les vacances, entretien des pagodes, creusement de réservoirs au cours du week-end. Pendant ce temps, les enfants des dignitaires de la junte au pouvoir étudient à l'étranger.

Il existe cependant une nouveauté qui reflète le « libéralisme » du Slorc : l'USDA, qui a hérité des biens immobiliers du BSPP, n'est pas officiellement à la charge de l'État comme l'était l'ancien parti unique. Elle peut se procurer des revenus en créant des entreprises, ouvrir des comptes d'épargne, placer des dépôts, acheter des bons du Trésor.



BRUNO BOUDJELAL

DANS UN CENTRE COMMERCIAL À RANGOUN
Une dictature très ouverte à l'échange international

L'USDA se présente donc à la fois comme un organisme de tutelle et d'encadrement des « jeunes » et une courroie de transmission – qui faisait défaut depuis le sabordage du Parti socialiste – des ordres de la junte. Les tâches humanitaires, sociales et culturelles assignées à cette organisation – les mêmes que celles autrefois confiées aux Jeunesses socialistes –, sans que lui en soient réellement fournis les moyens, visent en réalité à masquer les négligences d'un Slorc uniquement préoccupé d'assurer sa sécurité (3).

La population déteste ces dirigeants qui lui ont confisqué sa victoire aux élections du 27 mai 1990, lorsque la Ligue nationale pour la démocratie a remporté 392 des 485 sièges que devait compter le Parlement. Mais celui-ci n'a jamais été convoqué car *« le problème du transfert du pouvoir s'est posé après les élections »*. C'est pourquoi *« la Tatmadaw* [l'armée] *a éteint les étincelles de la mèche qui conduisait au tonneau de poudre* (4) ». Pour sauver les apparences, la junte a mis en place par décret une Convention nationale dont elle a nommé les 750 membres après en avoir exclu, sous des prétextes divers, les deux tiers des députés élus. Cette Convention, convoquée deux fois par an pour de courtes périodes, est chargée notamment de rédiger le texte d'une nouvelle Constitution, dont les grandes lignes lui sont fournies par le Slorc, et qui doit être soumise à référendum. Elle réserve aux dignitaires actuels les postes de président et de vice-président, ainsi que 25 % des sièges du Parlement.

Sous les baïonnettes

LES généraux sont bien au fait de la popularité de Mme Aung San Suu Kyi. Quand ils organisèrent leurs premières discussions avec elle, les 20 septembre et 28 octobre 1994, *« les masses furent heureuses* [d'apprendre] *ces rencontres car elles anticipaient une solution à la crise. Les dirigeants du No-Wa-To* (nom birman du Slorc) *étaient eux aussi apparemment satisfaits et ravis de la perspective de réduire la tension dans ce secteur »*, écrivait la presse gouvernementale la veille de sa libération. Dans ces conditions, la junte préfère prendre des précautions : *« Après le vote de la Constitution, la Tatmadaw ne va pas se retirer en disant « Notre travail est fini ». Elle veut prendre des responsabilités appropriées* (5). »

Dans cette optique, la création de l'USDA est vitale pour le Slorc. Le jour de la libération de Mme Aung San Suu Kyi, le général Than Shwé se targuait d'avoir *« près de deux millions de candidats à l'adhésion »* : *« La remarquable croissance de l'USDA en si peu de temps prouve l'amour profond du peuple, et surtout des jeunes, pour les intérêts nationaux, la paix et la tranquillité* (6). »

Le conditionnement des citoyens, la présence des baïonnettes et la crainte d'enfreindre les préceptes des moines ont pour résultat une soumission, au moins apparente, de la population. Cette peur et les exactions permettent la mise en coupe réglée du pays par la junte : rackets, ventes de terres, de bois, de ressources minérales, favoritisme pour l'attribution de licences d'exploitation ou d'import-export, destruction des forêts, des fonds marins, des mangroves, etc. Avec le capital ainsi accumulé, les généraux créent des entreprises qu'ils contrôlent et qui, à terme, constitueront un État dans l'État selon le modèle thaïlandais. Ils investissent aussi pour leur propre compte dans les compagnies le plus rapidement rentables. De ce point de vue, l'afflux des sociétés d'hôtellerie et de tourisme est particulièrement bienvenu, puisque leurs activités génèrent des devises encaissées par l'armée et dont la population ne tire aucun profit (7). Les généraux, tout en assurant leur maintien au pouvoir, livrent le pays et ses ressources traditionnelles (bois, minéraux, pierres et métaux précieux) aux intérêts étrangers et favorisent une poussée chinoise sans précédent, qui n'est pas sans dangers (8).

La propagande du régime demeure cependant inefficace, car elle a perdu son contrôle total de l'information. La population écoute les radios étrangères et, quand elle le peut, regarde de plus en plus les programmes de télévision captés grâce aux antennes satellite. Et le brouillage, le 21 août dernier, pour la première fois, de la BBC, qui transmettait un entretien avec Mme Aung San Suu Kyi, diffusé dans son programme birman, a achevé d'ôter au Slorc toute crédibilité sur le plan national.

Cette attitude de la junte, qui poursuit ses attaques dans la presse contre Mme Aung San Suu Kyi, et ce malgré les appels réitérés de l'opposante à la négociation, n'incite guère à l'optimisme. L'attitude des généraux pose problème, car les Birmans se souviennent de la maestria dénuée de scrupules dont ils ont fait preuve pour déstabiliser, briser puis anéantir le mouvement démocratique en 1988 et en 1990.

Les généraux semblent avoir triomphé sur tous les fronts : anéantissement du mouvement démocratique, contrôle étroit des étudiants, mise au pas des moines, installation d'une hiérarchie bouddhique chargée de renforcer l'ordre moral, obtention d'une quinzaine de cessez-le-feu avec les groupes rebelles, prise du quartier général des Karens à Manerplaw, retour du pays dans les cercles diplomatiques de l'Asie du Sud-Est, afflux des investissements étrangers grâce aux multinationales parmi lesquelles les françaises jouent un rôle non négligeable (9). Pourquoi donc avoir libéré Mme Aung San Suu Kyi si négocier n'est pas dans les intentions de la junte ? Des rumeurs persistantes font état d'une possibilité d'attentat téléguidé qui, au prétexte de rechercher les coupables et d'éviter le chaos, fournirait à l'armée l'occasion de se présenter une fois de plus comme le sauveur de la nation. Mme Aung San Suu Kyi, consciente de cette menace, a demandé une protection officielle de son domicile – ce qui permet à la police de relever l'identité des visiteurs – et elle a exhorté ses collaborateurs et partisans à un *« optimisme prudent »*.

En Asie du Sud-Est, l'Union de Birmanie est le seul pays encore déchiré après cinquante-cinq ans de guerres et de luttes intestines. L'armée, qui accapare plus de 60 % du budget de l'État, continue de gonfler ses effectifs (plus de 400 000 hommes, autant que les moines) et de se procurer des armements en Chine pour mieux contrôler la production d'héroïne dans le Triangle d'or. Elle n'a pas intérêt à engager un processus de réconciliation tous azimuts dont l'éventuel succès lui ôterait sa raison d'être.

(1) Au sujet des atteintes aux droits de l'homme, lire notamment les documents publiés en 1990 et en 1992 par Amnesty International ; et Alan Clements, *Dossier noir Birmanie*, Éditions Dagorno, Paris, 1994.

(2) 1 kyat égale 1 franc au cours officiel, mais, durant l'été dernier, le dollar se négociait aux environs de 120 kyats.

(3) En 1983, le gouvernement consacrait en moyenne annuelle par habitant 87 kyats pour l'éducation, 47 kyats pour la santé. En 1992, ces chiffres étaient tombés respectivement à 72 et 31 kyats. *Cf. The New Light of Myanmar*, Rangoun, 25 juillet 1995.

(4) *The New Light of Myanmar*, 8 juillet 1995.

(5) *The New Light of Myanmar*, 15 juillet 1995.

(6) *The New Light of Myanmar*, 11 juillet 1995.

(7) Les groupes de touristes doivent s'inscrire dans des circuits contrôlés par les autorités. Les visiteurs individuels doivent changer leurs devises à l'aéroport et reçoivent des *Foreign Exchange Certificates*.

(8) Lire André et Louis Boucaud, « Pékin-Rangoun, nouvel axe asiatique » et « La dictature birmane sur la voie capitaliste », *Le Monde diplomatique*, respectivement de mai 1993 et de mai 1995.

(9) Les investisseurs français, avec 465 millions de dollars, arrivent en seconde position. Total, GEC-Alsthom, Sofitel sont présents dans les secteurs de pointe (*Time*, 24 juillet 1995). Dans le domaine prometteur du tourisme, le voyagiste Asia Voyages fut la première compagnie étrangère à signer, dès 1988, un contrat avec le Slorc pour construire deux hôtels, à Rangoun et Mandalay (*Working People's Daily*, Rangoun, novembre 1988). Les investissements étrangers dans l'hôtellerie se montent, selon le ministère du tourisme, à 788 millions de dollars.

* Universitaire.

MALGRÉ LA VICTOIRE DU « NON »

L'éclatement annoncé de

Le référendum sur la souveraineté du Québec du 30 octobre 1995 (50,6 % de « non » contre 49,4 % de « oui ») a contraint le reste du Canada à s'interroger plus fortement que jamais sur son identité.

Au fond, la question est simple : y a-t-il durablement place pour une spécificité canadienne dans un ensemble nord-américain parlant anglais, inondé de productions audiovisuelles de Hollywood et, de surcroît, fonctionnant comme un marché unifié au sein de l'Association de libre-échange nord-américain (Alena) ? D'autant que l'éradication des différences est facilitée – au Québec comme dans le reste de la fédération – par des attaques en règle contre les institutions et les politiques contribuant à la solidarité et à la cohésion sociale. La balkanisation ethnique et culturelle, résultant de l'absence de vision commune de l'avenir du Canada, s'accompagne de la montée généralisée de l'exclusion et de la précarisation.

L'échec (provisoire ?) du « oui » n'a pas permis de soumettre à l'épreuve des faits le projet d'une patrie québécoise. Il reste que, pour tenir compte de la nouvelle donne, le Canada va devoir inventer des formules articulant souveraineté et interdépendances.

Par MICHEL CHOSSUDOVSKY *

MALGRÉ la courte victoire du « non » au référendum québécois, ni la stabilité de la Confédération ni l'avenir politique du Canada ne sont garantis. Le « processus constitutionnel » – qui inclut l'issue des négociations futures entre le gouvernement fédéral et celui du Québec – n'est plus le facteur décisif du maintien de l'unité du pays (1). Désormais c'est dans la *« thérapie macroéconomique »* que réside le ferment le plus déstabilisateur de la Confédération canadienne.

Une crise économique profonde a balayé le paysage politique du pays. Inspirées par les mesures votées par le Congrès américain, à majorité républicaine, des dispositions qui vont dans le sens d'une politique rigoureuse d'austérité frappent, depuis février 1995, le cœur même du système canadien, fédéral et provincial. Succédant à une décennie de pouvoir du Parti conservateur, la politique économique du gouvernement libéral de M. Jean Chrétien a accentué les problèmes du fédéralisme canadien.

Dans son discours télévisé de présentation du budget fédéral de février dernier, M. Paul Martin, ministre des finances, a d'ailleurs expliqué : *« Depuis la démobilisation consécutive à la seconde guerre mondiale, cela constitue, de loin, l'ensemble le plus ambitieux de mesures de n'importe quel budget canadien. »* Logiquement, elles ont provoqué la récession la plus grave du pays depuis les années 30.

Les pressions de Wall Street s'étaient, il est vrai, traduites par une suite de relèvements des taux d'intérêt, décidés par les grandes banques commerciales américaines et canadiennes (2). Ces augmentations avaient imposé au gouvernement d'Ottawa une progression spectaculaire du déficit budgétaire et du coût des charges d'intérêt liées à la dette publique. Les créanciers avaient aussitôt exigé la réduction du montant des crédits versés aux provinces et le démantèlement progressif de l'Etat-providence canadien.

Les effectifs de l'administration fédérale figurent, bien sûr, dans la ligne de mire : 45 000 fonctionnaires s'apprêtent ainsi à être licenciés ou contraints à la retraite anticipée (3). Simultanément, les subventions aux producteurs de céréales de l'Ouest seront supprimées ; et les transports, *déréglementés*, ce qui pénalisera les régions les moins développées du pays. Par ailleurs, une part importante des actifs de l'Etat sera liquidée, dont l'ensemble du réseau de chemins de fer appartenant à la compagnie Canadien National – vendu sur les marchés de capitaux internationaux.

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement libéral ont également déchaîné une nouvelle vague de fermetures d'usines et de licenciements. Le géant des télécommunications, les Entreprises Bell Canada, entreprend la mise à pied de 10 000 employés, le quart de ses effectifs totaux (4). L'industrie du bâtiment est paralysée ; une cascade de faillites atteint, certains mois, plus de 7 000 entreprises (5). Dans plusieurs villes canadiennes, le marché de l'immobilier a chuté de près de 40 %. A Ottawa, le taux de chômage a atteint 10,6 %, niveau sans précédent depuis vingt ans. Croulant sous les dettes, la ville de Montréal vient d'annoncer des réductions d'effectifs qui pourraient affecter 20 % des fonctionnaires municipaux...

La pratique généralisée consistant à ne pas remplacer les salariés qui partent à la retraite transfère sur les épaules des jeunes générations le fardeau de la crise et du chômage. Et l'environnement urbain change de visage : mendiants et petits délinquants essaiment désormais les centres-villes. Cet accroissement du nombre des *sans-abri*, des *pauvres* et des exclus explique en partie la fragmentation du melting-pot multiculturel canadien et la généralisation d'une atmosphère de conflit dont se nourrissent racisme et tensions ethniques. Au Québec, le nombre des « assistés sociaux » (800 000) a progressé de 60 % en cinq ans. En dépit du fait que 17,4 % de sa population vit au-dessous du niveau officiel de pauvreté (6), le Canada continue à être présenté comme une « Terre promise » par la communauté internationale. D'après l'indicateur de développement humain des Nations unies, le pays se situerait même au premier rang mondial...

L'endettement brut cumulé du Canada (fédération, provinces, municipalités) atteint désormais 850 milliards de dollars. La part de la dette publique détenue par les étrangers et négociée *sur les marchés internationaux* de capitaux dépasse le total des dettes extérieures mexicaine et brésilienne. C'est donc bien entre les mains des marchés financiers que se joue une bonne part de l'avenir politique du Canada et du Québec. Exigées par Wall Street, les mesures d'austérité prises par le gouvernement libéral ressemblent fort à la thérapie de choc et aux programmes d'ajustement structurel que le Fonds monétaire international impose couramment aux pays endettés du tiers-monde.

Les agences d'évaluation financière Moody's et Standard & Poor's, qui, en appréciant le risque que courent les créanciers, *déterminent* une bonne part du taux d'intérêt imposé aux débiteurs, avaient menacé de renchérir le coût de l'endettement canadien au cas où le pays n'aurait pas réduit son déficit budgétaire fédéral. En février dernier, dans la semaine qui suivit la mise au point du budget, le ministre des finances, M. Paul Martin, se rendit à New York pour y rencontrer les responsables des *grandes banques d'investissement américaines*, créancières d'une partie de la dette fédérale (7). Et d'autres que le gouvernement de la fédération subirent des pressions de cet ordre : un mois avant le *référendum* québécois, l'agence Moody's annonça que, au vu des *« développements constitutionnels »*, un bilan de la *« performance budgétaire »* de chaque province serait requis sans délai.

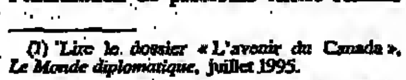
RIOPELLE. – « Plectrophane des neiges » (1983)

Quand Ottawa se défausse sur les provinces

LES réformes macroéconomiques ont fondamentalement transformé la relation entre la fédération et les provinces. La réduction des transferts fédéraux destinés au financement des programmes sociaux a en effet permis à Ottawa de se défausser d'une partie de son endettement. Le procédé (*« transfert social canadien »*), qui a creusé les différences régionales, permet au gouvernement fédéral de définir des *« normes nationales »* et d'abandonner ensuite à des provinces, aussi « autonomes » qu'elles sont dépourvues de fonds, le soin de les mettre en œuvre. Libres en somme de « restructurer » à leur guise éducation, santé et sécurité sociale *(lire l'article page 29)*. Si ce modèle n'est pas encore identique à la déréglementation totale en vigueur aux États-Unis, il suppose néanmoins l'échancrage du filet de sécurité fédéral et la recherche, par les provinces, d'expédients financiers, en général à la charge des usagers.

Soumis eux aussi à la pression de leurs créditeurs, les gouvernements provinciaux cherchent à gagner en souveraineté au détriment de l'État fédéral. La crise économique a ainsi favorisé le développement d'un nouvel environnement politique, dans lequel les tendances sécessionnistes ne sont nullement circonscrites au Québec. L'*opposition parlementaire* au Parti libéral au pouvoir est d'ailleurs composée de deux partis régionalistes, le Bloc québécois et le Parti réformiste. Ce dernier, essentiellement implanté à l'ouest du pays, a *réclamé* la *redéfinition* de l'Etat fédéral et accepté tacitement le droit du Québec à l'autodétermination.

Dans la province de l'Alberta, les restructurations sociales ont pris une tournure exemplaire, et nombreux sont ceux qui voient là un modèle à imiter ailleurs, y compris au Québec. Depuis 1993, sous l'impulsion du gouvernement conservateur de M. Ralph Klein, l'ensemble du système de santé a été remis à plat, les *« hôpitaux excédentaires »* vendus à des établissements privés américains, et le personnel hospitalier, contraint d'accepter des *« réductions volontaires de salaire »*. Plusieurs milliers de *« travailleurs médicaux en surnombre »* ont été réaffectés ou licenciés (8).



En novembre dernier, dans l'Ontario, une restructuration brutale des programmes sociaux, conforme à un programme néolibéral, a été mise en œuvre par le nouveau gouvernement conservateur de M. Mike Harris. Les mesures prises – qui ont provoqué mouvements sociaux et manifestations de rue à Toronto – incluent la fermeture de 20 % des hôpitaux de la province, celle de certains départements universitaires et l'annulation de plusieurs textes relatifs

(1) Lire le dossier « L'avenir du Canada », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(2) Ni la Réserve fédérale ni la Banque du Canada ne sont intervenues, arguant que des taux d'intérêt élevés étaient un bon moyen de *« combattre les pressions inflationnistes »*.

(3) 45 000 sur un total de 220 000 employés fédéraux (en excluant ceux qui travaillent pour le ministère de la défense).

(4) Cependant, *via* sa filiale Northern Telecom, BCE s'apprête à la fois à créer des milliers d'emplois dans ses usines du Sud-Est asiatique et à développer ses opérations aux États-Unis.

(5) Chiffres du ministère canadien de l'industrie.

(6) *Cf.* Stéphane Baillargeon, « Les abonnés de l'inégalité », *Le Devoir*, Montréal, 1er mai 1995.

(7) Lire « Martin promet à des financiers influents un Canada différent », *La Presse*, 4 mars 1995.

(8) Sidney Sharpe, « Medicare on the Critical List », *The Financial Post Magazine*, Toronto, mai 1995.

* Professeur d'économie à l'université d'Ottawa.




□ **POLITICA EXTERIOR.** Une réflexion sur « la crise de la démocratie » par Ignacio Sotelo ; et plusieurs articles à lire : « Bosnie, l'échec de l'Europe », par Tadeusz Mazowiecki ; « Sur l'intervention humanitaire », par Mariano Aguirre ; et « Capital social et économie mondiale », par Francis Fukuyama. **(Vol. IX, N° 47, octobre-novembre, 1300 pesetas. – Padilla, 6, 28006 Madrid.)**

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Sous le titre « Cinquante ans, rebondir », la revue belge fait le point sur les grands thèmes qu'elle a traités depuis un demi-siècle : économie dirigée, citoyenneté et politique, Afrique, solidarité planétaire, partage du travail, sécurité sociale, enseignement, figures du christianisme... **(N° 10, octobre, mensuel, 340 francs belges, abonnement un an : 3 250 francs belges. – Boulevard Général-Jacques, 126, 1060 Bruxelles, Belgique.)**

□ **UTOPIE CRITIQUE.** Les origines de la crise financière ; un entretien avec le réalisateur anglais Ken Loach ; quelques-unes des lettres adressées au sous-commandant Marcos. **(N° 7, trimestriel, 60 F. – Editions Syllepse, 42, rue d'Avron, 75020 Paris.)**

□ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** A partir de réponses très diverses, cette dernière livraison s'efforce de répondre à la question : *« La science économique est-elle en crise ? »*. **(N° 2444-2445, 1er novembre, hebdomadaire, 35 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE.** Un dossier sur les échanges non monétaires, et une note d'André Gorz sur la réduction du temps de travail. **(N° 36, novembre-décembre, bimestriel, abonnement annuel : 400 F. – 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)**

□ **DISSENT.** Un dossier spécial consacré à l'« affirmative action » aux États-Unis ; le socialisme d'Oscar Wilde ; Todd Gitlin analyse la frénésie médiatique américaine autour du « politiquement correct ». **(Automne, trimestriel, 7,50 dollars. – 521 Fifth Avenue, New York, NY 10017. États-Unis.)**

□ **VOCABLE.** Un dossier est consacré à la ville de Seattle, aux États-Unis : les minorités ethniques y représentent un quart de la population, la paix sociale est totale, les perspectives économiques, culturelles et artistiques brillantes. **(N° 259, 9 novembre, bimensuel, 15 F. – 4, rue de Cérisoles, 75008 Paris.)**

□ **NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** « Le linge sale de l'Italie » : sous ce titre Denis Mack Smith décrit l'évolution de la politique intérieure de ce pays depuis 1945, ainsi que les raisons de l'échec du système démocratique qui perdure. **(Vol. XLII, n° 19, 30 novembre 1995, bimensuel, 3,25 dollars. – 250 West 57 Street, New York, NY 10107.)**

□ **NEW LEFT REVIEW.** Dans un important article sur « la théorie et la pratique néo-libérales en Europe de l'Est », la revue dresse un premier bilan, économique et social, de la « thérapie de choc » et de l'intervention occidentale. **(N° 213, septembre-octobre 1995, bimestriel, abonnement individuel un an : 26 livres britanniques. – 120-126 Lavender Avenue, Mitcham, Surrey CR4 3HP, Grande-Bretagne.)**

□ **AMNESTY INTERNATIONAL.** Avec un dossier sur l'« explosion des Balkans », qui attire notamment l'attention sur le sort des quelque 20 000 disparus de Bosnie et de Croatie. **(N° 318, novembre, mensuel, abonnement un an : 600 francs belges. – Rue Beckmans, 9, 1060 Bruxelles, Belgique.)**

□ **WAR REPORT.** L'essentiel du bulletin est consacré à l'analyse critique de la « paix américaine » et de ses conséquences dans toute l'ex-Yougoslavie. **(N° 37, octobre 1995, mensuel, abonnement annuel : 20 livres. – Institute for War and Peace Reporting, Lancaster House, 33 Islington High Street, London N1 9LH, Grande-Bretagne.)**

□ **LA NOUVELLE ALTERNATIVE.** « De la démocratie populaire à la démocratie libérale », avec deux contributions transversales et huit sur plusieurs pays (Tchéquie, Biélorussie, Estonie, Pologne, Roumanie et Slovénie). **(N° 39, septembre 1995, trimestriel, 70 F., abonnement annuel individuel : 210 F. – 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.)**

□ **MONDE DU TRAVAIL LIBRE.** Le journal mensuel de la Confédération internationale des syndicats libres consacre un dossier aux difficultés rencontrées par le syndicalisme en Europe centrale et orientale. **(N° 11, novembre, mensuel. – 155, boulevard Émile Jacqmain, 1210 Bruxelles, Belgique.)**

□ **CENTRAL ASIAN SURVEY.** Un riche ensemble sur la Tchétchénie ; le pouvoir au Turkménistan. **(Vol. 14, n° 4, trimestriel, abonnement un an : 40 livres. – Carfax, PO Box 25, Abingdon, Oxfordshire OX 14 1UE, Royaume-Uni.)**

□ **ALLIAGE.** Une magnifique livraison double sur la science et la culture autour de la *Méditerranée* avec, notamment, des contributions d'Edgard Pisani, Pierre Laffitte et George Charpak. **(N° 225, automne-hiver, trimestriel, 145 F. – ANAIS, 78, route de Saint-Pierre-de-Féric, 06000 Nice.)**

□ **CARREFOURS MÉDITERRANÉENS.** « Palestine : un avenir à construire ». **(N° 1, octobre, trimestriel, prix non indiqué. – Cap Méditerranée, Université Paris-VII, Case 7001, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.)**

□ **THE LEBANON REPORT.** Les élections au *Liban* : la signification réelle de la croissance. **(N° 3, hiver 1995, trimestriel, abonnement un an : 60 dollars. – Tayyar Center, PO Box 55215, Sin al-Fil, Beyrouth, Liban.)**

□ **ALTERNATIVES ALGÉRIENNES.** *Cette nouvelle publication propose un texte de* Pierre Bourdieu (« La parole du cheminot »), des articles sur la société algérienne (« Voyage en Kabylie ») et un document : « Les consignes secrètes aux médias ». **(N° 1, 21 novembre, hebdomadaire, 10 F. – 1, rue de Stockholm, 75008 Paris.)**

□ **VOLCANS.** Un ensemble d'articles sur le Mexique et plus particulièrement sur la situation au Chiapas. A lire aussi : « Nicaragua, confusion préélectorale ». **(N° 18, septembre-octobre, bimestriel, 25 F. – 21 *ter*, rue Voltaire, 75011 Paris.)**

□ **FAIM ET DÉVELOPPEMENT.** Un dossier sur « Le Pérou à l'heure Fujimori ». **(N° 117, novembre, mensuel, 12 F. – 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)**

□ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Les débats sur la corruption à Pékin ; *économie* et politique à Hongkong ; la presse quotidienne à Taiwan. **(N° 31, septembre-octobre, 70 F. – 18F, Oriental Crystal Bldg., 46 Lyndhurst Terrace, Hongkong.)**

□ **CROISSANCE.** Une passionnante contre-enquête sur la mort d'Iqbal, cet enfant-esclave du Pakistan, assassiné en avril 1995. Et un dossier : « Les nouveaux chemins de la contrebande ». **(N° 387, novembre, mensuel, 32 F. – 163, bd Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)**

□ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Un dossier sur les échanges paysans Nord-Sud pour un développement solidaire. **(N° 91, mensuel, novembre, 18 F. – 17, place de l'Argonne, 75019 Paris.)**

□ **CHIMÈRES.** « Les indésirables », annonce en couverture la revue fondée par Gilles Deleuze et Félix Guattari, qui consacre un dossier au sort des réfugiés roms en Europe occidentale. **(N° 26, automne 1995, trimestriel, 100 F. – 21 *ter*, rue Voltaire, 75011 Paris.)**

□ **PLEIN DROIT.** *Un numéro spécial de la* revue du Groupe d'intervention et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) : cinquante ans de législation sur les étrangers. **(N° 29-30, novembre, 98 F. – 30, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.)**

□ **DÉFIS SUD.** Les femmes après la conférence de Pékin. **(N° 19, août, trimestriel, 125 FB. – 4, rue aux Laines, 1000 Bruxelles.)**

□ **PALESTINE-ISRAEL JOURNAL.** Cette excellente revue, dirigée par Ziad Abu Ziad et Victor Cygielman, consacrée aux divers aspects du conflit israélo-palestinien, se penche, avec cette livraison, sur la place des femmes dans les deux sociétés. **(Vol. II, n° 3, trimestriel, 12 dollars. – 4 El Hariri St., East Jerusalem, PO Box, 19839 Jérusalem.)**

□ **LA LETTRE DE L'ASSOCIATION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU TRAVAIL.** Le harcèlement sexuel : pourquoi se constituer partie civile ? Comment contrer les stéréotypes ? **(N° 7, été 1995, trimestriel, 30 F. – 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.)**

□ **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES.** Un ensemble sur psychologie et essentialisme, sur le retour en force des stéréotypes sexuels. **(Vol. 16, n° 3, août, trimestriel. – C/O Delphy, Iresco, 59-61, rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17.)**

□ **NOV'ART.** Un dossier sur « la fiction interactive », des articles sur la réalité virtuelle, et un entretien avec Jean Clément sur « hypertexte et fiction ». **(N° 18, octobre-décembre, trimestriel, 35 F. – Château de l'Eglantine, 78350 Jouy-en-Josas.)**

□ **24 IMAGES.** A lire : la seconde partie de l'étude de Julien Fonfrède sur « Le cinéma de HongKong ». **(N° 80, décembre-janvier, bimestriel, 4,95 dollars canadiens. – 3962, rue Laval, Montréal, Québec, H2W 2J2.)**

□ **MOUVEMENT.** Cette nouvelle version d'un journal sur la danse et les corps, avec des variations américaines, et, notamment l'« american way of dance ». **(N° 1, octobre, trimestriel, 20 F. – 50, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris.)**

MAINTIEN DES INÉGALITÉS

L'amère médecine du docteur Cardoso

Par notre envoyé spécial JEAN ZIEGLER *

JAMAIS l'élection d'un président du Brésil n'avait soulevé un espoir de justice sociale plus grand que celle, en octobre 1994, de M. Fernando Henrique Cardoso. Rarement les attentes auront été aussi vite déçues. À l'image de cette foule de femmes aux visages émaciés par la faim, de *vaqueiros* coiffés de chapeaux de cuir, d'enfants aux corps squelettiques qui se pressent sur la place centrale de Quebrangulo, petite cité rurale à la frontière entre les États d'Alagoas et de Pernambuco, pour suivre sur un écran géant la retransmission, depuis Brasilia, de la cérémonie de signature du décret présidentiel portant à 100 réals (environ 575 F) le salaire mensuel minimum garanti...

Quelques murmures tristes s'élèvent dans la nuit rose du Sertao. Connaissant l'emprise qu'exercent les grands propriétaires terriens sur le président Cardoso, les gens savent qu'ils ne bénéficieront en rien de ce décret. Pour des millions de travailleurs ruraux des États du Nord-Est qui, depuis des siècles, vivent comme des serfs sous la férule des barons du sucre et des *fazendeiros*, le salaire minimum « garanti » est un songe inaccessible. Il le restera sous le président Cardoso.

Au sommet des Nations unies, à Copenhague, en mars 1995, la délégation brésilienne a officiellement estimé à 40 millions le nombre de Brésiliens vivant « *dans la pauvreté absolue* ». Mais la commission sociale de l'Église l'établit à 75 millions...

Le Brésil, dont les terres couvrent la moitié du continent sud-américain, dispose de fabuleuses richesses, d'un marché intérieur potentiel de 160 millions de personnes, de cadres et de travailleurs remarquablement doués, et d'un héritage culturel – africain, européen, indigène – d'une extraordinaire vitalité. C'est aussi l'un des pays les plus inégalitaires du monde, où les classes dirigeantes tirent leur pouvoir de la surexploitation des couches populaires.

La misère explose dans les grandes villes, où 60 % des habitants ont moins de vingt ans et où le chômage, la drogue, la faim et le désespoir ravagent les familles. À Rio de Janeiro, l'armée fédérale occupe les principales *favelas* (bidonvilles). Et depuis des années la guerre des bandes, les explosions incontrôlées de violence secouent cette mégapole de 7 millions d'habitants sans que les autorités aient la moindre solution à proposer.

La hantise des banques étrangères et des classes dominantes locales est que la masse des pauvres parvienne à s'organiser politiquement. Et cela, au moins partiellement, paraissait possible, au début des années 90, autour du Parti des travailleurs (PT) et de la puissante Centrale unique des travailleurs (CUT). Or, au milieu de l'année 1994, les créanciers étrangers et leurs alliés brésiliens étaient arrivés au constat suivant : aucun des vieux crocodiles de la droite ne pouvait espérer gagner l'élection présidentielle d'octobre 1994. La victoire écrasante du candidat du PT semblait inexorable. C'est ainsi que M. Fernando Henrique Cardoso, chef d'une petite formation sociale-démocrate, le PSDB (10 sénateurs, 63 députés fédéraux), et ministre des finances en exercice, devint le recours providentiel contre la gauche radicale.

Les oligarchies financières nationales et internationales aidèrent à la mise sur pied d'un plan Réal, dont la paternité fut concédée à M. Cardoso, qui réussit à maîtriser l'inflation. M. Cardoso mit sur pied une alliance entre son parti, le PSDB, et le PFL (Parti du front de la liberté, droite) ainsi qu'avec une kyrielle d'autres partis conservateurs. Et fut élu dès le premier tour. Connaissant la faiblesse intellectuelle des principaux dirigeants de la droite, M. Cardoso était sans doute persuadé qu'il pourrait s'imposer à eux, une fois installé aux commandes de l'État.

Or le Brésil n'a pas de régime présidentiel. Il ne vit pas sous le régime parlementaire non plus. Un montage juridique complexe distribue les pouvoirs entre les deux instances. Otage donc de la droite la plus corrompue, le président n'a pas la tâche facile : il dispose de « mesures urgentes », qui lui permettent de prendre des décisions importantes sans les soumettre au Congrès, mais en même temps le système permet de fréquentes modifications des réformes élaborées par la présidence. Et surtout : ses alliés conservateurs disposent pratiquement d'un droit de veto sur les principales nominations dans l'appareil d'État. En matière de réforme agraire et de politique sociale, par exemple, l'immobilisme est ainsi garanti.

Les choix industriels effectués par M. Cardoso – sous la pression de Washington et des créanciers étrangers – l'ont définitivement coupé de la gauche. Sacré « *champion du libéralisme* » par le président des États-Unis, M. William Clinton, lors de sa visite à la Maison Blanche en avril 1995, M. Cardoso a, dès son retour, proposé une série de lois visant à ouvrir au capital privé les sociétés du secteur public, et notamment les entreprises pétrolières, de télécommunications, de mines et d'électricité.

Ces réformes, conduites tambour battant et sans ménagement pour les partenaires sociaux, ont été ressenties comme un bradage des richesses nationales par les syndicats et par une fraction de l'opinion publique. Exemple : la Petrobras. Société moderne et performante, Petrobras jouissait du monopole de la recherche, de l'extraction, du raffinement et du transport du pétrole. La loi votée par la Chambre le 7 juin 1995 a ouvert le secteur pétrolier (et ses dérivés) au capital privé. M. Cardoso est parvenu à briser la grève la plus dure depuis la fin de la dictature en 1985 : pour refuser le démantèlement du monopole, 47 000 travailleurs avaient paralysé les raffineries, les stations d'essence et les distributeurs de gaz domestique pendant trente et un jours...

Le philosophe José Arthur Gianotti, ami intime de M. Cardoso, résume ainsi l'actuelle situation politique : « *Il faudrait que le président puisse briser le corporatisme syndical sans liquider les syndicats eux-mêmes* (1). » La vision cynique de José Gianotti, inspirée par les grands modèles du « nouvel ordre libéral », paraît un peu courte. Car la question reste posée : comment éviter la cassure sociale du Brésil, et intégrer politiquement les 75 millions d'exclus ?

(1) *Isto E*, Sao Paulo, 7 juin 1995.

* Sociologue, université de Genève : auteur, entre autres, de *Il s'agit de ne pas se rendre* (avec Régis Debray), Arléa, Paris, 1994.

Aux normes de la mondialisation

« LE Brésil n'est pas un pays sous-développé, disait M. Fernando Henrique Cardoso durant sa campagne électorale de 1994. C'est un pays injuste. » Pour le rendre juste, son gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'éliminer les obstacles au bon fonctionnement du marché, et de s'attaquer aux injustices criantes par de simples mesures superficielles. Un mot magique résume son objectif : modernisation.

Selon M. Cardoso, la modernisation du pays dépend de l'arrivée massive de capitaux étrangers. Au cours de cette année de gouvernement, le président a fait quinze voyages à l'extérieur dans le but de répéter un même message : le Brésil est un « *port sûr* », « *le gouvernement est fermement décidé à adopter les recettes du FMI et de la Banque mondiale pour ajuster son économie aux normes de la mondialisation.* » Ces paroles ont été suivies de faits : le gouvernement a obtenu du Congrès les réformes constitutionnelles qui suppriment les différences de traitement entre entreprises nationales et étrangères ; il a brisé les monopoles d'État dans les domaines du pétrole, des télécommunications, des mines et de la navigation de cabotage. Il a modifié, dans un sens restrictif, le système de sécurité sociale et le statut des fonctionnaires. Tout cela dans le respect le plus total des normes de la « ré-ingénierie » de l'État.

Toutefois, aucune de ces réformes n'a encore trouvé d'application pratique, en raison d'une inconnue au sein du gouvernement : quel parti (parmi ceux de la coalition au pouvoir) contrôlera les retombées économiques de la privatisation de Vale do Rio Doce, une méga-entreprise d'État propriétaire des immenses ressources minérales du Brésil ? Quelles entreprises seront associées aux géants Petrobras, Telebras et Electrobras ? Tout cela dépend d'arbitrages fort délicats, non seulement entre le parti du président, le PSDB, et son puissant allié de droite, le PFL, mais également entre ces deux formations et les capitaux étrangers. Ceux-ci, pour l'instant,

Par PLINIO ARRUDA SAMPAIO
ancien député à l'Assemblée constituante 1986-1990, membre de la direction du Parti des travailleurs – PT.

ne se sont manifestés que pour profiter des taux d'intérêt les plus élevés du monde sans pour autant perdre leur mobilité, qui leur permet de fuir au moindre signe d'incertitude.

À cet égard, le gouvernement affiche une adhésion absolue à la théologie néolibérale et au sacro-saint principe de la stabilité monétaire. La monnaie nationale, le réal, s'est en effet maintenue stable, et M. Cardoso n'a reculé devant rien pour atteindre cet objectif : la dette interne a augmenté de 60 %, le chômage a continué de croître, et les dépenses sociales ont été sévèrement amputées.

PENDANT qu'il attend la modernisation, avec la même anxiété que la fiancée attend l'époux dans *le Cantique des cantiques*, le gouvernement doit gérer la réalité ancienne faite de misère, de faim, d'analphabétisme, de conflits agraires, de violence urbaine, de millions d'enfants abandonnés, etc. À l'égard de ces très graves problèmes, son attitude est identique à celle des gouvernements précédents.

Par exemple, le programme de réforme agraire vise à donner des terres à 280 000 familles en quatre ans. C'est très insuffisant, alors que la pauvreté rurale touche, selon le texte même du programme, 5 700 000 personnes... Comment ne pas comprendre la colère dans les campagnes ? En août dernier, un détachement militaire, agissant contre la lettre de la Constitution, a attaqué un groupe de paysans occupant des terres à Corumbiara, dans l'État de Rondonia. Deux soldats et dix paysans ont trouvé la mort. On a su par la suite que plusieurs de ces paysans s'étaient d'abord rendus avant d'être ensuite abattus d'un tir dans la nuque. Aucun des responsables de ce crime odieux n'a été traduit devant les tribunaux. Une situation extrêmement dangereuse car il y a eu, ces derniers mois, quelque 198 conflits agraires, et environ 20 000 familles continuent d'occuper des terres litigieuses. Le gouvernement se tait, et vient à peine de proposer au Congrès des projets de loi visant à rendre plus impartiale l'intervention des forces fédérales dans les conflits agraires.

DANS les grandes villes, deux injustices criantes : les *favelas*, territoires gouvernés par les narco-trafiquants ; et les enfants qui vivent littéralement dans les rues. Au cours des derniers mois, six adolescents, en moyenne, ont été assassinés chaque jour ! Malgré cela, aucune action d'envergure n'a été lancée par le gouvernement de M. Cardoso, sous le prétexte qu'« *il n'y a pas d'argent* », ou que « *la stabilité monétaire exige l'austérité* ».

Mais ces principes ne s'appliquent pas partout ; par exemple, 30 milliards de dollars ont été dépensés, ces deux dernières années, pour payer les seuls intérêts de la dette publique interne. Le gouvernement ne fait preuve de fermeté et d'intransigeance que dans des domaines où il peut démontrer à la communauté financière internationale qu'il défend le dogme néolibéral. C'est pourquoi il a réprimé implacablement la grève du secteur pétrolier (*lire ci-dessus l'article de Jean Ziegler*) ; il s'agissait d'envoyer à la finance internationale le message suivant : « *N'ayez pas peur, le port continue d'être sûr.* » Quelques mois plus tard, le gouvernement décidait de subventionner une ligne de crédit afin d'encourager les banques à en acquérir d'autres, en leur permettant, de surcroît, de déduire de leurs impôts les pertes des banques rachetées... Cela représente, pour l'État, une dépense supplémentaire de quelque 10 milliards de dollars...

Dans son livre *Brésil : une construction interrompue*, l'économiste et sociologue Celso Furtado a très clairement décrit le dilemme auquel est confronté le pays (1). La volonté de s'inscrire dans la mondialisation économique a stoppé le développement. Ou bien le Brésil renforce sa cohésion sociale et nationale en incorporant tous ses exclus et s'affirme comme une société souveraine, ou bien il abandonne son identité culturelle et se dilue dans le grand marché global.

Placées devant cette bifurcation, les élites traditionnelles, acquises soudain à la « modernisation », font tout pour engager le pays sur la seconde voie. Ce n'est pas simple, car cela exige, à la barre de l'État, un pilote capable de naviguer habilement entre l'ancien et le moderne. Tout au long de 1995, M. Cardoso s'est efforcé de le faire pour satisfaire les partisans de l'idéologie néolibérale.

(1) Celso Furtado, *Brasil : a construçao interrompida*, Paz e Terra, Sao Paulo, 1995.

LES LIVRES

ÉNIGME AU GROENLAND

Qui a tué l'enfant inuit ?

SMILLA ET L'AMOUR DE LA NEIGE, de Peter Hoeg (traduit du danois par Alain Gnaedig et Martine Selvadjian), Le Seuil, Paris, 1995, 466 pages, 139 F.

« UN *des buts de ce livre est de s'interroger sur l'avenir des Esquimaux polaires de Thulé.* » Ainsi commence l'un des plus célèbres récits d'ethnographie, *Les Derniers Rois de Thulé*, de Jean Malaurie (1). A sa manière, le roman de Peter Hoeg, *Smilla et l'amour de la neige* reprend et prolonge cette légitime interrogation (2). Car Smilla, l'héroïne, est précisément née à Thulé, ou plutôt à Qaanaak comme elle dit, au nord-ouest du Groenland, la ville la plus septentrionale du monde, cité mythique qui vit passer les plus grands explorateurs, de John Ross à Knud Rasmussen, rêvant de conquérir le pôle Nord (3).

Qui est Smilla ? C'est la narratrice ; elle est la fille d'un médecin danois, amateur de golf, et d'une authentique Inuit, chasseuse de phoques qui « *tirait à la carabine, naviguait en kayak et rapportait le gibier à la maison comme un homme* ». Elevée au Groenland, après la séparation de ses parents, Smilla a gardé, de son père, le goût des sciences et la passion des mathématiques, et, de sa mère, le sens de l'orientation et l'instinct de la chasse. Elle devient glaciologue, une experte de réputation mondiale.

Un jour, à la veille de Noël, elle est témoin, à Copenhague, de la chute d'un enfant inuit du toit d'un immeuble. Apparemment, il a glissé sur les tuiles enneigées. La police classe l'affaire. Mais pas Smilla qui, ayant analysé les traces sur la neige, conclut à un assassinat. Et démarre alors une enquête absolument palpitante, à la manière de Sherlock Holmes et de la meilleure littérature à énigme, qui conduira Smilla à s'intéresser à l'expoitation de la cryolithe et, à bord d'un étrange navire, à retourner vers la côte est du Groenland où, à la fin d'une dangereuse expédition, se dénouera le mystère.

Mais *Smilla et l'amour de la neige* n'est pas qu'un remarquable roman policier. C'est surtout, avec une intelligence très fine, un regard autre – celui d'une autochtone de l'Arctique – posé sur nos mœurs, nos modes de vie, notre monde occidental. C'est, à l'égard du Danemark, le jugement d'une colonisée (le Groenland, bien qu'autonome, demeure une possession danoise). Smilla revendique sa culture inuit et milite pour le succès de la Conférence circumpolaire, qui vise à unifier tous les peuples autochtones du pourtour arctique.

Ecologiste radicale, Smilla dénonce, tout au long du récit, *« l'appel du libéralisme à l'avidité sous toutes ses formes »*, l'agression constante contre le Grand Nord par les compagnies minières et pétrolières, ou par les grandes puissances sous des prétextes sécuritaires (c'est près de Thulé que les Etats-Unis installèrent, dans les années 50, une base nucléaire de l'OTAN...).

PROUESSE littéraire, *Smilla et l'amour de la neige* est aussi un passionnant roman scientifique, avec une brillante incursion finale dans le domaine de la science-fiction. On y parle, tout naturellement, d'Ilya Prigogine et de ses travaux sur les structures dissipatives, de Luis Alvarez et de sa thèse sur la disparition des dinosaures, de Lovelock et de sa théorie sur Gaïa ; on y décrit l'évolution des glaciers, les effets des météorites polaires, la formule mathématique de la formation des stalactites, etc.

Ce n'est pas anecdotique, au cœur du récit de Peter Hoeg (né en 1957) il y a une méfiance à l'égard d'une certaine science occidentale dont les caractéristiques seraient : *« Calcul, haine, espoir, peur, tentative de tout instrumentaliser. Et, par-dessus tout, plus fort que tout sentiment envers l'humanité : la soif de l'argent. »* Qui peut conduire jusqu'au meurtre d'un enfant.

NANCY DOLHEM.

(1) Jean Malaurie, *Les Derniers Rois de Thulé*, coll. « Terre humaine », Plon, Paris, 1975.
(2) Une allusion directe est faite au livre de Jean Malaurie, cité page 198, sur lequel Smilla porte un jugement injuste.
(3) Lire à cet égard le récit des quelques-unes des plus héroïques expéditions *in* Jean Mabire, *Ils ont rêvé du pôle (1852-1884)*, L'Ancre de marine, Saint-Malo, 1994.

EUROPE

LE ROYAUME DÉSUNI. L'économie britannique et les multinationales. – Richard Farnetti

★ **Syros, Paris, 1995, 119 pages, 79 F.**

Il existe bien un modèle britannique. Encouragé par un tropisme de son histoire économique qui, dès le XIXe siècle, privilégiait la *« dynamique rentière »* et le *« commerce d'entrepôt des capitaux »*, le Royaume-Uni aborde sans vraiment la découvrir une ère désormais dominée par les multinationales et la mondialisation. Eurodevises, fonds de pension, gouvernements démocratiques placés sous la surveillance des marchés : le pays qui fut autrefois le pionnier et l'atelier de la planète n'avait pas attendu l'arrivée au pouvoir de Mme Margaret Thatcher pour montrer la voie là aussi. Le résultat, Richard Farnetti en démontre l'implacable cohérence : grâce à des coûts salariaux devenus inférieurs à ceux de l'Espagne, le Royaume-Uni s'est métamorphosé en plate-forme de montage pour les sociétés étrangères et est devenu à la fois le siège de 175 des 500 plus grosses entreprises européennes et le chantier avancé de la démolition sociale. *« Pays de richesse privée et de misère publique »*, ce laboratoire du néolibéralisme réellement existant qui séduit tant l'Europe de Bruxelles, l'OCDE et la presse de marché permet au directeur général de British Gas, une société privatisée, de gagner *chaque seconde* dix fois plus que le salaire *horaire* des plus défavorisés.

S. H.

MAINS PROPRES, MAINS LIÉES. France-Italie, la leçon des affaires. – Alain Vogelweith, Mario Vaudano, préface d'Antonio Di Piétro.

★ **Austral, Paris, 1995, 304 pages, 130 F.**

Pourquoi les affaires de financement illégal des partis politiques et de corruption ont-elles mis si longtemps à être traitées par la justice ? Mario Vaudano et Alain Vogelweith, magistrats issus de la gauche syndicale, comparent les évolutions intervenues en Italie et en France. Si, dans les deux pays, la volonté de quelques juges a été déterminante, en Italie le statut d'indépendance du parquet, son fonctionnement en équipe, ses prérogatives en matière d'enquête expliquent pourquoi la lutte contre la corruption dans le cadre de l'opération « Mains propres » a été beaucoup plus précoce et efficace. En France, les initiatives de quelques juges d'instruction se sont plus apparentées à des actions de guérilla tant le statut des magistrats s'inscrivait dans une culture de dépendance par rapport au politique. On oublie aussi trop souvent les évolutions profondes intervenues dans le comportement d'officiers de police judiciaire, sans lesquels les enquêtes ne pourraient aboutir. Il est encore temps d'éviter que nos démocraties ne soient minées par la corruption. Pour ce faire, si la répression doit tenir sa place, la prévention de tous les phénomènes de financement occulte doit devenir une véritable priorité par-delà les simples déclarations d'intention.

JEAN-PAUL JEAN.

MAGHREB

L'ALGÉRIE CONTEMPORAINE. – Bernard Cubertafond

★ **PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1995, 128 pages, 40 F.**

Si l'ambition et la cohérence du projet de développement de l'ère Boumédiène compensaient et excusaient, aux yeux de la plupart des Algériens, l'autoritarisme du pouvoir, rassemblant autour du leader une réelle fierté nationale, son effondrement et la dislocation du mythe égalitaire a plongé l'Algérie dans des convulsions dont on ne voit pas encore la fin. Le livre de Bernard Cubertafond vient d'être refondu afin de substituer à la présentation descriptive des premières éditions une approche plus analytique centrée autour de ce basculement majeur : l'impossible synthèse entre l'héritage autoritaire de la période Boumédiène et l'héritage libéral de la période Chadli, engendrant une crise profonde, crise de régime certes, mais surtout crise de légitimité.

Bernard Cubertafond situe dans l'excessive hétérogénéité de la société algérienne, *« divisée sur les questions essentielles des valeurs et du mode de vie »*, le fondement de cette crise de légitimité. mais les sociétés européennes en cours d'industrialisation n'étaient-elles pas foncièrement plus hétérogènes, plus stratifiées ? N'est-ce pas là confondre sentiment national et consensus ? Pour l'Algérie comme pour les autres sociétés du Sud, la clé réside au contraire dans la reconnaissance des antagonismes d'intérêts et l'organisation de leur expression pacifique au sein d'institutions aptes à dégager un compromis. La démocratie, donc, fort éloignée du consensus dont beaucoup continuent en réalité, en Algérie comme en Afrique sub-saharienne, à rêver...

THIERRY MICHALON.

LA TUNISIE A LA RECHERCHE DE SA SÉCURITÉ. – Nicole Grimaud

★ **PUF, coll. « Perspectives internationales », Paris, 1995, 222 pages, 149 F.**

Sans trop se démarquer de la tradition conformiste des « sciences-po », Nicole Grimaud retrace l'enchaînement des événements qui, depuis l'indépendance en 1956, ont pu faire problème aux responsables de la défense tunisienne. En pleine guerre froide, lui-même en lutte contre ses opposants de l'intérieur, le futur président Habib Bourguiba avait fait le choix de l'Amérique avant même que son pays accède à l'autonomie. Existait-il une autre voie ? De quel prix la société tunisienne a-t-elle payé le soutien des Etats-Unis et de la France ? De telles questions ne sont pas abordées.

M. P.

AMÉRIQUES

INSURGÉS ET VISIONNAIRES D'AMÉRIQUE LATINE. – Arturo Uslar Pietri

★ **Critérion, Paris, 1995, 256 pages, 98 F.**

Voici enfin traduit l'essai majeur d'un des plus grands écrivains d'Amérique latine, le Vénézuélien Arturo Uslar Pietri, un géant des lettres qui demeure trop méconnu en France. Au départ de la réflexion d'Uslar Pietri, cette affirmation : *« L'Amérique a été une création intellectuelle de l'Europe »*. Qu'est-ce que cela signifie ? Sans ignorer l'importance et la richesse de l'apport des cultures indigènes et africaines, l'auteur, dans une préface spécialement écrite pour cette édition en langue française, répond : *« L'Amérique latine n'est pas exactement un tiers-monde culturel, mais plutôt une partie vivante et créatrice de ce tout, pétri de particularités, qu'est l'Occident. »*

Il analyse, tout particulièrement, l'influence dans cette région du Nouveau Monde de la pensée des Lumières aux XVIIIe et XIXe siècles : *« Ces idées nouvelles pénètrent en Amérique latine comme une hérésie. La lutte engagée sera presque une guerre de religion, avec ses dissidents, ses martyrs et ses hérésiarques. »* De cette dramatique histoire, Arturo Uslar Pietri retrace brillamment le parcours.

N. D.

LE BRÉSIL. – Hervé Théry

★ **Masson, coll. « Géographie », Paris, 1995, 280 pages, 140 F.**

Cette troisième édition, revue et complétée, du livre d'Hervé Théry, directeur de recherches au CNRS, rappelle d'emblée quelques caractéristiques capitales. Le Brésil est un pays de 160 millions d'habitants, qui occupe et contrôle de mieux en mieux un territoire de 8 511 965 km² (le cinquième du monde) et figure parmi les tout premiers producteurs et exportateurs de denrées agricoles et de minerais. *« C'est aussi un grand pays industriel* – précise l'auteur – *se classant parmi les quinze premiers dans des secteurs aussi importants que la sidérurgie, la construction automobile ou aéronautique. »* Ce livre insiste, en particulier, sur ce qui est en train de changer au moment où le Brésil cherche difficilement à passer d'un modèle de développement à un autre.

N. D.

RELIGIONS

GÉOPOLITIQUE DU CHIISME. – François Thual

★ **Arléa, Paris, 1995, 156 pages, 85 F.**

Regroupant quelque 10 % du milliard de musulmans, les chiites occupent une place importante et spécifique dans le développement de l'islam – ou plutôt *« des islams »*, expression qui a la préférence de François Thual. Spécialiste des affaires internationales et stratégiques, ce dernier leur consacre un court essai synthétique. Après un retour sur l'histoire de cette religion fragmentée, il en examine successivement les particularités contemporaines dans les différents pays où elle joue un rôle, en Iran bien sûr, mais également de l'Asie centrale au Proche-Orient, en passant par le Golfe et sans oublier le sous-continent indien. En annexe, un schéma des lignées imamites, un index des dénominations chiites, une chronologie, des indications démographiques et une bibliographie. L'auteur nous offre là un livre pédagogique, à la fois accessible et stimulant.

D. V.

DICTIONNAIRE DE CIVILISATION MUSULMANE. – Yves Thoraval

★ **Larousse, coll. « Références », Paris, 1995, 320 pages, 80 F.**

« Ce livre, précise l'auteur en avant-propos, *est un dictionnaire de civilisation musulmane et non DE LA civilisation musulmane. »* Même ainsi précisé, l'objectif d'Yves Thoraval, journaliste et conservateur à la Bibliothèque nationale, demeure ambitieux. Cet ouvrage de poche – dont l'agréable format va, hélas, de pair avec une typographie difficile à déchiffrer – comprend 350 entrées, qui mêlent naturellement différents champs : l'histoire voisine avec la religion, les personnalités avec les peuples, les pays avec les continents, les arts avec les sciences, l'économie avec la politique, les modes de vie avec les langues. Si l'auteur navigue avec aisance à travers les siècles et les genres, le lecteur peut se sentir un peu perdu – encore que d'utiles renvois le guident d'un mot à l'autre. Au total, un foisonnement de connaissances indispensables à quiconque entend saisir la civilisation musulmane dans son unité et dans sa diversité, hier comme aujourd'hui.

D. V.

NATIONS UNIES

LES NATIONS UNIES ET LA RESTAURATION DE L'ÉTAT. – Sous la direction d'Yves Daudet

★ **Pédone, Paris, 1995, 190 pages, 150 F.**

L'intitulé de cet ouvrage résume assez bien une des principales mutations de la société internationale. Désormais, les Nations unies ne se contentent plus de « maintenir » ou de « rétablir » la paix, elles *s'impliquent* aussi dans l'ordre interne des Etats, allant parfois jusqu'à se substituer à eux ou à certains de leurs organes. Les auteurs montrent comment, au nom du respect des droits de l'homme et de la démocratie, l'organisation *mondiale* intervient notamment dans les processus électoraux, par l'envoi d'observateurs internationaux chargés de veiller au bon déroulement des opérations ; dans la reconstruction économique et sociale (organisation du *retour des réfugiés*, des personnes déplacées et des exilés ; déminage des sols, etc.)

JEAN YANGOUMALE.

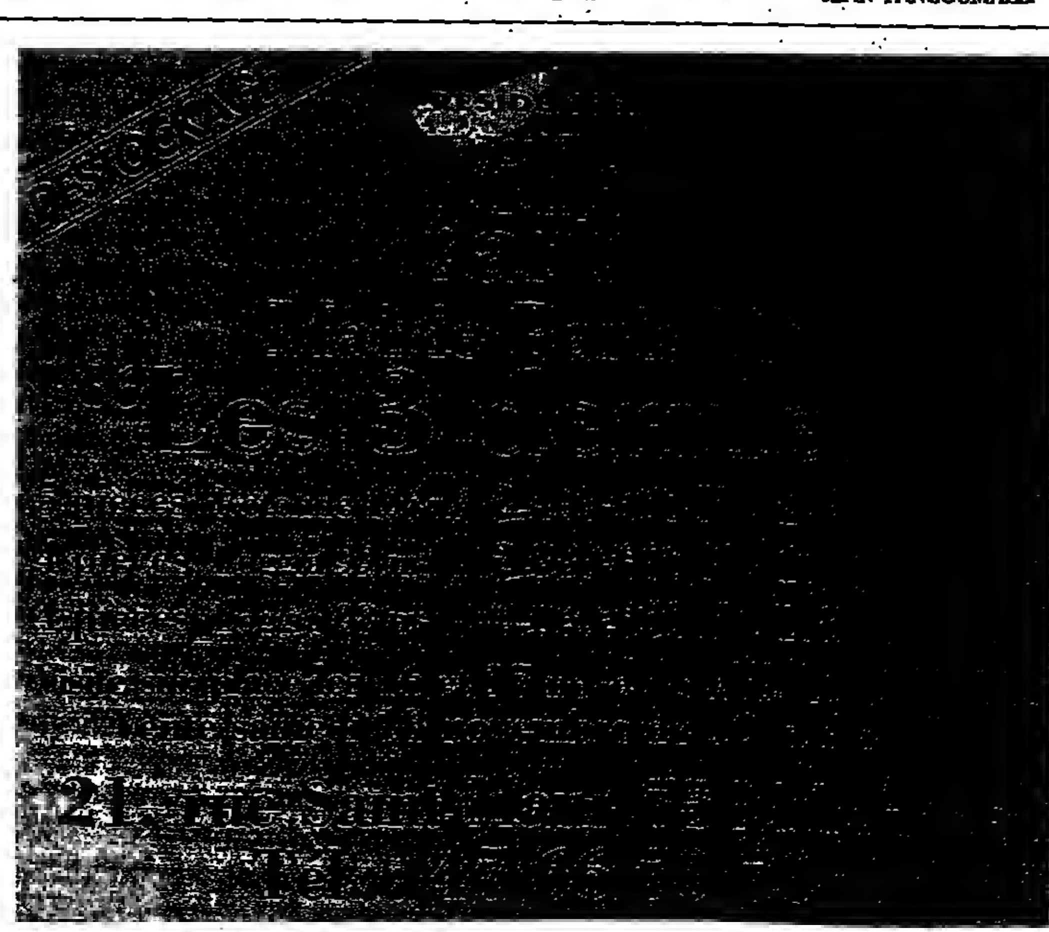
IDÉES

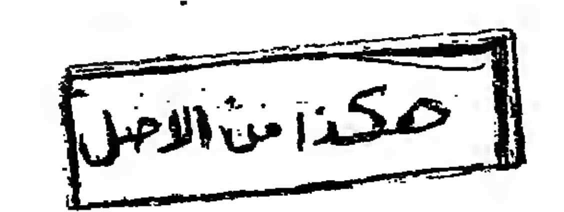
LA DETTE DE VIE. Aux origines de la monnaie. – Philippe Rospabé (préface d'Alain Caillé)

★ **La Découverte/Mauss, Paris, 1995, 254 pages, 159 F.**

L'objectif de cet ouvrage d'anthropologie, qui s'inscrit dans la perspective dite anti-utilitariste, est de montrer que les objets conventionnels qui entrent dans les prestations matrimoniales, le règlement des crimes de sang, les sacrifices et les dons sont une forme de *« monnaie sauvage »* liée à la vie, et qui serait à l'origine de nos *« monnaies civilisées »*. L'auteur recourt à une abondante et passionnante littérature ethnographique, dont le mérite est de montrer que les phénomènes économiques en cause sont qualitativement distincts de ceux que l'on connaît dans les sociétés marchandes et capitalistes. Ce qui laisse perplexe, comme le préfacier l'exprime lui-même, quant à la nature monétaire des objets impliqués. En outre, si les objets destinés aux prestations matrimoniales et au *paiement du sang* sont souvent semblables, c'est moins fréquemment le cas en ce qui concerne ceux qui circulent à travers les dons et les sacrifices. D'où sans doute l'infléchissement des sources de l'auteur vers certaines sociétés de Nouvelle-Guinée, où cette cohérence pourrait être préservée au prix d'interprétations symboliques parfois scabreuses. Ce qui devrait ressortir comme synthèse de cette riche documentation reste éparpillé jusqu'au bout dans des généralisations et ne débouche sur aucune conclusion.

CLAUDE MEILLASSOUX.





AU RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

la Confédération canadienne

au droit du travail. Malgré les clauses de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), qui sont supposées garantir les acquis de l'Etat-providence canadien, la tendance à long terme va donc dans le sens d'une « harmonisation » des programmes sociaux et de la législation du travail canadiens sur les « normes » établies aux États-Unis. La mise en cause de l'uniformité des règles jusqu'alors fixées par Ottawa encourage la *déréglementation* sociale.

Les perspectives du Québec ne sont pas meilleures sur ce plan. Réagissant à la réduction des transferts fédéraux, le gouvernement du Parti québécois (PQ) de M. Jacques Parizeau a annoncé en mai dernier, sans consultation sociale ou parlementaire préalable, la fermeture à Montréal de neuf hôpitaux. Cette décision affectera 9 500 employés, dont 1 500 infirmiers et 926 médecins. Car, pour reprendre les mots mêmes du *porte-parole* du *ministère* de la santé québécois : *« Est-ce qu'on va attendre que le Fonds monétaire international vienne nous dire de fermer des lits* (9) *? »*

En dépit du nombre déjà important d'élèves et d'étudiants qui ne vont pas au bout de leurs études, malgré la détérioration des locaux d'enseignement, le gouvernement se prépare aussi à tailler dans les crédits alloués à l'enseignement primaire et secondaire. Dans les collèges, l'enseignement des humanités se verra en partie sacrifié à des *« approches de marché »* en matière de formation professionnelle. Quant à Radio-Québec, créée sous le gouvernement de M. René Lévesque, elle va réduire ses effectifs de 23 % (10).

Politiquement, la situation devient paradoxale : alors que, pour le Parti québécois, c'est d'abord la préservation de la culture, de la langue et de l'identité nationale qui définit la souveraineté, le gouvernement de M. Parizeau, cédant à la pression des *intérêts financiers* dominants, a systématiquement mis à mal les budgets de l'éducation et de la culture. Tout en se réclamant de la social-démocratie, la direction du PQ a bien entériné sans réserve les fondements du discours néolibéral. Et, sur ce point, elle se distingue assez peu du gouvernement fédéral.

Pendant toute la campagne pour le *référendum* sur la souveraineté, étroitement centrée sur des préoccupations d'ordre constitutionnel, les dirigeants indépendantistes ont évité le sujet de la souveraineté économique, qui les aurait conduits à traiter de la relation entre un Québec indépendant et ses *créanciers*. La question complexe de sa place dans l'Alena n'a pas été davantage abordée avec le sérieux qu'elle méritait. Afin de ne pas compromettre un résultat favorable à l'*indépendance*, les syndicats, soutien constant du Parti québécois, ont permis au gouvernement de maintenir une paix sociale menacée. L'échec du référendum replace donc les politiques d'austérité *du gouvernement au centre* des débats.

Avec l'Alena, l'*intégration continentale* s'est largement alimentée de la désintégration des marchés provinciaux et de la faillite des petites et moyennes entreprises, qui se retrouvent soit éliminées, soit transformées en succursales des grosses firmes. Au niveau local et provincial, les gros distributeurs nord-américains font désormais la loi. L'économie de filiales, qui s'était développée au Canada depuis la fin du dix-neuvième siècle, a pratiquement cessé d'exister : les entreprises locales opérant pour le compte des sociétés américaines ont été fermées ou transformées en autant de bureaux de vente régionaux de ces sociétés. Compte tenu des flux de capitaux canadiens et du déménagement des sièges sociaux de Montréal à Toronto, la *situation* est encore plus préoccupante au Québec. D'autant que la délocalisation vers le Mexique des industries manufacturières a provoqué une aggravation du chômage (11).

Les économies canadienne et québécoise ont à présent pour fournisseur le cœur industriel des États-Unis. La levée des restrictions aux mouvements de biens et de capitaux a d'ailleurs mis en lumière la persistance de barrières économiques entre les provinces du Canada. En juin 1994, la signature par le gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney d'un accord sur le commerce interne (ACI) entre Ottawa et les provinces devait *« corriger les déséquilibres résultant de l'Alena qui avait accordé aux milieux d'affaires américains un traitement plus favorable que celui des autres provinces* (12). *»* En pratique, l'ACI, au lieu de rectifier ces déséquilibres, a contribué à consolider les droits des entreprises et à restreindre la capacité des gouvernements provinciaux et fédéral à les réglementer, qu'elles soient américaines ou canadiennes.

Quelle peut être l'« identité nationale » des sociétés du Canada dans le cadre de l'Alena, alors que la vague de fusions de la fin des années 80 a déjà *créé* un *réseau de relations dépendantes* entre les firmes américaines et canadiennes : plusieurs grosses entreprises canadiennes ont déménagé leur siège social vers les États-Unis ; avec la création d'entreprises mixtes et la fusion des conglomérats canadiens et américains, les intérêts américains ont pénétré la quasi-totalité des secteurs de l'économie *canadienne*. Même si l'Alena garantit le contrôle par le Canada des « secteurs protégés » (ressources naturelles, forêts, pétrole) et des industries culturelles (télévision, cinéma), les obstacles pratiques à l'entrée du capital américain dans ces secteurs restent plutôt rares.

Le poids croissant de l'*endettement* public affaiblit les structures provinciales et fédérales, et favorise l'intégration politique des régions canadiennes dans la logique de la zone de libre-échange nord-*américaine*. Même si leur contrôle sur les ressources financières est affaibli, les provinces canadiennes deviennent des entités politiques de plus en plus « indépendantes » et « souveraines », opérant dans le cadre commun que constitue l'économie continentale. Au Canada, les transferts de ressources entre la fédération et les provinces seront supprimés d'ici à la fin du siècle. Et si, formellement, la fédération subsiste, la tendance à long terme s'inscrit dans la perspective de l'État continental au sein duquel le pouvoir réel du centre, y compris celui des institutions de réglementation économique, sera (comme, par exemple, la Réserve fédérale) localisé à Washington.

Favorisées par l'absence d'un mouvement social déterminé à mettre en cause le programme économique du parti au pouvoir, les exigences toujours plus pressantes des marchés financiers vont déboucher sur des pratiques budgétaires de plus en plus restrictives. Dans ces conditions, les années à venir pourraient voir une accélération de la balkanisation économique, un creusement des divisions sociales et la fracture des entités *souveraines, politiques et économiques*, du Canada comme du Québec.

MICHEL CHOSSUDOVSKY.

(9) *La Presse*, 27 mai 1995.

(10) Communiqué de presse, Radio-Québec, 16 mai 1995. *Plus de 1 000 emplois vont également* être supprimés à Radio-Canada. *Cf. Le Devoir*, 23 novembre 1995.

(11) Sur l'Alena, lire Jean-Michel Lacroix, « Les *tribulations du marché unique nord-américain* », *Le Monde diplomatique*, mars 1993, et Serge Halimi, « Triomphe mineur pour l'administration démocrate », *Le Monde diplomatique*, décembre 1993.

(12) *Cf.* Canadian Center for Policy Alternatives, *CCPA Monitor*, vol. 2, n° 1, mai 1995.

De la pauvreté traitée comme une maladie

Par MICHEL PARAZELLI*

AFIN de remédier à la profonde *restructuration qui découle de la mondialisation* des marchés, le gouvernement canadien a engagé une *« lutte contre la pauvreté »*. Sous couvert de *« partenariat »*, de *« prévention »*, d'*« action communautaire »* et de *« promotion de la santé »*, c'est un virage dans l'orientation des services sociaux destinés aux citoyens canadiens les plus démunis qui se dessine (1). Plutôt que de prévenir les risques sociaux en facilitant l'accès aux services et leur développement, les appareils d'Etat et les associations communautaires doivent privilégier des *« objectifs de résultats »* dans une perspective *médicale* et épidémiologique. Cette perspective vise à atténuer la *« prévalence »* (les conditions d'apparition) de comportements non désirés, et à agir sur les *« déterminants environnementaux »*. Dans certains cas, les résultats sont estimés en pourcentage de réduction de problèmes (*« diminuer à moins de 4 % le taux de naissances de poids inférieur à 2 500 grammes dans toutes les régions du Québec* (2). *»*) L'Ontario, par exemple, a financé un projet de recherche visant à évaluer, dans onze communautés dites « à risque », l'impact d'un programme de prévention précoce (*« Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur »*) destiné aux enfants âgés de moins de 8 ans et à leur famille. Une telle orientation s'inspire largement des expériences américaines et de la théorie dite de l'*« écologie du développement »*.

Cette *manière* de procéder revient en effet à analyser et à traiter les problèmes sociaux comme on procéderait pour les pathologies biologiques, les épidémies virales ou *les catastrophes écologiques*. Outre les facilités de gestion qu'elle procure, une telle approche permet de circonscrire la réalité sociale non désirée en l'isolant (tel un virus ou un contaminant environnemental) et de normaliser les types de problèmes sans se *soucier* de leurs contextes socio-culturels, afin de calculer leur « taux de réduction » grâce à un suivi informatique (*« monitoring »*). Que ce soit à l'aide de programmes de prévention précoce des troubles de comportements, d'*amélioration* des compétences *parentales* ou de l'alimentation, on espère réaliser des économies en comprimant la demande de services.

Derrière les motivations généreuses affichées par les apôtres de cette stratégie préventive, se profilent une nouvelle forme de violence *technocratique*. L'État utilise une *métaphore biomédicale*, l'*« épidémiologie sociale »*, pour guider son analyse de la société ; et il fait appel aux techniques utilisées pour le traitement des maladies, violence et rougeole confondues. Pourtant, l'analogie est douteuse : les rapports *sociaux* ne *fonctionnent* pas comme un organisme vivant susceptible d'être infecté ou de développer des pathologies. La normalisation médicale des problèmes sociaux revient alors à traiter les personnes en responsables de leurs « pathologies » : plutôt que de leur permettre d'acquérir un pouvoir sur leur existence sociale, on les invite à suivre une thérapie qui modifiera leur comportement à risque. C'est là que le dérapage se produit : on occulte les causes collectives et on met l'accent sur la culpabilité individuelle.

Le plan canadien pour les enfants, *Grandir ensemble* (3), illustre bien cette tendance (que l'on observe, même si c'est de manière inégale, dans l'ensemble des provinces). L'objectif majeur est de favoriser les conditions d'un développement *« sain »* des enfants *« à risque »* et d'aider les parents *« vulnérables »*. Pourtant, lorsqu'il s'agit d'envisager les moyens d'améliorer la situation d'ensemble des familles en difficulté, le document observe : *« En 1989, le Parlement a résolu d'éliminer la pauvreté chez les enfants au Canada d'ici à l'an 2000.* [...] *Même si la solution à long terme la plus efficace est d'améliorer le revenu familial et de prévenir ainsi ce fléau, il n'est guère probable que cela se produise dans un avenir rapproché. Entre-temps, nous nous devons de réduire les effets nocifs de la pauvreté chez les enfants et de favoriser un développement sain chez ces derniers. »* Ainsi, la pauvreté, située hors du champ politique, est présentée comme un *« fléau »* contre lequel il faudrait immuniser les enfants en favorisant chez eux un *« développement sain »*. Les fondements naturalistes et moralistes de la fin du XIXe siècle viennent secourir l'imaginaire d'une *« santé sociale publique »*.

Au nombre de ses priorités, louables mais limitées, le ministère de la santé et du bien-être social du Canada entend réduire les taux de naissances prématurées et de bébés de faible poids (4), le nombre de blessures et d'abus infligés aux enfants et la fréquence des troubles de comportement nés d'un complexe d'infériorité. Le programme privilégie explicitement le recours aux interventions de *« dépistage précoce »* et de *« stimulation dans le milieu naturel de l'enfant »*.

Pour partir d'un bon pied...

LE *Québec*, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario (qui regroupent plus des deux tiers de la population totale du pays) sont à la pointe de cette gestion préventive. Le programme québécois *OLO* (un Œuf, un litre de Lait et une Orange par jour) cherche à prévenir le nombre de naissances d'enfants de poids insuffisant (c'est le cas de 21 000 bébés par an au Canada). Il s'agit ici, grâce à un *programme diététique*, d'améliorer la nutrition des mères à risque afin que leur bébé atteigne un poids normal à la naissance. La situation économique des mères n'est pas *visée* par ces *interventions*, mais au moins, se dit-on, les bébés partiront du bon pied en naissant d'un bon poids...

Grâce à ses Initiatives pour la petite enfance (1993), le Nouveau-Brunswick compte, de son côté, développer six projets de *dépistage précoce des problèmes de l'enfant né dans* une famille *à risque*. Il s'agit de favoriser, de la grossesse à la maternelle, des programmes de réhabilitation nutritionnelle et de suppléments alimentaires. On retrouve aussi, au *Québec et dans l'Ontario* (5), *des mesures* visant à prévenir, dès la maternelle, les comportements antisociaux des jeunes enfants, des visites à domicile de travailleurs sociaux à la distribution de petits déjeuners dans les écoles.

Au Québec, des interventions en périnatalité ont été pratiquées auprès des mères issues de milieux défavorisés et considérées à risque à la suite d'observations indiquant, par *exemple*, un taux élevé *de comportements* agressifs envers leurs enfants (6). Des agents travaillant dans des Centres locaux de services communautaires (CSLC) leur proposent alors de pratiquer des exercices moteurs (chanson, berceuse, massage, etc.) afin d'améliorer la qualité de *leur* relation avec *leur* enfant. Et des séances de « formation » cherchent à diminuer leurs *« scores de comportements coercitifs »*.

L'approche de type épidémiologique comporte trois niveaux : le dépistage, le traitement et la réadaptation. En transformant le concept de prévention en un continuum d'interventions curatives, elle répond davantage aux souhaits d'un Etat avant tout soucieux de contenir les coûts financiers des services publics, qu'aux besoins des citoyens marginalisés et exclus. Pour avoir accès à une ressource, les individus en seront donc réduits à traduire leurs désirs de socialisation en pathologies ou en *facteurs de risque*. D'ailleurs, les associations communautaires autonomes ont plus de mal à justifier le financement public de leurs projets, dès lors que ceux-ci ne privilégient pas une thérapeutique des problèmes sociaux identifiés selon les priorités de l'État.

La même idéologie préventive se retrouve au ministère canadien de la justice. Pour *contenir* la *criminalité* des *jeunes*, on y suggère désormais des cours de *« gestion de la colère et de règlement non violent des conflits »*. Ainsi, il suffirait d'être *« exposé à la consommation de drogues et d'alcool »* pour éprouver des difficultés de comportement ou pour basculer dans la *criminalité* (7). Pourtant, l'*orientation psychosanitaire* des programmes de prévention est loin d'être aussi inquiétante au Canada qu'aux Etats-Unis où le National Institute for Mental Health a développé un traitement à base de psychotropes auprès de *« 100 000 jeunes des écoles primaires, âgés de 5 à 9 ans, pouvant être identifiés comme porteurs d'une prédisposition génétique à la violence ou aux toxicomanies* (8) *»*.

Ainsi sera-t-il plus facile de dissimuler les violences économiques et l'amputation *des prestations sociales*. Le Québec a adopté des mesures punitives dans l'espoir – en dénichant d'éventuelles fraudes – d'économiser environ 60 millions de dollars. Pour faciliter le travail des *enquêteurs*, une campagne de publicité va inciter les Ontariens à utiliser une ligne téléphonique gratuite destinée à la délation des cas de fraude. Selon M. Tsubouchi, *ministre des services sociaux et communautaires*, l'économie escomptée serait de 25 millions de dollars (9). M. George Kennedy, président du Daily Bread Food Bank (la plus *grosse* banque alimentaire du pays) redoute que, bientôt, la plupart des assistés sociaux *« ne pourront plus satisfaire leurs besoins en termes de nourriture, de logement et de vêtement* (10). *»*

Ces mesures gouvernementales s'accompagnent d'une réduction de la couverture médicale et de la privatisation des services. L'idéologie de la prévention permet *alors* à l'*État* de *donner* l'illusion qu'il s'occupe réellement des problèmes urgents en partie créés par les effets négatifs de ses mesures d'austérité.

A défaut de pouvoir démocratiser l'accès au marché du travail, *le* Canada *préfère ainsi privilégier* la « restauration » sanitaire de l'environnement social de la nouvelle génération. Ce choix est politique : le combat contre la pauvreté ayant perdu son caractère prioritaire (au profit de la lutte contre le déficit), il reste alors à en gérer les effets nocifs, à s'y adapter, à refouler dans le privé les *causes* des problèmes liés à l'exclusion.

* Chercheur, Université du Québec à Montréal.

(1) Les services sociaux et de santé sont sous la responsabilité des provinces (10 provinces et 2 territoires). Toutefois, le gouvernement fédéral soutient la prestation de services en versant des *paiements de transfert aux provinces*. Il peut ainsi harmoniser les politiques des provinces en les invitant à adopter une politique concertée.

(2) *Gouvernement du Québec, ministère de la* santé et des services sociaux, *Politique de Périnatalité*, Québec, 1993, p. 47.

(3) Gouvernement du Canada, *Grandir ensemble. Plan d'action canadien pour les enfants*, Ottawa, Ontario, 1992.

(4) Ottawa a annoncé, le 26 juillet dernier, la mise en place d'un *programme* spécial de nutrition prénatale doté de 8 millions de dollars pour les quatre prochaines années.

(5) *Voir, pour le Québec*, les *rapports Un Québec fou de ses enfants*, (1991) et *La politique québécoise de périnatalité* (1993) ; et, pour l'Ontario, Better Beginning, *Better Future Project*, ministère des affaires sociales, Ottawa, 1994.

(6) Hélène Cloutier et Jacques Moreau, « L'*intervention précoce auprès des clientèles à* risque : un investissement qui a ses exigences. Résultats préliminaires d'une recherche auprès de dyades mère-nourrisson vulnérables », *Apprentissage et Socialisation*, vol. 3, n° 3, Montréal, 1990.

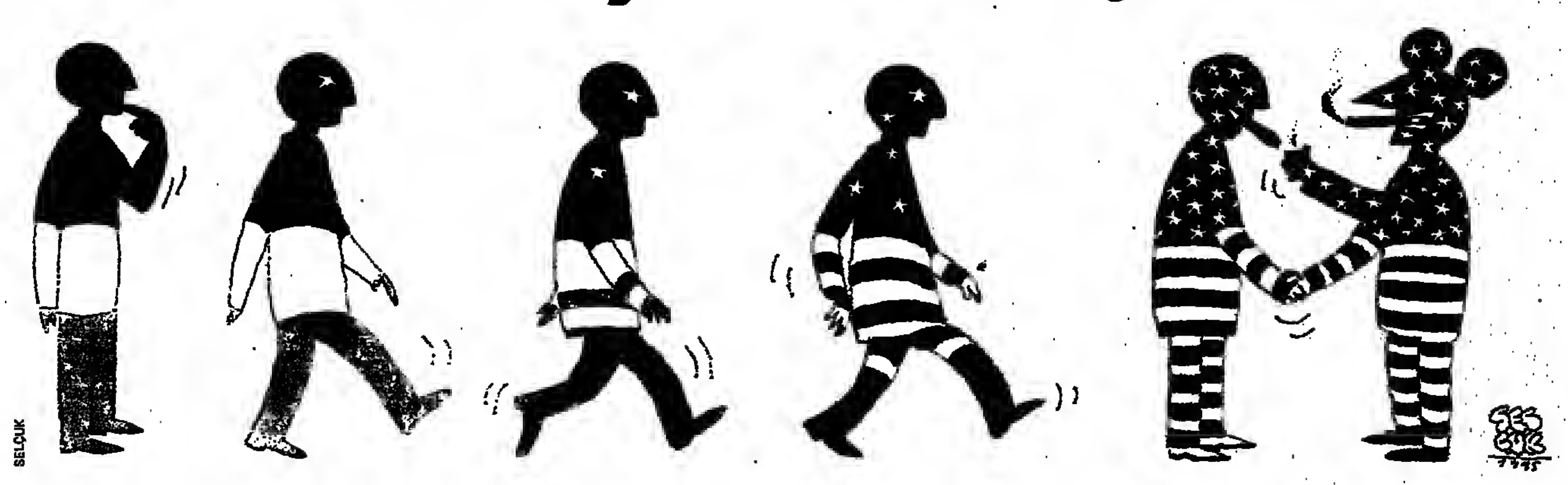
(7) Gouvernement du Canada, ministère de la justice, *Objectif : sécurité communautaire. Lutte contre la violence et la récidive des jeunes*, Ottawa, 1993, p. 7-9.

(8) *Pierre Hamel*, « Dr. Breggin, psychiatre : psychiatrie et contrôle social », *Vie ouvrière*, Montréal, Québec, janvier-février 1993, p. 38. Lire aussi : W. Wayt Gibbs, « Seeking the Criminal Element », *Scientific American*, mars 1995.

(9) *Cf.* « Aide sociale : des « boubou macoutes » contre la fraude en Ontario », *La Presse*, 24 août 1995.

(10) Lire Suzanne Dansereau, « Les organismes *de lutte contre* la *pauvreté en Ontario sont* outrés », *La Presse*, 8 octobre 1995.

Lettre aux « majors » d'Hollywood...



... et à leurs zélateurs français

A mon ami John Hunt,
Américain réveillé, dont l'esprit
me rapproche des vraies richesses
de mon pays.

NOTRE siècle a inventé un art : le cinéma. Il nous faut le préserver pour les générations futures. Je ne suis pas un historien de la culture ; ni un sociologue penché sur les orientations prochaines de la communication de masse. Je suis un producteur de cinéma, c'est-à-dire un saltimbanque, convaincu par cinquante années dans cette activité que le cinéma est un art qui ne saurait s'épanouir dans l'uniformité imposée par l'industrie audiovisuelle dominante d'un seul pays. Or il est aujourd'hui, en France, fortement menacé d'extinction par ce qu'il faut bien appeler l'invasion hollywoodienne.

Nul antiaméricanisme dans mon esprit. Car je pense aussitôt aux grands pionniers du film américain qui, à Hollywood, dès 1914, ont fait d'un divertissement de foire le véhicule d'une esthétique au service d'une interrogation éthique. C'est-à-dire une œuvre d'art.

Et je veux saluer l'accueil constant, à Hollywood, d'écrivains, de cinéastes et d'acteurs européens qui, de diverses manières, y trouvèrent refuge et ont tant apporté au septième art américain. Je pense particulièrement aux années sombres quand la survie de l'intelligence et de la culture courait les plus graves périls en Allemagne nazie ou ailleurs en Europe.

Mais il me faut lancer un cri d'alarme. Depuis vingt ans, l'histoire de l'exploitation des films en France révèle une terrifiante continuité. Continuité des pouvoirs publics qui, de gauche ou de droite, affirment leur souci de défendre le cinéma français, d'aider une production pluraliste, et d'assurer une saine concurrence entre les salles indépendantes et les grands circuits (Gaumont, Pathé et UGC). Continuité des instances administratives et de certains tribunaux qui, par une suite de décisions perverses, appliquant les règles fixées par le pouvoir, condamnent – pour la forme – les atteintes à la concurrence qui leur sont signalées.

Continuité, enfin, des grands circuits qui, jour après jour, absorbent les indépendants, suppriment par des ententes abusives toute concurrence entre eux, et transforment, au bout du compte, les meilleures salles en chasse gardée du cinéma hollywoodien.

« L'intérêt de nouer une relation régulière avec une « major » américaine est la conséquence du phénomène de concentration de l'industrie française », reconnaissait M. Alain Sussfeld, directeur d'UGC, au lendemain de l'accord de codistribution que sa compagnie venait de signer avec la Twentieth Century Fox (1). Les grands circuits français d'exploitation n'ont cessé de justifier leur politique de concentration en expliquant que seuls les groupes puissants seraient capables d'assurer une protection contre la mainmise d'Hollywood (2). Les récents accords signés entre Gaumont et Buena Vista, distributeur international de Disney, UGC et Castle Rock, filiale du groupe Turner, puis UGC et Fox montrent clairement à quoi menait cette stratégie.

En 1981, le candidat François Mitterrand fustigeait les monopoles du cinéma et promettait une vaste réforme afin de restaurer le pluralisme dans la création et la diffusion des films. À l'instigation du nouveau ministre de la culture, M. Jack Lang, la mission conduite par M. Jean-Denis Bredin se faisait l'apôtre d'une politique de la concurrence pour le cinéma, mais préconisait l'adoption d'une loi qui, au nom de la spécificité de cet art, le protégerait contre le droit commun de la concurrence. De ce principe, naquit une loi en trompe-l'œil, la « loi Lang » de 1982 – qui, dans la pratique, permet aux grands circuits d'échapper aux condamnations pénales. (Les plaintes de certains exploitants et la saisine de notre syndicat – l'Association française des producteurs de films, AFPF – avaient motivé, en 1979, un solennel avertissement de la Commission de la concurrence.)

Par ANATOLE DAUMAN

Producteur, entre autres, de : *Hiroshima, mon amour*, d'Alain Resnais ; *La Jetée*, de Chris Marker ; *Mouchette*, de Robert Bresson ; *Masculin Féminin*, de Jean-Luc Godard ; *L'Empire des sens*, de Nagisha Oshima ; *Le Tambour*, de Volker Schloendorff, et *Les Ailes du désir*, de Wim Wenders.

Les grands circuits disposaient dès lors de multiples tactiques pour accroître leur parc de salles : programmer des salles indépendantes ou, au contraire, les racheter après avoir dévalorisé le fonds de commerce en ne leur fournissant plus de films, ou construire de nouvelles salles grâce aux fonds collectifs de l'aide au cinéma (3) !

Même si elle a entraîné provisoirement la dissolution du GIE Gaumont-Pathé, la loi Lang a, de fait, légalisé les nouvelles ententes soumises formellement à l'agrément du Centre national de la cinématographie (CNC).

En 1990, M. Jérôme Seydoux, frère de M. Nicolas Seydoux, président de Gaumont, devint, avec l'appui des pouvoirs publics, propriétaire de Pathé. Ainsi renaissait de ses cendres le défunt GIE. Un an et demi plus tard, au terme d'un échange d'actifs, les deux circuits se partageaient la France : à Gaumont, le marché parisien ; à Pathé, les grandes villes de province. Affirmant sans ambages leur volonté d'éliminer toute concurrence entre eux, les frères Seydoux n'en ont pas moins obtenu la bénédiction des pouvoirs publics. Les poursuites judiciaires engagées par les exploitants indépendants restent vaines grâce aux étranges lacunes de la loi de 1982.

En 1992, le verrouillage des écrans de France est achevé. Singulier paradoxe pour ceux qui invoquent sans cesse les lois du marché. Et, comme on pouvait s'y attendre, le monopole français est vite devenu l'otage des géants hollywoodiens. Le combat pour l'« exception culturelle » masquera la réalité économique. Le maintien du système d'aide au cinéma est assuré, mais les produits d'Hollywood sont désormais distribués sous couvert de compagnies « françaises », ou plus exactement américano-françaises (GBVI et UFD), qui se livrent au « blanchiment » de l'essentiel des recettes en provenance de notre marché.

Fin octobre 1995, M. Jack Valenti, représentant des grandes compagnies américaines (les « majors »), s'est rendu aux journées de Beaune, sur l'invitation de l'ARP (4). Les intentions proclamées de M. Valenti en faveur du cinéma européen sont jugées hypocrites, et la grande réconciliation franco-américaine n'a pas lieu. Les zélateurs de M. Valenti laissaient supposer qu'il abandonnait sa lutte contre le système des quotas : il démentira vigoureusement dans *Le Monde* du 10 novembre 1995 ce prétendu revirement.

Le temps est venu d'une « déclaration d'interdépendance », signée par les grands noms du cinéma du monde. Une déclaration de solidarité qui affirmerait la nécessité du pluralisme culturel pour la défense de toutes les industries nationales du cinéma, menacées d'asphyxie par la surdomination américaine. Cette déclaration réclamerait aussi un renforcement des règles de concurrence en vue d'empêcher que les grands groupes de communication parviennent à dominer les réseaux de diffusion mondiaux des images et des films.

DÉFENDRE le cinéma en tant qu'art, c'est accepter qu'il soit soumis aux mêmes considérations que les autres arts, et non à l'unique critère mercantile du retour rapide sur l'investissement. Existe-t-il vraiment une contradiction insurmontable entre les deux dimensions – art et industrie – du film ?

Il nous faut dépasser la réflexion économique traditionnelle qui fait du cinéma considéré comme une forme de l'art une sorte de luxe que l'on ne pourrait plus s'offrir. J'ai construit ma carrière en favorisant la production de films à moyen ou petit budget, et j'énonce, autant comme un acte de foi que comme un principe économique, que si le cinéma de création était appelé à disparaître, disparaîtrait avec lui la rentabilité globale de l'industrie cinématographique. Le pluralisme culturel constitue le meilleur garde-fou contre la mort par noyade d'un art dans l'océan des images standardisées et uni-dimensionnelles.

Les cinémas nationaux se trouvent en danger. Aussi n'est-il pas temps de défendre le pluralisme culturel par des mesures urgentes, restreignant provisoirement la libre circulation des films ? Cette forme de protectionnisme est largement préférable au suicide culturel.

(1) *Cf. Le Film français*, 16 juin 1995.

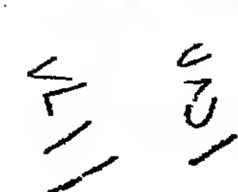
(2) Lire Carlos Pardo, « La création au secours du cinéma français », *Le Monde diplomatique*, mai 1994.

(3) Une taxe spéciale est prélevée sur chaque ticket vendu en salle et alimente un fonds de soutien reversé à la profession.

(4) Société civile des auteurs, réalisateurs, producteurs.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1995 a été tiré à 248 500 exemplaires



LIVRES DU MOIS

POLITIQUE

LES ÉLUS ET L'ARGENT. – Jean-Luc Uguen

★ **Syros, Paris, 1995, 192 pages, 98 F.**

En ces temps de crise des systèmes de représentation et de la multiplication des affaires de financement occulte peut-on aborder sereinement la *problématique des rapports* entre la politique et l'argent ? Sous une approche technique, cet ouvrage d'un conseiller référendaire à la Cour des comptes, par ailleurs élu local et très au fait des différentes sources (légales et illégales) de financement des partis, constitue un plaidoyer pour une réhabilitation de la fonction d'élu sous condition de la prise en charge de *son coût* d'*une façon claire et assumée* par la collectivité. Jean-Luc Uguen dresse un inventaire documenté des dispositions relatives au statut de l'élu et des moyens dont celui-ci dispose pour exercer ses mandats, en distinguant très concrètement la situation des élus de base et celle des cumulards déjà à la tête d'une collectivité territoriale. Pour l'auteur, la suspicion généralisée envers les élus soupçonnés de profiter du système et la non-résolution de l'imbroglio politico-judiciaire sur les affaires en cours, malgré cinq lois successives intervenues entre 1988 et 1995, risquent d'entraîner *une crise des vocations civiques*, *et* donc empêcher le nécessaire renouvellement des élites politiques.

J.-P. J.

LA Ve RÉPUBLIQUE (1958-1995). De de Gaulle à Chirac. – Arnaud Teyssier

★ **Pygmalion, Paris, 1995, 557 pages, 150 F.**

Proche de Philippe Séguin, secrétaire général adjoint de l'association des anciens élèves de l'ENA, l'auteur, né avec la Ve République, dresse une chronique alerte des événements majeurs qui l'ont marquée. L'ouvrage ne veut *pas apporter d'information nouvelle*, *mais une* mise en perspective du débat institutionnel depuis la filialisation de la Constitution de 1958 jusqu'au socle des valeurs et aux pratiques politiques qui la font vivre. Si l'on peut être en désaccord avec nombre d'analyses pour le moins très conservatrices, il est cependant particulièrement intéressant de posséder la grille de lecture de ceux qui, à droite, sont profondément attachés au service public et à la défense de l'intérêt général face aux corporatismes et aux effets de mode que suscitent les médias.

J.-P. J.

L'ÉTAT FRANÇAIS ET LE PLURALISME. Histoire politique des institutions publiques de 476 à 1792. – Norbert Rouland

★ **Odile Jacob, Paris, 1995, 377 pages, 130 F.**

Parcourant quinze siècles d'histoire de France, dans un ouvrage à la fois pédagogique et scientifique, Norbert Rouland se propose d'éclairer d'une analyse historique la question cruciale de la gestion des différences dans la démocratie. La volonté centralisatrice de l'État, beaucoup plus marquée que dans les *autres pays européens*, *s'est inscrite dans une* lutte permanente contre le pluralisme juridique, lutte que la Révolution française paracheva en consacrant le principe d'égalité civique. L'âpreté de cette lutte traduit peut-être, a contrario, le caractère structuralement divers de la France. C'est en réinventant des formes de collaboration et de coexistence que pourrait être pensée aujourd'hui la montée des revendications plurielles. Pour l'auteur, loin de nier l'histoire de France, le pluralisme, en pariant sur la capacité de la société à s'auto-organiser sans nier l'État, permettrait alors à la France de *se projeter dans une identité retrouvée.*

ANNE-CÉCILE ROBERT.

LA FRANCE DE CHIRAC. – Patrick Jarreau

★ **Flammarion, Paris, 1995, 195 pages, 95F.**

Après la série de livres écrits dans la hâte et publiés à chaud dans les jours et semaines qui ont suivi l'élection de M. Chirac, Patrick Jarreau propose, lui, une étude raisonnée sur la France, *plus précisément la France politique*, avec laquelle le nouveau président va devoir gouverner. Après un rappel de la campagne, sont passées en revue les différentes factions, tendances et formations de la majorité comme de l'*opposition*. *Évidemment*, l'auteur relève la contradiction fondamentale entre le discours électoral anti-« pensée unique » et la pesanteur des forces sociales qui ont soutenu le maire de Paris. Sans parler de la fameuse « contrainte » européenne. *« Entre la France qu'il porte en lui et celle dont il a su attirer les suffrages, la rencontre pourrait n'avoir duré que le temps d'une campagne »*, conclut Patrick Jarreau. En faisant amende honorable et en revenant aux valeurs du balladurisme, M. Chirac confirme la justesse de ce pronostic.

B. C.

LITTÉRATURE

ARAGON. La liaison délibérée. – Valère Staraselski

★ **L'Harmattan, Paris, 1995, 365 pages, 180 F.**

Pierre Daix avait écrit – et, récemment, réécrit – une belle biographie de Louis Aragon (1). Chronologique *lui aussi*, le livre de Valère Staraselski se fixe un autre objet : la liaison – *« délibérée »*, précise son titre – entre la vie et l'œuvre, et singulièrement entre politique et écriture. Loin des banalités d'usage, hagiographiques ou haineuses, auxquelles l'immense écrivain est si souvent réduit, l'auteur propose un regard rénové, approfondi, contradictoire, fondé sur le retour méthodique au texte. Surréalisme, communisme, stalinisme, Résistance, déstalinisation : l'itinéraire clair-obscur de l'intellectuel, du journaliste et de l'homme politique chevauche celui de l'écrivain, dont les écrits sont omniprésents dans le livre. Aragon ne confiait-il pas lui-même : *« Et à ceux qui me demandent : À la fin, qu'êtes-vous d'abord, communiste ou écrivain ? je réponds toujours : Je suis d'abord écrivain, et c'est pourquoi je suis communiste. »*

D. V.

(1) Pierre Daix, *Aragon*, Flammarion, Paris, 1994.

LOUIS SÉBASTIEN MERCIER. Un hérétique en littérature. – Sous la direction de Jean-Claude Bonnet

★ ***Mercure de France, Paris, 1995*, 530 pages, 140 F.**

Parmi les *« hérésies littéraires »* – selon ses propres termes – de Louis Sébastien Mercier, il est désormais possible de lire aisément le *Tableau de Paris* et *Le Nouveau Paris*. L'ouvrage maintenant consacré à cet auteur enfin rehaussé à sa juste place présente seize brillantes analyses d'une œuvre à la fois cohérente et polymorphe. Infatigable photographe des mœurs, Mercier fut aussi un dramaturge fécond (plus de cinquante pièces), un journaliste, un mélomane, un urbaniste utopiste et, bien sûr, un philosophe. Quatre études montrent le rayonnement extérieur de l'homme et *de sa création* : *en Italie* (où les recherches doivent être affinées), en Angleterre, en Russie et surtout en Allemagne. *« Extraordinaire passeur entre deux siècles »*, selon la formule de Jean-Claude Bonnet, Mercier *« finit par ne plus obéir qu'à une seule sommation, mais si neuve : regarde. »* Ce regard du XVIIIe siècle demeure aujourd'hui exemplaire.

J. D.

DROIT

VIOLENCIA NECESARIA ? La Intervencion Humanitaria en Derecho International. – Consuelo Ramon Chornet

★ **Trotta, Madrid, 1995, 120 pages, 1 300 ptas.**

La violation des droits de l'homme est-elle une affaire intérieure des États ? La communauté internationale doit-elle s'en tenir à la tradition de non-ingérence ? A l'occasion de graves *affaires récentes* – *Irak (Kurdistan)*, Bosnie, Somalie, Haïti, Rwanda –, on a pu voir ces questions évoluer (parfois dangereusement) alors que l'évocation d'un « droit d'ingérence » était esquissée aux Nations unies.

L'auteur de cet ouvrage, professeur de droit international à l'université de Valence (Espagne), fait remarquablement le point sur cette question controversée. Elle évoque les antécédents juridiques établis par Grotius et le Père Vitoria, rappelle l'œuvre récente de Mario Bettati, qui le premier formula et défendit le « *principe d'intervention humanitaire* ». *Dans* une dernière partie, Consuelo Ramon Chornet expose les thèses de ceux qui s'opposent, avec des arguments non moins fondés, au « droit d'ingérence » qui n'a jamais été invoqué en faveur de la Palestine, et au nom duquel furent conduites, jadis, toutes les colonisations...

N. D.

HISTOIRE

RÉFLEXIONS SUR LE GÉNOCIDE. – Pierre Vidal-Naquet

★ **La Découverte, Paris, 1995, 291 pages, 160 F.**

Troisième volume de la série « Les juifs, la mémoire et le présent », *Réflexions sur le génocide* rassemble une douzaine d'études consacrées par Pierre Vidal-Naquet à l'antisémitisme *dans l'entre-deux-guerres*, *et surtout* au génocide des juifs durant la seconde guerre mondiale. Il reproduit également le journal tenu par son père, Lucien Vidal-Naquet, avant sa déportation à Auschwitz. Au fil des préfaces de livres se tisse une réflexion sur l'évolution du regard porté sur la Shoah : de la prise de conscience de la spécificité du génocide des juifs à l'appréciation de sa place dans la seconde guerre mondiale, de la différenciation camps de concentration / camps d'extermination à la question de la culpabilité allemande, de la querelle des historiens aux modalités du combat contre le révisionnisme, etc., Pierre Vidal-Naquet accorde une particulière attention, dans l'historiographie de l'Holocauste, aux rapports étroits qu'entretiennent le témoignage et l'analyse.

D. V.

LA PROCLAMATION DU NOUVEAU MONDE. – Philippe Videlier

★ **Paroles d'Aube, Vénissieux, 1995, 93 pages, 85 F.**

En préface à la première édition française du *Manifeste du Parti communiste*, Philippe Videlier relate l'étrange histoire de cette traduction de l'œuvre de Marx et d'Engels. Si, dès 1848, Marx crut à l'existence d'une version française, il fallut attendre cent cinquante ans pour conclure définitivement à son caractère fantomatique. Car, d'abord traduit *en suédois* – avec pour devise *« La voix du peuple, c'est la voix de Dieu »* – le *Manifeste* ne fut publié en français qu'en février 1872... dans un périodique de New York destiné aux naufragés de la révolution de 1848. Et cette traduction se fondait sur un texte anglais, publié lui aussi aux États-Unis, cette fois dans le journal d'une militante féministe, agent de change à New York. L'adresse aux prolétaires n'y avait d'ailleurs pas paru à la « une », entièrement réservée à la publicité des banquiers de Wall Street.

S. H.

RÉSISTANCE EN TURQUIE

Les intellectuels et la question kurde

Alors que les intellectuels turcs avaient été incapables de se mobiliser contre le parti islamiste Refah (arrivé au pouvoir dans les grandes villes en mars 1994) et ses projets rétrogrades, le conflit à l'est – autrement dit la guerre au Kurdistan – semble en revanche avoir délié les langues.

En octobre 1994, le romancier Yachar Kemal organise en compagnie d'une vingtaine d'écrivains, de journalistes et d'hommes de loi une conférence de presse. Il s'insurge contre l'application de la loi sur la *« lutte contre le terrorisme »* et réclame une véritable liberté d'expression. Au début de 1995, un premier ouvrage, *La Liberté de pensée et la Turquie* (1), paraît aux éditions Can, dont le directeur, M. Erdal Oz, participe depuis plusieurs années aux mouvements démocratiques. Les noms les plus prestigieux de la littérature turque y figurent : Yachar Kemal bien sûr, Aziz Nesin, Tahsin Yücel, Leylâ Erbil, Orhan Pamuk, mais aussi le président du Pen-Club turc et celui du syndicat des journalistes. Le recueil de textes consacrés à la « sale guerre », aux violations des droits de l'homme et aux possibilités d'ouverture démocratique est rapidement interdit par le tribunal de sûreté de l'État, ses auteurs sont poursuivis, mais il circule de manière clandestine et connaît même l'honneur d'une édition pirate.

En mai 1995, une suite lui est donnée : les auteurs sont en partie différents, mais Yachar Kemal (entre-temps engagé dans de longues poursuites en raison d'un article jugé diffamatoire publié dans le *Spiegel* et dans *Index on Censorship*) y publie son plaidoyer devant la cour du 5 mai 1995. Accusé de séparatisme, il sait trouver les mots justes : *« N'oublions pas que l'honneur des habitants d'un pays est au moins aussi sacré que la terre de ce pays. »* Figurent dans le livre d'importantes contributions au combat contre la fuite en avant du gouvernement : Ozdemir Ince, Adalet Agaoglu, la grande romancière contemporaine, mais aussi des intellectuels comme Mehmed Uzun, tous capables d'expliquer sans haine l'apport kurde à la société turque (2).

Images d'une volonté démocratique au sens large, ces deux ouvrages (le second n'a pas été interdit) soulignent l'incapacité de l'État à museler une opinion de plus en plus largement partagée.

TIMOUR MUHIDINE.

(1) *Düsünce Ozgürlügü ve Türkiye*, Can Yay, Istanbul, 1995, 140 pages.

(2) *Yine Düsünce Ozgürlügü, Yine Türkiye (De nouveau la liberté de pensée, de nouveau la Turquie)*, Can Yay, 1995, 167 pages.

● LE LIVRE NOIR DE L'ALGÉRIE *(Reporters sans frontières, Paris, 1995, 224 pages, 80 F)*. Préfacés par Marie-Claire Mendès France, divers documents sur les violations des droits de l'homme en Algérie.

● RWANDA : L'IMPASSE ? La liberté de la presse après le génocide *(Reporters sans frontières, Paris, 1995, 104 pages, 60 F)*. De Kigali, où le droit à l'information reste bafoué, à l'étranger, où les « médias de la haine » impliqués dans le génocide poursuivent, impunis, leur activité.

● SYRIENS, SYRIENNES, 1992-1994. – Laurence Deonna *(Éditions Zoe, Genève, 1995, 122 pages, 110 F)*. Par l'image et par le texte, une vision résolument différente, chaleureuse, de la Syrie et de ses habitants.

● NATIONALISMES ET RÉVEILS ETHNIQUES – Dominique Figa *(Fondation Roi-Baudouin, Bruxelles, 1995, 196 pages)*. Le dossier préparatoire à la conférence organisée par la Fondation Roi-Baudouin le 16 octobre 1995.

● LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES – Jean-Claude Zarka *(Ellipses, Paris, 1995, 128 pages, 65 F)*. Une présentation synthétique des acteurs de la société internationale.

● CONFLICT RESOLUTION. A Review of some non-governmental Practices. A cautionary Tale. – Dr Eftihia Voutira et Shaun A. Whishaw Brown *(Refugees Studies Programme, université d'Oxford, 1995, 50 pages)*. Le rôle des organisations non gouvernementales dans la solution des conflits, à travers leurs propres textes.

● SCIENCES SOCIALES, SCIENCES MORALES ? Itinéraires et pratiques de recherche. – Ouvrage collectif *(Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Alif, Tunis, 1995, 140 pages)*. Chercheurs français et maghrébins confrontent leurs pratiques et leur déontologie.

● IMAGES ÉCONOMIQUES DU MONDE 1995-1996. – Ouvrage collectif *(SEDES, Paris, 1995, 285 pages, 100 F)*. Les chiffres-clefs de la planète...

● ETHNOCIDE TOUAREG : La réalité *(Tamazgha, 47, rue Bénard, 75014 Paris, 1995, 118 pages)*. Six mois de lutte touarègue à travers la presse.

● LES NOUVELLES SOCIOLOGIES. –Philippe Corcuff *(Nathan, Paris, 1995, 126 pages, 49 F)*. L'état des courants et des débats.

● SOUFFRANCES ET PRÉCARITÉS AU TRAVAIL. – Ouvrage collectif *(Syros-Mutualité française, Paris, 1994, 357 pages, 160 F)*. Des médecins du travail témoignent des dégâts sur la santé qu'occasionne une double précarisation : celle de l'emploi et celle au sein de l'organisation du travail.

Organisations internationales

● LES RÉFUGIÉS DANS LE MONDE. En quête de solutions *(Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, La Découverte, Paris, 1995, 263 pages, 130 F)*. Bosnie, Irak, Rwanda, Somalie, Tchétchénie... : le sort des quelque cinquante millions d'hommes déracinés par la guerre.

● NOTRE DIVERSITÉ CRÉATRICE. Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement *(Unesco, Paris, 1995, 299 pages)*. Pour repenser le développement, conçu comme partie intégrante de la culture des peuples.

● RAPPORT ANNUEL 1995 *(Fonds monétaire international, Washington, 1995, 303 pages)*. Les perspectives de l'économie mondiale au 30 avril 1995. Avec les indicateurs-clefs de plusieurs dizaines de pays.

● RAPPORT ANNUEL 1995 *(Association internationale du transport aérien international, Genève, 1995, 48 pages)*. Le cinquantième anniversaire du transport aérien moderne se présente, pour les membres de l'IATA, sous le signe du profit.

La mémoire en cendres de Madagascar

Par FRANÇOISE RAISON-JOURDE *

QUEL familier de Madagascar, quel simple voyageur pourrait oublier l'enceinte royale qui domine de 200 mètres la ville de Tananarive ? Elle abritait un admirable ensemble composé de cinq palais de bois et du temple royal. Tous ont brûlé, en une nuit, le 6 novembre 1995. Ce lieu de *mémoire* était aussi cher aux Malgaches que Saint-Denis et Versailles aux Français. Quatre jeunes gens sont d'ailleurs morts dans l'incendie, en tentant de sauver des souvenirs irremplaçables.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, chaque souverain avait eu à cœur de laisser une maison symbolisant son rôle dans l'édification du royaume. La grâce aérienne de la Maison d'argent comme la masse grandiose du Palais de la reine disaient la continuité de ce désir et la volonté de faire l'unité de l'île pour accomplir le vœu énoncé par Andrianampoinimerina : *« La mer est la limite de ma rizière. »* L'ensemble, visible de quarante kilomètres à la ronde, donnait à la ville l'air d'une antique acropole.

Le matin même de l'incendie, en basse ville, les archives du ministère des finances avaient également brûlé. L'opinion fut d'emblée convaincue du caractère criminel de ces feux, sur fond de changement de gouvernement tout récent (M. Emmanuel Rakotovahiny remplaçant M. Francisque Ravony) et au lendemain de l'élection à la mairie de Tananarive de M. Guy Willy Razanamasy, ancien premier ministre de la transition (1).

Le lendemain, des foules innombrables montèrent jusqu'au site inscrit il y a peu au titre du patrimoine mondial par l'Unesco, et désormais découronné. Les tombeaux de pierre ayant éclaté dans la fournaise, des restes, identifiés trop vite peut-être comme ceux de Ranavalona III, furent descendus *jusqu'au stade* de Mahamasina et veillés comme on le faisait avant 1895 pour le corps du souverain défunt. Un rituel s'improvisait dans le contact avec la *masina* (corps saint), dont la vertu efficace n'est plus à démontrer à Madagascar.

Le 17 novembre, sous la poussée de l'opinion, les autorités reconnaissaient le caractère criminel du feu. Les conséquences de ce drame, qui anéantit des pièces majeures du patrimoine culturel de Madagascar, ont été sous-estimées par la presse française. Ce qu'il révèle, c'est d'abord l'état du pays. Sur fond de paupérisation des services publics (des pompiers sans matériel et sans eau) et de mécontentement social intense, un incendie a peut-être été allumé sur les pentes de la haute ville comme partout dans l'île actuellement. Anonyme, le feu est généralement le signe d'un mécontentement populaire qui n'arrive pas à se faire entendre des politiciens.

Mais ce signal, qui accompagna dans le passé toutes les périodes de fracture (1946-1947 ou 1972), n'a-t-il pas été utilisé en vue d'une opération politicienne ? On aurait ainsi voulu détourner l'attention de la destruction des archives financières. Pis encore, on aurait voulu susciter un affrontement entre Merinas (2), dont l'histoire, la mémoire, sont inséparables de ce patrimoine, et les « côtiers », supposés indifférents, voire hostiles à ces signes du passé dans lesquels certains résument à tort l'histoire *de toute l'île*. L'incendie des palais aurait donc eu pour but de ranimer les braises des passions ethniques qui furent une des composantes de la rébellion de 1947.

Le retentissement du drame est incalculable, tant il touche au cœur de la construction nationale. Il révèle l'anarchie dans laquelle a glissé un pays dont les gouvernants n'ont pas su répondre à la mobilisation de 1991. L'absence de ligne de conduite, le rapport continuel des négociations avec le FMI et surtout la Banque mondiale, le recours aux financements parallèles ont fait place libre à l'ethnicisation du champ politique, c'est-à-dire à une régression vers la lecture de tout événement en termes d'affrontement entre Merinas et côtiers. On est passé le 7 novembre 1995 très près d'affrontements de style ethnique.

Chacun est conscient du danger. Parmi les côtiers, beaucoup admettent qu'avec le recul du temps ces hauts lieux signifiaient l'unité nationale et que Tananarive, enrichie de nombreux apports de migrants côtiers, est en passe de devenir une métropole représentative de tous les Malgaches. Un langage commun se cherche aujourd'hui à la faveur du traumatisme. Il alerte sur les conduites suicidaires fréquentes à Madagascar. Un ami côtier affirme : *« Nous avons brûlé nos forêts, nous brûlons nos palais, supports de notre mémoire, et nos ancêtres royaux. La prochaine fois, nous nous brûlerons* nous-mêmes. *Donnons-nous trente ans et reconstruisons le pays entier et non plus un palais. Portons certes le deuil de nos palais, mais plus chère encore doit nous être l'unité nationale. »*


ROGER-VIOLLET

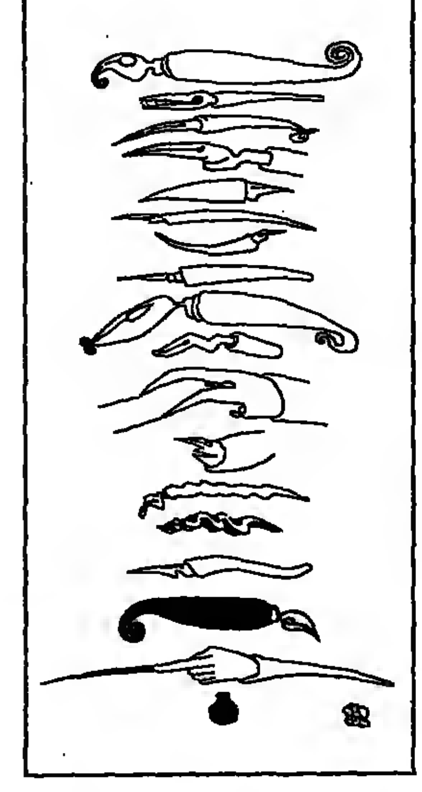
L'entrée du palais, vue par le *Journal illustré* (1895)

(1) Lire Philippe Leymarie, « Longue patience à Madagascar », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.

(2) Nom du royaume qui, fondé au centre de Madagascar, a étendu sa domination sur les deux tiers de l'île avant d'être annexé par la France.

* Professeur d'histoire à l'université Paris-VII

COURRIER DES LECTEURS



Publicité

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour s'étonner de voir des annonces immobilières dans nos pages ; ainsi M. Raoul Caplan, d'Angers, nous dit :

J'ai été très choqué par la prolifération d'annooces immobilières dans votre oumèro de novembre. Tant de « belles résidences » dans les « plus belles avenues de Paris », de Boulogne à Auteuil, parsemées entre vos articles sur le déchirement algérien et le conflit en ex-Yougoslavie, o'est-ce pas quelque peu indécent ? Et que dire de la juxtaposition de cette offre de « très beaux appartements du studio au 7 *(sic)* pièces » avec cet article sur les difficultés (y compris de logement) du peuple cubain ?

Bref, ma question est : *Le Monde diplomatique* a-t-il vraiment besoin de ce type de publicité ? Ceci n'ouvre-t-il pas la voie à des compromissions (surtout lorsque l'on sait que derrière les façades de ces magnifiques résidences destioées au « beau peuple », très bien éclairées, il y a (trop) souvent de vastes espaces d'ombres : affaires, scandales, etc.) ?

[*Le Monde diplomatique* a choisi, volontairement, de limiter le volume de publicité dans ses pages, et de donner la priorité eux annonces de caractère culturel (livres, revues, manifestations artistiques, etc.). Ses recettes publicitaires représentent moins de 5 % de son chiffre d'affaires. Réduire davantage ce taux se traduirait inévitablement par une augmentation de son prix de vente et mettrait notre journal hors de portée des plus modestes de nos concitoyens. C'est cela ou passer quelques annonces immobilières qui n'ont nul caractère « *indécent* ». Entre deux maux, nous avons préféré le moindre. – L. R.]

● PRÉCISION. – Une erreur s'est glissée dans le « chapeau » de l'article de Boris Marcq, « Le Portugal rattrapé par la normalité libérale » (*Le Monde diplomatique*, décembre 1995) : le parti de centre-droit qui a perdu les élections était, bien entendu, le PSD et non le CDS, ce qu'expliquait d'ailleurs l'article.

« La grande révolte française contre l'Europe libérale »

Le mouvement social de décembre et l'important dossier que Le Monde diplomatique *lui a consacré dans son numéro de janvier ont suscité un courrier exceptionnellement abondant. Quelques lecteurs nous ont transmis des réactions critiques. Ainsi, M. Guy Gouyet (Pantin) fait part de sa déception.*

(...) Vieux lecteur du *Monde diplomatique*, je suis sensible au côté « poil à gratter » des articles de la revue. On aime ou on o'aime pas, mais cela invite toujours à la réflexion. Mais attention : il ne faudrait pas, au nom de l'action contre la pensée unique, nous proposer des analyses à sens unique et par trop partisanes. Prétendre, comme le fait notamment Philippe Videlier, que Nicole Notat n'a eu de cesse de s'opposer à l'expression du mouvement syndical m'a heurté, et avec moi probablement d'autres militants de la CFDT.

Militant de la CFDT, M. Jules Broutin (Lille) ne partage pas cette opinion :

(...) Je n'ai pu approuver la position de Nicole Notat et de la direction confédérale concernant le plan Juppé. (...) Ce fut donc pour moi une agréable surprise de lire *Le Monde diplomatique* quelques jours après m'être adressé à des responsables CFDT. Votre position sur la mondialisation de l'économie est d'autant plus importante que vous êtes une des seules publications, sinon la seule, à ouvrir ce débat capital. (...) L'Europe sera sociale ou ne sera pas. (...)

Employé dans la fonction publique, M. Jean-Paul Huet (Pleurtuit) n'en conteste pas moins l'appréciation de l'éditorial d'Ignacio Ramonet selon lequel les Français ont collectivement exprimé leur refus d'un modèle de société :

(...) Il me paraît légitime d'écrire qu'une catégorie de Français a exprimé sa protestation. Ce vieux principe républicain par lequel les citoyens préfèrent le désordre à l'injustice ne me semble pas trouver sa place lors de cette réforme sociale. L'injustice o'est-elle pas dans le fait qu'une minorité de citoyens bénéficie de privilèges (appelons un chat un chat) et veut continuer à vivre sur ses avantages acquis sans regarder soo voisin ? Nous avons assisté à un mouvement de révolte o'ayant pour seul but que la défense d'intérêts catégoriels. Je ne me rappelle pas avoir vu en 1993, lors du passage pour le privé à quarante annuités, la naissance d'un mouvement de solidarité du public et des syndicats. (...)

Professeur émérite de l'université Nancy-II, M. William Grossin (Tours) reproche à M. Edgard Pisani (« Tous ensemble contre la mondialisation », page 32) *de se tromper de cible :*

(...) Ce processus inéluctable s'accélère aujourd'hui. Certes, de manière anarchique. Il atteint parfois des valeurs telles que la liberté, la démocratie, l'équité... (...) Un gouvernement de l'ombre se constitue à l'échelon mondial au mépris de la règle démocratique, c'est-à-dire sans le contre-pouvoir d'une représentation des peuples auxquels s'adressent ses arrêts. Edgard Pisani est sûrement préoccupé de ce problème, mais le résout mal. Ce n'est pas le refus – rétrograde et illusoire – de la mondialisatioo qui est à l'ordre du jour, mais l'instauration d'un Parlement mondial responsable, élu au suffrage direct. (...)

Philosophe, Yvon Quiniou (La Roche-sur-Yon), d'accord avec l'essentiel du numéro, fait état d'une réserve sur l'article de Philippe Videlier (« Des intellectuels soooants et trébochants ») *:*

(...) Il oublie l'existence en France d'un pôle intellectuel qui résiste au conformisme qu'il décrit : il s'agit, tout particulièrement, des intellectuels qui continuent à se réclamer de Marx et que l'oo retroove dans des revues comme *Actuel Marx*, *M*, *Futur antérieur* ou autour du PCF avec la revue *La Pensée* ou encore avec *Regards*. On peut ajouter à cette liste la revue *Raison présente*. L'étonnant succès du colloque « Marx international » de septembre 1995 a prouvé la vitalité de ce courant de pensée à la fois intransigeant et productif sur le plan théorique.

M. Pascal Brégeon (Tours), qui partage, lui aussi, l'approche du journal, témoigne :

(...) Travaillant à France Télécom, j'ai fait grève et j'ai manifesté à plusieurs reprises contre le plan Juppé et contre le contrat de plan SNCF. C'est vrai que, parfois, j'avais tendance à culpabiliser (et je n'étais pas le seul) vis-à-vis des millions de chômeurs et d'exclus et aussi des usagers gênés au quotidien par ce mouvement. De nombreux journalistes entretenaient plus oo moins cette culpabilité (...). Même si, actuellement, j'ai la sécurité de l'emploi, je suis loin d'être privilégié (surtout après la lecture du *Monde diplomatique*) : je travaille à temps partiel (80 %) depuis dix ans et je touche net 7 500 francs par mois. (...) La seule chose que je regrette, c'est que cette forte mobilisation contre le plan Juppé o'ait pas eu lieu contre les essais nucléaires. (...)

D'autres lecteurs développent leur réflexion sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Ainsi le docteur Patrick Nivet, du Centre hospitalier de Libourne, insiste-t-il sur les dangers que comporte la budgétisation des dépenses de santé :

(...) Le système actuel de sécurité sociale a, depuis cinquante ans, l'immense intérêt de permettre en premier lieu l'approche du malade et de sa souffrance. Le médecin, à son chevet, prescrit, et la Sécurité sociale assume les conséquences financières de cette rencontre « *entre une conscience et une confiance* ». Demain, avec la réforme Juppé, l'approche de la santé sera d'abord budgétaire. Le médecin prescrira dans la contrainte financière que la crise économique et/ou les critères de Maastricht feront peser, n'en doutons pas, sur les choix des parlementaires. (...)

Sur la question de la réforme, M. Antoine Manessis (Grenoble) estime :

(...) Ce mouvement social o'est qu'une répétition générale de moovemeots sociaux encore plus amples et sans doute beaucoup plus durs si rien de fondamental ne bouge ; que personne ne se trompe, il existe un point de rupture du corps social, et cela dans tous les pays occidentaux. Personne parmi les grévistes, me semble-t-il, oe s'oppose à la réforme. Ceux qui s'y opposent soot ceux qui tirent profit de la manière dont les gouvernements gèrent la formidable mutation de notre société : la Bourse, les marchés, la grande finance, les privilégiés qui voient leur situation prospérer tandis que l'immense majorité du peuple vit l'angoisse du chômage, le chômage, voire l'exclusion. Mais évidemment il ne faut pas confondre réforme et régression sociale. Rien o'est inéluctable : ni faire payer la crise aux pauvres, ni le monétarisme, ni l'ultra-libéralisme, ni l'immobilisme. Une autre politique est possible, souhaitable et nécessaire. (...)

Pour sa part, M. Bernard Drevon (Lyon) met l'accent, au terme d'une longue analyse, sur les solutions :

(...) Les solutions résident dans la remise en cause de la logique de la mondialisation et plus globalement de la logique capitaliste : régulatioo de l'activité économique dans le sens du plein-emploi (croissance) à l'échelle européenne et même mondiale (G 7) ; réglementation et taxation des mouvement de capitaux ; organisation d'un véritable système mooétaire international sous contrôle politique ; réduction massive de la durée du travail en Europe avec augmentation du pouvoir d'achat des bas revenus ; réduction des inégalités (...) ; arrêt du démantèlement des services publics et mise en place de politiques audacieuses en matière de formation, de logement social (...), de lutte contre la pauvreté ; lutte contre le sous-développement à l'échelle mondiale (...).

De Québec, M. Yvonnick Roy s'interroge :

Par-delà l'Atlantique, les événements politiques survenus en France au cours de l'automne 1995 ne sont pas immédiatement compréhensibles. Pourquoi le peuple français (...) fut-il acculé à descendre dans la rue pour se faire entendre ? Pourquoi une si grande colère ? Les raisons sont vraisemblablement multiples. Peut-être que la duperie a quelque chose à voir avec cette fureur. Duperie d'abord des pouvoirs en place et de leur évangile libéral, néo-libéral, mondialiste et puis au diable les exclus, les culs-terreux, les gueux... Duperie encore, et c'est la pire, celle de toutes les gauches, cette gauche qui, une fois installée au pouvoir, a fait en sorte que la rémunération du capital augmente plus vite que celle du travail. (...) Vraiment, de loin, je crois comprendre la colère du peuple français contre les loups qui veillent sur la bergerie.

Du Canada également, mais de Montréal, M. Jean-Michel Parouffe juge « incomplète » *l'explication de Paul-Marie Coûteaux sur la libéralisation du marché de l'électricité* (« Défense et illustration des services publics ») :

(...) En mettant en avant seulement la sauvegarde des obligations du service public d'*EDF*, il évacue une raison sous-jacente plus importante. C'est-à-dire la volonté politique de mettre à l'abri de toutes considérations économiques et environnementales les investissements dans la technologie nucléaire réalisés par l'Etat et le complexe militaro-industriel français depuis les années 50. Cette raison inavouée ne saurait échapper aux observateurs de la scène énergétique européenne, et particulièrement aux responsables de pays tels que la Suède, qui a décidé démocratiquement d'abandonner l'usage de l'énergie nucléaire dans un avenir rapproché, tout en déréglementant le marché de l'électricité. (...)

A Athènes où il vit, M. Frédéric Bendali a reçu le numéro de janvier comme « de l'oxygène ». *Car, se plaint-il, il était difficile de comprendre le mouvement en cours en France au travers des seules télévisions françaises retransmises par TV 5 :*

(...) Les chaînes nationales françaises ne font ni plus ni moins que de l'intox. (...) M. Bilalian a parlé de « Français » gênés par les « grévistes ». Les premières manifestations que nous avons vues ici, à Athènes, étaient celles de ces « Français » anti-grévistes. L'accent a été systématiquement mis sur la gêne occasionnée, laissant dans l'ombre l'immense bouffée d'espoir que la majorité des Français a dû ressentir à cette occasion. (...)

Dans le même esprit, M. Boris Halpern (Paris) s'étonne que « les opinions de *[votre]* journal aient été si peu exposées à la télévision pendant toutes ces grèves ».

Colloques et rencontres

● STRATÉGIES POUR L'EMPLOI. Organisée par le Centre Galilée, en collaboration avec *Transversales Science Culture* et *Le Monde diplomatique*, une soirée-débat, le mercredi 7 février à 18 h 30, au FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris.

● COMMUNES ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE. Plusieurs centaines d'élus sont conviés par le Réseau de l'économie alternative et solidaire, les 7 et 8 février, à Chevilly-Larue. *(Aline Archimbaud, RÉAS, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin. Tél. : (1) 49-15-04-03.)*

● TÉLÉVISION ET POUVOIRS. Le CRAC, scène nationale, prépare à Valence, pour les 8, 9 et 10 février, un colloque sur ce thème, avec la participation du *Monde diplomatique*. *(CRAC, 36, boulevard du Général-de-Gaulle, 26000 Valence. Tél. : (16) 75-82-44-10.)*

● LES PAYS MÉCONNUS DE LA CEI. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizstan, Moldavie, Tadjikistan, Turkménistan sont à l'ordre du jour du séminaire du Centre français du commerce extérieur, à Paris, le 9 février. *(Michel Kelefi, CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 40-73-37-30.)*

● STATISTIQUES ET SONDAGES, ORACLES MOOERNES, RÉALITÉS CONTESTÉES. La Faculté libre d'anthropologie de Paris propose d'en discuter les 9 et 10 février, à Paris. *(Falap, 3, square Lamarck, 75018 Paris. Tél. : (1) 42-51-20-90.)*

● FEMMES AFRICAINES EN FRANCE. La Société des africanistes organise une journée d'étude, le 12 février, à Paris. *(Sophie Blanchy, 37 bis, rue de Coulmiers, 45000 Orléans. Tél. : (16) 38-62-85-97.)*

● MONDIALISATION ÉCONOMIQUE ET DESTRUCTION SOCIALE. A l'initiative du collectif « Les autres voix de la planète : solidaires face au G7 », un colloque le vendredi 16 février à 19 h 30 à la Bourse du travail, 29, bd du Temple, 75011 Paris, avec notre collaborateur Bernard Cassen, suivi d'un week-end d'ateliers thématiques, les 17 et 18 février, à la Bourse du travail de Saint-Denis, métro Porte-de-Paris. *(Renseignements week-end : (1) 43-71-09-11.)*

● L'EMPLOI : QUELLE STRATÉGIE ALTERNATIVE AU SERVICE DE L'HOMME ? Organisée par Initiative gauche citoyenne, une soirée-débat, le vendredi 23 février à 20 h 30, Maison de quartier de Fin d'Oise, 25, avenue Gallieni, 78700 Conflans-Sainte-Honorine. *(Renseignements : (1) 39-19-62-82.)*

● MARX L'INTEMPESTIF. A l'initiative de la Fondation Marcel-Liebman, Daniel Bensaïd fera dix heures de cours public à l'Université libre de Bruxelles, du lundi 26 février au vendredi 1er mars. *(Fondation Marcel-Liebman, 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles. Tél. : (19322) 650-33-86.)*

Retrouvez une liste plus détaillée des colloques et rencontres sur le site Internet du Monde diplomatique.
Adresse : http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Désormais, chaque mois, vous pouvez retrouver *Le Monde diplomatique* sur un *centre serveur multimédia francophone, mis en place par l'Institut national de l'audiovisuel (INA)*, accessible sur le réseau Internet. Ce centre permet la *consultation de tous* les numéros du *Monde diplomatique* depuis janvier 1994. Les articles sont disponibles, avec un index par pays, par thème et par nom d'auteur. Sur *Internet, vous* trouverez également le sommaire du numéro du mois en cours ainsi que plusieurs rubriques « étendues » par rapport à la version *papier* : les manifestations organisées par *Le Monde diplomatique* ; une liste détaillée des principaux colloques ; le sommaire de plusieurs dizaines de revues françaises et étrangères.

Adresse : *http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo*

Ce mois-ci, *Le Monde diplomatique* accueille en outre sur son serveur des groupes de discussion sur des thèmes traités dans le journal. Le premier de ces échanges portera sur Internet et les rapports Nord-Sud, *à partir de l'article* publié en pages 24 et 25. Pour y participer, vous pouvez envoyer un courrier électronique à forum-diplo-info@ina.fr

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde, Association Gunter Holzmann, Association Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire : Ignacio RAMONET, président, *directeur de la publication* :
Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Serge HALIMI, Dominique VIDAL
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs :
François HONTI (1954-1972)
Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance :
Jean-Marie COLOMBANI, président ;
Alain GRESH, vice-président

RÉDACTION
15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16 – Télécopieur : 40-65-29-77
Courrier électronique :
Secrétariat @ Monde-Diplomatique. fr

PUBLICITÉ
Le Monde Publicité SA
133, avenue des Champs-Elysées, 75409 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha Hercegova
Tél. : 44-43-76-25 – Fax : 44-43-77-30

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, lecteurs solidaires, nous avons pu abonner depuis janvier 1994, 500 centres de lecture collective, dont 227 en Afrique et au Proche-Orient, 81 en Amérique latine, 143 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 49 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale, les échanges d'expérience sont ainsi freinés. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir « Le Monde diplomatique », participez au fonds « Lecteurs solidaires »

Nom : **Prénom :**
Adresse :
Code postal : **Ville :** **Pays :**
Je verse par : ☐ **chèque bancaire** ☐ **chèque postal la somme de :**
☐ **320 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.**
☐ **375 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.**
ou de ☐ **50 F** ☐ **100 F** ☐ **200 F**
destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »